CONSEIL COMMUNAL DU 14 SEPTEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 14 SEPTEMBER 2026

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig
Vincent De Wolf, *Le Bourgmestre - Président/De Burgemeester-Voorzitter* ;
Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Frank Van Bockstal, Maryam Matin Far, André du Bus, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Arnaud Van Praet, Caroline Joway, Audrey Petit, Anne Vandersande, Laure-Mélanie Defèche, Zacharia Moktar, Lucien Rigaux, Louise-Marie Bataille, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Sacha Moëns, Lise Ottinger, Olivia de Callataÿ, Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou, José Plaza Gonzalez, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd
Colette Njomgang, *Échevin(e)/Schepen* ;
Ethel Savelkoul, Jean-Sébastien Lemaire, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Delphine Cordier, Salvatore Profetto, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ouverture de la séance à 20:40
Opening van de zitting om 20:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

14.09.2026/A/0001 **Interpellation citoyenne relative à la gestion des épisodes caniculaires dans les écoles communales – Obligation de formuler un Plan Chaleur d'avenir pour garantir la continuité pédagogique.**

À l'attention de Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

Monsieur le Bourgmestre,

Par la présente, en tant que citoyens et parents d'élèves de la Commune d'Etterbeek, nous sollicitons le droit d'interpeller le Collège des Bourgmestre et Échevins lors de la prochaine séance publique du Conseil communal.

Cette démarche fait suite à la décision récente du pouvoir organisateur de suspendre les cours durant les après-midis concernés par les vagues de chaleur. Cette mesure d'abandon pédagogique nous paraît totalement inacceptable et nous demandons formellement qu'elle ne puisse plus se reproduire à l'avenir.

L'argument avancé selon lequel cette suspension est décidée « pour le bien-être et la santé des élèves » est fondamentalement biaisé. Renvoyer les enfants chez eux ou les confier à des garderies improvisées ne résout en rien le problème thermique : de nombreuses familles vivent dans des appartements surchauffés sous les toits, bien moins ventilés que les espaces communs de nos écoles. De plus, briser arbitrairement le rythme

d'apprentissage crée une précarité pédagogique majeure et impose une charge logistique et mentale lourde pour les familles qui travaillent. Le véritable bien-être des élèves réside dans notre capacité collective à leur offrir un cadre adapté et sécurisé, pas dans la capitulation administrative.

Le dérèglement climatique exige de la flexibilité et de l'ingéniosité, pas de l'absentéisme institutionnel. En tant que citoyens et parents d'élèves à Etterbeek, nous attendons du pouvoir organisateur qu'il prenne ses responsabilités et formalise une stratégie claire pour l'avenir. Un véritable plan d'adaptation climatique ne s'improvise pas dans l'urgence d'un pic de chaleur. Il doit se concevoir et se planifier dès maintenant, de manière structurelle, en mobilisant en amont toutes les parties prenantes : directions, enseignants, associations de parents, mais aussi les partenaires extérieurs indispensables (STIB pour les accès frais, clubs sportifs locaux, services communaux de la culture et du patrimoine). Nos enfants ont besoin de solutions de bon sens, anticipées et concertées, pas de portes closes.

Cette responsabilité est d'autant plus cruciale que le calendrier scolaire s'étend dorénavant sur des semaines supplémentaires à cheval sur les mois de juin, juillet et août. Les canicules ne sont plus des anomalies imprévisibles, mais des réalités structurelles. Notre priorité absolue doit être de maximiser les heures de contact pédagogique avec les élèves. Nous entendons l'argument des budgets restreints et du bâti parfois centenaire, mais le manque de moyens ne peut pas justifier un abandon de responsabilité.

Afin de stimuler la réflexion du Collège, des services communaux et des équipes éducatives, nous soumettons une articulation détaillée de nos propositions concrètes, pragmatiques et à faible coût, réparties en quatre axes opérationnels :

Axe 1 : Gestion thermique des bâtiments

L'objectif est d'abaisser la température intérieure des locaux dès le matin en utilisant des protocoles physiques simples et la participation citoyenne, sans investissements lourds.

- Protocole de ventilation nocturne : Mettre en place une directive pour les équipes de gardiennage ou d'entretien afin de créer des courants d'air massifs durant la nuit et à l'aube (périodes les plus fraîches). Les locaux doivent être entièrement calfeutrés (fenêtres fermées, stores ou tentures baissés) dès 8h30 pour emprisonner l'air frais et retarder l'effet de serre dans les classes.
- Bouclier thermique "DIY" (Do It Yourself) : Pour les classes exposées plein sud ou situées directement sous les toits, équiper temporairement les vitrages de panneaux de carton recouverts de papier aluminium orientés vers l'extérieur. Ces écrans réfléchissent le rayonnement infrarouge avant qu'il ne traverse le verre, évitant ainsi plusieurs degrés d'accumulation thermique.
- Prêt de ventilateurs : Solliciter la solidarité des familles en cas d'alerte canicule pour le prêt de ventilateurs domestiques. Pour maximiser leur efficacité, on peut placer des linges humides ou des bouteilles d'eau congelée juste devant le flux d'air permet de créer un système de refroidissement par évaporation performant à coût zéro.

Axe 2 : Repenser le calendrier scolaire

L'objectif est de réaménager intelligemment le calendrier et l'utilisation spatiale de l'école pour maintenir l'intégralité des heures d'apprentissage.

- Garantie d'occupation jusqu'au dernier jour : Interdiction stricte d'écourter l'année scolaire de manière déguisée. Pour s'assurer du maintien des élèves en classe, les évaluations doivent être maintenues de manière fluide et la remise des diplômes ainsi que les proclamations officielles doivent être fixées au tout dernier jour

calendrier de l'année scolaire.

- Planification stratégique des journées pédagogiques : Repenser le calendrier annuel en déplaçant les journées de formation des enseignants lors des semaines de fin juin et début juillet, au moment où les risques climatiques sont les plus élevés. Ce calendrier doit obligatoirement être coordonné entre les sections maternelles et primaires du réseau afin d'éviter d'ingérables cassures logistiques pour les familles ayant des enfants dans chaque filière.
- Allégement du rythme de l'après-midi et "Blocus Frais" : Concentrer l'ensemble des examens et des cours théoriques denses exclusivement en matinée. Dédier les après-midis à des apprentissages à plus faible dépense calorique (ateliers de lecture, quiz éducatifs, projets artistiques, jeux de société pédagogiques). Si certaines classes deviennent invivables, les élèves doivent être évacués vers les grands volumes communs du rez-de-chaussée ou du sous-sol (réfectoires, halls de sport), naturellement plus tempérés, pour y travailler en groupes rassemblés.

Axe 3 : L'école "hors les murs" & partenariats de proximité

L'objectif est d'utiliser le tissu urbain et le patrimoine d'Etterbeek comme infrastructures climatiques alternatives.

- Exploitation pédagogique des infrastructures souterraines : Innover en déplaçant certains cours dans des espaces publics naturellement réfrigérés par leur conception. Par exemple, organiser une leçon d'histoire sur les institutions européennes ou une séquence de géographie urbaine directement au sein de la station de métro Schuman, qui bénéficie d'une fraîcheur constante.
- Utiliser les espaces publics frais et le patrimoine local : Planifier des excursions de proximité gratuites l'après-midi. Le pouvoir organisateur doit faciliter l'accès aux bibliothèques municipales climatisées ou aux centres culturels. De même, les églises de quartier constituent de parfaits îlots de fraîcheur architecturaux où l'on peut organiser une heure de lecture silencieuse ou d'étude dans le calme.
- Classes vertes urbaines : Transférer l'école à l'extérieur, sous la canopée des grands parcs communaux (Parc du Cinquantenaire, Parc Hap), où la température sous les arbres est nettement inférieure à celle d'une classe bitumée. Des partenariats doivent être noués avec les clubs sportifs de la commune pour exploiter l'après-midi leurs zones ombragées et leurs infrastructures d'accueil souvent mieux ventilées.

Axe 4 : Flexibilité logistique & Pratiques physiologiques

L'objectif est d'adapter le quotidien physique des enfants pour minimiser l'impact métabolique de la chaleur.

- Stratégie de micro-groupes et rotation spatiale : Rompre avec la configuration rigide de 30 élèves assis face au tableau dans un espace restreint. Diviser les classes en deux sous-groupes l'après-midi : pendant qu'une moitié effectue une activité calme dans la pièce la plus préservée de l'école (comme la bibliothèque), l'autre moitié est encadrée à l'extérieur (sous le préau ou dans un espace vert). Les rôles s'inversent à la mi-temps.
- Ritualisation de l'hydratation et collations hydro-rechargeables : Imposer des alertes hydratation systématiques toutes les heures, encadrées par l'utilisation de brumisateurs rechargeables collectifs pour rafraîchir les élèves.

Ces suggestions sont formulées pour enrichir le débat. Si la commune dispose d'autres idées ou de meilleures alternatives issues d'une concertation avec de nouveaux partenaires, nous les saluons. La seule option qui doit être définitivement écartée est la fermeture des classes ou la suspension des apprentissages.

Dès lors, nos questions au Collège sont les suivantes :

- Le Collège s'engage-t-il à ce que la suspension des cours l'après-midi ne soit plus jamais la réponse par défaut lors des prochains pics de chaleur ?
- Le Collège s'engage-t-il à lancer *dès aujourd'hui* le travail de planification pour mettre en place ce plan d'adaptation climatique obligatoire, en y associant l'ensemble des partenaires et parties prenantes (directions, STIB, clubs locaux) dès la rentrée ?
- Quelles mesures immédiates et à faible coût, parmi celles que nous proposons, le Collège compte-t-il d'ores et déjà valider pour garantir la continuité du service public d'enseignement ?

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à la présente demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins et Conseillers, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le collectif de citoyens / parents d'élèves :

Steven Engels, Boerenstraat 82, 1040 Etterbeek

Le Conseil entend l'interpellation.

Burgerinterpellatie – Betreffende het beheer van hittegolven in gemeentelijke scholen – Verplichting om een programma Warmte voor de toekomst op te stellen om de continuïteit van het onderwijs te waarborgen.

Ter attentie van de burgemeester,

Geachte schepenen,

Geachte gemeenteraadsleden,

Geachte burgemeester,

Bij deze vragen wij, als burgers en ouders van leerlingen uit de gemeente Etterbeek, het recht om het college van burgemeester en schepenen te interpelleren tijdens de volgende openbare zitting van de gemeenteraad.

Deze vraag volgt op de recente beslissing van de inrichtende macht om de lessen op te schorten tijdens de namiddagen tijdens de hittegolven. Deze maatregel van pedagogische verwaarlozing lijkt ons totaal onaanvaardbaar en wij vragen formeel dat zij zich in de toekomst niet meer kan herhalen.

Het aangevoerde argument voor deze opschorting "voor het welzijn en de gezondheid van de leerlingen" loopt scheef. Kinderen naar huis sturen of hen toevertrouwen aan geïmproviseerde opvang lost het thermische probleem geenszins op: veel gezinnen wonen in oververhitte dakappartementen, waar veel minder verluchting is dan in de gemeenschappelijke ruimtes van onze scholen.

Bovendien creëert het willekeurig doorbreken van het leerritme een grote pedagogische kwetsbaarheid en legt het een zware logistieke en mentale last op de schouders van werkende gezinnen. Het echte welzijn van de leerlingen ligt in onze collectieve capaciteit om hen een aangepast en veilig kader te bieden, niet in administratieve overgave.

De klimaatontregeling vraagt flexibiliteit en vindingrijkheid, geen institutioneel absenteïsme. Als burgers en ouders van leerlingen uit Etterbeek verwachten wij van de inrichtende macht dat zij haar verantwoordelijkheid neemt en een duidelijke strategie voor

de toekomst formaliseert.

Een echt klimaatadaptatieplan wordt niet in allerijl geïmproviseerd tijdens een hittepiek. Het moet nu al worden ontworpen en gepland, structureel, door alle betrokken partijen vooraf te mobiliseren: directies, leerkrachten, oudervereenigingen, maar ook de noodzakelijke externe partners (MIVB voor koele toegang, lokale sportclubs, gemeentelijke diensten voor cultuur en erfgoed).

Onze kinderen hebben nood aan oplossingen die logisch, doordacht en gezamenlijk voorbereid zijn, niet aan gesloten deuren.

Deze verantwoordelijkheid is des te crucialer omdat de schoolkalender zich voortaan uitstrekt over extra weken die deels in juni, juli en augustus vallen. Hittegolven zijn geen onvoorspelbare anomalieën meer, maar structurele realiteiten. Onze absolute prioriteit moet zijn om de pedagogische contacturen met de leerlingen te maximaliseren. Wij begrijpen het argument van beperkte budgetten en soms eeuwenoude schoolgebouwen, maar een gebrek aan middelen kan geen rechtvaardiging zijn voor het afschuiven van verantwoordelijkheid.

Om de reflectie van het college, de gemeentediensten en de onderwijsteams te stimuleren, dienen wij een gedetailleerde uitwerking in van onze concrete, pragmatische voorstellen met lage kosten, verdeeld over vier operationele pijlers.

Pijler 1: Thermisch beheer van gebouwen

Het doel is om de binnentemperatuur van de ruimtes ’s ochtends te verlagen door gebruik te maken van eenvoudige fysische methoden en de inzet van burgers, zonder grote investeringen.

- Protocol voor nachtelijke ventilatie: Een richtlijn opstellen voor beveiligings- of onderhoudsteams om ’s nachts en bij zonsopgang (de koelste momenten). De ruimtes moeten vanaf 8.30 uur volledig worden afgedicht (ramen dicht, rolluiken of gordijnen gesloten) om de koele lucht vast te houden en het broeikaseffect in de klaslokalen te vertragen.
- “DIY” (Do It Yourself) hitteschild: Voor klaslokalen die op het zuiden liggen of direct onder het dak zijn gelegen, moeten de ramen tijdelijk worden voorzien van kartonnen panelen die met aluminiumfolie zijn bedekt en naar buiten zijn gericht. Deze schermen reflecteren de infraroodstraling voordat deze door het glas dringt, waardoor een temperatuurstijging van meerdere graden wordt voorkomen.
- Uitlenen van ventilatoren: Doe een beroep op de solidariteit van gezinnen om bij een hittegolfwaarschuwing huishoudelijke ventilatoren uit te lenen. Om de efficiëntie te maximaliseren, kunt u vochtige doeken of bevroren waterflessen vlak voor de luchtstroom plaatsen; zo creëert u een effectief verdampingskoelsysteem zonder kosten.
-

Pijler 2: De schoolkalender herzien

Het doel is om de kalender en het ruimtegebruik op school op een slimme manier te herzien, zodat alle lesuren behouden blijven.

- Gegarandeerde bezetting tot de laatste dag: strikt verbod op het op een verkapte manier inkorten van het schooljaar. Om ervoor te zorgen dat de leerlingen in de klas blijven, moeten de toetsen naadloos worden voortgezet en moeten de diploma-uitreikingen en officiële bekendmakingen worden vastgesteld op de allerlaatste

kalenderdag van het schooljaar.

- Strategische planning van pedagogische dagen: De jaarkalender herzien door de bijscholingsdagen voor leerkrachten te verplaatsen naar de weken eind juni en begin juli, wanneer de weersrisico's het grootst zijn. Deze kalender moet verplicht worden afgestemd tussen de kleuter- en basisschoolafdelingen van het netwerk om onbeheersbare logistieke problemen te voorkomen voor gezinnen met kinderen in beide onderwijsvormen.
- Verlichting van het middagritme en „Blocus Frais" : Alle examens en intensieve theorielessen uitsluitend in de ochtend laten plaatsvinden. De middagen besteden aan leeractiviteiten die minder energie vergen (leesworkshops, educatieve quizzen, kunstprojecten, leerzame gezelschapsspellen). Als bepaalde klaslokalen onleefbaar worden, moeten de leerlingen worden geëvacueerd naar de grote gemeenschappelijke ruimtes op de begane grond of in de kelder (eetzalen, sporthallen), waar de temperatuur van nature aangenamer is, om daar in groepen samen te werken.

Pijler 3: De school 'buiten de muren' & lokale partnerschappen

Het doel is om het stedelijk weefsel en het erfgoed van Etterbeek in te zetten als alternatieve klimaatinfrastructuur.

- Pedagogisch gebruik van ondergrondse infrastructuur: innoveren door bepaalde lessen te verplaatsen naar openbare ruimtes die door hun ontwerp van nature koel zijn. Bijvoorbeeld een geschiedenisles over de Europese instellingen of een lesreeks over stadsgeografie organiseren in het metrostation Schuman zelf, waar het altijd aangenaam koel is.
- Gebruik maken van koele openbare ruimtes en het lokale erfgoed: gratis uitstapjes in de buurt organiseren in de namiddag. De onderwijsinstantie moet de toegang tot gemeentelijke bibliotheken met airconditioning of culturele centra vergemakkelijken. Ook de buurtkerken vormen perfecte architecturale koele oases waar een uurtje stil lezen of studeren in alle rust kan worden georganiseerd.
- Stedelijke natuurklassen: Verplaats de school naar buiten, onder het bladerdak van de grote gemeentelijke parken (Jubelpark, Hap-park), waar de temperatuur onder de bomen aanzienlijk lager ligt dan in een klaslokaal met asfaltvloer. Er moeten samenwerkingsverbanden worden aangegaan met de sportclubs van de gemeente om 's middags gebruik te maken van hun schaduwrijke zones en hun vaak beter geventileerde opvangfaciliteiten.

Pijler 4: Logistieke flexibiliteit & Fysiologische praktijken

Het doel is om de dagelijkse fysieke activiteiten van de kinderen aan te passen om de metabolische impact van de hitte tot een minimum te beperken.

- Strategie van microgroepen en ruimtelijke afwisseling: Afstappen van de starre opstelling waarbij 30 leerlingen in een beperkte ruimte met hun gezicht naar het bord zitten. De klassen 's middags in twee subgroepen verdelen: terwijl de ene helft een rustige activiteit uitvoert in de koelste ruimte van de school (zoals de bibliotheek), wordt de andere helft buiten begeleid (onder de overkapping of in een groene ruimte). Halverwege worden de rollen omgedraaid.
- Het drinken tot een ritueel maken en tussendoortjes die de vochtbalans aanvullen: Zorg ervoor dat er elk uur systematisch wordt aangemaand om te drinken, in combinatie met het gebruik van gezamenlijke, navulbare vernevelaars om de leerlingen af te koelen.

Deze suggesties zijn bedoeld om het debat te verrijken. Mocht de gemeente over andere ideeën of betere alternatieven beschikken die voortkomen uit overleg met nieuwe

partners, dan juichen wij die toe. De enige optie die definitief moet worden uitgesloten, is het sluiten van klassen of het opschorten van het onderwijs.

Onze vragen aan het College luiden dan ook als volgt:

- Verplicht het College zich ertoe dat het opschorten van de namiddaglessen nooit meer de standaardoplossing zal zijn bij toekomstige hittegolven?
- Verplicht het College zich ertoe om vandaag nog te beginnen met de planning om dit verplichte klimaataanpassingsplan in te voeren, waarbij alle partners en belanghebbenden (directies, MIVB, lokale verenigingen) vanaf het begin van het nieuwe schooljaar worden betrokken?
- Welke onmiddellijke en goedkope maatregelen, uit de door ons voorgestelde lijst, is het College van plan nu al goed te keuren om de continuïteit van het openbaar onderwijs te waarborgen?

Wij danken u voor de aandacht die u aan dit verzoek zult schenken en verzoeken u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen en raadsleden, onze hoogachting te aanvaarden.

Namens de groep burgers / ouders van leerlingen:

Steven Engels, Boerenstraat 82, 1040 Etterbeek

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Voilà alors l'ordre du jour de notre conseil appelle l'interpellation citoyenne relative à la gestion des épisodes caniculaires dans des écoles communales, obligation de formuler un plan chaleur d'avenir pour garantir la continuité pédagogique.

Je pense que c'est Monsieur qui est là à ce sujet.

Vous avez la parole.

Interpellant :

Merci beaucoup et merci pour cette opportunité de m'exprimer devant vous.

Je le fais évidemment au nom de tous les parents qui ont signé la pétition et je vous avoue tout de suite que je n’ai pas eu de mal à collectionner ces signatures. Je me suis mis devant la porte de la classe de mon fils qui a entre-temps 5 ans, une demi-heure et une demi-heure encore devant la porte de la classe de ma fille et j'avais déjà ce que je voulais, notamment les signatures nécessaires pour venir ici ce soir. En fait, le message qu'on voulait faire passer est très simple.

À notre avis, suspendre les cours pendant les périodes de canicule n'est jamais une solution. Ce n’est même pas une fausse bonne idée. C'est tout simplement une application de votre responsabilité en tant que pouvoir organisateur. Aussi simple que ça. On a réfléchi à comment gérer parce qu’évidemment, nous ne pensons pas qu'il sera possible de donner des cours dans des classes où il fait 35°. Évidemment ce n’est pas bien.

Mais il doit y avoir des solutions et on s'est dit voilà, si on met ensemble nos idées, on peut être envoyer une petite liste histoire de stimuler un peu la réflexion du pouvoir

organisateur à ce sujet. Et donc vous avez tous eu l'opportunité de lire ce qu'on avait mis sur papier. Et donc c'est très simple, aucune des mesures que nous proposons est à prendre ou à laisser. Évidemment il n'y a pas de solution magique.

Mais il faut s'organiser en tant que pouvoir organisateur pour donner les cours dans les écoles. Un hôpital n'arrête pas de soigner les patients quand il fait trop chaud. Et donc juste pour rappeler un peu ce qu'on avait mis sur la table. La première chose à faire, à notre avis, c'est de former le personnel enseignant et le personnel d'accueil. Un personnel d'accueil qui a d'ailleurs fait un excellent boulot pendant cette période, mais le personnel enseignant était nulle part. Je suis allé chercher mes enfants après 12h00, 02h00-03h30, il y avait aucun enseignant à l'école donc ils étaient tous partis. Et quand on donne l'opportunité au personnel enseignant de partir pendant les périodes de chaleur, ce ne seront pas les alliés pour la prochaine fois. Quand il y aura une période de canicule, ils vont vous dire « Ah il fait trop chaud » parce qu'ils savent déjà qu'il y a peut-être moyen de rentrer chez eux. Mais le personnel d'accueil a fait un excellent boulot. Mais même si c'est vrai, il faut donner quand même l'information parce qu'il y a eu des décisions complètement illogiques. Une partie de cette école a été rénovée il y a 2 ans. C'est très bien fait. Il y a un système de climatisation.

Et Bien, dans cette partie de l'école, les portes étaient ouvertes pendant les périodes de canicule, ce qui montre que les gens ne savent pas comment gérer le bâtiment quand il fait trop chaud.

Puis on s'est dit, première chose donc, donner des formations. 2ème chose, gestion thermique des bâtiments. Il y a des choses qu'on peut faire à faible coût. On a listé quelques exemples. Réfléchissez-y parce que à mon avis, c'est très important.

Repenser le calendrier scolaire, j'avoue que ce n'était pas la mesure la plus populaire quand j'en ai parlé avec les enseignants, mais ça m'a frappé fortement, par exemple, la semaine après la canicule, les bulletins ont été distribués le mardi et on n'a plus donné cours mercredi, jeudi, vendredi, juste ce qu'il fallait pour rattraper le retard encouru la semaine auparavant.

L'école hors des murs il y a pas mal de parcs à Etterbeek, c'est vraiment un atout de notre commune. Il y a des églises, il y a la station de métro Schuman, j'y passe souvent, il fait toujours très frais, on peut donner des cours là-bas aussi.

À mon avis, vous allez me dire, mais c'est complètement farfelu. Mais voilà, c'est mieux que suspendre les cours.

Et puis aussi bien sûr, faire rompre avec la configuration rigide de des élèves devant un écran ou devant un tableau dans un espace restreint, il faut faire des systèmes de rotation, et cetera.

Donc encore une fois, aucune des idées qu'on a mises sur papier est à prendre ou à laisser. Mais la question qu'on a en fait, elle est triple, est-ce que le collège s'engage dès aujourd'hui à dire tout simplement que la suspension des cours l'après-midi quand il fait trop chaud n'est jamais une solution ? Est-ce que vous allez vous organiser en tant que pouvoir organisateur pour éviter la nécessité de cette solution qui n'en n'est pas une ? Et quelle mesure qu'on a proposée vous semble valable et donc quelles autres mesures est-ce que vous avez en tête ?

Voilà, ça c'est un peu la réponse qu'on cherche ou les réponses qu'on cherche aujourd'hui. Et j'ai compris qu'il va y avoir une réponse écrite ou en tout cas un résumé du débat après.

Merci.

Monsieur le Bourgmestre :

Merci monsieur pour votre interpellation.

Les cours ont été suspendus durant les après-midis du 22 au 26 juin dernier. La température que vous avez citée n'était pas les bonnes. Dans certaines classes, on approchait les 40°, entre 38 et 40°. Donc nous avons été alertés par des enseignantes et des enseignants qui nous indiquaient qu'il n'était plus possible de donner cours de manière normale, même de laisser les enfants dans les classes dans cette fournaise.

Les écoles n'ont jamais fermé. Les mesures ont été prises pour que le service d'accueil puisse fonctionner, et vous avez reconnu que le service d'accueil a bien fonctionné. Le service d'accueil est organisé par le pouvoir organisateur. Le service d'accueil n'est pas organisé par le service d'accueil. Nous avons fait l'effort à ma demande d'augmenter le nombre des dames et des hommes qui font l'accueil, on a augmenté considérablement le nombre d'heures qu'ils prestent par semaine, cela a entraîné un coût supplémentaire assez important que l'on a lissé sur 5 ans.

Et donc tout ça n'était pas du tout improvisé. L'encadrement a eu lieu aussi par les enseignants.

Des consignes ont été données d'organiser des activités ludiques, de privilégier les jeux d'eau, d'investir les espaces les plus frais si un espace vert jouxtait l'établissement, les encadrants étaient invités à l'occuper en priorité.

Quant aux déplacements, ils étaient, contrairement à ce que vous préconisez, déconseillés, en particulier pour les plus jeunes.

Les évaluations ont été maintenues et organisées le matin.

Donc il n'est pas question de dire que les écoles ont été fermées pendant 4 jours. Ça, ce n’était pas exact.

Cette mesure, dont l'application relève de notre compétence, a été prise, comme dans beaucoup de communes bruxelloises, durant la même semaine, lorsque les conditions matérielles de certaines écoles, mis à part une école, ne permettaient pas de garantir un enseignement dans des conditions compatibles avec la sécurité et la santé des élèves et du personnel.

Vous savez que le subventionnement par le WBE des bâtiments scolaires est plus que faible en faveur des pouvoirs organisateurs locaux, que nous avons des écoles dont le bâti est ancien, certaines écoles sont plus que centenaires et donc nous avons voulu aussi maintenir une équité entre les différentes écoles selon leurs âges respectifs et leur performance énergétique.

On a été confronté aussi à une gestion urgente vue l'augmentation brutale des températures pendant un temps important et dans des conditions très élevées. C'est pourquoi nous avons mis en place un groupe de travail auquel participent les services communaux, les directions d'école, le conseiller en prévention, le médecin scolaire et d'autres partenaires. Les travaux sont en cours par rapport à ça.

Vous devez savoir aussi que notre directeur des travaux, notre ingénieur directeur des travaux, m'a demandé, ce que j'ai fait, de mettre à l'ordre du jour de la conférence des bourgmestres, l'idée de se grouper au niveau de l'ensemble des communes bruxelloises, vous savez bien aussi que sur le plan climatique, au plus on est en ville, au plus les sur chaleurs sont importantes par rapport aux bâtiments qui sont dans des campagnes.

Et donc les directeurs des différentes administrations communales se réunissent pour voir dans quelle mesure un marché public ne pourrait pas être lancé de manière conjointe d'un coup pour l'ensemble des communes, à coup donc compétitif, pour placer des volets, des protections extérieures sur les châssis pour limiter le réchauffement des classes.

Depuis plus de 15 ans, la commune s'est inscrite dans les objectifs du programme Plage dont le but est de maîtriser les consommations énergétiques et d'améliorer la performance énergétique du patrimoine communal.

Cela implique de réduire les perditions thermiques des bâtiments afin de diminuer durablement leur consommation d'énergie. Nous n'avons pas oublié notre projet de faire filmer par un avion avec caméra thermique, dès le moment où le froid sera revenu parmi nous, pour vérifier les toitures qui sont des toitures à des perditions thermiques par rapport aux autres. Et puis après d'accompagner les propriétaires et aux locataires dans les mesures à prendre.

Par rapport à ce plan Plage, ne croyez pas que nous soyons restés les bras ballants, assis sur les chaises d'école ou d'autres. Des remplacements de châssis ont été effectués de manière systématique, avec des performances d'isolations renforcées à la Farandole, école centenaire, à Ernest Richard, école très ancienne également et à Claire Joie.

Les travaux d'isolation de toiture ont été engagés ou programmés à la Farandole, aux Marronniers, au Carrefour, à Claire Joie, à la Colombe et les chantiers sont envisagés entre 27 et 29.

Parallèlement, plusieurs installations de chauffage ont été rénovées où sont en cours de modernisation, à Claire Joie, la Farandole, le Paradis des enfants, Marronniers, Carrefour. Enfin, lorsque l'analyse technique et financière démontre qu'une reconstruction constitue une solution plus pertinente qu'une rénovation lourde, cette option est privilégiée comme ce fut le cas pour le Paradis des enfants.

Malgré ces investissements conséquents, les objectifs du programme Plage ne sont pas encore pleinement atteints pour l'ensemble des écoles communales. D'importants travaux sont encore à réaliser en matière d'isolation complète de l'enveloppe des bâtiments. Ces interventions doivent composer avec plusieurs contraintes, exigences urbanistiques, période limitée et de fermeture des écoles, disponibilité des entreprises durant les congés scolaires qui correspondent en partie aussi aux congés du bâtiment.

À la capacité budgétaire de la commune à ces enjeux s'ajoute aussi une problématique de plus en plus prégnante, la surchauffe des bâtiments lors des épisodes de chaleur. Jusqu'à récemment, les programmes d'investissement étaient conçus pour répondre à un climat relativement stable. L'accélération du réchauffement climatique impose aujourd'hui l'adaptation de cette approche. Les épisodes de forte chaleur qui se concentraient autrefois principalement durant juillet et août, lorsque les écoles étaient fermées surviennent désormais régulièrement, dès les mois de juin, voire mai et jusqu'à la fin du mois d'août. Cette évolution coïncide avec un calendrier scolaire qui maintient désormais des élèves dans les établissements jusqu'au début du mois de juillet et les derniers jours du mois d'août. Donc, le calendrier scolaire n'a pas arrangé non plus ce nouveau défi.

La lutte contre la surchauffe des bâtiments scolaires constitue un défi technique complexe. Une fois la chaleur entrée dans le bâtiment, son évacuation nécessite une ventilation mécanique performante dans la plupart des écoles, souvent âgées de plus de septante ans, je vous le disais, ne disposent pas l'isolation des toitures et le remplacement des châssis, même lorsqu'ils intègrent des grilles de ventilation destinées à assurer l'apport d’air hygiénique ne permettent pas à eux seuls de résoudre cette problématique.

Au contraire, en l'absence de ventilation adaptée, la chaleur reste plus longtemps emprisonnée à l'intérieur du bâtiment. Il est donc nécessaire de compléter ces mesures par des dispositifs qui visent à empêcher l'entrée de la chaleur. À cet égard, des protections solaires extérieures telles que des streams, des casquettes architecturales constituent actuellement des solutions les plus efficaces. L'idéal demeure évidemment de combiner cela avec une isolation de l'enveloppe même des bâtiments. Je voulais dire que le service des travaux entend concentrer prioritairement ces efforts sur la mise en place de protection contre l'ensoleillement direct des vitrages.

Cela doit se faire évidemment dans le respect des contraintes imposées par la réglementation urbanistique régionale et en tenant compte des moyens budgétaires disponibles. Les interventions viseront en priorité les établissements et les locaux identifiés comme étant les plus sensibles. Et on tirera expérience de ce qui s'est passé cette année ici à cet égard.

Parallèlement, les programmes d'isolation, de remplacement de châssis, de rénovation des chaufferies et d'amélioration de la ventilation poursuivront leur déploiement selon l'ordre logique et les priorités techniques déjà établies dans le cas des objectifs énergétiques de la commune. Afin de contribuer au financement de ces investissements, qui répond tant aux obligations du programme Plage qu'aux engagements communaux en matière de carbone et de climat, la commune s'est dotée d'un outil de de financement participatif de type Crowdlending.

Les travaux d'isolation des toitures de Claire Joie, des Marronniers des Carrefours sont financés par ce biais, tout comme le remplacement des châssis de la façade Saint-Pierre et de l'école Ernest Richard. Ceci était essentiellement la réponse du service de l'enseignement et du service des travaux publics.

La réponse du service climat vous dit ceci.

La commune est lauréate du projet. Res'ETT subsidié par les fonds européens Horizon Europe à hauteur de 210.000€, qui vise à établir un plan d'action pour lutter contre la surchauffe estivale, notamment dans les bâtiments publics. Entre autres. Ce projet permettra d'établir une carte de vulnérabilité du territoire face aux épisodes de forte chaleur, en tenant compte de l'exposition physique à la chaleur, de la sensibilité des populations, notamment des enfants en bas âge, les seniors, de la capacité d'adaptation qui varie sensiblement en fonction de la situation socio-économique des ménages.

Cette carte servira d'outil interne d'aide à la décision afin d'objectiver les interventions publiques à venir. Un marché public sera lancé sous peu afin de sélectionner un prestataire expert en cartographie. J'ai déjà présidé une première réunion à ce sujet avec le fonctionnaire climat, avec la cellule énergie et avec la cellule enseignement notamment.

En parallèle, un plan d'action à court, moyen terme et long terme sera rédigé, qui visera à analyser les mesures actuelles, à identifier des lacunes, à suggérer des mesures ponctuelles et structurelles en fonction de la temporalité choisie du bâtiment considéré, de ses usages et du budget estimé.

Ce plan d'action, qui sera finalisé d'ici l'été prochain, constituera avant tout un outil d'aide à la décision dans un contexte où les contraintes budgétaires et les ressources humaines mobilisables, mais aussi des projets ambitieux et la performance énergétique des bâtiments publics.

Les travaux publics sont prévus sur le parc immobilier communal.

Pour rappel, ce projet vise à dresser un état des lieux et à évaluer la pertinence ainsi que le

rapport coût bénéfice des mesures qui seront intégrées au plan d'action. Le subside qui sera perçu ne pourra pas être utilisé pour financer des investissements directs et vise avant tout à financer le personnel permettant de mettre en œuvre le projet.

Ainsi d'éventuelles interventions techniques dans les bâtiments, des travaux de rénovation ne pourront pas être financés dans le cadre de ce subside et devront faire l'objet d'autres formes de financement, fonds propres, autres subsides, mécanismes de financement innovants tel qu'évoqué précédemment.

Donc par rapport aux engagements que vous avez demandé Monsieur, donc l'engagement de ne plus faire ceci ou de faire cela, je ne suis pas mandaté ni par le Conseil, ni par le Collège pour répondre à des questions à ce point précises.

Parce-que si on prend un engagement, on le tient et donc ça implique une évaluation technique, scientifique, budgétaire, financière, et entre la fin des vacances et aujourd'hui, il n'y a pas eu beaucoup de temps donc ce ne serait pas respectueux du respect de la parole que de vous répondre dans un sens ou dans un autre à vos questions.

Mais on espère avoir quand même eu la possibilité ainsi de vous éclairer de manière suffisamment adéquate.

Voilà, je vous remercie Monsieur, et je vous souhaite au nom du Conseil, une excellente soirée.

Vous pouvez brièvement répondre si vous souhaitez.

Interpellant :

Juste pour dire que j'ai entendu certaines excuses budgétaires, c'était imprévisible, ce n'était pas imprévisible, c'était prévu même, les gens ont dit qu'il fallait s'adapter au climat depuis des années, il fallait le faire.

Exigences urbanistiques, je m'attendais franchement à une réponse plus constructive, je n'ai pas de réponse précise, je comprends pourquoi il y a une évaluation technique, scientifique, et cetera à faire. À mon avis, l'urgence est là, je vois que vous travaillez surtout sur le long terme, ce qui est très bien, mais à court terme, il va falloir s'organiser pour cette année-ci, fin de l'année, il y aura encore des canicules, c'est très clair et il faut être préparé. C'est tout ce que je voulais dire, merci.

Monsieur le Bourgmestre :

L'incident est clos comme on dit au Parlement, même si nous n'y sommes pas, nous allons alors poursuivre la suite de notre ordre du jour.

Mijnheer de burgemeester:

Goed, dan roept de agenda van onze gemeenteraad nu de burgerinterpellatie op over het beheer van periodes van extreme hitte in de gemeentescholen en de verplichting om een toekomstig hitteplan op te stellen om de pedagogische continuïteit te waarborgen.

Ik denk dat mijnheer hiervoor aanwezig is.

U hebt het woord.

Interpellant:

Hartelijk bedankt en bedankt voor deze gelegenheid om voor u het woord te nemen.

Ik doe dit uiteraard in naam van alle ouders die de petitie hebben ondertekend en ik geef meteen toe dat ik geen moeite heb gehad om deze handtekeningen te verzamelen. Ik ben een halfuur voor de deur van de klas van mijn zoon gaan staan, die intussen 5 jaar oud is, en nog eens een halfuur voor de deur van de klas van mijn dochter en ik had al wat ik nodig had, namelijk de handtekeningen die vereist waren om hier vanavond aanwezig te kunnen zijn. Eigenlijk is de boodschap die we wilden overbrengen heel eenvoudig.

Volgens ons is het opschorten van de lessen tijdens periodes van hitte nooit een oplossing. Het is zelfs geen schijnbaar goed idee. Het is simpelweg een toepassing van uw verantwoordelijkheid als inrichtende macht. Zo eenvoudig is het. We hebben nagedacht over hoe hiermee om te gaan, want uiteraard denken wij niet dat het mogelijk zal zijn om les te geven in klaslokalen waar het 35 °C is. Uiteraard is dat niet goed.

Maar er moeten oplossingen zijn en we hebben tegen onszelf gezegd: als we onze ideeën samenbrengen, kunnen we misschien een kleine lijst opsturen om het denkproces van de inrichtende macht hierover wat te stimuleren. U hebt dus allemaal de gelegenheid gehad om te lezen wat wij op papier hebben gezet. Het is dus heel eenvoudig: geen enkele van de maatregelen die wij voorstellen moet zonder meer worden aangenomen of verworpen. Uiteraard bestaat er geen wonderoplossing.

Maar men moet zich als inrichtende macht organiseren om les te geven in de scholen. Een ziekenhuis stopt ook niet met het verzorgen van patiënten wanneer het te warm is. En dus, om kort te herhalen wat wij op tafel hebben gelegd. Volgens ons is het eerste wat moet gebeuren, het opleiden van het onderwijzend personeel en het opvangpersoneel. Dat opvangpersoneel heeft overigens uitstekend werk geleverd tijdens deze periode, maar het onderwijzend personeel was nergens te bespeuren. Ik ben mijn kinderen gaan ophalen na 12.00 uur, om 14.00 uur, om 15.30 uur; er was geen enkele leerkracht op school, dus ze waren allemaal vertrokken. En wanneer men het onderwijzend personeel de mogelijkheid geeft om tijdens hitteperiodes naar huis te gaan, zullen zij de volgende keer geen bondgenoten zijn. Wanneer er opnieuw een hittegolf is, zullen zij zeggen: “Ah, het is te warm”, omdat ze al weten dat er misschien een mogelijkheid bestaat om naar huis te gaan. Maar het opvangpersoneel heeft uitstekend werk geleverd. Maar ook al is dat zo, moet men toch informatie verstrekken, want er zijn volledig onlogische beslissingen genomen. Een deel van deze school is twee jaar geleden gerenoveerd. Dat is zeer goed gedaan. Er is een airconditioningsysteem.

Welnu, in dat deel van de school stonden tijdens de hitteperiodes de deuren open, wat aantoont dat de mensen niet weten hoe ze het gebouw moeten beheren wanneer het te warm is.

Vervolgens hebben we gedacht: eerste punt dus, opleidingen geven. Tweede punt: thermisch beheer van de gebouwen. Er zijn dingen die men tegen lage kosten kan doen. We hebben enkele voorbeelden opgesomd. Denk erover na, want volgens mij is dat zeer belangrijk.

De schoolkalender herzien. Ik geef toe dat dit niet de populairste maatregel was toen ik er met de leerkrachten over sprak, maar het heeft mij sterk getroffen dat bijvoorbeeld in de week na de hittegolf de rapporten op dinsdag werden uitgedeeld en er op woensdag, donderdag en vrijdag geen les meer werd gegeven, net terwijl dat nodig was geweest om de achterstand van de week voordien in te halen.

Lessen buiten de schoolmuren. Er zijn heel wat parken in Etterbeek, wat echt een troef van onze gemeente is. Er zijn kerken, er is het metrostation Schuman. Ik kom daar vaak voorbij en het is er altijd zeer fris. Daar kan men ook lesgeven.

Volgens mij zult u zeggen: maar dat is toch volkomen geschift. Maar goed, het is beter dan de lessen op te schorten.

En dan natuurlijk ook breken met de rigide opstelling waarbij leerlingen voor een scherm of voor een bord zitten in een beperkte ruimte. Men moet rotatiesystemen invoeren enzovoort.

Dus nogmaals, geen van de ideeën die wij op papier hebben gezet moet zonder meer worden aangenomen of verworpen. Maar de vraag die wij eigenlijk hebben, is drievoudig: verbindt het college zich er vandaag toe om eenvoudigweg te zeggen dat het opschorten van de lessen in de namiddag wanneer het te warm is nooit een oplossing is? Gaat u zich als inrichtende macht organiseren om de noodzaak van deze oplossing, die geen oplossing is, te vermijden? En welke van de maatregelen die wij hebben voorgesteld lijken u waardevol en welke andere maatregelen hebt u zelf in gedachten?

Wel, dat is een beetje het antwoord dat wij zoeken of beter gezegd de antwoorden die wij vandaag zoeken. En ik heb begrepen dat er een schriftelijk antwoord zal komen of in elk geval een samenvatting van het debat achteraf.

Dank u.

Mijnheer de burgemeester:

Bedankt voor uw interpellatie, mijnheer.

De lessen werden opgeschort in de namiddag van 22 tot 26 juni. De temperatuur die u aanhaalt is niet de juiste. In sommige klaslokalen ging het tot 40 graden, tussen 38 en 40 graden. Leerkrachten hebben ons gewaarschuwd dat het niet langer mogelijk was om op een normale manier les te geven of zelfs de kinderen in die verzengende hitte in de klas te houden.

De scholen zijn nooit gesloten geweest. Er werden maatregelen genomen zodat de opvang kon blijven functioneren en u hebt zelf erkend dat die opvang goed heeft gewerkt. De opvang wordt georganiseerd door de inrichtende macht. De opvangdienst organiseert zichzelf niet. Op mijn vraag hebben wij inspanningen geleverd om het aantal dames en heren die voor de opvang instaan te verhogen. We hebben het aantal uren dat zij per week presteren aanzienlijk verhoogd. Dat heeft geleid tot een grote extra kost, die we over vijf jaar hebben gespreid.

Dit alles was dus helemaal niet geïmproviseerd. Ook de leerkrachten hebben mee ingestaan voor de begeleiding.

Er zijn instructies gegeven om speelse activiteiten te organiseren, de voorkeur te geven aan waterspelletjes en de koelste ruimtes te benutten. Wanneer een groene zone aan de school grensde, werd aan de begeleiders gevraagd om daar in de eerste plaats gebruik van te maken.

Wat verplaatsingen betreft, werden die, in tegenstelling tot wat u voorstelt, afgeraden, vooral voor de jongste kinderen.

De evaluaties zijn behouden gebleven en werden in de voormiddag georganiseerd.

Het is dus niet juist om te zeggen dat de scholen gedurende vier dagen gesloten zijn geweest. Dat klopt niet.

Deze maatregel, waarvan de toepassing onder onze bevoegdheid valt, werd genomen, net zoals in veel Brusselse gemeenten, tijdens dezelfde week, toen de materiële omstandigheden in sommige scholen, met uitzondering van één school, het niet mogelijk maakten onderwijs te garanderen onder omstandigheden die verenigbaar waren met de veiligheid en de gezondheid van de leerlingen en het personeel.

U weet dat de subsidiëring van schoolgebouwen door WBE voor lokale inrichtende machten meer dan beperkt is. We beschikken over scholen met een oud gebouwenbestand. Sommige schoolgebouwen zijn meer dan honderd jaar oud. Daarom wilden we ook de gelijkheid tussen de verschillende scholen behouden, ongeacht hun leeftijd en hun energieprestaties.

We werden bovendien geconfronteerd met een dringende situatie gezien de brutale temperatuurstijging gedurende een langere periode en onder zeer extreme omstandigheden. Daarom hebben wij een werkgroep opgericht waaraan de gemeentediensten, de schooldirecties, de preventieadviseur, de schoolarts en andere partners deelnemen. De werkzaamheden zijn momenteel aan de gang.

U moet ook weten dat onze directeur der werken, onze ingenieur-directeur der werken, mij heeft gevraagd, wat ik ook heb gedaan, om op de agenda van de conferentie van burgemeesters het idee te zetten om ons op het niveau van alle Brusselse gemeenten te groeperen. U weet eveneens dat, op klimatologisch vlak, hoe meer men zich in de stad bevindt, hoe groter de oververhitting is in vergelijking met gebouwen die zich op het platteland bevinden.

De directeurs van de verschillende gemeentebesturen komen daarom samen om te kijken in welke mate een gezamenlijke overheidsopdracht voor alle gemeenten tegelijk zou kunnen worden uitgeschreven, zodat tegen een concurrentiële prijs rolluiken en andere buitenzonweringen op de raamkozijnen kunnen worden geplaatst om de opwarming van de klaslokalen te beperken.

Sinds meer dan vijftien jaar heeft de gemeente zich aangesloten bij de doelstellingen van het PLAGE-programma, dat tot doel heeft het energieverbruik onder controle te houden en de energieprestaties van het gemeentelijk gebouwenbestand te verbeteren.

Dit houdt in dat de warmteverliezen van gebouwen worden verminderd om hun energieverbruik duurzaam terug te dringen. Wij zijn ons project niet vergeten om, zodra de koude teruggekeerd is, met een vliegtuig uitgerust met een warmtecamera opnames te laten maken om na te gaan welke daken meer warmteverlies vertonen dan andere. Vervolgens zullen we eigenaars en huurders begeleiden bij de maatregelen die genomen moeten worden.

Wat dit PLAGE betreft, moet u niet denken dat wij met de armen over elkaar zijn blijven zitten op schoolstoelen of elders. Vervangingen van ramenzijn systematisch uitgevoerd, met versterkte isolatieprestaties in La Farandole, een meer dan honderd jaar oude school, in Ernest Richard, eveneens een zeer oude school, en in Claire Joie.

Dakisolatiewerken zijn uitgevoerd of gepland in La Farandole, Les Marronniers, Les Carrefours, Claire Joie en La Colombe. De werkzaamheden zijn voorzien tussen 2027 en 2029.

Tegelijkertijd zijn verschillende verwarmingsinstallaties gerenoveerd of worden ze momenteel gemoderniseerd in Claire Joie, La Farandole, Le Paradis des Enfants, Les

Marronniers en Les Carrefours. Ten slotte wordt, wanneer een technische en financiële analyse aantoont dat nieuwbouw een relevantere oplossing is dan een ingrijpende renovatie, aan die optie de voorkeur gegeven, zoals het geval was voor Le Paradis des Enfants.

Ondanks deze aanzienlijke investeringen zijn de doelstellingen van het PLAGE-programma nog niet volledig bereikt voor alle gemeentescholen. Er moeten nog belangrijke werken worden uitgevoerd op het vlak van de volledige isolatie van de gebouwschil. Deze ingrepen moeten rekening houden met verschillende beperkingen: stedenbouwkundige vereisten, de beperkte periodes waarin de scholen gesloten zijn en de beschikbaarheid van aannemers tijdens de schoolvakanties, die gedeeltelijk samenvallen met het bouwverlof.

Naast de budgettaire draagkracht van de gemeente komt daar nog een steeds nadrukkelijker probleem bij: de oververhitting van gebouwen tijdens periodes van grote warmte. Tot voor kort werden investeringsprogramma's ontworpen voor een relatief stabiel klimaat. De versnelling van de klimaatopwarming noodzaakt vandaag echter een aanpassing van die aanpak. Periodes van extreme hitte, die zich vroeger voornamelijk voordeden in juli en augustus, wanneer de scholen gesloten waren, komen nu regelmatig voor vanaf juni, soms zelfs vanaf mei, en houden aan tot eind augustus. Deze evolutie valt samen met een schoolkalender waarbij leerlingen tegenwoordig tot begin juli en opnieuw tijdens de laatste dagen van augustus op school aanwezig zijn. De schoolkalender heeft deze nieuwe uitdaging dus evenmin vergemakkelijkt.

De strijd tegen de oververhitting van schoolgebouwen vormt een complexe technische uitdaging. Zodra de warmte het gebouw is binnengedrongen, vereist de afvoer ervan in de meeste scholen een performante mechanische ventilatie. Veel scholen, vaak meer dan zeventig jaar oud, beschikken daar niet over, zoals ik u al zei. De isolatie van daken en de vervanging van ramen, zelfs wanneer deze voorzien zijn van ventilatieroosters die bedoeld zijn om de toevoer van hygiënische lucht te verzekeren, volstaan op zichzelf niet om dit probleem op te lossen.

Integendeel, bij gebrek aan aangepaste ventilatie blijft de warmte langer opgesloten in het gebouw. Het is dus noodzakelijk deze maatregelen aan te vullen met voorzieningen die erop gericht zijn te voorkomen dat de warmte binnenkomt. In dat verband behoren externe zonweringen, zoals screens en architecturale luifels, momenteel tot de meest doeltreffende oplossingen. Het ideaal blijft uiteraard om dit te combineren met de isolatie van de gebouwschil zelf. Ik wilde zeggen dat de dienst Openbare Werken deze inspanningen prioritair wil richten op de plaatsing van bescherming tegen de rechtstreekse zoninstraling op glaspartijen.

Dit moet uiteraard gebeuren met inachtneming van de beperkingen die worden opgelegd door de gewestelijke stedenbouwkundige regelgeving en rekening houdend met de beschikbare budgettaire middelen. De ingrepen zullen prioritair gericht zijn op de instellingen en lokalen die als het meest gevoelig worden geïdentificeerd. En we zullen lessen trekken uit wat zich dit jaar heeft voorgedaan.

Parallel daarmee zullen de programma's voor dakisolatie, vervanging van ramen, renovatie van verwarmingsinstallaties en verbetering van de ventilatie verder worden uitgerold volgens de logische volgorde en de technische prioriteiten die reeds zijn vastgelegd in het kader van de energiedoelstellingen van de gemeente. Om bij te dragen aan de financiering van deze investeringen, die zowel beantwoorden aan de verplichtingen van het PLAGE-programma als aan de gemeentelijke engagementen inzake koolstof en klimaat, heeft de gemeente zich voorzien van een participatief financieringsinstrument van het type crowdlending.

De isolatiewerken aan de daken van Claire Joie, Les Marronniers en Les Carrefours worden

via deze weg gefinancierd, net als de vervanging van de ramen van de gevel van Sait-Pierre en van de school Ernest Richard. Dit was in essentie het antwoord van de dienst Onderwijs en de dienst Openbare Werken.

Het antwoord van de dienst Klimaat luidt als volgt.

De gemeente is laureaat van het project Res'ETT, dat door het Europees fonds Horizon Europe wordt gesubsidieerd voor een bedrag van € 210.000 en tot doel heeft een actieplan op te stellen om oververhitting in de zomer tegen te gaan, met name in openbare gebouwen. Onder andere. Dit project zal het mogelijk maken een kwetsbaarheidskaart van het grondgebied op te stellen met betrekking tot periodes van grote hitte, waarbij rekening wordt gehouden met de fysieke blootstelling aan warmte, de gevoeligheid van de bevolking, met name jonge kinderen en senioren, en het aanpassingsvermogen, dat aanzienlijk varieert afhankelijk van de sociaaleconomische situatie van de gezinnen.

Deze kaart zal dienen als intern beslissingsondersteunend instrument om toekomstige publieke interventies objectief te onderbouwen. Binnenkort zal een overheidsopdracht worden uitgeschreven om een deskundige dienstverlener op het gebied van cartografie te selecteren. Ik heb hierover reeds een eerste vergadering voorgezeten met de klimaatambtenaar, de cel Energie en onder meer de cel Onderwijs.

Parallel daaraan zal een actieplan op korte, middellange en lange termijn worden opgesteld. Dit zal gericht zijn op het analyseren van de huidige maatregelen, het identificeren van tekortkomingen en het voorstellen van zowel punctuele als structurele maatregelen, afhankelijk van de gekozen tijdshorizon, het betrokken gebouw, het gebruik ervan en het geraamde budget.

Dit actieplan, dat tegen volgende zomer zal worden afgerond, zal in de eerste plaats een beslissingsondersteunend instrument vormen in een context waarin budgettaire beperkingen, inzetbare personele middelen, maar ook ambitieuze projecten en de energieprestaties van openbare gebouwen een rol spelen.

Er zijn openbare werken voorzien voor het gemeentelijke patrimonium.

Ter herinnering: dit project heeft tot doel een stand van zaken op te maken en de relevantie en de kosten-batenverhouding te beoordelen van de maatregelen die in het actieplan zullen worden opgenomen. De subsidie die zal worden ontvangen kan niet worden gebruikt voor de financiering van rechtstreekse investeringen en is in de eerste plaats bedoeld om het personeel te financieren dat nodig is voor de uitvoering van het project.

Eventuele technische ingrepen in gebouwen of renovatiewerken kunnen dus niet worden gefinancierd binnen het kader van deze subsidie en zullen via andere financieringsvormen moeten worden bekostigd: eigen middelen, andere subsidies of innovatieve financieringsmechanismen zoals eerder vermeld.

Wat betreft de engagementen waarnaar u vraagt, mijnheer, namelijk het engagement om dit niet langer te doen of om dat wel te doen: ik ben noch door de raad, noch door het college gemachtigd om op zulke specifieke vragen te antwoorden.

Want als men een engagement aangaat, dan houdt men zich daaraan. Dat veronderstelt dus een technische, wetenschappelijke, budgettaire en financiële evaluatie. En tussen het einde van de vakantie en vandaag is er niet veel tijd geweest. Het zou daarom geen blijk van respect voor het gegeven woord zijn om uw vragen in de ene of de andere zin te beantwoorden.

Maar we hopen toch dat we de mogelijkheid hebben gehad om u hierover voldoende

duidelijkheid te verschaffen.

Ik dank u, mijnheer, en ik wens u in naam van de raad een prettige avond.

U kunt kort antwoorden als u dat wilt.

Interpellant:

Gewoon om te zeggen dat ik bepaalde budgettaire excuses heb gehoord: dat het onvoorzien was. Het was niet onvoorzien, het was zelfs voorzien. Mensen zeggen al jaren dat men zich moet aanpassen aan het klimaat. Dat had men moeten doen.

Stedenbouwkundige vereisten: ik had eerlijk gezegd een constructiever antwoord verwacht. Ik heb geen nauwkeurig antwoord gekregen. Ik begrijp waarom er een technische, wetenschappelijke enzovoort evaluatie moet gebeuren. Naar mijn mening is de urgentie er. Ik zie dat u vooral op lange termijn werkt, wat zeer goed is, maar op korte termijn zullen we ons voor dit jaar moeten organiseren. Tegen het einde van het jaar zullen er opnieuw hittegolven zijn, dat is heel duidelijk en we moeten daarop voorbereid zijn. Dat is alles wat ik wilde zeggen, dank u.

-

Mijnheer de burgemeester:

Het incident is gesloten, zoals men in het Parlement zegt, ook al zijn we daar niet. We zullen dan verdergaan met de rest van onze agenda.

2 annexes / 2 bijlagen
signatures-papier.pdf, signatures-google-forms.pdf

14.09.2026/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.06.2026**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22.06.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Document_Aucune demande d'acte2487162289662185412.pdf, MINUTES_FULL (2).pdf

14.09.2026/A/0003 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 06.07.2026**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 06.07.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
MINUTES_FULL (3).pdf

14.09.2026/A/0004 **Arrêté du Bourgmestre ordonnant la réquisition temporaire et immédiate du logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek au profit du CPAS d'Etterbeek**

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133, alinéa 2, et 135, § 2, de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 28, § 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, aux termes duquel, lorsqu'une personne sans abri sollicite l'aide sociale du centre public d'action sociale de la commune où elle se trouve, le président doit lui accorder l'aide urgente requise ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la requête adressée par le Président du CPAS d'Etterbeek, sollicitant la réquisition temporaire et immédiate d'un logement inoccupé afin de permettre l'hébergement d'urgence d'une personne accompagnée par le CPAS ;

Vu l'urgence ;

Attendu que le CPAS d'Etterbeek atteste que la personne concernée ne dispose d'aucune solution d'hébergement immédiat et adaptée, qu'elle se trouve dans un état de nécessité avéré et que sa situation appelle une réponse sociale urgente ;

Attendu que cet état de nécessité ainsi que la nécessité d'un relogement urgent ont été constatés par le Bureau permanent du CPAS en sa séance du 24 juillet 2026, sur la base des éléments sociaux soumis à son appréciation ;

Attendu que le Bourgmestre fonde la présente mesure sur les éléments communiqués par le CPAS d'Etterbeek, autorité compétente pour apprécier la situation sociale individuelle de la personne secourue, sans qu'il y ait lieu de reproduire dans le présent arrêté des données personnelles ou confidentielles couvertes par le secret professionnel ;

Attendu que l'absence de mise à l'abri immédiate de la personne concernée est de nature à l'exposer à un risque grave pour sa sécurité, sa santé et sa dignité ;

Attendu que cette situation appelle une intervention immédiate de l'autorité communale afin de prévenir l'aggravation d'une situation de détresse sociale et d'assurer, à titre temporaire, une mesure minimale de protection ;

Attendu que le Bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police, ainsi que du maintien de l'ordre public sur le territoire communal ;

Attendu que la police administrative communale comprend notamment la sécurité publique et la salubrité publique, et permet à l'autorité communale de prendre les mesures nécessaires lorsqu'une situation concrète et urgente expose une personne à un péril grave et immédiat ;

Attendu que, sollicités à cet effet, les services de Log'Iris ont renseigné que le logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek est actuellement inoccupé, qu'il requiert des menus travaux de remise en état et qu'il n'est pas concerné, à court terme, par un projet de rénovation agendé ;

Attendu qu'il n'apparaît pas, au vu des éléments communiqués, que la mobilisation temporaire du logement précité fasse obstacle à une occupation existante, à un chantier en cours ou à un projet de rénovation immédiatement programmé ;

Attendu qu'aucune autre solution d'hébergement immédiate, adaptée et disponible n'a pu être mobilisée à ce stade ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de faire cesser l'état de nécessité signalé par le CPAS et de prévenir le risque grave résultant de l'absence de mise à l'abri, d'ordonner la réquisition temporaire et immédiate du logement précité au profit du CPAS d'Etterbeek ;

Considérant que la mesure est limitée à un logement déterminé, actuellement inoccupé, et qu'elle est affectée exclusivement à l'hébergement d'urgence d'une personne secourue par Le CPAS ;

Considérant que la mesure est justifiée par l'urgence, proportionnée à l'objectif poursuivi et limitée au temps nécessaire à l'hébergement d'urgence de la personne secourue, sans préjudice de sa cessation anticipée si une solution alternative adaptée est trouvée ;

ARRETE ET ORDONNE :

Article 1er

Le logement sis rue Mont du Chêne 16/11 à Etterbeek, appartenant à Log'Iris S.A., est réquisitionné temporairement et immédiatement au profit du CPAS d'Etterbeek, aux fins d'hébergement d'urgence de la personne secourue visée par la décision du Bureau permanent du 24 juillet 2026.

Article 2

La réquisition prend effet immédiatement à compter de la notification du présent arrêté. Elle est ordonnée pour une durée de six mois.
Elle est renouvelable, pour autant que l'état de nécessité persiste et qu'aucune solution alternative adaptée n'ait pu être trouvée, jusqu'à la notification par Log'Iris du début effectif des travaux de rénovation du logement, moyennant le respect d'un préavis de trente jours.

Elle prend fin de plein droit si une solution alternative adaptée est trouvée avant son terme.

Article 3

Log'Iris est tenue de permettre sans délai l'accès au logement et de remettre les clés du bien au CPAS d'Etterbeek ou à toute personne désignée par lui.

À défaut de remise volontaire, l'accès au logement pourra être assuré par tout moyen strictement nécessaire et proportionné, avec l'assistance de la police locale et, le cas échéant, d'un serrurier.

Article 4

Le CPAS d'Etterbeek est chargé d'établir avec la personne secourue une convention d'occupation précaire, strictement temporaire et liée à la situation d'urgence ayant justifié la présente réquisition.

Article 5

Le CPAS d'Etterbeek est chargé de convenir avec Log'Iris d'une juste indemnité d'occupation pour la durée effective de la réquisition, et de régler la question des charges forfaitaires.

À défaut d'accord sur cette indemnité, la partie la plus diligente pourra saisir le juge de paix du canton compétent afin qu'il soit statué sur le montant de celle-ci.

Article 6

Le CPAS d'Etterbeek assure d'accompagnement social de la personne secourue et veille au respect des conditions d'occupation temporaire du logement.

Article 7

Le présent arrêté est notifié sans délai à Log'Iris et au CPAS d'Etterbeek. Article 8
Un recours en annulation contre le présent arrêté peut être introduit auprès du Conseil d'État, section du contentieux administratif, dans un délai de soixante jours à dater de sa notification.

Ce recours est introduit par requête adressée au Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, par pli recommandé à la poste ou suivant la procédure électronique, via la rubrique
« e-Procédure » du site internet du Conseil d'État : www.raadvst-consetat.be.

Une demande de suspension, le cas échéant en extrême urgence, peut également être introduite dans les conditions prévues par les lois coordonnées sur le Conseil d'État et par le règlement de procédure applicable.

Article 9

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Fait à Etterbeek, le 24 juillet 2026.

Le Conseil prend acte.

Besluit van de burgemeester houdende de onmiddellijke en tijdelijke vordering van de woning gelegen aan de Eikenbergstraat 16/11 in Etterbeek ten behoeve van het OCMW van Etterbeek.

De burgemeester,

gelet op artikels 133, alinea 2 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 28, §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de OCMW's dat bepaalt dat wanneer een dakloze persoon een beroep doet op de maatschappelijke dienstverlening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt, de voorzitter hem de vereiste dringende hulpverlening moet toekennen;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

gelet op het verzoek van de voorzitter van het OCMW van Etterbeek om de tijdelijke en onmiddellijke vordering van een leegstaande woning om noodopvang mogelijk te maken voor een door het OCMW begeleide persoon;

gelet op de dringendheid;

overwegende dat het OCMW van Etterbeek bevestigt dat de betrokken persoon niet beschikt over enige onmiddellijke en aangepaste huisvestingsoplossing, dat zij zich in een bewezen noodtoestand bevindt en dat haar situatie een dringende sociale tussenkomst vereist;

overwegende dat deze noodtoestand en de noodzaak van een dringend herhuisvesting werden vastgesteld door het vast bureau van het OCMW tijdens zijn zitting van 24 juli 2026, op basis van de sociale elementen die aan zijn beoordeling werden voorgelegd;

overwegende dat de burgemeester de deze maatregel baseert op de door het OCMW van Etterbeek meegedeelde elementen, als bevoegde instantie om de individuele sociale situatie van de geholpen persoon te beoordelen, zonder dat het nodig is in dit besluit persoonlijke of vertrouwelijke gegevens op te nemen die onder het beroepsgeheim vallen;

overwegende dat het uitblijven van onmiddellijke opvang van de betrokken persoon haar kan blootstellen aan een ernstig risico voor haar veiligheid, gezondheid en waardigheid;

overwegende dat deze situatie een onmiddellijke tussenkomst van de gemeentelijke overheid vereist om de verergering van een crisissituatie te voorkomen en om, tijdelijk, een

minimale beschermingsmaatregel te verzekeren;

overwegende dat de burgemeester belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnanties, reglementen en politiebesluiten en met het handhaven van de openbare orde op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de gemeentelijke bestuurlijke politie onder meer de openbare veiligheid en de openbare gezondheid omvat en de gemeentelijke overheid toelaat de nodige maatregelen te nemen wanneer een concrete en dringende situatie een persoon blootstelt aan een ernstig en onmiddellijk gevaar;

overwegende dat, op verzoek van de gemeente, de diensten van Log'iris hebben meegedeeld dat de woning gelegen Félix Eikenbergstraat16/11 in Etterbeek momenteel leegstaat, dat er slechts kleine herstellingswerken nodig zijn en dat er op korte termijn geen renovatieproject is gepland voor deze woning;

overwegende dat, gelet op de meegedeelde elementen, niet blijkt dat het tijdelijke gebruik van voornoemde woning een bestaande bewoning, een lopende werf of een onmiddellijk gepland renovatieproject zou hinderen;

overwegende dat tot op heden geen andere onmiddellijke, aangepaste en beschikbare huisvestingsoplossing kon worden gevonden;

overwegende dat het aangewezen is om een einde te maken aan de door het OCMW gemelde noodtoestand en om het ernstige risico voortvloeiend uit het gebrek aan opvang te voorkomen, door de tijdelijke en onmiddellijke vordering van voornoemde woning ten voordele van het OCMW van Etterbeek te bevelen;

overwegende dat de maatregel beperkt is tot één welbepaalde, momenteel onbewoonde woning en uitsluitend wordt bestemd voor de noodopvang van een door het OCMW geholpen persoon;

overwegende dat de maatregel gerechtvaardigd is door de dringendheid, proportioneel is aan het nagestreefde doel en beperkt blijft tot de tijd die strikt noodzakelijk is voor de noodopvang van de geholpen persoon, onverminderd een vroegtijdige beëindiging al een aangepaste alternatieve oplossing wordt gevonden;

VERORDENT EN BESLIST:

Artikel 1

De woning gelegen Eikenbergstraatat 16/11 in Etterbeek, eigendom van Log'iris nv, wordt tijdelijk en onmiddellijk gevorderd voor het OCMW van Etterbeek voor de noodopvang van de geholpen persoon zoals bedoeld in de beslissing van het vast bureau van 24 juli 2026.

Artikel 2

De vordering treedt onmiddellijk in werking vanaf de kennisgeving van dit besluit. Zij wordt bevolen voor een duur van zes maanden.
Zij is hernieuwbaar, voor zover de noodsituatie blijft voortbestaan en geen passende alternatieve oplossing kon worden gevonden, tot aan de kennisgeving door Log'iris van de effectieve aanvang van de renovatiewerken aan de woning, met naleving van een opzegtermijn van dertig dagen.

Zij eindigt van rechtswege als voor het verstrijken van de termijn een passende alternatieve oplossing wordt gevonden.

Artikel 3

Log'iris moet onmiddellijk toegang verlenen tot de woning en de sleutels van het goed overdragen aan het OCMW van Etterbeek of aan elke door het OCMW aangewezen persoon.

Bij gebrek aan vrijwillige overdracht kan de toegang tot de woning worden verzekerd met alle strikt noodzakelijke en evenredige middelen, met bijstand van de lokale politie en, in voorkomend geval, een slotenmaker.

Artikel 4

Het OCMW van Etterbeek moet, samen met de geholpen persoon, een overeenkomst voor precair gebruik opstellen, die strikt tijdelijk is en verbonden aan de noodsituatie die deze vordering heeft gerechtvaardigd.

Artikel 5

Het OCMW van Etterbeek moet met Log'iris een billijke gebruiksvergoeding overeenkomen voor de effectieve duur van de vordering en een regeling treffen voor de forfaitaire lasten.

Bij gebrek aan akkoord over deze vergoeding kan de meest gerede partij zich wenden tot de vrederechter van het bevoegde kanton zodat deze uitspraak zou doen over het bedrag ervan.

Artikel 6

Het OCMW van Etterbeek staat in voor de sociale begeleiding van de geholpen persoon en ziet toe op de naleving van de voorwaarden van het tijdelijk gebruik van de woning.

Artikel 7

Dit besluit wordt onverwijld ter kennis gebracht van Log'iris en van het OCMW van Etterbeek. Artikel 8
Tegen dit besluit kan een beroep tot nietigverklaring worden ingesteld bij de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak, binnen een termijn van zestig dagen vanaf zijn bekendmaking.

Dat verzoek wordt ingediend met een verzoekschrift aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, met een aangetekend schrijven of volgens de elektronische procedure, via de rubriek e-Procedure op de website van de Raad van State www.raadvst-consetat.be.

Vordering tot schorsing, in voorkomend geval bij uiterst dringende noodzakelijkheid, kan ook worden ingediend volgens de voorwaarden uit de gecoördineerde wetten op de Raad van State en volgens het toepasselijke procedurereglement.

Artikel 9

Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Opgemaakt in Etterbeek op 24 juli 2026

De raad neemt akte.

1 annexe / 1 bijlage
scan_avanpraet_2026-07-24-13-09-24.pdf

14.09.2026/A/0005 **Conseil communal – Délégations et mandats – Agence locale pour l'Emploi – Remplacement**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 24.03.2025 désignant Monsieur Cyril JEHENSON en tant que membre et candidat administrateur de l'Agence Locale Pour L'emploi d'Etterbeek (ALE) asbl,

Considérant que Monsieur Cyril JEHENSON est démissionnaire de son mandat à l'ALE et qu'il convient dès lors de la remplacer en cette qualité ;

DESIGNE NDIKUMANA Kiza en qualité de membre et de candidat administrateur de l'Agence Locale Pour L'emploi d'Etterbeek (ALE) asbl .

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap - Vervanging

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24.03.2025 die de heer MonsieurCyril JEHENSON benoemt als lid en bestuurder van het plaatselijk arbeidsbureau van Etterbeek (PWA) vzw;

overwegende dat de heer Monsieur Cyril JEHENSON ontslag neemt uit zijn mandaat bij de vzw "Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap", en dat het bijgevolg aangewezen is om hem in zijn functie te vervangen;

BENOEMT NDIKUMANA Kiza als lid en bestuurder van het plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Etterbeek (PWA) vzw.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

14.09.2026/A/0006 **Conseil communal - Délégations et mandats – citydev.brussels**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Considérant l'absence de désignation par le Conseil communal ;

DECIDE de désigner Frank Van Bockstal en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek au sein de l'Assemblée générale de city.brussels.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 22 votes positifs, 3 votes négatifs, 4 abstentions.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - citydev.brussels

De Gemeenteraad,

Gezien de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 1 december 2024;

Overwegende dat naar aanleiding van deze verkiezingen en deze installatie de vertegenwoordigers van de gemeente bij diverse openbare of openbaar-rechtelijke instellingen moeten worden vernieuwd;

Gezien artikel 120, § 2, van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteraad geen aanwijzing heeft gedaan;

BESLUIT Frank Van Bockstal aan te wijzen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de Algemene Vergadering van citydev.brussels

Deze benoeming geldt tot het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 22 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

2 annexes / 2 bijlagen
CA - AG - citydev.pdf, Mandats_Conf Bourg & Region.xlsx

14.09.2026/A/0007 **Asbl Prix Louis Schmidt - Modification des statuts**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24.03.2019 introduisant le Code des sociétés et des associations (…) (C.S.A.) ;

Considérant qu'une mise en conformité des statuts des sociétés, associations et fondations devait être réalisée, afin de répondre aux nouvelles dispositions légales ;

Considérant que l'Organe d'administration de l'a.s.b.l. Prix Louis Schmidt a adopté de nouveaux statuts, qui seront soumis à l'Assemblée générale ;

Considérant qu'au vu de l'implication communale dans cette association, il convient que le Conseil communal les approuve également ;

Décide d'approuver le projet de statuts tel que repris ci-dessous :

Statuts de l'Association Sans But Lucratif

« Prix Louis Schmidt»

Mis à jour conformément à la loi du 23 mars 2019 (CSA)

TITRE I^{er} – Dénomination, siège social, but, objet et durée

En tant qu'a.s.b.l. communale, l'association respectera les prescriptions de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, dont certaines sont expressément rappelées dans les présents statuts.

Article 1 – Dénomination et mentions

L'association est dénommée « asbl Prix Louis Schmidt ».

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande, sites internet et autres documents, sous forme électronique ou non, émanant de l'association, doivent contenir :

- la dénomination de l'association, immédiatement précédée ou suivie de « ASBL » ou «association sans but

lucratif »,

- l'indication précise du siège de l'association,

- le numéro d'entreprise,

- les termes "registre des personnes morales" ou l'abréviation "RPM" suivis de l'indication du tribunal du siège de l'association,

- le numéro d'au moins un compte dont l'association est titulaire auprès d'un établissement de crédit établi en Belgique,

- le cas échéant, l'adresse électronique et le site internet de l'association,

- le cas échéant, l'indication que l'association est en liquidation.

Toute personne qui intervient pour l'association dans un document visé ci-dessus où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris.

Article 2 – Siège Social

Le siège social est établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et plus précisément à l'hôtel communal d'Etterbeek, 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, dans l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 3 – But social et Objet

L'association a pour but :

1- soutenir et encourager de jeunes artistes,

2- commémorer le grand patriote que fut Louis Schmidt,

3- enrichir le patrimoine artistique de la Commune d'Etterbeek (l'œuvre primée devenant propriété de l'asbl Prix Louis Schmidt qui en fait don à la Commune d'Etterbeek).

L'association poursuit la réalisation de ce but en menant les activités suivantes : organisation d'un concours artistique, destiné aux jeunes artistes, en collaboration avec l'Université Libre de Bruxelles (ULB) qui organise en son lieu une exposition des œuvres retenues. Le concours portera, en alternance, sur les techniques de peinture, sculpture ou image imprimée. De nouvelles techniques pourront être ajoutées par l'organe d'administration.

L'association peut recevoir toute aide ou contribution matérielle ou financière, de personne morales, publiques ou privées, ou de personnes physiques. Les fonds et matériels ainsi récoltés doivent servir exclusivement à la réalisation du but social.

L'association peut prêter son concours et s'intéresser à toutes activités poursuivies par des organisations dont le but est similaire.

L'association poursuit son but et ses objets dans le respect :

- de toute convention conclue avec la Commune d'Etterbeek en application de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et la coopération intercommunale et ses modifications ultérieures ;

- des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle ordinaire exercée par la Commune d'Etterbeek en vertu des articles 43 et suivants de l'ordonnance précitée.

L'association veille au respect des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination. Elle veille, en outre, au respect du principe de neutralité politique, philosophique et religieuse que requiert l'exercice des missions de service public qui lui

sont confiées.

Article 4 – Durée de l'association

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment, moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek, dans la forme et sous les conditions requises par la loi (CSA).

TITRE II – Membres

Article 5 – Conditions d'admission des membres effectifs

L'association est composée de membres (appelés dans les présents statuts « membres effectifs »). Le nombre de membres effectifs ne peut être supérieur à 9 et ne peut être inférieur à 3. Les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts.

Les membres effectifs sont répartis comme suit :

- Les membres fondateurs de l'association ;

- 6 membres désignés par le Conseil Communal d'Etterbeek parmi lesquels, de plein droit, le Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek à moins qu'il ne soit déjà admis en qualité de membre fondateur, et le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek qui a le Prix Louis Schmidt dans ses attributions (membres de droit), dont au moins 1/3 est de sexe différent ;

- Toute personne physique, intéressée par le but de l'association et s'engageant à respecter ses statuts, admise en cette qualité par l'organe d'administration statuant à la majorité simple des voix présentes ou représentées ou proposée à l'organe d'administration par un membre effectif de l'asbl ou via une demande expresse du candidat-membre auprès de l'organe d'administration.

En cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au Conseil communal d'Etterbeek, le nombre de membres effectifs de plein de droit est augmenté d'un siège, lequel est octroyé, par ledit conseil communal, à un groupe non représenté issu de l'opposition pour autant que les composantes de ce groupe acceptent, chacune individuellement, les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment.

Article 6 – Démission et exclusion des membres

Pour les membres siégeant de plein droit en représentation de la Commune d'Etterbeek, la qualité de membre effectif de l'association se perd au motif des causes suivantes :

- Par décès ;

- Par démission du membre adressée au président du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre démissionnaire continue de siéger jusqu'à son remplacement ;

- Par révocation décidée par le Conseil communal d'Etterbeek ;

- Après le renouvellement complet du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre reste en fonction jusqu'à son remplacement.

Pour toute autre personne, la qualité de membre effectif de l'association se perd au motif des causes suivantes :

- Par décès ;

- Par démission adressée au président de l'organe d'administration ;

- Par exclusion décidée, selon les conditions fixées par la loi (CSA).

L'exclusion d'un membre effectif est prononcée par l'Assemblée Générale. Cette dernière ne peut valablement se prononcer que si l'exclusion est explicitement indiquée dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. L'exclusion est prononcée au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, après que le membre ait été entendu, s'il le désire. Dans ce cas, les votes nuls, blancs et les abstentions sont assimilés à des votes négatifs.

L'organe d'administration peut suspendre provisoirement, jusqu'à la décision de l'Assemblée Générale statuant sur leur exclusion, les membres effectifs qui auraient gravement enfreint le but de l'association, les statuts, les décisions de l'Assemblée Générale ou de l'organe d'administration, le règlement d'ordre intérieur, ou, encore, qui aurait gravement porté atteinte à l'honneur de l'association

La suspension d'un membre siégeant de plein droit, en représentation de la Commune d'Etterbeek, ne peut se faire que moyennant l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins. L'exclusion d'un membre de cette même catégorie ne peut se faire que moyennant la révocation dudit membre décidée par le Conseil communal d'Etterbeek. Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevés, ni inventaires.

Article 7 – Registre des membres effectifs

L'association tient un registre des membres effectifs, sous la responsabilité de l'organe d'administration. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination sociale, sa forme juridique, son numéro d'entreprise et son siège social ainsi que les nom et prénom de ses représentants.

Toute décision d'admission, de démission ou d'exclusion de membres effectifs est inscrite au registre à la diligence de l'organe d'administration endéans les huit jours de la connaissance que l'Organe a eue de la ou des modifications intervenues.

Tous les membres effectifs peuvent consulter ce registre, au siège de l'association et sans déplacement du registre, sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration.

Article 8 – Responsabilité

Les membres ne sont pas tenus responsables des engagements pris au nom de l'association.

Article 9 – Cotisation

Les membres ne sont redevables d'aucune contribution à l'association.

TITRE III – Assemblée Générale

Article 10 – Composition

L'Assemblée Générale est composée de tous les membres effectifs de l'asbl.

Le conseil communal désigne les représentants de la commune au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl communale. Au moins un tiers des représentants sont de sexe différent.

Elle est présidée par le président de l'organe d'administration ou, en cas d'absence, par la personne déléguée par le président.

Article 11 – Pouvoirs

L'Assemblée Générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts. Une décision de l'Assemblée Générale est exigée pour : - la modification des statuts ;

- l'approbation des comptes annuels et du budget ;

- la nomination et la révocation des administrateurs et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée ;

- la décharge à octroyer aux administrateurs ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs ;

- l'exclusion des membres effectifs ;

- la dissolution volontaire de l'association ;

- la transformation de l'association en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée ;

- effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;

- la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée ;

- l'approbation du règlement d'ordre intérieur élaboré par l'organe d'administration ; - l'approbation du procès-verbal de la séance précédente ; - tous les autres cas où la loi ou les statuts l'exigent.

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que moyennant le respect des conditions suivantes :

- les modifications ont préalablement été approuvées par le Conseil communal d'Etterbeek, dont le vote lie ses représentants à l'Assemblée Générale de l'association ;

- les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation ;

- l'Assemblée Générale réunit au moins les deux tiers des membres effectifs, qu'ils soient présents ou représentés.

Article 12 – Fonctionnement

Il doit être tenu au moins une Assemblée Générale chaque année dans le courant du 1er semestre qui suit la clôture des comptes.

Les membres effectifs sont convoqué aux assemblées générales par courrier (ou courriel), envoyé par l'organe d'administration, adressé 15 jours (quinze) au moins avant l'assemblée.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit avec l'accord unanime de l'ensemble des membres effectifs confirmé par écrit par courrier électronique.

L'association peut être réunie en Assemblée Générale Extraordinaire à tout moment par décision de l'organe d'administration ou à la demande écrite d'un cinquième des membres effectifs au moins. Dans ce dernier cas, l'organe d'administration convoque l'Assemblée Générale dans les 21 jours de la demande de convocation. L'Assemblée Générale se tient au plus tard dans les 40 jours qui suivent cette demande.

La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Les documents dont il sera question à l'Assemblée Générale doivent être rendus accessibles, par courriel par exemple.

Toute proposition signée par un vingtième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour.

L'assemblée ne peut délibérer valablement sur un point qui n'est pas mentionné à l'ordre du jour, sauf si une majorité des deux tiers des membres effectifs présents estime que l'urgence empêche de le reporter. Elle ne peut jamais le faire en cas de modification des statuts, d'exclusion d'un membre, de dissolution volontaire de l'association et de transformation de l'association en AISBL en société coopérative agréée comme entreprise sociale ou en société coopérative entreprise sociale agréée.

Article 13 – Quorums de présence et de vote

Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un autre membre effectif, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus de 2 procurations.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'Assemblée Générale ne délibère valablement que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Si ce quorum de présence n'est pas atteint lors de la première réunion, il doit être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde réunion est convoquée dans le respect du délai indiqué dans les présents statuts.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. Chaque membre effectif dispose d'une voix. Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

En cas de parité des voix, la voix du président de l'organe d'administration est prépondérante.

Le vote se fait à main levée, sauf si une majorité simple des membres effectifs présents demande que le scrutin soit secret. Lorsque le vote porte sur des décisions concernant des personnes, le scrutin est toujours secret.

Article 14 – Modification des statuts

L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. Les modifications sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification qui porte sur le but social ou l'objet de l'association ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion de l'Assemblée Générale qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et qui pourra adopter les modifications à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés pour les modifications concernant le but social ou l'objet de l'association, et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés pour toutes les autres modifications.

La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

Lorsque l'Assemblée Générale statue sur des modifications statutaires, les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Article 15 Dissolution, apport à titre gratuit d'universalité, transformation

L'Assemblée Générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que dans les mêmes conditions que celles relatives à la modification de l'objet ou du but social en vue desquels l'association a été constituée.

L'Assemblée Générale ne peut se prononcer sur un apport à titre gratuit d'universalité ou sur la transformation de l'association en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée que conformément aux règles prescrites par le Code des sociétés et des associations.

Lorsque l'Assemblée Générale statue sur la dissolution de l'association, un apport à titre gratuit d'universalité ou la transformation de l'association AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée, les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Article 16 – Registre des procès-verbaux et publications

Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux, signés au moins par les représentants généraux de l'association, ainsi que par tous les membres et administrateurs qui le désirent. Ce registre est conservé au siège social où les membres effectifs peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et

motivée adressée à l'organe d'administration, mais sans déplacement du registre.

Les décisions d'ordre individuel sont éventuellement envoyées par écrit par l'organe d'administration aux tiers qui justifient d'un intérêt.

Les décisions relatives aux modifications statutaires, à la nomination et révocation des administrateurs et des délégués à la gestion journalière ainsi qu'à la dissolution ou à la transformation de l'association sont déposées dans les trente jours au greffe du Tribunal de l'entreprise compétent pour être publiées au Moniteur belge.

TITRE IV – Organe d'administration

Article 17 – Composition

L'Association est administrée par un organe d'administration composé de trois personnes au moins et de 5 personnes au plus, nommés par l'Assemblée Générale parmi les membres effectifs de l'association. Les administrateurs sont des personnes physiques.

Au moins un tiers des membres de l'organe d'administration sont désignés par l'Assemblée Générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'Assemblée Générale désignés par le conseil communal. L'organe d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du même sexe.

En cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au Conseil communal d'Etterbeek, le nombre d'administrateurs est augmenté d'un siège, lequel est octroyé, s'il n'est pas déjà proposé par ledit conseil, au membre effectif représentant un groupe non représenté issu de l'opposition pour autant que les composantes de ce groupe acceptent, chacune individuellement, les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment.

Les administrateurs ne perçoivent aucun traitement ni jeton de présence.

Article 18 – Durée et fin de mandat

La durée du mandat est de 6 ans, venant à échéance à la fin de chaque législature communale. Les administrateurs sortant sont rééligibles. Tant que l'Assemblée Générale n'a pas pourvu au remplacement ou à la réélection des administrateurs dont le mandat est arrivé à son terme, ceux-ci restent en fonction.

Le renouvellement des administrateurs au sein de l'organe d'administration se fait lors de la première AG qui suit les élections communales.

Le mandat des administrateurs n'expire que par l'échéance du terme, décès, démission ou révocation.

Si le décès d'un administrateur a pour effet de porter le nombre d'administrateurs à un nombre inférieur au minimum légal ou statutaire, une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée pour pourvoir au remplacement dudit administrateur.

Tout administrateur est révocable en tout temps par décision de l'Assemblée Générale, sans qu'elle ne doive justifier sa décision. Si nécessaire, l'Assemblée Générale pourvoit au remplacement de l'administrateur révoqué.

L'administrateur qui a été suspendu de sa qualité de membre effectif est automatiquement

suspendu en sa qualité d'administrateur.

Article 19 Démission

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit, par courrier recommandé ou par mail, à l'organe d'administration. En cas de démission d'un administrateur, la prochaine Assemblée Générale pourvoit à son remplacement. Si la démission a pour effet de porter le nombre d'administrateurs à un nombre inférieur au minimum légal ou statutaire, l'administrateur reste en fonction jusqu'à son remplacement.

Un administrateur absent à plus de 3 réunions de l'organe sans s'être excusé ou avoir donné procuration est réputé démissionnaire. Il reste toutefois responsable en tant qu'administrateur, tant que sa démission n'a pas été actée par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un mandat, l'administrateur éventuellement nommé par l'Assemblée Générale pour y pourvoir, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 20 – Fonctionnement

L'organe d'administration est collégial. Il prend valablement ses décisions quand celles-ci sont prises en réunion, dans le respect des quorums de présence et de vote prévus dans les présents statuts.

L'organe d'administration peut désigner en son sein un président, éventuellement un vice-président, un trésorier et un secrétaire. Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

Les réunions de l'organe d'administration sont présidées par l'administrateur désigné à cet effet.

Article 21 – Quorums de présence et de vote

L'organe d'administration se réunit sur convocation de l'administrateur désigné à cet effet, chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent ou à la demande d'un administrateur.

Il ne peut statuer que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés. A défaut, une nouvelle réunion sera convoquée, avec le même ordre du jour. Les décisions prises lors de cette deuxième réunion seront valables si au moins la moitié des administrateurs présents ou représentés les approuvent.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus de 1 procuration. Les décisions sont prises à l'unanimité des membres présents et représentés. Si l'unanimité ne peut être atteinte, les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes et représentées.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Article 22 – Conflit d'intérêt

Un administrateur qui, dans le cadre d'une décision à prendre, a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à celui de l'association, doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion de l'organe d'administration qui doit prendre cette décision. Il n'est pas permis à l'organe d'administration de déléguer cette décision.

L'administrateur visé par le conflit d'intérêts décrit à l'alinéa précédent ne peut prendre part aux délibérations de l'organe d'administration concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateurs présents ou représentés est en position de conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'Assemblée Générale. En cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'organe d'administration peut les exécuter.

Le présent article n'est pas applicable lorsque les décisions de l'organe d'administration concernent des opérations habituelles conclues dans des conditions et sous les garanties normales du marché pour des opérations de même nature.

Article 23 – Registre des procès-verbaux

Les décisions de l'organe d'administration sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par les représentants généraux de l'association et tous les administrateurs qui le désirent.

Ce registre est conservé au siège social où les membres effectifs peuvent en prendre connaissance sur simple demande écrite et motivée adressée à l'organe d'administration, mais sans déplacement du registre.

Article 24 – Pouvoirs

L'organe d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'association tel que défini ci-dessus. Sont exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou par les présents statuts à celle de l'Assemblée Générale.

Article 25 Représentation générale de l'association

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le président.

Les actes qui engagent l'association, autres que de gestion journalière, sont signés conjointement, à moins d'une délégation spéciale de l'organe d'administration, par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Article 26 – Publications

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs et des personnes déléguées à la gestion journalière comportent leurs nom, prénom, et domicile ou, au cas où il s'agit de personnes morales, leur dénomination sociale, leur forme juridique, leur numéro d'entreprise et leur siège social ainsi que les nom, prénom et domicile de leur représentant permanent.

Tous les actes sont déposés dans les 30 jours au greffe du Tribunal de l'entreprise compétent, en vue d'être publiés au Moniteur belge.

Article 27 – Responsabilité des administrateurs

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Ils ne sont responsables que des fautes commises dans l'accomplissement de la mission qui leur a été confiée.

Les administrateurs exercent leur mandat à titre gratuit. Ils peuvent être remboursés des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leur mandat.

Titre V – Règles de tutelle

Article 28

L'association transmet au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek, d'autre part, les actes suivants :

- Les actes portant retrait ou justification d'un acte suspendu ;

- Les actes de l'Assemblée Générale ;

- Le contrat de gestion et ses modifications ;

- Les comptes annuels ;

- Les statuts et les modifications aux statuts ;

- Le choix de la procédure de passation et la fixation des conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services pour les marchés dont le montant hors taxe sur la valeur ajoutée est égal ou supérieur à 175.000 euros, ainsi que la sélection des soumissionnaires, candidats ou participants et l'attribution de ces marchés ;

- La fixation des conditions des concessions de travaux et de services, ainsi que la sélection des soumissionnaires ou candidats à ces concessions et l'attribution de celles-ci ; - Les conventions ;

- La conclusion d'emprunts ;

- L'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs à des biens immeubles.

Ces actes sont transmis dans les vingt jours où ils ont été pris et sont accompagnés de toutes les pièces nécessaires au contrôle de leur conformité à la loi et à l'intérêt général.

Article 29

L'association transmet au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek, d'autre part, la liste

des actes pris par ses organes de gestion dans les vingt jours où ils ont été pris. Cette liste comporte une description succincte de tous les actes autres que ceux visés à l'article 33.

Article 30

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek, s'il estime qu'une décision de l'association viole la loi ou les conventions conclues par l'association ou qu'elle lèse l'intérêt communal, peut requérir la convocation, en urgence, de l'organe d'administration afin qu'il retire ou modifie la décision dont question. Il peut, dans ce cadre, déléguer la présence du Secrétaire communal, du Receveur communal ou de tout autre représentant qu'il désigne afin d'assister, sans voix délibérative, à la réunion de l'organe d'administration.

Article 31

L'association transmet au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek, sous huit jours, tout acte ou toute pièce dont l'accès serait sollicité dans le cadre de l'article 84 de la nouvelle loi communale.

TITRE VI - Règlement d'ordre intérieur

Article 32 – Adoption et modification

Un règlement d'ordre intérieur peut être établi par l'organe d'administration qui le présente à l'Assemblée Générale pour approbation et pour toutes modifications éventuelles.

TITRE VII - Comptes et budget

Article 33 – Exercice social et tenue des comptes

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

L'organe d'administration établit les comptes de l'année écoulée selon les dispositions prévues au Livre 3 du Code des sociétés et des associations et au Livre III, Titre 3, Chapitre 2 du Code de droit économique, ainsi que le budget de l'année suivante et les soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale annuelle.

TITRE VIII - Dissolution et liquidation

Article 34 – Liquidation

Sauf dissolution judiciaire, seule l'Assemblée Générale peut prononcer la dissolution de l'association conformément au Livre 2, Titre 8, Chapitre 2 du Code des sociétés et des associations.

Dans ce cas, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération éventuelle, et indique l'affectation à donner à l'actif net.

Article 35 – Affectation de l'actif net restant

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, après l'apurement des dettes, l'actif net sera affecté à une autre organisation qui poursuit un but non lucratif dans le domaine de la culture.

TITRE IX - Dispositions finales

Article 36 – Application du Code des sociétés et des associations

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par le Code des sociétés et des associations, et pour ce qui concerne la tenue de la comptabilité, par le Livre III, Titre 3, Chapitre 2 du Code de droit économique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Prix Louis Schmidt - Wijziging van de statuten - Vzw

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 24.03.2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV);

overwegende dat de statuten van vennootschappen, verenigingen en stichtingen in overeenstemming moesten worden gebracht met de nieuwe wettelijke bepalingen;

overwegende dat het bestuursorgaan van de vzw Prix Louis Schmidt nieuwe statuten heeft aangenomen, die aan de algemene vergadering zullen worden voorgelegd;

overwegende dat, gezien de betrokkenheid van de gemeente bij deze vereniging, ook de gemeenteraad deze statuten dient goed te keuren;

BESLIST om het ontwerp van de statuten goed te keuren zoals hieronder uiteengezet:

Statuten van de vereniging zonder winstoogmerk

"Prix Louis Schmidt"

Aanpassing in overeenstemming met de wet van 23 maart 2019 (WVV)

TITEL I – Benaming, maatschappelijke zetel, doel en duur

Als gemeentelijke vzw respecteert de vereniging de voorschriften van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, waarvan bepaalde voorschriften uitdrukkelijk worden herhaald in deze statuten.

Artikel 1 – Benaming en vermeldingen

De vereniging heeft de naam “asbl Prix Louis Schmidt”.

Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders websites en andere documenten, al dan niet in elektronische vorm, uitgaande van de vereniging moeten de volgende gegevens vermelden:

- de benaming van de vereniging onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door “vzw” of “vereniging zonder winstoogmerk”

- de exacte aanduiding van de maatschappelijke zetel,

- het ondernemingsnummer,

- het woord “rechtspersonenregister” of de afkorting “RPR”, gevolgd door de vermelding van de zetel van de rechtbank van het rechtsgebied waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft;

- het nummer van minstens één rekening waarvan de vereniging houders is bij een kredietinstelling met vergunning in België,

- indien van toepassing, het e-mailadres en de website van de vereniging,

- indien van toepassing, een verklaring dat de vereniging in liquidatie is.

Eenieder die in naam van de vereniging meewerkt aan een hierboven vermeld stuk waarop één van deze vermeldingen niet is aangebracht kan persoonlijk aansprakelijk worden gesteld voor alle of voor een gedeelte van de verbintenissen die krachtens dit stuk zijn aangegaan.

Artikel 2 – Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en meer bepaald in het gemeentehuis van Etterbeek, Kazernenlaan 31/1 in 1040 Brussel, in het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Artikel 3 – Maatschappelijk doel

Het doel van de vereniging is:

1- jonge kunstenaars ondersteunen en aanmoedigen

2- de grote patriot Louis Schmidt herdenken

3- het kunstpatrimonium van de gemeente Etterbeek verrijken (het bekroonde werk wordt

eigendom van de vzw Prix Louis Schmidt, die het schenkt aan de gemeente Etterbeek).

De vereniging streeft de verwezenlijking van dit doel via de volgende activiteiten: organisatie van een kunstwedstrijd voor jonge kunstenaars, in samenwerking met de Université Libre de Bruxelles (ULB), die op haar locatie een tentoonstelling organiseert van de geselecteerde werken. De wedstrijd zal afwisselend betrekking hebben op de technieken van de schilderkunst, de beeldhouwkunst of het gedrukte beeld. Nieuwe technieken kunnen worden toegevoegd door het bestuursorgaan.

De vereniging kan elke materiële of financiële steun of bijdrage ontvangen van publieke of private rechtspersonen of van natuurlijke personen. Fondsen en materialen die op deze manier verzameld worden, moeten uitsluitend gebruikt worden om het doel van de vereniging te bereiken.

De vereniging mag haar hulp verlenen aan en belangstelling tonen voor alle activiteiten die worden nagestreefd door organisaties met een gelijkaardig doel.

De vereniging streeft haar doelstellingen na in overeenstemming met:

- elke overeenkomst gesloten met de gemeente Etterbeek in toepassing van artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten en haar latere wijzigingen;

- de bepalingen betreffende de organisatie van het gewoon toezicht uitgeoefend door de gemeente Etterbeek op grond van artikels 43 en volgende van de voornoemde ordonnantie.

De vereniging ziet toe op de naleving van de principes van gelijke behandeling en non-discriminatie. Ze garandeert ook de naleving van het principe van politieke, filosofische en religieuze neutraliteit die nodig is voor het uitvoeren van de opdrachten van openbare dienstverlening die haar zijn toevertrouwd.

Artikel 4 – Duur van de vereniging

De vereniging wordt opgericht voor onbepaalde tijd.

Ze kan op elk moment worden ontbonden, na voorafgaand akkoord van de gemeenteraad van Etterbeek, in de vorm en onder de voorwaarden vereist door de wet (WVV).

TITEL II – Leden

Artikel 5 – Toelatingsvoorwaarden voor de vaste leden

De vereniging bestaat uit leden (in deze statuten “vaste leden” genoemd). Het aantal vaste leden mag niet meer zijn dan 9 en niet minder dan 3. De vaste leden genieten de volledige rechten die de wet en deze statuten aan de leden toekennen.

De vaste leden zijn als volgt verdeed:

- De oprichtende leden van de vereniging

- 6 leden aangesteld door de gemeenteraad van Etterbeek, waaronder van rechtswege de burgemeester van de gemeente Etterbeek tenzij die al is toegelaten als oprichtend lid en het lid van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek dat de Prix Louis Schmidt onder zijn bevoegdheden heeft (leden van rechtswege), waarbij minstens 1/3 niet van het hetzelfde geslacht is.

- Elke natuurlijke persoon, die is geïnteresseerd in het doel van de vereniging en zich ertoe verbindt de statuten na te leven, wordt als dusdanig toegelaten door het bestuursorgaan, dat beslist met een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen of wordt voorgedragen aan het bestuursorgaan door een vast lid van de vzw of via een uitdrukkelijke aanvraag van het kandidaat-lid bij het bestuursorgaan.

Bij gebrek aan vertegenwoordiging van de politieke fracties vertegenwoordigd in de gemeenteraad van Etterbeek, wordt het aantal vaste leden van rechtswege verhoogd met één zetel, die door de gemeenteraad wordt toegekend aan een niet-vertegenwoordigde oppositiefractie op voorwaarde dat de leden van deze fractie elk afzonderlijk de democratische principes en regels aanvaarden en naleven.

Artikel 6 – Ontslag en uitsluiting van de leden

Voor de leden die van rechtswege zetelen als vertegenwoordigers van de gemeente Etterbeek, vervalt de hoedanigheid van vast lid van de vereniging om de volgende redenen:

- Overlijden;

- Ontslagname van het lid gericht aan de voorzitter van de gemeenteraad van Etterbeek, in welk geval het ontslagnemend lid blijft zetelen tot zijn vervanging;

- Herroeping beslist door de gemeenteraad van Etterbeek;

- Na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad van Etterbeek, in welk geval het lid in functie blijft tot zijn vervanging.

Voor elke andere persoon vervalt de hoedanigheid van vast lid van de vereniging om de volgende redenen:

- Overlijden;

- Ontslag gericht aan de voorzitter van het bestuursorgaan;

- Uitsluiting beslist door de algemene vergadering onder de voorwaarden bepaald door de wet (WVV).

De algemene vergadering beslist over de uitsluiting van een vast lid. De algemene vergadering kan enkel geldig beslissen als de uitsluiting uitdrukkelijk wordt vermeld in de bijeenroeping en als minstens twee derde van de leden bijeengebracht zijn tijdens de vergadering, of zij nu aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Tot uitsluiting wordt besloten bij geheime stemming, met een tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen, nadat het lid, indien hij dit wenst, is gehoord. In dit geval worden nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen gelijkgesteld met negatieve stemmen.

Het bestuursorgaan kan vaste leden die het doel van de vereniging, de statuten, de beslissingen van de algemene vergadering of van het bestuursorgaan of het huishoudelijk reglement ernstig zouden hebben geschonden of de eer van de vereniging ernstig zouden hebben geschaad, voorlopig schorsen tot de algemene vergadering een beslissing neemt over hun uitsluiting.

De schorsing van een lid dat van rechtswege zetelt als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek kan enkel gebeuren na voorafgaand akkoord van het college van burgemeester en schepenen. De uitsluiting van een lid van dezelfde categorie kan slechts gebeuren door de herroeping van dit lid door de gemeenteraad van Etterbeek. Het ontslagnemend, geschorst of uitgesloten lid, alsmede de erfgenamen of rechthebbenden van het overleden lid, hebben geen recht op het sociaal fonds van de vereniging. Zij mogen noch overzichten, noch inventarissen vorderen of eisen.

Artikel 7 – Register van de vaste leden

De vereniging houdt een register van alle vaste leden bij, onder de verantwoordelijkheid van de raad van bestuur. Dit register bevat de namen, voornamen en woonplaatsen van de leden of, wanneer het gaat rechtspersonen over een rechtspersoon, zijn benaming, rechtsvorm, ondernemingsnummer en maatschappelijke zetel evenals de volledige namen en voornamen van zijn vertegenwoordigers.

Alle beslissingen tot toelating, ontslag of uitsluiting van vaste leden worden op verzoek van het bestuursorgaan in het register ingeschreven binnen acht dagen nadat het orgaan kennis heeft genomen van de doorgevoerde wijzigingen.

Alle vaste leden kunnen het register raadplegen op de maatschappelijke zetel van de vereniging, zonder het register te verplaatsen, op eenvoudig schriftelijk en gemotiveerd verzoek gericht aan het bestuursorgaan.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid

Leden zijn niet aansprakelijk voor verplichtingen die namens de vereniging zijn aangegaan.

Artikel 9 – Bijdrage

De leden zijn geen enkele bijdrage verschuldigd aan de vereniging.

TITEL III – Algemene vergadering

Artikel 10 – Samenstelling

De algemene vergadering bestaat uit alle vaste leden van de vzw.

De gemeenteraad stelt de vertegenwoordigers van de gemeente in de algemene vergadering van de gemeentelijke vzw aan. Ten minste een derde van de vertegenwoordigers zijn niet van hetzelfde geslacht.

Ze wordt voorgezeten door de voorzitter van het bestuursorgaan of, bij afwezigheid, door de persoon die door de voorzitter werd afgevaardigd.

Artikel 11 – Bevoegdheden

De algemene vergadering heeft de bevoegdheden die haar uitdrukkelijk worden toegekend door de wet en door deze statuten. Een beslissing van de algemene vergadering is vereist voor: - de wijziging van de statuten;

- de goedkeuring van de jaarrekeningen en begroting;

- de benoeming en de herroeping van bestuurders en de vaststelling van hun vergoeding in het geval zij een vergoeding krijgen;

- de ontheffing die moet worden verleend aan de bestuurders en, indien van toepassing, het instellen van een procedure door de vereniging tegen de bestuurders

- de uitsluiting van vaste leden;

- de vrijwillige ontbinding van de vereniging;

- de omvorming van de vereniging tot ivzw of coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming;

- de uitvoering of de aanvaarding van de kosteloze inbreng van een universaliteit;

- de benoeming en de herroeping van commissarissen en de vaststelling van hun vergoeding in het geval zij een vergoeding krijgen;

- de goedkeuring van het huishoudelijk reglement opgesteld door het bestuursorgaan; - de goedkeuring van de notulen van de vorige zitting; - alle andere gevallen waarin de wet of de statuten dit vereisen.

De algemene vergadering kan slechts geldig beraadslagen over de wijziging van de statuten als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- de wijzigingen werden vooraf goedgekeurd door de gemeenteraad van Etterbeek, van wie de stem bindend is voor zijn vertegenwoordigers op de algemene vergadering van de vereniging;

- de wijzigingen staan uitdrukkelijk vermeld in de bijeenroeping;

- op de algemene vergadering zijn minstens twee derde van de vaste leden bijeengebracht, of zij nu aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Artikel 12 – Werking

Er moet minstens een algemene vergadering per jaar worden gehouden in de loop van het eerste semester volgend op de afsluiting van de rekeningen.

De vaste leden worden bijeengeroepen voor de algemene vergaderingen per brief (of via e-

mail-, verstuurd door het bestuursorgaan, minstens veertien dagen voor de vergadering.

In dringende gevallen kan de termijn om de algemene vergadering bij een te roepen worden ingekort met unaniem akkoord van alle vaste leden, dat schriftelijk wordt bevestigd via e-mail.

De vereniging kan te allen tijde worden bijeengebracht in een buitengewone algemene vergadering bij beslissing van het bestuursorgaan of op schriftelijke vraag van minstens een vijfde van de vaste leden. In dit laatste geval roept het bestuursorgaan de algemene vergadering bijeen binnen 21 dagen na het verzoek tot bijeenroeping. De algemene vergadering komt ten laatste binnen 40 dagen na dit verzoek samen.

In de bijeenroeping worden de agenda, de datum, het tijdstip en de plaats van de vergadering vermeld. De documenten die zullen worden besproken op de algemene vergadering moeten toegankelijk zijn, bijvoorbeeld via e-mail.

Elk voorstel dat door ten minste een twintigste van de vaste leden is ondertekend wordt op de agenda geplaatst.

De algemene vergadering kan niet geldig beraadslagen over een punt dat niet op de agenda staat, tenzij een tweederdemeerderheid van de aanwezige vaste leden oordeelt dat het punt niet kan worden uitgesteld om dringende redenen. Zij kan dit nooit doen in geval van een wijziging van de statuten, de uitsluiting van een lid, de vrijwillige ontbinding van de vereniging en de omvorming van de vereniging tot ivzw of coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming.

Artikel 13 – Quorums voor aanwezigheid en stemming

Elk vast lid heeft het recht om de vergadering bij te wonen. Het kan zich laten vertegenwoordigen door een ander vast lid, maar dat vast lid mag niet meer dan 2 volmachten hebben.

Behalve in de gevallen voorzien door de wet, beraadslaagt de algemene vergadering slechts geldig als de meerderheid van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Als dit aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt op de eerste vergadering, moet een tweede vergadering worden bijeengeroepen, die geldig kan beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. De tweede vergadering wordt bijeengeroepen in naleving van de termijn vermeld in deze statuten.

Beslissingen worden genomen met een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen, behalve in de gevallen waarin de wet of deze statuten anders bepalen. Elk vast lid beschikt over een stem. Voor de berekening van de meerderheden wordt geen rekening gehouden met nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen.

In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter van het bestuursorgaan doorslaggevend.

De stemming gebeurt bij handopsteking, tenzij een gewone meerderheid van de aanwezige vaste leden vraagt om een geheime stemming. Wanneer de stemming gaat over

beslissingen over personen, is de stemming altijd geheim.

Artikel 14 – Wijziging van de statuten

De algemene vergadering kan enkel geldig beraadslagen over de wijziging van de statuten als deze wijzigingen uitdrukkelijk worden vermeld in de bijeenroeping en als minstens twee derde van de leden bijeengebracht zijn tijdens de vergadering, of zij nu aanwezig of vertegenwoordigd zijn. De wijzigingen worden genomen met een tweederdemeerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden.

Wijzigingen die het maatschappelijk doel van de vereniging beïnvloeden kunnen echter alleen worden goedgekeurd met een meerderheid van vier vijfde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Als twee derde van de leden niet aanwezig of vertegenwoordigd is op de eerste vergadering, kan een tweede vergadering van de algemene vergadering worden bijeengeroepen die geldig kan beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, en de wijzigingen kan goedkeuren met de hierboven voorziene meerderheid van vier vijfde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden voor wijzigingen die betrekking hebben op het maatschappelijk doel van de vergadering en bij tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden voor alle andere wijzigingen.

De tweede vergadering mag niet plaatsvinden binnen veertien dagen na de eerste vergadering.

Wanneer de algemene vergadering beslissingen neemt over statuutwijzigingen, wordt voor de berekening van de meerderheden geen rekening gehouden met nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen.

Artikel 15 – Ontbinding, kosteloze inbreng van een universaliteit, omvorming

De algemene vergadering kan de vereniging slechts ontbinden onder dezelfde voorwaarden als deze voor de wijziging van het maatschappelijk doel waarvoor de vereniging werd opgericht.

De algemene vergadering kan enkel beslissen over een kosteloze inbreng van een universaliteit of over de omvorming van de vereniging tot ivzw of coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming volgens de regels voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Wanneer de algemene vergadering beslist over de ontbinding van de vereniging, een kosteloze inbreng van een universaliteit of de omvorming van de vereniging tot ivzw of erkende coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming of coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming, wordt voor de berekening van de meerderheden geen rekening gehouden met nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen.

Artikel 16 – Register van notulen en publicaties

De beslissingen van de algemene vergadering worden vastgelegd in een register van notulen, ondertekend door minstens de algemene vertegenwoordigers van de vereniging en door alle leden en bestuurders die dat wensen. Dat register wordt bewaard op de

maatschappelijke zetel waar alle vaste leden het kunnen raadplegen, zonder het register te verplaatsen, op eenvoudig schriftelijk en gemotiveerd verzoek gericht aan het bestuursorgaan.

Beslissingen van individuele aard worden eventueel schriftelijk verstuurd door het bestuursorgaan naar derden die een belang kunnen aantonen.

Beslissingen over statutenwijzigingen, de benoeming en de herroeping van bestuurders en afgevaardigden voor het dagelijks bestuur en de ontbinding of omvorming van de vereniging worden binnen dertig dagen neergelegd bij de griffie van de bevoegde ondernemingsrechtbank met het oog op publicatie in het Belgisch Staatsblad.

TITEL IV – Bestuursorgaan

Artikel 17 – Samenstelling

De vereniging wordt bestuurd door een bestuursorgaan bestaande uit minstens drie en maximaal 5 bestuurders, benoemd door de algemene vergadering uit de vaste leden van de vereniging. De bestuurders zijn natuurlijke personen.

Minstens een derde van de leden van het bestuursorgaan worden aangesteld door de algemene vergadering op voorstel van de gemeenteraad of op voorstel van de leden van de algemene vergadering die zijn aangesteld door de gemeenteraad. Het bestuursorgaan mag niet bestaan uit meer dan twee derde leden van hetzelfde geslacht.

Bij gebrek aan vertegenwoordiging van de politieke fracties in de gemeenteraad van Etterbeek wordt het aantal bestuurders verhoogd met één zetel, die, indien hij nog niet door de genoemde raad is voorgesteld, wordt toegekend aan het vaste lid dat een niet-vertegenwoordigde oppositiefractie vertegenwoordigt op voorwaarde dat de leden van deze fractie elk afzonderlijk de democratische principes en regels aanvaarden en naleven.

Bestuurders ontvangen geen salaris of presentiegeld.

Artikel 18 – Duur en einde van het mandaat

De duur van het mandaat is 6 jaar en loopt af op het einde van elke gemeentelijke legislatuur. Uittredende bestuurders kunnen worden herkozen. Zolang de algemene vergadering niet heeft voorzien in de vervanging of de herverkiezing van de bestuurders van wie het mandaat is afgelopen blijven zij in functie.

De vernieuwing van de bestuurders binnen het bestuursorgaan gebeurt tijdens de eerste AV na de gemeenteraadsverkiezingen.

Het mandaat van de bestuurders loopt alleen af bij het verstrijken van de termijn, overlijden, ontslag of herroeping.

Als het overlijden van een bestuurder tot gevolg heeft dat het aantal bestuurders lager wordt dan het wettelijk of statutair minimum, wordt een buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen om te voorzien in de vervanging van die bestuurder.

Elke bestuurder kan op elk moment uit zijn functie worden gezet door een beslissing van de algemene vergadering, die haar beslissing niet hoeft te rechtvaardigen. Indien nodig zorgt de algemene vergadering voor de vervanging van de ontslagen bestuurder.

De bestuurder die werd geschorst in zijn hoedanigheid van vast lid wordt automatisch geschorst in zijn hoedanigheid van bestuurder.

Artikel 19 – Ontslag

Elke bestuurder die ontslag wil nemen moet zijn ontslag schriftelijk, met een aangetekende brief of via e-mail, meedelen aan het bestuursorgaan. In geval van ontslag van een bestuurder zorgt de volgende algemene vergadering voor zijn vervanging. Als het ontslag tot gevolg heeft dat het aantal bestuurders lager wordt dan het wettelijk of statutair minimum, blijft de bestuurder in functie tot zijn vervanging.

Een bestuurder die op meer dan 3 vergaderingen van het bestuursorgaan afwezig is zonder zich te hebben verontschuldigd of zonder een volmacht te hebben gegeven wordt geacht ontslagnemend te zijn. Hij blijft echter aansprakelijk als bestuurder zolang de algemene vergadering geen akte heeft genomen van zijn ontslag.

In het geval dat een mandaat vacant is, voltooit de bestuurder die eventueel door de algemene vergadering wordt benoemd om in de vacature te voorzien, het mandaat van degene die hij vervangt.

Artikel 20 – Werking

Het bestuursorgaan is een collegiaal orgaan. Het neemt geldig beslissingen als deze op een vergadering worden genomen, met inachtneming van de quorums voor aanwezigheid en stemming die in deze statuten zijn vastgelegd.

Het bestuursorgaan kan onder zijn leden een voorzitter, eventueel een vicevoorzitter, een penningmeester en een secretaris aanduiden. Eenzelfde bestuurder kan voor meerdere functies worden benoemd.

De vergaderingen van het bestuursorgaan worden voorgezeten door de daartoe aangestelde bestuurder.

Artikel 21 – Quorums voor aanwezigheid en stemming

Het bestuursorgaan wordt bijeengeroepen door de daartoe aangestelde bestuurder wanneer de behoeften van de vereniging dit vereisen of op verzoek van een bestuurder.

Het kan enkel geldig beslissingen nemen als de meerderheid van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd is. Zo niet, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen met dezelfde agenda. De beslissingen die tijdens deze tweede vergadering worden genomen zijn geldig als minstens de helft van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders ze goedkeuren.

Een bestuurder kan zich laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder, maar die bestuurder mag niet meer dan 1 volmacht hebben. Beslissingen worden unaniem genomen door de aanwezige en vertegenwoordigde leden. Als er geen unanimiteit kan worden bereikt, worden de beslissingen genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen.

Voor de berekening van de meerderheden wordt geen rekening gehouden met nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Artikel 22 – Belangenconflict

Een bestuurder die, in het kader van een te nemen beslissing, een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke heeft dat strijdig is met het belang van de vereniging, moet dit aan de andere bestuurders meedelen voordat het bestuursorgaan een beslissing neemt. Zijn verklaring en een toelichting over de aard van het strijdige belang moeten worden opgenomen in de notulen van de vergadering van het bestuursorgaan dat de beslissing moet nemen. Het bestuursorgaan mag deze beslissing niet delegeren.

De bestuurder die getroffen wordt door het belangenconflict beschreven in de vorige alinea mag niet deelnemen aan de beraadslagingen van het bestuursorgaan over deze beslissingen of verrichtingen, noch deelnemen aan de stemming over dit punt. Als de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders zich in een belangenconflict bevindt, wordt de beslissing of verrichting voorgelegd aan de algemene vergadering. Als de beslissing of verrichting wordt goedgekeurd door de algemene vergadering, mag het bestuursorgaan ze uitvoeren.

Dit artikel is niet van toepassing wanneer de beslissingen van het bestuursorgaan gaan over gebruikelijke verrichtingen onder gebruikelijke voorwaarden en met de gebruikelijke waarborgen voor verrichtingen van dezelfde aard.

Artikel 23 – Register van notulen

De beslissingen van het bestuursorgaan worden vastgelegd in een register van notulen, ondertekend door de algemene vertegenwoordigers van de vereniging en door alle bestuurders die dat wensen.

Dat register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel waar alle vaste leden het kunnen raadplegen, zonder het register te verplaatsen, op eenvoudig schriftelijk en gemotiveerd verzoek gericht aan het bestuursorgaan.

Artikel 24 – Bevoegdheden

Het bestuursorgaan heeft de bevoegdheid om alle handelingen te verrichten die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het doel van de vereniging zoals hierboven omschreven. De handelingen die de wet of deze statuten voorbehouden aan de algemene vergadering zijn uitgesloten van de bevoegdheid van het bestuursorgaan.

Artikel 25 – Algemene vertegenwoordiging van de vereniging

Rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, worden ingesteld of verdedigd in naam van de vereniging door de voorzitter.

Handelingen die de vereniging binden, anders dan het dagelijks beheer, worden gezamenlijk ondertekend, behalve met een bijzondere delegatie van het bestuursorgaan, door twee bestuurders, die hun bevoegdheden niet moeten rechtvaardigen tegenover derden.

Artikel 26 – Publicaties

Akten met betrekking tot de benoeming of beëindiging van de functies van bestuurders en personen gedelegeerd om het dagelijks bestuur waar te nemen, vermelden hun naam, voornaam en woonplaats of, in het geval van rechtspersonen, hun vennootschapsnaam, rechtsvorm, ondernemingsnummer en maatschappelijke zetel evenals de naam, voornaam en woonplaats van hun vaste vertegenwoordiger.

Alle akten worden binnen 30 dagen neergelegd bij de griffie van de bevoegde ondernemingsrechtbank met het oog op publicatie in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 27 – Aansprakelijkheid van de bestuurders

De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de verbintenissen van de vereniging. Ze zijn niet aansprakelijk voor de fouten die zijn begaan bij de uitvoering van de opdracht die hun werd toevertrouwd.

De bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit. Zij kunnen een terugbetaling krijgen van de kosten die zij maken bij de uitoefening van hun mandaat.

TITEL V – Regels in verband met toezicht

Artikel 28

De vereniging geeft de volgende handelingen door aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek:

- de akten die een geschorste akte intrekken of rechtvaardigen;

- de akten van de algemene vergadering;

- het beheerscontract en zijn wijzigingen;

- de jaarrekeningen;

- de statuten en wijzigingen van de statuten;

- de keuze van de gunningsprocedure en de vaststelling van de voorwaarden van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag exclusief belasting over de toegevoegde waarde gelijk of hoger is dan 175.000 euro alsook de selectie van inschrijvers, kandidaten of deelnemers en de gunning van deze opdrachten;

- de vaststelling van de voorwaarden van concessies voor werken en diensten alsook de

selectie van inschrijvers of kandidaten voor deze concessies en de gunning ervan; - de overeenkomsten;

- het aangaan van leningen;

- de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Deze handelingen worden binnen twintig dagen nadat zij zijn gesteld doorgegeven, samen met alle stukken die nodig zijn om na te gaan of zij in overeenstemming zijn met de wet en in het algemeen belang zijn.

Artikel 29

De vereniging bezorgt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek de lijst handelingen gesteld door zijn beheersorganen binnen twintig dagen nadat zij zijn gesteld. Deze lijst bevat een korte beschrijving van alle andere handelingen dan die bedoeld in artikel 33.

Artikel 30

Als het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek van oordeel is dat een beslissing van de vereniging strijdig is met de wet of met de overeenkomsten die de vereniging is aangegaan of dat ze de belangen van de gemeente schaadt, kan het vragen dat het bestuursorgaan dringend wordt bijeengeroepen om de betrokken beslissing in te trekken of te wijzigen. In dit verband kan het de aanwezigheid van de gemeentesecretaris, de gemeenteontvanger of een andere door hem aangewezen vertegenwoordiger afvaardigen naar de vergadering van het bestuursorgaan, zonder stemrecht.

Artikel 31

Binnen acht dagen bezorgt de vereniging aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek elke akte of elk stuk waarvan de toegang wordt gevraagd overeenkomstig artikel 84 van de Nieuwe Gemeentewet.

TITEL VI – Huishoudelijk reglement

Artikel 32 – Goedkeuring en wijziging

Het bestuursorgaan stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring en voor eventuele wijzigingen voor aan de algemene vergadering.

TITEL VII – Rekeningen en begroting

Artikel 33 – Boekjaar en voeren van de boekhouding

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Het bestuursorgaan stelt de rekeningen van het afgelopen jaar op volgens de bepalingen voorzien in Boek 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en in Boek III, Titel 3, Hoofdstuk 2 van het Wetboek van economisch recht, evenals de begroting van het volgende jaar en legt deze ter goedkeuring voor aan de jaarlijkse algemene vergadering.

TITEL VIII – Ontbinding en vereffening

Artikel 34 – Vereffening

Behalve in het geval van gerechtelijke ontbinding, kan alleen de algemene vergadering de vereniging ontbinden in overeenstemming met Boek 2, Titel 8, Hoofdstukken 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

In dat geval stelt de algemene vergadering één of meer vereffenaars aan, bepaalt zij hun bevoegdheden en hun eventuele vergoeding en geeft zij de bestemming van het netto-actief aan.

Artikel 35 – Bestemming van het resterende netto-actief

In alle gevallen van vrijwillige of gerechtelijke ontbinding zal het netto-actief, zodra alle schulden zijn vereffend, worden toegewezen aan een andere organisatie die een niet-winstgevend doel nastreeft op het gebied van cultuur.

TITEL IX – Slotbepalingen

Artikel 36 – Toepassing van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

Alles was niet uitdrukkelijk is voorzien in deze statuten wordt geregeld door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en voor wat de boekhouding betreft, door Boek III, Tittel 3, Hoofdstuk 2 van het Wetboek van economisch recht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
PLS 2026 - Statuts mis à jour - 14-01-2026.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

14.09.2026/A/0008 **Conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière - Procès-verbal de la quatrième séance**

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 13 octobre 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 4e séance :
Conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière_Séance 4_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :
Présentation générale
Présentation sur les projets
Semaine de la mobilité_Affiche
Rues jardin_Affiche

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la quatrième séance du conseil consultatifde la mobilité et de la sécurité routière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid - Verslag van de vierde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 13 oktober 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 4de zitting:
Adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid_Zitting 4_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:
Algemene presentatie
Presentatie over de projecten
Week van de Mobiliteit_Affiche
Tuinstraten_Affiche

NEEMT KENNIS van het verslag van de vierde zitting van de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen
A1_Présentation générale.pdf, A3_Semaine de la mobilité_Affiche.pdf, Adviesraad voor Mobiliteit en Verkeersveiligheid_Zitting 4_Verslag.pdf, Conseil de la Mobilité et de la Sécurité routière_Séance 4_PV.pdf, B4_Tuinstraten_Affiche.pdf, A2_Présentation sur les projets.pdf, B3_Week van de Mobiliteit_Affiche.pdf, A4_Rues jardin_Affiche.pdf, B2_Presentatie over de projecten.pdf, B1_Algemene presentatie.pdf

---

14.09.2026/A/0009 **Conseil consultatif du Climat - Procès-verbal de la cinquième séance**

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place de nouveaux conseils consultatifs ;

Considérant que le Conseil communal, en sa séance du 23 juin 2025, a approuvé la désignation des membres du conseil consultatif du climat ;

Considérant les documents en annexes listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 5e séance :
Conseil consultatif du Climat_Séance 5_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :
Présentation générale
Label Broebel +_Proposition finale
Lumière_Proposition finale
Un lieu de vie et d'échange_Proposition finale
Enlèvement des encombrants_Proposition finale
Propositions finales_Retranscription

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la cinquième séance du conseil consultatif pour le Climat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Adviesraad voor Klimaat - Verslag van de vijfde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende de beleidsnota 2025-2027 waarin de oprichting van nieuwe adviesraden wordt voorzien;

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 23 juni 2025 de aanstelling van de leden van de adviesraad voor het klimaat heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 5de zitting:
Adviesraad voor Klimaat_Zitting 5_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:
Algemene presentatie
Label Broebel +_Slotvoorstel
Licht_Slotvoorstel
Een ontmoetings- en leefruimte_Slotvoorstel
Ophaling van grofvuil_Slotvoorstel
Slotvoorstellen_Transcriptie

NEEMT KENNIS van het verslag van de vijfde zitting van de adviesraad voor Klimaat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

14 annexes / 14 bijlagen
A1_Présentation générale.pdf, B6_Slotvoorstellen_Transcriptie.pdf, B4_Een ontmoetings- en leefruimte_Slotvoorstel.pdf, Adviesraad voor Klimaat_Zitting 5_Verslag.pdf, A4_Un lieu de vie et d'échange_Proposition finale.pdf, B3_Licht_Slotvoorstel.pdf, A6_Propositions finales_Retranscription.pdf, B5_Ophaling van grofvuil_Slotvoorstel.pdf, B1_Algemene presentatie.pdf, A2_Label Broebel +_Proposition finale.pdf, A5_Enlèvement des encombrants_Proposition finale.pdf, A3_Lumière_Proposition finale.pdf, CC Climat_Séance 5_PV.pdf, B2_Label Broebel +_Slotvoorstel.pdf

---

14.09.2026/A/0010 **Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles concernant les infractions mixtes du Règlement Général de Police Commun – Modification suite à la réforme du Code Pénal**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119bis, 123 et 135 § 2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux dix-neuf Communes bruxelloises ;

Vu l'entrée en vigueur du nouveau Code Pénal le 1e septembre 2026 ;

Considérant que l'article 23, § 1er, 1er alinéa, de la loi du 24 juin 2013 prévoit qu'en ce qui concerne ces infractions, le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s ; que le protocole d'accord entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s adopté par le Conseil communal le 22 janvier 2021 doit être revu au regard du nouveau Code Pénal ;

Décide

1. D'annuler le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes concernant les personnes majeures adopté le 22 janvier 2021 ;
2. De ratifier le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes concernant les personnes majeures ci-annexé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Protocolakkoord met het parket van Brussel betreffende gemengde inbreuken op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement – Aanpassing ten gevolge van de herziening van het Strafwetboek

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 117, 119bis, 123 en 135 § 2;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarde en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van de negentien Brusselse gemeenten;

gelet de intreding van het nieuwe Strafwetboek op 1 september 2026 ;

overwegende dat artikel 23, §1, alinea 1 van de wet van 24 juni 2013 voorziet dat de gemeenteraad met betrekking tot die inbreuken een protocolakkoord kan bekrachtigen dat gesloten werd tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen; dat het protocolakkoord tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen dat werd goedgekeurd tijdens de zitting van het Gemeenteraad van 22 januari 2021 moet worden herzien ten gevolge van de intreding van het nieuwe Strafwetboek ;

Beslist

1. het protocolakkoord omtrent gemengde inbreuken voor overtredingen gepleegd door meerderjarigen dat werd goedgekeurd tijdens de zitting van het Gemeenteraad van 22 januari 2021 te niet te verklaren ;
2. het protocolakkoord omtrent gemengde inbreuken voor overtredingen gepleegd door meerderjarigen in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
SAC_Protocole Etterbeek- Parquet - Majeur - FR.pdf, SAC_Protocole Etterbeek- Parquet - Mineur - NL.pdf

---

14.09.2026/A/0011 **Protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles concernant les infractions mixtes**

du Règlement Général de Police Commun – Infraction commise par un mineur - Modification suite à la réforme du Code Pénal

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119bis, 123 et 135 § 2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement Général de Police commun aux dix-neuf Communes bruxelloises ;

Vu l'entrée en vigueur du nouveau Code Pénal le 1e septembre 2026 ;

Considérant que l'article 23, § 1er, 1er alinéa, de la loi du 24 juin 2013 prévoit qu'en ce qui concerne ces infractions, le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s ; que le protocole d'accord entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevin.e.s adopté par le Conseil communal le 22 janvier 2021 relatif à une infraction commise par un mineur, doit être revu au regard du nouveau Code Pénal ;

Décide

1. D'annuler le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes concernant les personnes mineurs adopté le 22 janvier 2021 ;
2. De ratifier le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes concernant les personnes mineurs ci-annexé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Protocolakkoord met het parket van Brussel betreffende gemengde inbreuken op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement – Overtreding gepleegd door een minderjarige - Aanpassing ten gevolge van de herziening van het Strafwetboek

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 117, 119bis, 123 en 135 § 2;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarde en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement van de negentien Brusselse gemeenten;

gelet de intreding van het nieuwe Strafwetboek op 1 september 2026 ;

overwegende dat artikel 23, §1, alinea 1 van de wet van 24 juni 2013 voorziet dat de gemeenteraad met betrekking tot die inbreuken een protocolakkoord kan bekrachtigen dat gesloten werd tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen; dat het protocolakkoord tussen de

bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen dat werd goedgekeurd tijdens de zitting van het Gemeenteraad van 22 januari 2021 i.v.m met een overtreding gepleegd door een minderjarige, moet worden herzien ten gevolge van de intreding van het nieuwe Strafwetboek ;

Beslist

1. het protocolakkoord omtrent gemengde inbreuken voor overtredingen gepleegd door minderderjarigen dat werd goedgekeurd tijdens de zitting van het Gemeenteraad van 22 januari 2021 te niet te verklaren ;
2. het protocolakkoord omtrent gemengde inbreuken voor overtredingen gepleegd door minderderjarigen in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
SAC_Protocole Etterbeek- Parquet - Mineur - NL.pdf, SAC_Protocole Etterbeek-Parquet - Mineur - FR.pdf

---

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

14.09.2026/A/0012 **Annexe 4 du Règlement de travail : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification de l'article 9 § 1.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier l'article 9 § 1 er de l'Annexe 4 du Règlement de travail, relatif aux congés annuels de vacances ;

Vu l'arrêté royal du 8 février 2023 modifiant plusieurs articles de l'arrêté royal du 30 mars 1967 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés, en introduisant des dispositions sur le report des jours de congé en cas d'incapacité de travail ;

Considérant que ces modifications visent à protéger les droits des travailleurs en matière de congés annuels, en garantissant qu'ils ne perdent pas leurs jours de vacances en cas d'incapacité de travail ;

Considérant que l'arrêté permet désormais aux travailleurs qui sont dans l'impossibilité de prendre leurs jours de vacances avant la fin de l'année de vacances en raison de certaines suspensions de l'exécution du contrat de les reporter et de les prendre au cours des 24 mois qui suivent cette année de vacances ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'annexe 4 du Règlement de travail afin d'assurer sa conformité avec les modifications introduites par l'arrêté royal du 8 février 2023 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier l'article 9 § 1er de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

Article 9.

§ l. Les agents nommés définitivement jouissent d'un congé annuel de vacances octroyé en fonction des prestations à effectuer pendant l'année civile en cours. Le personnel contractuel et stagiaire bénéficie de ce congé annuel en fonction des prestations accomplies durant l'année civile antérieure.

La durée est fixée à 20 jours ouvrables. Ces jours devront être pris durant l'année de vacances.

Toutefois, lorsque le membre du personnel n'a pas pu prendre ses jours de vacances annuelles en raison de certaines suspensions ceux-ci seront reportés et doivent être pris au cours des 24 mois qui suivent l'année de vacances.

Il s'agit des suspensions suivantes :

- L'accident ou la maladie,
- Le congé de maternité,
- Le congé de naissance,
- Le congé d'adoption,
- Le congé prophylactique,
- Le congé pour soins d'accueil,
- Le congé parental d'accueil.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Bijlage 4 van het arbeidsreglement : Interne reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van artikel 9 § 1.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder artikel 9 § 1 van bijlage 4 van het arbeidsreglement, betreffende de jaarlijkse vakantiedagen ;

gezien het koninklijk besluit van 8 februari 2023 tot wijziging van verschillende artikelen van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers, waarbij bepalingen worden ingevoerd inzake het uitstellen van vakantiedagen in geval van arbeidsongeschiktheid ;

overwegende dat deze wijzigingen tot doel hebben de rechten van werknemers op het gebied van jaarlijks verlof te beschermen, door te waarborgen dat zij hun

vakantiedagen niet verliezen in geval van arbeidsongeschiktheid ;

overwegende dat het besluit voortaan de mogelijkheid biedt, aan de werknemers die hun vakantiedagen niet vóór het einde van het vakantiejaar kunnen opnemen vanwege bepaalde opschortingen van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, om deze dagen uit te stellen en ze op te nemen binnen de 24 maanden die volgen op dat vakantiejaar ;

overwegende dat bijlage 4 van het Arbeidsreglement moet worden aangepast om ervoor te zorgen dat deze in overeenstemming is met de wijzigingen die zijn ingevoerd bij het koninklijk besluit van 8 februari 2023 ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Om artikel 9 § 1 van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

Artikel 9.

§ 1. Het in vast verband benoemde personeel geniet jaarlijkse verloven toegestaan in functie van de prestaties die verricht moeten worden tijdens het lopende kalenderjaar. Het contractuele en op proef gestelde personeel ontvangt deze jaarlijkse vakantiedagen naargelang de prestaties die geleverd werden tijdens het vorige kalenderjaar.

De duur wordt vastgelegd op 20 werkdagen. Deze dagen moeten opgenomen worden tijdens het jaar van de vakantie. Wanneer het personeelslid zijn jaarlijkse vakantiedagen echter niet heeft kunnen opnemen vanwege bepaalde opschortingen, worden deze overgedragen en moeten ze binnen 24 maanden na het vakantiejaar worden opgenomen.

Het gaat om de volgende opschortingen :

- ongeval of ziekte,
- moederschapsverlof,
- geboorteverlof,
- adoptieverlof,
- profylactisch verlof,
- verlof voor pleegzorg,
- pleegouderverlof.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Document_notif01_geen_bezwaar_T39740066140940331829.pdf, Protocole art. 9.pdf

14.09.2026/A/0013 **Annexe 4 du Règlement de travail : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification de l'article 16.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier l'article 16 de l'Annexe 4 du Règlement de travail, relatif aux congés exceptionnels rémunérés ;

Attendu qu'il convient d'actualiser ces dispositions afin de tenir compte des régimes applicables en matière de congé d'aidant, d'accompagnement des personnes malades, en situation de handicap ou en précarité sociale ;

Considérant que les congés exceptionnels rémunérés visés à l'article 16 poursuivent une finalité d'intérêt général, de solidarité, de santé publique, de soutien familial ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier l'article 16 de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

Section 3 : congés exceptionnels rémunérés.

Article 16.

3. Le membre du personnel obtient un congé d'aidant afin de fournir des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de son ménage (*) ou de sa famille (*) qui nécessite des soins ou une aide pour une raison médicale.

La demande est justifiée par une attestation médicale établissant que la personne nécessite des soins ou une aide pour une raison médicale.

La durée du congé ne peut excéder 5 jours ouvrables par année civile. Le congé peut être pris par jour, par jours consécutifs ou par demi-jour.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

(*) membre du ménage: toute personne cohabitant avec le travailleur

(*) membre de la famille: le conjoint du travailleur ou la personne avec qui le travailleur cohabite légalement de même que les parents du travailleur jusqu'au

premier degré.

4. Le membre du personnel obtient un congé de cinq jours ouvrables par année civile pour accompagner et assister des personnes malades, des personnes en

situation de handicap ou des personnes en précarité sociale lors de voyages ou de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger par une

association, une institution publique ou une institution privée dont la mission

consiste à s'occuper de ces personnes et qui reçoit des subsides publics à cet

effet.

Le même congé peut être accordé pour accompagner des sportifs en situation de handicap participant aux Jeux paralympiques, aux Special Olympics ou à une manifestation assimilée reconnue.

La demande de congé doit être appuyée d'une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour de vacances est placé sous sa responsabilité. Le membre du personnel fournit, en outre, la preuve de sa participation à l'activité.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Bijlage 4 van het arbeidsreglement : Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van artikel 16.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder artikel 16 van bijlage 4 van het arbeidsreglement, betreffende het uitzonderlijk bezoldigd verlof ;

overwegende dat deze bepaling dient te worden geactualiseerd om rekening te houden met de toepasselijke regelingen inzake zorgverlof, begeleiding van zieke personen, personen met een handicap of personen in sociale kwetsbaarheid ;

overwegende dat de bezoldigde uitzonderlijke verloven bedoeld in artikel 16 een doelstelling van algemeen belang, solidariteit, volksgezondheid, familiale ondersteuning nastreven ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Om artikel 16 van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

Afdeling 3 : Uitzonderlijk bezoldigd verlof

Artikel 16.

3. Het personeelslid verkrijgt zorgverlof om persoonlijke zorg of persoonlijke hulp te verlenen aan een lid van zijn gezin (*) of familie (*) dat zorg of hulp nodig heeft

om een medische reden.

De aanvraag wordt verantwoord door een medisch attest waaruit blijkt dat de betrokken persoon zorg of hulp nodig heeft om een medische reden.

De duur van dit verlof mag niet meer bedragen dan vijf werkdagen per kalenderjaar.Het verlof kan per dag, per opeenvolgende dagen of per halve dag worden

opgenomen.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

(*) gezinslid : elke persoon die samenwoont met de werknemer

(*) familielid : de echtgenoot van de werknemer of de persoon met wie de werknemer wettelijk samenwoont, alsook de ouders van de wernemer tot de eerste

graad.

4. Het personeelslid verkrijgt een verlof van vijf werkdagen per kalenderjaar om zieke personen, personen met een handicap of personen in sociale kwetsbaarheid te

begeleiden en bij te staan tijdens reizen of vakantieverblijven die in België of in het buitenland worden georganiseerd door een vereniging, een openbare instelling

of een private instelling waarvan de opdracht erin bestaat zich om deze personen te bekommeren en die hiervoor overheidssubsidies ontvangt.

Hetzelfde verlof kan worden toegekend om sporters met een handicap te begeleiden die deelnemen aan de Paralympische Spelen, de Special Olympics of een

daarmee gelijkgestelde erkende manifestatie.

De verlofaanvraag moet worden gestaafd door een attest waarin de vereniging of instelling bevestigt dat de reis of het vakantieverblijf onder haar

verantwoordelijkheid plaatsvindt. Het personeelslid levert bovendien het bewijs van zijn deelname aan de activiteit.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen
Document_notif01_geen_bezwaar_T310351339930237297740.pdf, 20260914-A-0013-AN-0015637863731102479155.pdf, 20260914-A-0013-DE-FR17157621770629884419.pdf, protocole art 14 et 16.pdf, 20260914-A-0013-DE-NL1767292967204714379.pdf

---

14.09.2026/A/0014 **Annexe 4 : Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modification des article 17 à 29.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement

interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail, intitulé « Protection de la maternité » ;

Attendu que le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail organise les règles internes applicables en matière de protection de la maternité, de congé de maternité, de congé de maternité converti, de pauses d'allaitement et de congé d'allaitement prophylactique ;

Considérant qu'il convient d'actualiser ce chapitre afin de le mettre en conformité avec le droit applicable ;

Considérant que l'actualisation du Chapitre IV de l'Annexe 4 contribue à assurer une meilleure lisibilité des droits et obligations applicables en matière de protection de la maternité ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale

DECIDE : de modifier le Chapitre IV de l'Annexe 4 du Règlement de travail comme suit :

CHAPITRE IV : PROTECTION DE LA MATERNITE

Section 1 : Dispositions générales.

Article 17.

§1 Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§2 Le congé de maternité converti en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère prévu par l'arrêté royal du 17 octobre 1994 est assimilé à une période d'activité de service.

§3 Les pauses d'allaitement sont accordées conformément au présent règlement et en cohérence avec l'article 33ter de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Article 18.

Pour l'application des dispositions du présent chapitre, il y a lieu de distinguer, en matière de rémunération, de traitement et d'indemnisation, les agents statutaires et stagiaires, d'une part, et les membres du personnel contractuels, d'autre part.

Les agents statutaires et stagiaires conservent leur traitement dans les limites prévues par le statut applicable.

Les membres du personnel contractuel ne bénéficient pas du traitement à charge de l'employeur. Ils bénéficient des indemnités prévues par l'assurance soins de santé et indemnités.

Section 2 : Congé de maternité

Article 19.

Le congé de maternité se compose de deux périodes : le congé prénatal qui est pris avant l'accouchement et le congé postnatal qui commence à partir du jour de l'accouchement.

§1. Le congé prénatal obligatoire commence sept jours calendrier avant la date présumée de l'accouchement. En cas d'accouchement prématuré la partie des sept jours que le membre du personnel féminin n'a pas pu prendre est perdue.

Pendant le congé de maternité obligatoire, le membre du personnel féminin ne peut donc pas travailler.

En outre, le membre du personnel féminin peut encore bénéficier de 5 semaines de congé prénatal facultatif. En cas de naissances multiples, le congé prénatal facultatif peut durer 7 semaines au lieu de cinq.

Le membre du personnel féminin remet à l'employeur, au plus tard sept semaines avant la date présumée de l'accouchement, ou neuf semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue, un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement

§2. Le congé postnatal obligatoire dure 9 semaines après l'accouchement et commence à courir le jour de l'accouchement lui-même. Il peut être prolongé par le congé prénatal facultatif qui n'a pas été pris avant l'accouchement. Le membre du personnel féminin peut encore, en cas de naissance multiple, bénéficier à sa demande, d'une période de 2 semaine supplémentaire de repos.

§3. Dans le cas où le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, après les 7 premiers jours à compter de sa naissance, le congé postnatal peut être prolongé, à la demande du membre du personnel féminin, d'une durée égale à la période d'hospitalisation du nouveau-né. La prolongation ne pourra toutefois pas excéder 24 semaines et devra être couverte par une attestation de l'établissement hospitalier.

Pour les agents statutaires et stagiaires, la rémunération due pour la période pendant laquelle le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-neuf semaines en cas de naissance multiple. La rémunération due en cas de prolongation du congé postnatal, accordé en application de l'article 19 § 3, ne peut couvrir plus de 24 semaines.

§4. Pour permettre au membre du personnel féminin de reprendre progressivement, celle-ci aura la possibilité de convertir les deux dernières semaines de son congé de maternité (= report du congé prénatal facultatif) en jours de congé de repos postnatal. Ces jours doivent être pris dans les 8 semaines à dater de la fin de la période ininterrompue du congé de maternité. La demande de conversion doit être introduite au plus tard quatre semaines avant la fin de la période de repos postnatal obligatoire.

§ 5. Synthèse relative à la durée du congé de maternité

Durée des congés prénatal et postnatal	**Congé de maternité ordinaire**	**Congé de maternité « en cas de naissance multiple »**

Durée du congé parental Repos prénatal obligatoire Repos prénatal facultatif	**6 semaines** 1 semaine 5 semaines	**8 semaines** 1 semaine 7 semaines
Durée du congé postnatal	**9 semaines**	**9 semaines + 2 semaines de repos supplémentaire** à la demande de la travailleuse
Durée totale minimum du congé de maternité	**10 semaines** (1 semaine de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)	**10 semaines** (1 semaine de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)
Durée totale maximum du congé de maternité	**15 semaines** (6 semaines de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal)	**19 semaines** (8 semaines de repos prénatal + 9 semaines repos postnatal) + 2 semaines de repos supplémentaire à la demande de la travailleuse
Hypothèse de la prolongation du congé postnatal en cas d'hospitalisation du nouveau-né	En cas de maintien de l'hospitalisation du nouveau-né après les 7 premier jours de sa naissance, possibilité, à la demande du membre du personnel féminin, de prolonger le congé postnatal d'une durée égale à la période pendant laquelle l'enfant est resté hospitalisé après les 7 premiers jours, avec un **maximum de 24 semaines**	

Article 20.

Les périodes d'absences pour maladie ou d'incapacité de travail survenant pendant le congé prénatal facultatif (5 semaines ou 7 semaines en cas de naissance multiple) ne sont pas converties en congé de maternité. Cette période d'incapacité de travail conserve donc bien le « statut » d'incapacité de travail.

Article 21.

Lorsque le membre du personnel féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 19, la rémunération est due.

Article 22.

Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du

congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les cinq semaines ou, en cas de naissance multiple pendant les sept semaines, qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

1. les congés annuels de vacances

2. les jours fériés visés à l'article 9 § 3

3. les congés visés aux articles 14, 15 et 16

4. le congé pour motifs impérieux d'ordre familial

5. les jours d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident

6. les jours d'écartement complet du travail dans le cadre de la protection de la maternité

Article 23.

En période de grossesse ou d'allaitement, les membres du personnel féminin ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 37 heures 30 minutes par semaine.

Article 24.

Le membre du personnel féminin enceinte qui a averti son employeur de son état de grossesse a droit à une absence autorisée, avec maintien de sa rémunération normale, pour le temps nécessaire afin de se rendre aux examens prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

Le membre du personnel féminin avertit préalablement son responsable de son absence.

La demande doit être appuyée de toute preuve utile.

L'absence est assimilée à une période d'activité de service.

Article 25.

Le membre du personnel féminin qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Article 26.

Les article 19 à 21 ne s'appliquent pas lorsque la grossesse prend fin avant que celle-ci ait duré au moins 180 jours à dater de la conception.

En cas d'accouchement d'un enfant sans vie, le congé de maternité est octroyé lorsque la grossesse a duré au moins 180 jours à dater de la conception.

Section 3 : Congé de maternité converti

Article 27.

§ 1. En cas de décès de la mère, le père de l'enfant ou le ou la coparent(e) peut

épuiser la partie restante du congé de maternité non prise par la mère.

Le membre du personnel qui souhaite bénéficier de ce congé en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les sept jours à dater du décès de la mère.

Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 2. En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel (le père de l'enfant ou le ou la coparent(e)) peut bénéficier du congé de maternité converti aux conditions suivantes :

. le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital ;

. l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée supérieure à sept jours ;

Le congé de maternité converti ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

Le membre du personnel qui souhaite bénéficier du congé en informe par écrit le Collège des Bourgmestre et Echevins. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement ainsi que la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

Le congé de maternité converti est assimilé à une période d'activité de service.

Section 4 : Pauses d'allaitement

Article 28.

§1. Lors de la reprise des activités après le congé de maternité, le membre du personnel féminin a droit à une dispense de service afin d'allaiter son enfant au lait maternel et/ou de tirer son lait jusqu'à 9 mois après la naissance de l'enfant.

§2. Le membre du personnel féminin qui preste 4 heures ou plus par jour peut prendre une pause d'allaitement de 30 minutes.

Le membre du personnel féminin qui preste au moins 7 heures 30 par jour peut bénéficier de deux pauses d'allaitement de 30 minutes chacune, à prendre en une ou deux fois sur la même journée.

La durée de la ou des pauses est incluse dans la durée des prestations de la journée.

Le(s) moment(s) de la journée au(x)quel(s) le membre du personnel féminin peut prendre la ou les pause(s) d'allaitement est (sont) à convenir entre l'intéressée et son supérieur hiérarchique au début de l'exercice du droit.

A défaut d'accord, les pauses d'allaitement suivent ou précèdent directement les temps de repos prévus au règlement de travail.

§3. Le membre du personnel féminin qui souhaite obtenir le bénéfice des pauses d'allaitement avertit par écrit deux semaines à l'avance son responsable.

Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant la preuve de l'allaitement par une attestation d'un centre de consultation des nourrissons compétent ou par certificat

médical.

Cette preuve d'allaitement doit être fournie au supérieur hiérarchique au début de l'exercice du droit, puis chaque mois à la date anniversaire de l'exercice du droit.

§ 4. Pour les membres du personnel statutaires et stagiaires le traitement est maintenu durant les pauses d'allaitement. Les membres du personnel contractuels sont indemnisées par l'assurance soins de santé et indemnités.

Section 5 : congé d'allaitement prophylactique

Article 29.

Le membre du personnel féminin allaitant peut être écarté du travail, après évaluation des risques et examen par le conseiller en prévention-médecin du travail, il est constaté que la fonction exercée ou les conditions de travail comportent un risque pour la santé du membre du personnel ou de l'enfant.

Le congé d'allaitement prophylactique ne peut intervenir que lorsqu'un aménagement provisoire des conditions de travail ou du temps de travail, ou l'affectation temporaire à un autre travail compatible avec l'allaitement, n'est pas possible ou ne peut raisonnablement être exigé.

Le congé d'allaitement prophylactique est accordé pour une période de 5 mois maximum à compter du jour de l'accouchement. Pour les membres du personnel statutaires et stagiaires le traitement est maintenu durant le congé d'allaitement prophylactique. Les membres du personnel contractuels sont indemnisées par l'assurance soins de santé et indemnités.

A l'issue du congé d'allaitement prophylactique, la reprise du travail s'effectue conformément aux règles de surveillance de santé prévues au Règlement de travail.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Bijlage 4 : Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijziging van de artikelen 17 tot 29.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement, getiteld « Moederschapsbescherming »

overwegende dat Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement de interne regels organiseert die van toepassing zijn inzake moederschapsbescherming, moederschapsverlof, omgezet moederschapsverlof, borstvoedingspauzes en profylactisch borstvoedingsverlof ;

overwegende dat dit hoofdstuk dient te worden geactualiseerd om het in overeenstemming te brengen met het toepasselijk recht ;

overwegende dat de actualisering van Hoofdstuk IV van Bijlage 4 bijdraagt tot een betere leesbaarheid van de toepasselijke rechten en verplichtingen inzake

moederschapsverlof ;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST : om Hoofdstuk IV van Bijlage 4 van het Arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

HOOFDSTUK IV - MOEDERSCHAPSBESCHERMING

Afdeling 1 : Algemene bepalingen.

Artikel 17.

§1 Het moederschapsverlof bedoeld in art. 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§2 Het omgezet moederschapsverlof in geval van overlijden of hospitalisatie van de moeder bedoeld in het koninklijk besluit van 17 oktober 1994 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§3 De borstvoedingspauzes worden toegekend overeenkomstig met dit reglement en, voor zover nodig, in overeenstemming met artikel 33ter van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijkbesturen.

Artikel 18.

Voor de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk moet inzake loon, wedde en uitkeringen een onderscheid worden gemaakt tussen de statutaire en stagedoende personeelsleden, enerzijds, en de contractuele personeelsleden, anderzijds.

De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde binnen de grenzen bepaald door het toepasselijk statuut.

De contractuele personeelsleden genieten niet van een wedde ten laste van de werkgever. Zij genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Afdeling 2 : Moederschapsverlof

Artikel 19.

Het moederschapsverlof bestaat uit twee périodes : het prenataal verlof dat voor de bevalling wordt opgenomen en het postnataal verlof dat ingaat op de dag van de bevalling.

§ 1. Het verplicht prenataal verlof begint zeven kalenderdagen voor de vermoedelijke datum van de bevalling. In geval van een vroeggeboorte vervalt het deel van de zeven dagen dat het vrouwelijk personeelslid niet heeft kunnen opnemen.

Tijdens het verplicht moederschapsverlof mag het vrouwelijk personeelslid dus niet werken.

Daarnaast kan het vrouwelijk personeelslid nog van vijf weken facultatief prenataal verlof genieten. In geval van een meerlinggeboorte kan het facultatief prenataal verlof

zeven weken in plaats van vijf weken duren.

Het vrouwelijk personeelslid bezorgt de werkgever, uiterlijk zeven weken voor de vermoedelijke datum van bevalling, of negen weken voor deze datum wanneer een meerlinggeboorte wordt verwacht, een medisch attest dat de vermoedelijke datum van bevalling bevestigt.

§2. Het verplicht postnataal verlof duurt negen weken na de bevalling en begint te lopen op de dag van de bevalling zelf. Dit verlof kan worden verlengd met het facultatief prenataal verlof dat niet vóór de bevalling is opgenomen. Bij een meerlinggeboorte kan de vrouwelijke medewerkster op eigen verzoek nog een extra rustperiode van twee weken verkrijgen.

§3. Indien het pasgeboren kind langer dan zeven dagen na de geboorte in het ziekenhuis moet blijven, kan het postnataal verlof verlengd worden, op aanvraag van de vrouwelijke medewerkster, met een période die gelijk is aan de duur van de ziekenhuisopname van de pasgeborene. De verlenging mag echter niet langer duren dan 24 weken en moet gedekt worden door een attest van het ziekenhuis.

Voor de statutaire en stagedoende personeelsleden mag de verschuldigde bezoldiging voor de periode waarin het vrouwelijk personeelslid met moederschapsverlof is, niet langer zijn dan vijftien weken, of negentien weken in geval van een meerlinggeboorte. De verschuldigde bezoldiging in geval van verlenging van het postnataal verlof, toegekend krachtens artikel 19, lid 3, mag niet langer zijn dan 24 weken.

§4. Om vrouwelijke personeelsleden in staat te stellen hun werk geleidelijk weer op te pakken, krijgen zij de mogelijkheid om de laatste twee weken van hun zwangerschapsverlof (= uitstel van het facultatieve prenatale verlof) om te zetten in dagen postnataal verlof. Deze dagen moeten worden opgenomen binnen 8 weken na afloop van de ononderbroken periode van het moederschapsverlof. Het verzoek tot omzetting moet uiterlijk vier weken voor het einde van de verplichte postnatale rustperiode worden ingediend.

§ 5. Samenvatting van de duur van het moederschapsverlof

Duur van het prenataal en postnataal verlof	**Gewoon moederschapsverlof**	**Moederschapsverlof bij meerlinggeboorte**
Duur van het prenataal verlof - verplicht prenataal verlof - facultatief prenataal verlof	**6 weken** 1 week 5 weken	**8 weken** 1 week 7 weken
Duur van het postnataal verlof	**9 weken**	**9 weken + 2 weken extra verlof** op verzoek van het vrouwelijk personeelslid.

Totale minimimduur duur van het moederschapsverlof	**10 weken** (1 week verplicht prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof	**10 weken** (1 week verplicht prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof
Totale maximumduur duur van het moederschapsverlof	**15 weken** (6 weken prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof	**19 weken** (8 weken prenataal verlof + 9 weken postnataal verlof) + 2 weken extra verlof op verzoek van het vrouwelijk personeelslid
Geval van verlenging het het postnataal verlof bij hospitalisatie van de pasgeborene	Bij hospitalisatie van de pasgeborene na de eerste 7 dagen te rekenen vanaf de geboorte heeft het vrouwelijk personeelslid de mogelijkheid om haar postanataal verlof te verlengen met een duur die gelijk is aan de période waarin het kind gehospitaliseerd is gebleven na de 7 eerste dagen, met een **maximum van 24 weken.**	

Artikel 20.

De periodes van afwezigheid wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid die zich voordoen tijdens het facultatief prenataal verlof (5 weken of 7 weken in geval van meerlinggeboorte) worden niet omgezet in moederschapsverlof. Deze periode van arbeidsongeschiktheid behoudt dus wel degelijk de „status" van arbeidsongeschiktheid.

Artikel 21.

Wanneer het vrouwelijk personeelslid het prenataal verlof heeft uitgeput en de bevalling plaatsvindt na de voorziene datum, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt het vrouwelijk personeelslid zich in moederschapsverlof.

In afwijking van artikel 19, is de bezoldiging verschuldigd.

Artikel 22.

Worden gelijkgesteld met werkdagen die na het postnataal verlof kunnen worden overgedragen, de volgende afwezigheden die zich situeren tijdens de vijf weken of, in geval van een meerlinggeboorte, tijdens de zeven weken die vallen voor de zevende dag voorafgaand aan de werkelijke datum van de bevalling :

1. de jaarlijkse vakantiedagen

2. de feestdagen bedoeld in artikel 9 § 3

3. de verloven bedoeld in artikelen 14, 15 en 16

4. het verlof wegens dwingende redenen van familiale aard

5. de dagen van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval

6. de dagen van volledige werkverwijdering in het kader van de moederschapsbescherming.

Artikel 23.

Tijdens de zwangerschap of borstvoedingsperiode mogen vrouwelijke personeelsleden geen overwerk verrichten. Voor de toepassing van dit artikel wordt als overwerk beschouwd : elk werk dat wordt verricht boven 37 uur en 30 minuten per week.

Artikel 24.

Het zwangere vrouwelijk personeelslid dat de werkgever van haar zwangerschap op de hoogte heeft gebracht, heeft recht op een toegestane afwezigheid, met behoud van haar normale bezoldiging, voor de tijd die nodig is om prenatale medische onderzoeken te ondergaan die niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden.

Het vrouwelijk personelslid verwittigt haar hiërarchische meerder van haar afwezigheid.

De aanvraag wordt gestaafd met elk nuttig bewijs.

De afwezigheid wordt gelijkgesteld met een période van dienstactiviteit.

Artikel 25.

Het vrouwelijk personeelslid die, in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971, vrijgesteld is van arbeid, wordt ambtshalve met verlof geplaatst voor de nodige duur.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Artikel 26.

De artikelen 19 tot 21 zijn niet van toepassing wanneer de zwangerschap eindigt voordat zij minstens honderdtachtig dagen vanaf de bevruchting heeft geduurd.

In geval van bevalling van een levensloos kind wordt het moederschapsverlof toegekend wanneer de zwangerschap minstens honderdtachtig dagen vanaf de bevruchting heeft geduurd.

Afdeling 3 : Omgezet moederschapsverlof

Artikel 27.

§ 1. In geval van overlijden van de moeder kan de vader van het kind of de meeouder het resterende deel van het zwangerschapsverlof dat de moeder niet heeft opgenomen, opnemen.

Het personeelslid dat wenst te genieten van dit verlof brengt schriftelijk het College van Burgemeester en Schepenen op de hoogte binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder.

Dit schrijven vermeldt de begindatum van het verlof en de vermoedelijke duur ervan. Een uittreksel uit de overlijdingsakte van de moeder wordt zo spoedig mogelijk voorgelegd.

§ 2. In geval van hospitalisatie van de moeder, kan het personeelslid (de vader van het kind of de meeouder) genieten van het omgezet moederschapsverlof onder de volgende voorwaarden :

- de pasgeborene heeft het ziekenhuis verlaten ;

- de hospitalisatie van de moeder duurt langer dan de zeven dagen die volgen op de datum van de bevalling.

Het omgezet moederschapsverlof kan niet aanvangen voor de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en eindigt op het ogenblik waarop de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en in elk geval op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

Het personeelslid dat wenst te genieten van dit verlof stelt het College van Burgemeester en Schepenen hiervan schriftelijk op de hoogte. Het schrijfven vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaaft door een attest dat de duur van de hospitalisatie van de moeder bevestigt na de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling, alsook de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

Het omgezet moederschapsverlof wordt gelijkgesteld met een période van dienstactiviteit.

Afdeling 4 : Borstvoedingspauzes.

Artikel 28.

§1. Bij het hernemen van de activiteiten na het moederschapsverlofverlof heeft het vrouwelijk personeelslid recht op dienstvriistelling om haar kind te voeden met moedermelk en/of melk af te kolven tot 9 maanden na de geboorte van het kind.

§2. Het vrouwelijk personeelslid dat vier uur of meer per dag presteert, kan een borstvoedingspauze van dertig minuten nemen.

Het vrouwelijk personeelslid dat minstens zeven uur dertig per dag presteert, kan twee borstvoedingspauzes van telkens dertig minuten genieten, op te nemen in één of twee keer op dezelfde dag.

De duur van de pauze of pauzes wordt inbegrepen in de duur van de dagprestaties.

Het(de) moment(en) van de dag waarop het vrouwelijk personeelslid de borstvoedingspauze(s)) kan nemen worden bij het begin van de uitoefing van het recht overeengekomen tussen de betrokkene en haar hiërarchische meerdere.

Bij gebrek aan akkoord sluiten de borstvoedingspauzes onmiddelijk aan op of gaan zij onmiddelijk vooraf aan de russttijden die in het arbeidsreglement zijn bepaald.

§ 3. Het vrouwelijk personeelslid dat wenst te genieten van de borstvoedingspauzes verwittigt schriftelijk zijn hiërarchische meerder twee weken vooraf.

Het recht op borstvoedingspauzes wordt toegekend mits het afleveren van een attest door een bevoegd centrum voor zuigelingenraadplegingen of door een medisch attest.

Dit bewijs van borstvoeding moet aan de hiërarchische meerder worden bezorgd bij het begin van de uitoefing van het recht, en vervolgens elke maand op de verjaardag van de uitoefining van het recht.

§ 4. De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde tijdens de borstvoedingspauzes.

De contractuele personeelsleden genieten niet van een wedde ten laste van de werkgever. Zij genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Afdeling 5 : Profylactisch borstvoedingsverlof.

Artikel 29.

Het vrouwelijk personeelslid dat borstvoeding geeft, kan van het werk worden verwijderd wanneer, na risico-evaluatie en onderzoek door de preventieadviseur-arbeidsarts, wordt vastgesteld dat de uitgeoefende functie of de arbeidsomstandigheden een risico inhouden voor de gezondheid van het personeelslid of van het kind.

Het profylactisch borstvoedingsverlof kan slechts plaatsvinden wanneeur een voorlopige aanpassing van de arbeidsomstandigheden of van de arbeidstijd, of een tijdelijke toewijzing aan ander werk dat verenigbaar is met de borstvoeding, niet mogelijk is of redelijkerwijs niet kan worden vereist.

Het profylactisch borstvoedingsverlof wordt toegekend voor een maximumperiode van 5 maanden vanaf de dag van de bevalling. De statutaire en stagedoende personeelsleden behouden hun wedde tijdenshet profylactissch borstvoedingsverlof. De contractuele personeelsleden genieten van uitkeringen via de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Na afloop van het profylactisch borstvoedingsverlof gebeurt de werkhervatting overeenkomstig met de regels inzake gezondheidstoezicht voorzien in het Arbeidsreglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
20260914-A-0014-DE-NL8326139282619308469.pdf, 20260914-A-0014-DE-FR1326198415530726266 8.pdf, Protocole art 17 à 29 .pdf, Document_notif01_geen_bezwaar_T37820773081695693247.pdf

---

14.09.2026/A/0015 **Personnel – Règlement de travail pour le personnel communal – Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal, en sa séance du 22 mai 2006, adoptant le Règlement de travail pour le personnel communal, rendu exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Réf. : 005-2006/5324-iv) ;

Vu en particulier le Chapitre III – Mesures sanitaires ;

Vu le code du bien-être au travail et en particulier son Titre 4 : Mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs ;

Considérant que l'employeur est tenu d'informer les travailleurs concernés par la surveillance de santé, de l'objet et de la nature des examens médicaux de prévention, des vaccinations et des tests tuberculiniques auxquels ils sont soumis, et de la procédure à suivre pour s'y soumettre ;

Considérant que l'employeur est également tenu d'informer les travailleurs, soumis ou

non à la surveillance de la santé, de la possibilité de demander une consultation spontanée ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le code du bien-être au travail en y insérant une section 3/1 – Prévention des absences ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de revoir cette partie du règlement de travail afin de mieux informer les travailleurs des mesures relatives à la surveillance de la santé ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

de modifier le Règlement du travail pour le personnel communal comme suit :

Ancienne version

VII. Mesures sanitaires.

Article 10.

Tous les travailleurs ont l'obligation de se soumettre aux différentes mesures sanitaires qui leur sont applicables : examen médical d'embauche, examens médicaux périodiques de dépistage des maladies professionnelles, examens médicaux périodiques pour le personnel affecté à des écrans de visualisation, examens périodiques pour les personnes transportant d'autres travailleurs, examens périodiques pour les travailleurs affectés à des postes de sécurité, vaccination périodique.

Ils ont, en outre, le droit de demander à bénéficier d'une visite médicale spontanée ou d'une visite médicale de pré-reprise.

Tous les travailleurs ont l'obligation, dans le respect d'autrui, d'avoir une hygiène corporelle stricte.

Nouvelle version

VII. Surveillance de la santé des travailleurs

Article 10.

La surveillance de la santé des travailleurs a pour objectif de promouvoir et de maintenir la santé des travailleurs par la prévention des risques liés au travail, conformément aux dispositions applicables du Code du bien-être au travail.

Elle vise notamment à prévenir les maladies professionnelles, à détecter précocement les atteintes à la santé liées au travail et à vérifier l'aptitude du travailleur à occuper son poste en toute sécurité pour lui-même et pour autrui.

Travailleurs soumis obligatoirement à la surveillance de santé

L'employeur prend les mesures nécessaires pour que soient soumis obligatoirement à la surveillance de la santé les travailleurs qui occupent notamment :

- un poste de sécurité ;

- un poste de vigilance ;
- une activité comportant un risque défini pour la santé ou la sécurité ;
- toute autre fonction pour laquelle la législation impose une surveillance médicale.

L'organisation et l'exécution de cette surveillance se déroulent conformément aux prescriptions du Code du bien-être au travail et sous la responsabilité du conseiller en prévention-médecin du travail.

Mesures de prévention médicale

Les pratiques de prévention mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la santé comprennent notamment : les examens médicaux de prévention, les vaccinations requises ou recommandées en fonction des risques professionnels, les tests de dépistage nécessaires, y compris les tests tuberculiniques lorsque la réglementation ou l'analyse des risques le prévoit.

Les examens médicaux de prévention comprennent :

1. l'évaluation de santé préalable, réalisée avant l'affectation à un poste soumis à surveillance ;
2. l'évaluation de santé périodique, réalisée à intervalles déterminés en fonction de la nature des risques ;
3. l'examen de reprise du travail, lorsque celui-ci est requis par la réglementation ou par la situation médicale du travailleur ou à la demande du travailleur;
4. tout autre examen prévu par la législation ou jugé nécessaire par le conseiller en prévention-médecin du travail.

Ces examens sont organisés pendant le temps de travail et sont à charge de l'employeur.

Obligation de collaboration du travailleur

Le travailleur à l'obligation de se soumettre à la surveillance de la santé et de collaborer aux examens médicaux et aux mesures de prévention prescrites.

<u>Peuvent être considérés comme des motifs d'empêchement justifié à la surveillance médicale (liste non exhaustive)</u> :

- Une incapacité médicale attestée par un certificat médical valable ;
- Un rendez-vous médical urgent et non reportable, uniquement s'il concerne la santé du travailleur ou d'un proche, et sur base d'une attestation ;
- Un événement familial grave, ouvrant droit à un congé de circonstance reconnu ;
- Une obligation légale ou judiciaire ;
- Une grève des transports en commun, si aucune solution alternative raisonnable n'est disponible, et sur base d'une attestation ou preuve de perturbation majeure.

Conformément à l'article 29 du règlement de travail et aux règles de droit du travail en vigueur, **le non-respect des obligations liées à la surveillance médicale constitue un manquement** pouvant entraîner les conséquences suivantes :

- L'interdiction temporaire d'exercer ses fonctions pouvant être prononcée dès la constatation de ce manquement et jusqu'à régularisation de la situation ;

- L’application de sanctions (avertissement écrit ou amende) ;

- L’engagement de mesures disciplinaires supplémentaires en fonction de la gravité ou de la répétition des faits.

Il appartient à chaque travailleur de justifier spontanément et de manière probante les motifs d’absence. Le travailleur a le droit d’être entendu à cet effet.

Décisions d’aptitude

Sur la base des examens réalisés, le conseiller en prévention-médecin du travail rend une décision d’aptitude qui peut notamment conclure :

- à l’aptitude sans restriction ;
- à l’aptitude avec conditions ou adaptations ;
- à l’inaptitude temporaire ou définitive au poste.

L’employeur prend les mesures nécessaires pour respecter ces décisions, notamment en adaptant le poste de travail ou en recherchant un travail adapté lorsque cela est requis.

Consultation spontanée

Tout travailleur, qu’il soit ou non soumis à la surveillance de la santé, peut demander une consultation spontanée auprès du conseiller en prévention-médecin du travail :

1. pour des plaintes liées à sa santé qu’il estime, ou que son médecin traitant estime, en relation avec le travail ;
2. s’il estime que tout ou partie des mesures du plan de réintégration ne sont plus adaptées à son état de santé.

Le médecin traitant peut également demander une telle consultation avec l’accord du travailleur.

Prévention des absences pour raisons de santé

Le travailleur qui risque de tomber en incapacité de travail en raison de problèmes de santé peut demander à l’employeur d’examiner la possibilité :

- d’un aménagement de son poste de travail ;
- d’un travail adapté ;
- d’un autre travail compatible avec son état de santé.

L’employeur peut solliciter l’avis du conseiller en prévention-médecin du travail et, le cas échéant, d’autres conseillers en prévention compétents (ergonomie, aspects psychosociaux, sécurité du travail, hygiène du travail).

L’employeur informe le travailleur dans les meilleurs délais de la suite donnée à sa demande ou des raisons pour lesquelles celle-ci ne peut être acceptée.

Confidentialité et respect de la vie privée

Les données médicales du travailleur sont strictement confidentielles et traitées conformément aux règles relatives au secret professionnel et à la protection des données à caractère personnel.

Seules les décisions d’aptitude sont communiquées à l’employeur, sans mention du

diagnostic médical.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Personeel - Arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad, in zijn zitting van 22 mei 2006, tot goedkeuring van het arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Ref.: 005-2006/5324-iv);

gelet in het bijzonder op Hoofdstuk III – Gezondheidsmaatregelen;

gelet op de Codex over het welzijn op het werk en in het bijzonder Titel 4: Maatregelen in verband met het gezondheidstoezicht op de werknemers;

overwegende dat de werkgever de werknemers die aan het gezondheidstoezicht onderworpen worden vooraf op de hoogte moet brengen van het doel en de aard van de preventieve medische onderzoeken, inentingen en tuberculinetests die zij moeten ondergaan, alsook van de procedure die zij moeten volgen om deze te ondergaan.

overwegende dat de werkgever alle werknemers, al dan niet onderworpen aan het gezondheidstoezicht, ook jaarlijks moet herinneren aan de mogelijkheid om een spontane raadpleging te vragen;

gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2025 tot wijziging van de Codex over het welzijn op het werk dat er een sectie 3/1 – Preventie van afwezigheden aan toevoegt;

overwegende dat dit deel van het arbeidsreglement bijgevolg moet worden herzien om de werknemers beter te informeren over de maatregelen in verband met het gezondheidstoezicht;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om het arbeidsreglement voor het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen:

Oude versie

VII. Gezondheidsmaatregelen.

Artikel 10.

Al de werknemers zijn verplicht om zich te onderwerpen aan de verschillende gezondheidsmaatregelen die voor hun van toepassing zijn: medische aanwervingsexamen, periodieke medische examens om beroepsziekten op te sporen, periodieke medische examens voor het personeel die op visualisatieschermen werken, periodieke examens voor personen die anderen werknemers vervoeren, periodieke examens voor de werknemers met een veiligheidspost, periodieke inenting.

Ze hebben alsook het recht om een aanvraag te doen voor een spontaan medisch onderzoek of voor een medisch onderzoek voorafgaande de werkhervatting.

Al de werknemers zijn verplicht, uit respect voor de anderen, om een strikte lichamelijk hygiëne te hebben.

Nieuwe versie

VII. Gezondheidstoezicht op de werknemers

Artikel 10.

Het gezondheidstoezicht op de werknemers heeft tot doel de gezondheid van de werknemers te bevorderen en te behouden door risico's die verbonden zijn aan het werk te voorkomen, in overeenstemming met de bepalingen van de Codex over het welzijn op het werk.

Het heeft onder meer tot doel beroepsziekten te voorkomen, werkgerelateerde gezondheidsproblemen vroegtijdig op te sporen en na te gaan of de werknemer zijn functie veilig kan uitoefenen, zowel voor zichzelf als voor anderen.

Werknemers die verplicht onder gezondheidstoezicht staan

De werkgever neemt de nodige maatregelen opdat de werknemers die een van de volgende functies uitoefenen verplicht onder gezondheidstoezicht staan:

- een veiligheidsfunctie;
- een functie met verhoogde waakzaamheid;
- een activiteit met welbepaald risico voor de gezondheid of de veiligheid;
- elke andere functie waarvoor de wetgeving medisch toezicht verplicht.

De organisatie en de uitvoering van dit toezicht verlopen overeenkomstig de voorschriften uit de Codex over het welzijn op het werk en onder verantwoordelijkheid van de preventieadviseur-arbeidsarts.

Maatregelen voor medische preventie

De preventieve handelingen die worden uitgevoerd in het kader van het gezondheidstoezicht omvatten onder andere: preventieve medische onderzoeken, de vereiste of aanbevolen inentingen in functie van de beroepsrisico’s, de nodige opsporingstest, met inbegrip van de tuberculinetest wanneer de regelgeving of de risicoanalyse dat voorziet.

De preventieve medische onderzoeken omvatten:

1. de voorafgaande gezondheidsbeoordeling, uitgevoerd vóór de toewijzing aan een functie die aan toezicht is onderworpen;
2. de periodieke gezondheidsbeoordeling, uitgevoerd op vastgestelde tijdsintervallen in functie van de aard van de risico’s;
3. het onderzoek bij werkhervatting, wanneer dit is vereist door de regelgeving of door de medische toestand van de werknemer of op vraag van de werknemer;
4. elk ander onderzoek dat de wetgeving voorziet of dat de preventieadviseur-arbeidsarts nodig acht.

Deze onderzoeken vinden plaats tijdens de arbeidstijd en zijn ten laste van de werkgever.

Verplichting tot medewerking van de werknemer

De werknemer is verplicht zich te onderwerpen aan het gezondheidstoezicht en mee te werken aan de voorgeschreven medische onderzoeken en preventiemaatregelen.

De volgende redenen worden als geldige redenen beschouwd om verhinderd te zijn voor het medisch toezicht (onvolledige lijst):

- Een medische ongeschiktheid aangetoond met een geldig medisch attest;
- Een dringend medische afspraak die niet kan worden verplaatst, enkel voor de gezondheid van de werknemer of een familielid en op basis van een attest;
- Een ernstig familiale gebeurtenis die recht geeft op erkend omstandigheidsverlof;
- Een wettelijke of gerechtelijke verplichting;
- Een staking van het openbaar vervoer, als er geen redelijke alternatieve oplossing is en op basis van een attest of bewijs van ernstige verstoring.

Overeenkomstig artikel 29 van het arbeidsreglement en de geldende arbeidswetgeving vormt **het niet-naleven van verplichtingen van het medisch toezicht een tekortkoming** die de volgende gevolgen kan hebben:

- Tijdelijk verbod op het uitoefenen van de functie, dat kan worden uitgesproken vanaf de vaststelling van de tekortkoming totdat de situatie in orde is gebracht;
- De toepassing van sancties (schriftelijke waarschuwing of geldboete);
- Bijkomende tuchtmaatregelen, afhankelijk van de ernst of herhaling van de feiten.

Elke werknemer moet spontaan en op overtuigende wijze de redenen van zijn afwezigheid rechtvaardigen. De werknemer heeft het recht om hierover te worden gehoord.

Beslissingen over geschiktheid

Op basis van de uitgevoerde onderzoeken neemt de preventieadviseur-arbeidsarts een beslissing over de geschiktheid:

- geschikt zonder beperkingen;
- geschikt onder voorwaarden of met aanpassingen;
- tijdelijk of definitief ongeschikt voor de functie.

De werkgever neemt de nodige maatregelen om deze beslissingen na te leven, onder meer door de werkpost aan te passen of door passend werk te zoeken wanneer dit vereist is.

Spontane raadpleging

Elke werknemer, al dan niet onderworpen aan het gezondheidstoezicht, heeft de mogelijkheid om een spontane raadpleging te vragen bij de preventieadviseur-arbeidsarts:

1. naar aanleiding van gezondheidsklachten waarvan hij of de behandelende arts meent dat deze werkgerelateerd zijn;

2. als hij van mening is dat alle of een deel van de maatregelen in het re-integratieplan niet meer zijn aangepast aan zijn gezondheidstoestand.

Ook de behandelend arts kan, met akkoord van de werknemer, een spontane raadpleging vragen.

Preventie van afwezigheden om gezondheidsredenen

De werknemer die dreigt arbeidsongeschikt te worden door gezondheidsproblemen kan aan de werkgever vragen om de mogelijkheid te onderzoeken van:

- een aanpassing van de werkpost;
- aangepast werk;
- ander werk dat bij zijn gezondheidstoestand past.

De werkgever kan hierover advies vragen van de preventieadviseur-arbeidsarts en, indien nodig, van andere bevoegde preventieadviseurs (ergonomie, psychosociale aspecten, arbeidsveiligheid, arbeidshygiëne).

De werkgever informeert de werknemer zo snel mogelijk over het gevolg dat hij aan deze vraag geeft of over de redenen waarom hij niet kan ingaan op deze vraag.

Vertrouwelijkheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De medische gegevens van de werknemer zijn strikt vertrouwelijk en worden verwerkt volgens de regels over het beroepsgeheim en de bescherming van persoonsgegevens.

Alleen de beslissingen over de geschiktheid worden meegedeeld aan de werkgever, zonder vermelding van medische diagnoses.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Document_notif01_geen_bezwaar_T31444067035264959137 8.pdf

14.09.2026/A/0016 **Recours aux services de l'adjudicataire de l'accord-cadre passé par la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) et fixation des modalités optionnelles dans le cadre de l'instauration d'une pension complémentaire des membres du personnel dans le cadre d'un contrat de travail**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale,

Vu sa décision du 24 septembre 2020 instaurant un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel ;

Vu la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages

complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu la Loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées;

Vu la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale, modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du Fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives ;

Vu la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions, spécialement son article 30/1 ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la Loi du 30 mars 2018 relative à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire de celui-ci;

Vu la Loi du 1er février 2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales, modifiant l'article 30/1 de la loi du 18 mars 2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2021, relatif à l'accord sectoriel 2021-2025 en faveur des agents des pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 octobre 2021 octroyant aux communes bruxelloises une dotation visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 relatif à la revalorisation salariale des agents des pouvoirs locaux et, notamment, à l'octroi d'une aide à la pension ;

Vu la décision du Conseil communal d'Etterbeek du 1 octobre 2020 instaurant un régime de pension complémentaire en faveur des membres du personnel contractuel de la Commune et du CPAS d'Etterbeek ;

Vu le cahier spécial des charges n° SFPD/S2100/2022/05 établi par le Service fédéral des Pensions en vue de la désignation d'une institution de retraite professionnelle chargée de la gestion des engagements de pension complémentaire des membres du personnel contractuel des administrations provinciales et locales ;

Vu la décision du 29 août 2022 du Comité de gestion des administrations provinciales et locales du Service fédéral des Pensions attribuant à Ethias Pension Fund OFP l'accord-cadre régi par le cahier spécial des charges précité ;

Vu le modèle de règlement de pension établi par Ethias Pension Fund OFP, précisant que les éléments pour lesquels le pouvoir local dispose d'un choix sont adaptés sur la base des paramètres qui lui sont communiqués au cours de la phase d'adhésion ;

Attendu que le marché conclu avec la société AG INSURANCE prend fin au 31 décembre

2026 ;

Attendu qu'il convient de préparer les mesures nécessaires afin d'assurer, à compter du 1er janvier 2027, la continuité du régime de pension complémentaire instauré en faveur des membres du personnel contractuel de la Commune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que, par sa décision du 18 mai 2026, la commune d'Etterbeek a adhéré à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions en vue de participer à l'accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle ;

Considérant que cette adhésion permet à la Commune d'envisager le recours à l'accord-cadre attribué à Ethias Pension Fund OFP ; que le recours à cet accord-cadre prendrait la forme d'un marché individuel consistant en l'affiliation de la Commune d'Etterbeek à Ethias Pension Fund OFP ;

Considérant que l'élaboration du règlement de pension et des autres instruments nécessaires à cette affiliation requiert la communication préalable à Ethias Pension Fund OFP des paramètres envisagés par le pouvoir local ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de marquer un accord de principe sur la poursuite de la procédure en vue du recours à l'accord-cadre et de l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP, afin de permettre l'élaboration et l'examen des documents individualisés nécessaires ;

Considérant que la constitution d'un régime de pension complémentaire en faveur des membres du personnel contractuel contribue à réduire l'écart entre la pension de ces agents et celle des membres du personnel nommés à titre définitif ;

Considérant que la mise en place d'un tel régime permet également, pour autant que l'ensemble des conditions légales soient réunies, de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation prévue par la loi du 24 octobre 2011 ;

Considérant que l'engagement de pension envisagé est de type contributions définies, financé par des contributions patronales calculées sur la base d'un pourcentage de la rémunération brute soumise aux cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'il est envisagé de fixer cette contribution patronale à 3 % de la rémunération annuelle brute prise en considération conformément au futur règlement de pension ;

Considérant que la Commune et le CPAS d'Etterbeek entendent maintenir un régime de pension multi-organisateurs ;

Considérant qu'il appartiendra à Ethias Pension Fund OFP d'établir, sur la base des paramètres communiqués, les projets individualisés du règlement de pension, du plan de financement, de la convention de gestion, de l'acte d'adhésion et des autres instruments nécessaires ;

Considérant que le projet d'affiliation définitive et les différents instruments qui s'y rapportent devront être soumis au Comité particulier de négociation compétent ;

Considérant que la présente décision est prise sans préjudice du protocole à établir au sein dudit Comité ;

Considérant que le recours définitif à l'accord-cadre, la conclusion du marché individuel et

l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP demeurent subordonnés à une décision ultérieure du Conseil, après accomplissement de la procédure de négociation syndicale, examen des instruments proposés par Ethias Pension Fund OFP et détermination de leurs incidences budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er – Accord de principe sur la poursuite de la procédure d'affiliation

De marquer son accord de principe sur la poursuite de la procédure en vue du recours à l'accord-cadre n° SFPD/S2100/2022/05 conclu par la centrale d'achat du Service fédéral des Pensions et de l'affiliation de la Commune d'Etterbeek à Ethias Pension Fund OFP, afin d'assurer, à compter du 1er janvier 2027, la gestion du régime de pension complémentaire de ses membres du personnel contractuel.

Article 2 – Paramètres du régime envisagé

De retenir, à titre d'orientations et en vue de l'élaboration des documents individualisés par Ethias Pension Fund OFP, les paramètres suivants :

- date de prise d'effet envisagée : 1er janvier 2027 ;
- type d'engagement de pension : contributions définies ;
- contribution patronale envisagée : 3 % de la rémunération annuelle brute soumise aux cotisations de sécurité sociale, déterminée conformément au futur règlement de pension ;
- contribution complémentaire : non ;
- contribution de rattrapage : sans objet ;
- prise en compte des périodes assimilées : oui, selon les modalités à préciser dans le projet de règlement de pension ;
- régime de pension multi-organisateurs associant la Commune et le CPAS d'Etterbeek : oui.

Article 3 – Élaboration des documents individualisés

De charger l'administration de communiquer ces paramètres à Ethias Pension Fund OFP et de solliciter l'établissement, en concertation avec la Commune d'Etterbeek, des projets individualisés suivants :

- le règlement de pension relatif au régime multi-organisateurs et ses annexes ;
- la convention de sortie conclue entre la Commune et le CPAS en application de l'article 33/2 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires ;
- le plan de financement ;
- la convention de gestion applicable au patrimoine distinct APL ;
- tout autre instrument nécessaire à l'affiliation.

Article 4 – Négociation syndicale

De soumettre au Comité particulier de négociation compétent, dès réception de leurs versions finalisées, le projet d'affiliation ainsi que le règlement de pension, le plan de financement, la convention de gestion, l'acte d'adhésion et les autres instruments appelés à régir celle-ci.

La présente décision est prise sans préjudice du protocole à établir au sein dudit Comité.

Article 5 – Approbation définitive

De préciser que le Conseil communal statuera ultérieurement, après réception des versions finalisées des instruments et établissement du protocole visé à l'article 4, sur le recours définitif à l'accord-cadre, l'affiliation à Ethias Pension Fund OFP, les paramètres définitifs du régime et l'approbation de l'ensemble des documents qui en déterminent les conditions.

Article 6 – Exécution

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek de l'exécution de la présente décision

Article 7 – Communication

D'adresser copie de cette décision à Ethias Pension Fund OFP (selon les modalités prévues sur le site dédié du prestataire)

Le point est retiré de l'ordre du jour.
29 votants : 29 votes positifs.

Gebruik van de diensten van de opdrachtnemer van het raamcontract dat werd afgesloten door de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beslissing van 24 september 2020 tot invoering van een aanvullende pensioenregeling voor het contractueel personeel;

gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen ne het belastingstelsel van die pensioenen van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 houdende uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen ne het belastingstelsel van die pensioenen van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en de wijzigen daarvan;

gelet op de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen;

gelet op de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst, in het bijzonder artikel 30/1;

gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

gelet op de wet van 30 maart 2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als niet-vastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en houdende een bijkomende financiering ervan;

gelet op de wet van 1 februari 2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen tot wijziging van artikel 30/1 van de wet van 18 maart 2016 betreffende de Federale Pensioendienst;

gelet op het protocol van akkoord 2021/1 van het Onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 september 2021 over het sectoraal akkoord 2021-2025 ten voordele van de gemeentelijke ambtenaren;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025 betreffende de loonsverhoging van het personeel van de gemeenten en, in het bijzonder, de toekenning van pensioensteun;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van Etterbeek van 1 oktober 2020 tot invoering van een aanvullend pensioenstelsel ten gunste van het contractueel personeel van de gemeente en van het OCMW van Etterbeek;

gelet op het bijzonder bestek nr. SFPD/S2100/2022/05, opgesteld door de Federale Pensioendienst met het oog op de aanduiding van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening die belast wordt met het beheer van de aanvullende pensioenrechten van het contractueel personeel van provinciale en lokale besturen;

gelet op de beslissing van 29 augustus 2022 van het Beheerscomité voor provinciale en lokale besturen van de Federale Pensioendienst, waarbij het raamcontract dat onder het voormelde bijzonder bestek valt, werd toegewezen aan Ethias Pension Fund OFP;

gelet op het model van pensioenreglement dat door Ethias Pension Fund OFP werd opgesteld, waarin wordt bepaald dat de elementen waarvoor het lokale bestuur een keuze heeft, worden aangepast op basis van de parameters die tijdens de aansluitingsfase worden meegedeeld;

overwegende dat de opdracht die werd gesloten met het bedrijf AG INSURANCE afloopt op 31 december 2026;

overwegende dat het aangewezen is de maatregelen voor te bereiden die moeten worden genomen om vanaf 1 januari 2027 de continuïteit te verzekeren van het aanvullende pensioenstelsel dat werd ingevoerd ten gunste van het contractueel personeel van de gemeente;

overwegende dat, op grond van artikel 47, § 2 van de wet van 17 juni 2016, de aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale is vrijgesteld van de

verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

overwegende dat de gemeente Etterbeek zich, bij beslissing van 18 mei 2026, heeft aangesloten bij de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst om deel te nemen aan de raamcontract die een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening moet aanduiden;

overwegende dat deze aansluiting de gemeente in staat stelt gebruik te maken van het raamcontract dat aan Ethias Pension Fund OFP werd toegewezen; dat dit gebruik de vorm zou aannemen van een individuele opdracht die bestaat uit de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij Ethias Pension Fund OFP;

overwegende dat de opstelling van het pensioenreglement en van de andere instrumenten die voor deze aansluiting nodig zijn, vooraf vereist dat de door het lokale bestuur gewenste parameters aan Ethias Pension Fund OFP worden meegedeeld;

overwegende dat het daarom aangewezen is om een principeakkoord te geven voor de voortzetting van de procedure met het oog op het gebruik van het raamcontract en de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP, zodat de nodige individuele documenten kunnen worden opgesteld en onderzocht;

overwegende dat de oprichting van een aanvullend pensioenstelsel voor het contractueel personeel helpt om de kloof te verkleinen tussen de pensioenrechten van deze personeelsleden en die van definitief benoemde personeelsleden;

overwegende dat de invoering van een dergelijk stelsel eveneens, voor zover aan alle wettelijke voorwaarden is voldaan, toelaat om te genieten van de vermindering van de responsabiliseringsbijdrage zoals voorzien in de wet van 24 oktober 2011;

overwegende dat het beoogde pensioenengagement een stelsel van vaste bijdragen betreft, gefinancierd door werkgeversbijdragen die worden berekend op basis van een percentage van het brutoloon dat onderworpen is aan de socialezekerheidsbijdragen;

overwegende dat wordt voorgesteld deze werkgeversbijdrage vast te leggen op 3% van het jaarlijkse brutoloon dat in aanmerking wordt genomen overeenkomstig het toekomstige pensioenreglement;

overwegende dat de gemeente en het OCMW van Etterbeek een pensioenstelsel met meerdere organisatoren wensen te behouden;

overwegende dat Ethias Pension Fund OFP, op basis van de meegedeelde parameters, de individuele ontwerpen zal moeten opstellen van het pensioenreglement, het financieringsplan, de beheersovereenkomst, de aansluitingsakte en de andere noodzakelijke instrumenten;

overwegende dat het ontwerp van definitieve aansluiting en de verschillende bijhorende instrumenten moeten worden voorgelegd aan het bevoegde Bijzonder Onderhandelingscomité;

overwegende dat deze beslissing wordt genomen onder voorbehoud van het protocol dat binnen dit comité moet worden opgesteld;

overwegende dat het definitieve gebruik van het raamcontract, de afsluiting van de individuele opdracht en de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP afhankelijk blijven van een latere beslissing van de Raad, na afronding van de syndicale onderhandelingsprocedure, na onderzoek van de door Ethias Pension Fund OFP voorgestelde instrumenten en na bepaling van hun budgettaire impact;

na beraadslaging;

BESLIST

Artikel 1 – Principeakkoord over de voortzetting van de aansluitingsprocedure

Om een principeakkoord te geven voor de voortzetting van de procedure met het oog op het gebruik van het raamcontract nr. SFPD/S2100/2022/05, afgesloten door de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst, en voor de aansluiting van de Gemeente Etterbeek bij Ethias Pension Fund OFP, om vanaf 1 januari 2027 het aanvullend pensioenstelsel voor haar contractuele personeelsleden te verzekeren.

Artikel 2 – Parameters van het beoogde stelsel

Om de volgende parameters vast te leggen als richtsnoeren en met het oog op de opstelling van de individuele documenten door Ethias Pension Fund OFP:

- geplande datum van inwerkingtreding: 1 januari 2027;
- type pensioenengagement: vaste bijdragen
- geplande werkgeversbijdrage: 3% van het jaarlijkse brutoloon dat onderworpen is aan de socialezekerheidsbijdragen, bepaald volgens het toekomstige pensioenreglement;
- aanvullende bijdragen: nee;
- inhaaltoelage: niet van toepassing;
- in aanmerking nemen van gelijkgestelde periodes: ja, volgens de modaliteiten die in het ontwerp van pensioenreglement zullen worden bepaald,
- pensioenstelsel met meerdere organisatoren met de gemeente en het OCMW van Etterbeek: ja.

Artikel 3 – Opstelling van de individuele documenten

Om het bestuur de opdracht te geven om deze parameters mee te delen aan Ethias Pension Fund OFP en, in overleg met de gemeente Etterbeek, de opstelling te vragen van de volgende individuele ontwerpen:

- het pensioenreglement voor het stelsel met meerdere organisatoren en de bijlagen daarbij;
- de uitstapovereenkomst tussen de gemeente en het OCMW, opgesteld overeenkomstig artikel 33/2 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen;
- het financieringsplan;
- de beheersovereenkomst die van toepassing is op het afzonderlijke vermogen PPO;
- alle andere documenten die nodig zijn voor de aansluiting.

Artikel 4 – Syndicale onderhandeling

Om het ontwerp van aansluiting, samen met het pensioenreglement, het financieringsplan, de beheersovereenkomst, de aansluitingsakte en de andere documenten die dit stelsel zullen regelen, voor te leggen aan het bevoegde Bijzonder Onderhandelingscomité zodra de definitieve versies zijn ontvangen.

Deze beslissing wordt genomen onder voorbehoud van het protocol dat binnen dit comité moet worden opgesteld.

Artikel 5 – Definitieve goedkeuring

Om te verduidelijken dat de gemeenteraad later zal beslissen, na ontvangst van de

definitieve versies van de documenten en na opstelling van het protocol bedoeld in artikel 4, over het definitieve gebruik van het raamcontract, de aansluiting bij Ethias Pension Fund OFP, de definitieve parameters van het stelsel en de goedkeuring van alle documenten die de voorwaarden ervan bepalen.

Artikel 6 – Uitvoering

Om het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

Artikel 7 – Communicatie

Om een kopie van deze beslissing te bezorgen aan Ethias Pension Fund OFP (volgens de modaliteiten voorzien op de daartoe bestemde website van de dienstverlener).

Het punt wordt van de agenda gehaald.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Service de prévention - Preventiedienst

14.09.2026/A/0017 **Convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2025/Approbation**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 du Ministère de la Justice modifié par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2025 accordant une allocation financière aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2025 ;

Attendu qu'aux termes de ces arrêtés notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et notre Commune ;

Vu la convention de subventionnement 2025 transmise le 30 juillet 2026,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention de subventionnement entre l'Etat représenté par le Ministre de la Justice et la Commune d'Etterbeek concernant l'engagement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour la période 2025, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Convention 2025 relative au subventionnement d'un organisme agissant en tant que

Service d'accompagnement

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et 25 décembre 2016, et article 69bis, inséré par la loi du 25 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour l'exercice d'une mission ou le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, visée à l'article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7 et de l'article 69 bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 2022, ci-après dénommé « l'AR » ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une allocation financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ci-après dénommé « l'AM » Entre

L'État fédéral, représenté par la Ministre de la Justice, Madame Annelies VERLINDEN, établie Boulevard du Jardin Botanique 50/65 – 6ème étage 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre » ;

Et

La commune d'Etterbeek représentée par le conseil communal, pour lequel intervient Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, ci-après dénommée « l'organisme » ;

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1er. Définitions

Article 1er. Dans la présente convention, on entend par :

1°Organisme : Commune, province, structure de coopération intercommunale, association sans but lucratif ou fondation d'utilité publique ;

2° Service d'accompagnement : un service d'accompagnement tel que visé à l'article 1er, 3°, de l'AR, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs dans un organisme, ayant pour mission l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire;

3° Service d'accompagnement simple : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en fournissant pour chaque justiciable un endroit approprié à la prestation et suit de près le déroulement de la prestation ;

4° Service d'accompagnement de terrain : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en travaillant avec un groupe de justiciables.

Chapitre 2. Généralités

Article 2. Conformément aux dispositions de la présente convention, le Ministre octroie annuellement une subvention de 59.547,28 € maximum à l'organisme.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à dater du 1er janvier 2025 et peut être renouvelée conformément à l'article 6 de l'AM.

Les parties peuvent résilier unilatéralement la convention par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 6 mois.

La reconduction de la convention, visée à l'alinéa 2, dépend notamment de l'évaluation du fonctionnement du service d'accompagnement (via le rapport d'activités) et du contrôle des justifications financières (via le dossier financier) visées aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Chapitre 3. Objet de la subvention

Art. 3. La subvention visée à l'article 2 de la présente convention concerne le soutien financier à un organisme pour la mise en place d'un service d'accompagnement.

Art. 4. L'organisme, visé à l'article 2 de la présente convention, se charge de l'accompagnement simple d'une peine de travail ou d'un travail d'intérêt général. Le service d'accompagnement propose à chaque justiciable un lieu de prestation adéquat et assure le suivi du bon déroulement de l'exécution de la peine/mesure.

L'organisme répond du respect des obligations visées à l'article 8 de l'AM :

- *d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement;*
- *d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;*
- *d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;*
- *de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;*
- *de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.*

L'organisme mobilise 1 équivalent temps plein (ci-après : ETP). Chaque membre du personnel du service possède au minimum un diplôme de bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine psycho social ou juridique pour réaliser les objectifs visés au chapitre II, section 3 de de l'AM.

Art. 5. Conformément à l'article 16 de l'AM, l'organisme accomplit sa mission en respectant les critères suivants, qui sont évalués sur la base des indicateurs objectifs indiqués en regard :

Critère	Indicateur objectif

1° L'offre répond à la demande des partenaires de la chaîne pénale.	Tout justiciable envoyé vers le service d'accompagnement pour effectuer une peine de travail ou un travail d'intérêt général doit être pris en charge. Si à titre tout à fait exceptionnel la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service motive son refus à l'égard de l'assistant de justice ; Par Maison de Justice, le service d'accompagnement développe une offre large et variée de lieux de prestation répondant à la demande des Maisons de Justice et de autorités judiciaires. Cette offre est actualisée régulièrement et le service entretient des contacts réguliers avec les lieux de prestation et leur assure un soutien afin de faciliter l'exécution des peines. Le territoire d'action sur lequel travaille le service d'accompagnement est celui défini en collaboration avec la Maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité. Chaque ETP subventionné est mobilisé. En cas d'absence prolongée d'un membre du personnel, l'organisme s'engage à remplacer celui-ci le plus rapidement possible dans un délai maximum de 4 mois. Le remplaçant est affecté à la réalisation de l'objectif de la convention de subvention.
2° Le justiciable bénéficie d'un soutien maximal dans l'accomplissement de sa peine de travail ou de son travail d'intérêt général.	La peine/mesure doit être exécutée dans le délai légal d'exécution. Le choix du lieu de prestation tient compte des horaires du justiciable, de ses aptitudes, et de l'accessibilité géographique.

3° L'organisme rend compte de ses activités.	Le service d'accompagnement rend compte à l'assistant de justice, pour chaque justiciable, du déroulement de la peine de travail ou du travail d'intérêt général et transmet à cet effet les documents nécessaires tels que « l'aperçu des heures prestés » permettant la clôture du dossier. Le service d'accompagnement informe la Maison de justice de l'offre de lieux de prestation et des modifications de cette offre. Le service d'accompagnement rend compte de ses activités sur une base annuelle (et à la demande exceptionnelle de l'administration sur une base trimestrielle) des prestations fournies. Le service d'accompagnement collabore aux actions de sensibilisation et aux sessions d'information organisées par la Maison de justice compétente.
4 ° Chaque membre du personnel engagé dans un service d'accompagnement simple, doit, sur base annuelle, avoir clôturé l'encadrement d'au moins 67 dossiers ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés.	Sur la base du rapport d'activité annuel, visé à l'article 10, §1 de la présente convention, le service d'accompagnement démontre que chaque ETP subventionné pour l'accompagnement simple des TIG et des PTA a encadré au moins 67 dossiers clôturés ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés. Le critère visé au point 1°, selon lequel un lieu de prestation est fourni pour chaque justiciable, demeure cependant toujours applicable en priorité.

Chapitre 4. Dispositions financières

Art. 6. Conformément à l'article 10 de l'AR, la subvention annuelle visée à l'article 2 de la présente convention, est payée comme suit :

1° une première tranche de 80 % du montant de la subvention est payée immédiatement après la décision d'octroi de la subvention annuelle ;

2° une deuxième tranche de 20 % du montant de la subvention est payée après contrôle et approbation des justifications de fond et financière visées aux articles 10 et 11.

Art. 7. La subvention peut être utilisée pour les frais suivants dans la mesure où ils ont été exposés entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année à laquelle la subvention se rapporte :

1° les frais de personnel : Les frais de personnel désignent les coûts salariaux ou tous autres frais supportés par l'employeur pour la mise en service du personnel engagé dans la convention, en ce compris les primes et les cotisations sociales, dans les limites du forfait octroyé.

2° les moyens d'action et les frais de fonctionnement : Les moyens d'actions recouvrent les frais administratifs[1], les frais de déplacement[2] et les investissements[3] et les frais de fonctionnement sont les frais qui ont pour but de soutenir la mise en œuvre des mesures judiciaires.

Les frais éligibles visés au 2° sont des frais en lien avec la mission et couvrent par exemple : les frais de poste, de téléphone, les frais d'entretien des locaux, l'achat d'une photocopieuse, la participation à un colloque. Cette liste n'est pas exhaustive.

Conformément à l'article 8 de l'AR, au moins 70 % de la subvention sont utilisés pour les frais de personnel qu'implique l'affectation des ETP visés à l'article 4, alinéa 3, de la présente convention.

Art. 8. Le montant de la subvention annuelle ne peut pas être majoré des soldes disponibles établis à l'occasion des décomptes annuels visés à l'article 12 de la présente convention.

Chapitre 5. Justification et contrôle

Art. 9. En cas de modification dans le personnel, l'organisation soumet, par voie électronique, le formulaire "PG 1 changement de personnel" auprès de la Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice, qui figure en annexe 1 de la présente convention.

Art.10. § 1er. L'organisme introduit annuellement un rapport d'activités du fonctionnement du service d'accompagnement tel que visé à l'article 2 de la présente convention, démontrant que ou dans quelle mesure l'activité pour laquelle la subvention est octroyée a été réalisée.

Ce rapport d'activité comporte à minima :

- L'aperçu des ETP déployés sur une base annuelle
- Le relevé des prestations sous la forme d'un volet quantitatif et qualitatif.

§ 2. Le rapport d'activités visé au paragraphe 1er est introduit par voie électronique, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art.11. § 1er. L'organisme introduit annuellement une justification financière de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, attestant des frais exposés pour la réalisation de l'activité pour laquelle la subvention a été octroyée, qu'ils soient issus de l'activité ou d'autres sources. Cette justification financière (dossier financier) se compose du formulaire « 25_FORM_PG_Rapport financier » joint en annexe 2 à la présente convention.

§ 2. La justification financière visée au paragraphe 1er est introduite par voie électronique,

au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art. 12. À l'issue du contrôle, tel que décrit à l'article 11, § 1er de la présente convention, chaque organisme reçoit un décompte annuel provisoire et dispose de 20 jours ouvrables pour marquer son accord ou pour soumettre des arguments, motivations ou justificatifs additionnels éventuels. Sur cette base, la Direction du Partenariat dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice établit le décompte annuel définitif.

Art. 13. Le Ministre récupère la subvention en tout ou en partie en cas :

1° de non-respect des conditions, telles que mentionnées aux chapitres 2 à 5 de la présente convention ;

2° d'absence de justification ou d'insuffisance de justification des frais, tels que mentionnés à l'article 11 de la présente convention, pour lesquels la subvention a été utilisée.

Chapitre 6. Dispositions finales

Art. 14. La présente convention entre en vigueur le 01 janvier 2025.

Établie par voie électronique conformément à l'article 8.1, 1°, du Code civil. Chacune des parties déclare avoir reçu le document signé électroniquement

La Ministre de la Justice

Annelies VERLINDEN

Le Bourgmestre de la commune d'Etterbeek,

Vincent DE WOLF

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 14 septembre 2026.

[1] Les frais administratifs couvrent à la fois les frais habituels occasionnés par le fonctionnement d'un service d'accompagnement ainsi que les frais de formation et de mission ou dépenses connexes.

[2] Les frais de déplacement du domicile au lieu de travail ne peuvent entrer en ligne de compte, ceux-ci sont à imputer sur les frais de personnel.

[3]Les investissements sont les dépenses qui ont une valeur unitaire d'au moins 500 euros et dont l'objet a une durée d'utilisation estimable de plus d'un an.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2025 /Goedkeuring

De Gemeenteraad,

gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 van het ministerie van Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de

voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2025 tot toekenning van een financiële toelage aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2025;

overwegende dat onze gemeente krachtens dat besluit overgegaan is tot de aanwerving van een voltijdse universitaire medewerker belast met de begeleiding van personen die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties;

overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en onze gemeente;

gezien de subsidie overeenkomst 2025 die op 30 juli 2026 werd doorgestuurd,

BESLIST

De conclusie van de subsidie overeenkomst tussen de federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor de periode 2025 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Overeenkomst 2025 betreffende de subsidiëring van een organisatie die optreedt als begeleidingsdienst

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 12 mei 2014 en 25 december 2016, en artikel 69bis, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69bis, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2022 ; hierna "het KB" genoemd;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen; hierna "het MB" genoemd;

tussen

De federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, Mevrouw Annelies VERLINDEN;

Hierna “de minister” genoemd,

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de gemeenteraad, waarvoor Meneer Vincent DE WOLF, burgemeester, tussenbeide komt;

Hierna “de organisatie” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk 1. Definities

Artikel 1. In deze overeenkomst wordt verstaan onder:

1° Organisatie: gemeente, provincie, intergemeentelijk samenwerkingsverband, vereniging zonder winstoogmerk en stichting van openbaar nut;

2° Begeleidingsdienst: een begeleidingsdienst als vermeld in het artikel 1, 3°, van het KB, i.e. het geheel van medewerkers binnen een organisatie die instaan voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of voor een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel;

3° Dispatchingsdienst: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door voor iedere justitiabele een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen;

4° Dienst werkvloer: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door op de werkvloer samen met de justitiabelen te werken;

Hoofdstuk 2. Algemeen

Art. 2. De minister kent, conform de bepalingen van deze overeenkomst, jaarlijks een subsidie van maximaal 59.547,28 € toe aan de organisatie.

Deze overeenkomst heeft een looptijd van een jaar vanaf 1 januari 2025, en kan conform artikel 6 van het MB herhaaldelijk worden verlengd.

De partijen kunnen de overeenkomst eenzijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

De verlenging van de overeenkomst, vermeld in het tweede lid, is onder meer afhankelijk van de evaluatie van de werking van de dispatchingsdienst en de controle van de functionele en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 3. Voorwerp van de subsidie

Art. 3. De subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, betreft de financiële ondersteuning van een begeleidingsdienst.

Art. 4. De organisatie, die optreedt als begeleidingsdienst, als vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, fungeert als een dispatchingsdienst en staat in voor de begeleiding van een gerechtelijke maatregel, met name het voorzien in de opvolging van werkstraffen en dienstverleningen door voor iedere justitiabele in een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen.

De organisatie staat in voor de naleving van de verplichtingen, vermeld in artikel 8 van het MB.

- *personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van een dienstverlening, een*

werkstraf, een opleiding of een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel. Dit personeel wordt als de medewerker(s) van de begeleidingsdienst aangeduid;

-te handelen als werkgever conform de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;

- de actiemiddelen op zich te nemen die verbonden zijn aan de aanwerving en de werkingsmiddelen;

- voor het personeel te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering;

- Zijn specifieke expertise in te zetten ter ondersteuning van de begeleidingsdienst bij de inhoudelijke uitwerking.

De organisatie zet 1 voltijdsequivalent (verder: VTE) met minimum een bachelor diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma op psychosociaal of juridisch gebied om de doelstellingen, vermeld in hoofdstuk II afdeling 3, van het MB te realiseren.

Art. 5. Conform artikel 16 van het MB vervult de organisatie haar missie met respect voor volgende criteria, die beoordeeld worden op basis van de daarbij vermelde objectieve indicatoren:

Criterium	Objectieve indicator
1° Het aanbod is afgestemd op de vraag van de partners in de strafrechtsketen.	Iedere justitiabele die conform de gemaakte afspraken naar de begeleidingsdienst wordt doorverwezen, kan een werkstraf of dienstverlening uitvoeren. Indien er voor de justitiabele uitzonderlijk niet in een omkadering kan worden voorzien, motiveert de begeleidingsdienst de weigering ten aanzien van de justitie assistent. Per justitiehuis wordt een ruim en gevarieerd aanbod aan prestatieplaatsen voorzien. Dit aanbod wordt nauwgezet opgevolgd en bij problemen worden door de begeleidingsdienst verbetervoorstellen geformuleerd. Het werkingsgebied waarin de begeleidingsdienst actief is, is het werkingsgebied dat in samenwerking met het bevoegde justitiehuis is vastgesteld en in het activiteitenrapport is gespecificeerd. Iedere gesubsidieerde VTE wordt ingezet. Een personeelslid dat gedurende vier maanden afwezig is, wordt vervangen en ingezet voor de realisatie van de doelstelling van de subsidieovereenkomst.

2° De justitiabele wordt maximaal ondersteund in het vervullen van zijn voorwaarden.	De omkadering wordt conform de gemaakte afspraken binnen de voorziene uitvoeringstermijn van het mandaat op een voor de justitiabele geschikte locatie en tijdstip aangeboden zodat de toegankelijkheid maximaal wordt verzekerd.
3° De organisatie brengt verslag uit over haar werkzaamheden.	De begeleidingsdienst brengt per justitiabele verslag uit aan de justitie assistent over het verloop van de werkstraf of dienstverlening en bezorgt daartoe de vooropgestelde documenten. De begeleidingsdienst informeert het justitiehuis over het aanbod van prestatieplaatsen en van wijzigingen in dit aanbod. De begeleidingsdienst brengt jaarlijks (en bij uitzondering op verzoek van de administratie op kwartaalbasisverslag) uit over zijn activiteiten. De begeleidingsdienst werkt mee aan sensibiliseringsactiviteiten en informatiesessies, door het bevoegde justitiehuis georganiseerd.
4° Elke gesubsidieerde VTE-personeelslid tewerkgesteld in een dispatchingsdienst moet op jaarbasis minimum 67 afgesloten dossiers hebben omkaderd, of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben.	Op basis van het jaarlijks activiteitenrapport vermeld in artikel 10, §1 van deze overeenkomst, toont de begeleidingsdienst aan dat elke gesubsidieerde VTE ten minste 67 afgesloten dossiers heeft omkaderd of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben. Het criterium zoals vermeld in punt 1°, dat inhoudt dat voor elke justitiabele een prestatieplaats voorzien wordt, blijft echter steeds prioritair van toepassing.

Hoofdstuk 4. Financiële bepalingen

Art. 6. De jaarlijkse subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt, conform artikel 10 van het KB als volgt uitbetaald:

1° een eerste schijf van 80% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald onmiddellijk na de beslissing tot toekenning van de jaarlijkse subsidie;

2° een tweede schijf van 20% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald nadat de inhoudelijke en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze

overeenkomst, is gecontroleerd en goedgekeurd.

Art. 7. De subsidie kan worden aangewend voor volgende kosten, voor zover deze gerealiseerd zijn tussen 1 januari en 31 december van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft:

1° personeelskosten: De personeelskosten verwijzen naar de loonkosten of elke andere kost die door de werkgever worden gedragen voor de indienststelling van het in het kader van de overeenkomst aangeworven personeel. Hierin zijn inbegrepen: de premies en de sociale bijdragen en dat rekening houdend met het toegekende forfaitair bedrag.

2° actiemiddelen en werkingskosten: De actiemiddelen omvatten de administratieve kosten[1], de reiskosten[2] en de investeringen[3] en de werkingskosten zijn de kosten die tot doel hebben de uitvoering van gerechtelijke maatregelen te ondersteunen.

De in aanmerking komende kosten, vermeld 2°, zijn kosten in verband met de missie en betreffen bijvoorbeeld: porto, telefoon, onderhoud van lokalen, aankoop van een fotokopieerapparaat, deelname aan een conferentie. Deze lijst is niet volledig.

Conform artikel 8 van het KB wordt ten minste 70% van de subsidie aangewend voor personeelskosten, waarmee de VTE, vermeld in artikel 4, derde lid van deze overeenkomst, worden ingezet.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie kan niet verhoogd worden met het beschikbare saldo die vastgesteld worden naar aanleiding van de jaarlijkse afrekeningen, vermeld in artikel 12 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 5. Verantwoording en controle

Art. 9. De organisatie dient bij een wijziging van het personeelsbestand het formulier 'PG 1 Changement de personnel' op elektronische wijze in bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, dat als bijlage 1 bij deze overeenkomst is gevoegd.

Art. 10. §1. De organisatie dient jaarlijks een functionele verantwoording in van de subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond dat, of in welke mate, de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, gerealiseerd is.

Deze activiteitenrapport bevat ten minste:

- een overzicht van de op jaarbasis ingezette VTE's

- een opgave van de geleverde diensten in de vorm van een kwantitatief en kwalitatief gedeelte

§2. Het activiteitenrapport vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze ingediend bij de Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 11 §1. De organisatie dient jaarlijks een financiële verantwoording in van de subsidie vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond welke kosten zijn gemaakt voor de uitvoering van de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, ongeacht of deze afkomstig zijn van de activiteit zelf of andere bronnen. Deze financiële verantwoording (financieel dossier) bestaat uit het formulier « 25_FORM_PG_Rapport Financier » dat als bijlage 2 bij deze overeenkomst is gevoegd.

§2. De financiële verantwoording, vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk op 31 maart van

het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze worden ingediend bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen.

Art. 12. Na afloop van de controle van de financiële verantwoording vermeld in artikel 11, paragraaf 1 van deze overeenkomst, ontvangt elke organisatie een voorlopige jaarlijkse afrekening en beschikt ze over 20 werkdagen om ofwel haar akkoord, ofwel eventuele argumenten, motiveringen en bijkomende bewijsstukken voor te leggen. Op basis daarvan maakt, de Direction du Partenariat die van de Administration générale des Maisons de Justice afhangen, de definitieve jaarlijkse afrekening op.

Art. 13. De minister vordert de subsidie gedeeltelijk of volledig terug in geval van:

1° niet-naleving van de voorwaarden, zoals vermeld in hoofdstuk 2 tot en met 5 van deze overeenkomst;

2° het niet of onvoldoende verantwoorden van de kosten zoals vermeld in artikel 11 van deze overeenkomst, waarvoor de subsidie is aangewend.

Hoofdstuk 6. Slotbepalingen

Art. 14. Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2025.

Elektronisch opgemaakt conform artikel 8.1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Elke partij verklaart het elektronisch ondertekend document te hebben ontvangen.

De Minister van Justitie,
Annelies VERLINDEN

De burgemeester van de gemeente Etterbeek
Vincent DE WOLF

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 14 september 2026.

[1] De administratiekosten dekken tegelijk de gewone kosten die veroorzaakt worden door de werking van een begeleidingsdienst evenals de opleidings- of zendingskosten en de uitgaven die er verband mee houden.

[2] De reiskosten voor het woon-werkverkeer komen niet in aanmerking. Zij dienen op de loonkosten ingebracht te worden.

[3] De investeringen zijn de uitgaven die een eenheidswaarde hebben van minstens 500 euro en waarvan het voorwerp een vermoedelijke gebruiksduur van meer dan één jaar heeft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

14.09.2026/A/0018 **Approbation de la convention relative à la réalisation d'un projet de rencontre de jeunes etterbeekois en partenariat avec le Bureau International de la Jeunesse.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège échevinal du 6 juillet 2026, octroyant un accord sur la mise en place d'un projet d'échange de jeunes etterbeekois en partenariat avec le Bureau International Jeunesse ;

Considérant que le projet a été sélectionné par le BIJ et qu'une aide financière d'un montant total de 58 319€ sera accordée au projet ;

Considérant que 80% du subside (46 655,20€) sera versé sur le compte de la commune, 30 jours à compter de l'entrée en vigueur de la convention, et de la réception par voie postale du document « avance de fonds » original dûment complété, daté et signé ;

Considérant que les 20% restant seront versés 60 jours à compter de la réception du rapport final et de « la déclaration de créance-solde » dûment complétée, datée et signée ;

Considérant que dans le cadre de ce projet 10 jeunes etterbeekois et 3 travailleurs sociaux de rue participeraient au projet qui se déroulerait en 2027 à Curaçao pour lequel les dates exactes ne sont pas encore définies ;

Considérant que ce second projet à Curaçao est à l'initiative de deux jeunes qui ont participé au premier projet. En effet, ces deux jeunes ont été touchés et marqués par les problèmes liés aux déchets (pas de tri) et de la pollution à Curaçao ;

Considérant qu'ils ont suivi une formation de 4 jours donnée par le BIJ sur la mise en place de projet, la découverte du programme Erasmus+,… ceux-ci étaient désireux de lancer un nouveau projet avec le Service de Prévention en lien avec l'écologie ;

Considérant que les autres jeunes choisis pour participer au projet, sont des jeunes qui participent régulièrement à nos activités et qui portent un intérêt à la thématique du projet ;

Considérant que la subvention prendra en charge la totalité du coût du voyage mais qu'il sera demandé à la commune de souscrire à une assurance complémentaire pour les jeunes et les travailleurs sociaux de rue ;

Considérant que des récoltes de fonds seront mises en place par les jeunes afin d'obtenir un budget supplémentaire pour des coûts éventuels tels que les passeports, des activités complémentaires à Curaçao... ;

Considérant qu'une participation sera demandée à chaque jeune ;

Considérant que ce projet a pour but de créer un échange entre les jeunes d'Etterbeek et les jeunes de deux autres pays : Curaçao et la Pologne , qui ont comme point commun le désir de partager et d'échanger sur leur culture, leurs différences, leur religion,… ;

Considérant que le projet a pour objectif de sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement et au développement durable;

Considérant que le projet vise à sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux et à les encourager à devenir des acteurs du changement dans leur communauté. À travers l'éducation non formelle, la créativité et les échanges interculturels, les participants développeront leur conscience écologique, leur esprit critique, leur sens des responsabilités et leurs compétences en travail d'équipe ;

Considérant que les jeunes seront amenés à répondre aux défis environnementaux qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne;

Considérant que le projet vise à transformer les préoccupations des jeunes concernant la pollution, la surconsommation et la dégradation de l'environnement en actions concrètes et participatives par l'apprentissage, l'expérimentation et l'expression de soi;

Considérant que les jeunes de Belgique, Curaçao et de Pologne participeront à des ateliers, des activités d'éco-art, des visites de terrain, des débats et des actions communautaires autour de la réduction des déchets, du recyclage, du réemploi, du compostage, de la biodiversité et de la consommation responsable et qu'ils prépareront et animeront également certaines activités ;

Considérant que les jeunes vont également mettre en place des activités en lien avec l'écologie et le développement durable sur leur commune. En effet, ils ont le souhait de prendre contact avec le service de l'environnement afin d'initier une rencontre et de pouvoir participer à des activités en lien avec la propreté sur Etterbeek, tels que l'organisation d'un nettoyage de rue, la visite du centre régional de tri, participer à un atelier « zéro déchet »… mais également se mettre en contact avec le service de transition écologique afin de pouvoir en découvrir davantage sur les jardins participatifs ;

Considérant qu'ils souhaiteraient également aller visiter « BELEXPO », l'exposition interactive sur le climat et les villes de demain ;

Considérant que le groupe souhaite rencontrer l'asbl City to Ocean afin de connaitre leurs missions et de pouvoir participer à leur activité de nettoyage du canal à Bruxelles ;

Considérant que les jeunes ont également le souhait de prendre contact avec l'asbl Greenpeace afin de comprendre les enjeux liés au climat, à la biodiversité et à la transition écologique ;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles ;

Considérant que le format de la convention reçu par l'organisme ne permet pas de l'insérer dans la délibération, celle-ci figure en annexe.

Considérant que le Bureau International Jeunesse est un organisme francophone, la convention ci-jointe est uniquement en français ;

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention 2026 entre le Bureau International Jeunesse et la Commune d'Etterbeek, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Signé en deux exemplaires,

Etterbeek, le ……..2026

Pour le Bureau International Jeunesse

(Nom, prénom, fonction)

Pour la Commune d'Etterbeek

Par ordonnance :

La Secrétaire Communale, Le Bourgmestre,

Madame A. PETIT Monsieur V. De Wolf

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 14 septembre 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Voorstel om de overeenkomst in verband met de uitvoering van een ontmoetingsproject voor Etterbeekse jongeren in samenwerking het Bureau International de Jeunesse goed te keuren.

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juli 2026, waarbij werd ingestemd met de opstart van een uitwisselingsproject voor Etterbeekse jongeren in samenwerking met het Bureau International de la Jeunesse;

Overwegende dat het project door het BIJ werd geselecteerd en dat aan het project een financiële steun van in totaal 58.319 euro zal worden toegekend;

Overwegende dat 80 % van de subsidie, zijnde 46.655,20 euro, op de rekening van de gemeente zal worden gestort binnen 30 dagen na de inwerkingtreding van de overeenkomst en na ontvangst per post van het originele document "Voorschot", naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend;

Overwegende dat de resterende 20 % zal worden gestort binnen 60 dagen na ontvangst van het eindverslag en van de naar behoren ingevulde, gedateerde en ondertekende "Schuldvordering – Saldo";

Overwegende dat in het kader van dit project 10 Etterbeekse jongeren en 3 straathoekwerkers zullen deelnemen aan een internationale uitwisseling die in 2027 in Curaçao zal plaatsvinden, waarbij de exacte data nog niet werden vastgelegd;

Overwegende dat dit project in Curaçao op initiatief is van twee jongeren die aan het eerste uitwisselingsproject hebben deelgenomen en die bijzonder geraakt werden door de problematiek van afvalbeheer, het ontbreken van afvalsortering en de vervuiling in Curaçao;

Overwegende dat deze twee jongeren een vierdaagse opleiding hebben gevolgd die door het BIJ werd georganiseerd en die onder meer betrekking had op het opzetten van projecten en de kennismaking met het Erasmus+-programma, en dat zij samen met de Preventiedienst een nieuw project rond ecologie en duurzame ontwikkeling wilden opzetten;

Overwegende dat de andere jongeren die voor deelname aan het project werden geselecteerd, jongeren zijn die regelmatig deelnemen aan de activiteiten van de Preventiedienst en die bijzondere belangstelling tonen voor het thema van het project;

Overwegende dat de subsidie de volledige reiskosten zal dekken, maar dat aan de gemeente zal worden gevraagd om een aanvullende verzekering af te sluiten voor de jongeren en de straathoekwerkers die aan het project deelnemen;

Overwegende dat de jongeren fondsenwervingsacties zullen organiseren om een aanvullend budget samen te stellen, onder meer voor eventuele kosten zoals paspoorten of bepaalde bijkomende activiteiten in Curaçao;

Overwegende dat aan elke deelnemende jongere een financiële bijdrage zal worden gevraagd;

Overwegende dat het project tot doel heeft uitwisselingen te bevorderen tussen jongeren uit Etterbeek en jongeren uit Curaçao en Polen, rond hun culturen, verschillen, leefwerelden en respectieve ervaringen;

Overwegende dat het project tot doel heeft jongeren bewust te maken van milieubescherming en duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat het project eveneens tot doel heeft jongeren bewust te maken van milieuproblematieken en hen aan te moedigen om binnen hun gemeenschap actoren van verandering te worden;

Overwegende dat de deelnemers via niet-formeel onderwijs, creativiteit en interculturele uitwisselingen hun ecologisch bewustzijn, kritisch denkvermogen, verantwoordelijkheidszin en vaardigheden op het vlak van teamwork zullen ontwikkelen;

Overwegende dat de jongeren zullen worden uitgedaagd om na te denken over de milieuproblemen waarmee zij in hun dagelijks leven worden geconfronteerd en om hiervoor concrete oplossingen uit te werken;

Overwegende dat het project tot doel heeft de bezorgdheid van jongeren over vervuiling, overconsumptie en de aantasting van het milieu om te zetten in concrete en participatieve acties door middel van leren, experimenteren en zelfexpressie;

Overwegende dat jongeren uit België, Curaçao en Polen zullen deelnemen aan workshops, eco-artactiviteiten, terreinbezoeken, debatten en gemeenschapsacties rond thema's zoals afvalvermindering, recyclage, hergebruik, compostering, biodiversiteit en verantwoorde consumptie;

Overwegende dat de deelnemers eveneens bepaalde activiteiten in het kader van het project zullen voorbereiden en begeleiden;

Overwegende dat de jongeren eveneens activiteiten rond ecologie en duurzame ontwikkeling willen organiseren op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

Overwegende dat zij met name contact willen opnemen met de dienst Leefmilieu om een ontmoeting te organiseren en deel te nemen aan activiteiten rond netheid, zoals het organiseren van een straatopruiming, een bezoek aan het gewestelijk sorteercentrum of deelname aan een workshop "zero waste";

Overwegende dat zij eveneens contact willen opnemen met de dienst Ecologische Transitie om meer kennis te maken met initiatieven rond onder meer participatieve tuinen;

Overwegende dat zij BELEXPO, de interactieve tentoonstelling over klimaat en de steden van morgen, willen bezoeken;

Overwegende dat de groep eveneens de vzw City to Ocean wil ontmoeten om kennis te maken met haar opdrachten en deel te nemen aan een activiteit voor het schoonmaken

van het kanaal in Brussel;

Overwegende dat de jongeren eveneens contact willen opnemen met de vzw Greenpeace om meer inzicht te krijgen in de uitdagingen op het vlak van klimaat, biodiversiteit en ecologische transitie;

Overwegende dat elke subsidie het voorwerp moet uitmaken van een overeenkomst tussen de betrokken partijen waarin de rechten en verplichtingen van elk van hen worden vastgelegd;

Overwegende dat het formaat van de overeenkomst die de organisatie heeft ontvangen het niet toelaat om deze in de resolutie op te nemen, is deze bijgevoegd.

overwegende dat het Bureau International Jeunesse een Franstalige organisatie is en de bijgevoegde overeenkomst dus enkel in het Frans is;

BESLIST

om goedkeuring te geven voor het sluiten van de onderstaande overeenkomst 2025 tussen het Bureau International Jeunesse en de gemeente Etterbeek.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

Opgemaakt in twee exemplaren,

Etterbeek, ... 2026

Voor het Bureau International Jeunesse

(Naam, voornaam, functie)

Voor de gemeente Etterbeek

In opdracht:

De gemeentesecretaris, De burgemeester,

Mevrouw A. PETIT De heer V. De Wolf

Aldus beraadslaagd in openbare zitting van de gemeenteraad in Etterbeek op 14 september 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
convention ok.pdf

Climat - Klimaat

14.09.2026/A/0019 **Projet Renov'Ett - Règlement de participation aux groupes pilotes - Lancement**

de l'appel à projets - Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu la décision du Conseil Communal du 22/09/2025 de signer la convention d'adhésion au projet Renov'Ett « La Commune d'Etterbeek au service de la rénovation énergétique collective / groupée de logements privés, en ce compris le partage et les communautés d'énergie » ;

Considérant qu'un avenant à cette convention a été signé le 20/11/2025 et que cet avenant modifie la durée du projet comme suit : 15/01/2025 (date de démarrage) ; 31/12/2028 (date de fin) ;

Considérant que le projet est financé par la Région de Bruxelles Capitale via le programme Renolab.ID 2024 de Bruxelles Environnement à hauteur de 200 000 € ;

Considérant que le projet vise, entre autres, à :

- tester le rôle de la Commune en soutien des citoyens souhaitant rénover énergétiquement leur logement ;
- accompagner des groupes pilotes de candidats rénovateurs, se trouvant à différentes étapes du processus de rénovation énergétique, afin de leur fournir une assistance technique, de leur permettre de bénéficier d'une dynamique de groupe, ainsi que de permettre aux services communaux de monter en compétence ;

Considérant que le projet comporterait également un volet grand public, visant à :

- organiser des événements autour de la rénovation énergétique et du partage d'énergie ;
- tester le rôle de la Commune dans le soutien à la rénovation du bâti privé, ainsi que les limites et potentialités de l'action communale en ce sens et faciliter l'accès à l'information (fédérer les acteurs du territoire qui accompagnent déjà les candidats rénovateurs, fournir des conseils et ressources au plus proche des besoins des habitants, etc.) ;

Considérant qu'une chargée de projets climat-environnement a été recrutée, au sein du service Programme d'Actions Climat, pour contribuer à l'exécution du projet et qu'elle a pris ses fonctions le 12/05/2026 ;

Considérant qu'un prestataire externe fournira une assistance technique et une expertise dans le cadre de l'accompagnement de groupes pilotes de rénovation énergétique, uniquement pour assurer les compétences non mobilisables en interne ;

Considérant que, pour ce faire, le cahier des charges d'un marché public a été approuvé par le Collège lors de sa séance du 16/07/2026 et que les offres sont attendues pour le 7/09/2026 ;

Considérant que, lors de cette même séance du Collège, la stratégie du projet a été approuvée et qu'elle prévoit de constituer au moins deux groupes pilotes, l'un composé de propriétaires d'immeubles de rapport, l'autre de syndics gérant des copropriétés, et ce afin de faciliter la massification de la rénovation énergétique ;

Considérant que, dans la limite des moyens disponibles et en fonction des besoins du projet, la Commune pourra proposer aux participants, à titre indicatif et non exhaustif, les formes d'accompagnement suivantes :

- La mise à disposition d'informations techniques ;

- La consultation ou l'intervention d'experts ;
- L'organisation de visites de bâtiments ;
- L'analyse de devis ;
- L'élaboration de plans pluriannuels de travaux de rénovation énergétique ;
- Un accompagnement méthodologique ;
- La rédaction de rapports, de fiches techniques et de procès-verbaux ;
- La mise à disposition de services et outils, y compris en ligne, tels que des groupes de discussion, des simulateurs, des calculateurs ou des enquêtes.

Considérant que les travaux des groupes pilotes seraient coordonnés par la chargée de projets climat-environnement engagée, sous la supervision du coordinateur du Plan Climat d'Etterbeek ;

Considérant qu'il convient, afin de sélectionner les participants auxdits groupes pilotes, d'organiser un appel à candidatures et d'approuver un règlement l'encadrant ;

Considérant que cet appel à candidature prend la forme d'un formulaire qui serait publié sur le site de la Commune en vue de collecter les informations nécessaires à la sélection des participants, selon les critères et modalités définis dans le règlement ;

Considérant que ce dernier serait diffusé via les canaux de communication communaux (journal communal, site web, réseaux sociaux, etc.) et relayé par les acteurs de la rénovation actifs sur le territoire (Homegrade et les autres acteurs du Réseau Habitat, Bruxelles Environnement, FEDERIA – Fédération des agents immobiliers francophones de Belgique, etc.) ;

Considérant que, dans ce cadre, un règlement (ci-dessous) a été rédigé par le service Programme d'Actions Climat, avec la contribution de fonctionnaires des services : Développement et financement de projets, Logement et du Secrétariat communal pour les aspects juridiques et de la fonctionnaire DPO pour les aspects de protection des données à caractère personnel ;

Considérant que les participants qui auront manifesté leur intérêt à participer aux groupes pilotes formaliseraient leur participation et engagement à travers la signature d'une charte (ci-dessous) ;

Considérant que la participation aux groupes serait volontaire, collaborative et fondée sur la confiance ;

Considérant que chaque groupe pilote comporterait 15 participants actifs au maximum, mais que la commune veillerait à préserver une dynamique de groupe propice aux échanges et à l'entraide, en évitant des groupes trop restreints, qui limiteraient les interactions, comme des groupes trop larges, qui risqueraient d'en alourdir le fonctionnement ;

Considérant que les groupes pilotes se réuniraient environ quatre fois par an, soit environ huit fois entre la première réunion, prévue au premier trimestre 2027, et la fin du projet ;

Considérant que les dépenses éventuelles liées aux activités ci-dessus seraient imputées aux articles budgétaires de recettes et de dépenses du projet Renov'Ett et, si nécessaire, à l'article budgétaire du service Climat ;

DECIDE

D'approuver le règlement ci-dessous, ainsi que le charte d'engagement ;

D'approuver le lancement de l'appel à candidatures, basé sur le règlement approuvé.

Règlement de participation aux groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett

Préambule

Le projet Renov'Ett vise à accompagner des groupes pilotes de candidat•e•s rénovateurs de biens immobiliers situés sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, se trouvant à différentes étapes du processus de rénovation énergétique, en vue de leur fournir une assistance technique et de leur permettre de bénéficier d'une dynamique de groupe facilitée par la Commune.

Le présent règlement a pour objectif d'établir la procédure de sélection, par la Commune, des candidat•e•s rénovateurs qui composeront les groupes pilotes susmentionnés et de définir leurs modalités de fonctionnement.

Article 1 – Définitions

- Administration : le service communal Programme d'Actions Climat, chargé de la mise en œuvre du projet Renov'Ett. Dans l'exécution du présent règlement et, plus généralement, dans la conduite du projet, il privilégie le recours à ses propres ressources, puis, selon les besoins, à celles des autres services communaux, à celles d'autres organismes publics ou assimilés dont la mission est pertinente et, en dernier recours, à des prestataires externes désignés dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics et dans la limite des crédits budgétaires disponibles ;
- Commune : les différents organes et représentants de la Commune d'Etterbeek indistinctement, dont notamment l'Administration, les membres du personnel, le Collège des Bourgmestre et Échevin•e•s ainsi que ses membres individuels, le Conseil communal ainsi que ses membres individuels ;
- Groupe pilote : un groupe de participant•e•s volontaires dûment éligibles et sélectionnés par la Commune pour participer à une dynamique de rénovation énergétique collective/groupée de logements privés ;
- Participant•e•s : membre d'un groupe pilote au sens du paragraphe précédent ;
- Propriétaire : personne physique ou morale qui détient, sur un bien immeuble, le droit de propriété lui conférant la plénitude des prérogatives sur celui-ci ;
- Droit réel : pouvoir direct qu'une personne exerce sur une chose. Les droits réels sont le droit de propriété, la copropriété, les droits réels d'usage et les sûretés réelles. Les droits réels d'usage sont les servitudes, le droit d'usufruit, le droit d'emphytéose et le droit de superficie ;
- Droit personnel : Lien juridique entre deux personnes qui permet au créancier d'exiger du débiteur une prestation (donner, faire ou ne pas faire) ;
- Indivision : situation juridique dans laquelle plusieurs personnes exercent des droits de même nature sur un même bien sans que ce bien ne soit matériellement divisé entre elles ;

- Immeuble de rapport : vise, dans le présent règlement, un bâtiment unique composé de plusieurs logements ou locaux, non divisé en lots privatifs, dont la propriété appartient à une ou plusieurs personnes ;

- Copropriété : régime de propriété dans lequel un immeuble appartient à plusieurs copropriétaires, chacun étant propriétaire d'une ou plusieurs parties privatives et d'une quote-part des parties communes de l'immeuble ;
- Syndic : personne physique ou morale (professionnelle ou bénévole) mandatée par l'assemblée générale des copropriétaires pour représenter la copropriété et

administrer et gérer les parties communes de l'immeuble.

Article 2 – Objet

Le présent règlement définit les modalités de création et de fonctionnement des groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett.

Il précise les droits et obligations des participants ainsi que le rôle de la Commune et, le cas échéant, d'autres intervenants, dans le cadre de cette démarche d'accompagnement à la rénovation énergétique collective/groupée de logements privés.

Article 3 – Finalité

En vue de tester des dynamiques de rénovation énergétique collective/groupée de logements privés situés sur le territoire communal, la commune d'Etterbeek entend constituer et encadrer au moins deux groupes pilotes dans le cadre du projet Renov'Ett.

Le projet Renov'Ett repose sur une démarche volontaire et collaborative.

La participation aux groupes pilotes est libre et implique un engagement actif des participants.

La dynamique repose sur l'implication de chacun et sur le respect mutuel entre les participant•e•s.

Les groupes pilotes ne constituent pas une instance décisionnelle.

Ces groupes ont pour finalité de :

- Regrouper et accompagner des propriétaires d'immeubles de rapport et des syndics (gestionnaires d'une copropriété) dans leurs projets de rénovation énergétique ;
- Soutenir la maturation des projets de rénovation énergétique et faciliter leur mise en œuvre ;
- Favoriser les échanges d'expériences et, lorsque cela est pertinent, encourager les démarches de rénovation groupée ;
- Faciliter l'accès à une expertise indépendante afin de faire face aux défis rencontrés.

Article 4 – Recrutement des groupes pilotes

Les participants aux groupes pilotes sont recrutés sur base d'appels à candidatures.

Ces appels consistent en une série de question portant notamment sur :

- l'identité du/de la candidat•e ;
- la situation juridique du/de la candidat•e par rapport à l'immeuble ;
- l'adresse et les caractéristiques générales de l'immeuble concerné par le projet de rénovation énergétique ;
- la situation actuelle de l'immeuble, y compris les principales problématiques qui constituent un frein à la rénovation ;
- l'état d'avancement de la réflexion du/de la candidat•e en matière de rénovation énergétique, y compris l'existence d'éléments de diagnostics énergétiques et d'éventuels travaux déjà réalisés ou envisagés ;

- la motivation du/de la candidat•e, ses besoins, ses attentes.

Un appel à candidatures est lancé au début du projet Renov'Ett et, le cas échéant par la suite, si le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s le juge nécessaire, notamment en cas de liste des participants actifs et / ou de réserve insuffisante.

L'Administration organise la publicité et la logistique des appels à candidatures.

L'Administration présélectionne les candidat•e•s éligibles conformément aux articles 5 à 7 du présent règlement, en vue de proposer, au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s, la composition des groupes pilotes.

Article 5 – Critères d'éligibilité

- Être une personne physique ou morale ; ET
- Être titulaire en pleine propriété ou en indivision d'un droit réel ou d'un droit personnel, permettant de réaliser ou faire réaliser des travaux de rénovation sur un immeuble de rapport privé non divisé en lots, à rénover et situé sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, majoritairement destiné au logement ; OU être un syndic agissant au nom et pour le compte de l'association des copropriétaires (ACP) d'une copropriété privée située sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, majoritairement destiné au logement ; ET
- Pouvoir démontrer disposer des droits ou autorisations nécessaires pour engager les travaux de rénovation énergétique envisagés sur les logements concernés ; ET
- Avoir introduit, dans les délais impartis et conformément aux modalités et conditions fixées dans l'appel à candidatures, une candidature complète et recevable.

Les critères d'éligibilité doivent être remplis pendant toute la durée de participation au groupe pilote. Le non-respect de l'un de ces critères entraîne l'exclusion du participant du groupe pilote.

Article 6 – Critères de sélection

- La pertinence et la complétude des réponses apportées aux questions figurant dans l'appel à candidatures, portant notamment sur la situation actuelle de l'immeuble, l'état d'avancement de la réflexion du/de la candidat•e en matière de rénovation énergétique et sa motivation ; ET
- La capacité du/de la candidat•e à participer activement et de manière constructive à la démarche collective ; ET
- La cohérence des groupes constitués par rapport notamment à la typologie des immeubles concernés.
- La Commune se réserve le droit de demander toute clarification ou complément d'information aux candidats ayant répondu à un appel à candidatures d'intérêt.

Article 7 - Procédure de composition des groupes

Les appel à candidatures sont examinées par un comité de sélection composé de :

- Le•a chargé.e du projet Renov'Ett ;
- Un•e membre du Service Programme d'Actions Climat, autre que le•a chargé•e du

projet Renov'Ett ;
- Un•e membre du Service Logement ;
- Un•e membre du Service Aménagement du Territoire ;
- Un•e membre du Service Développement et Financement de Projets ;

Un quorum de 3 membres sur 5 est suffisant pour se réunir et prendre des décisions. Est temporairement exclu•e tout•e membre du comité de sélection présentant une incompatibilité ou un conflit d'intérêt dans le cadre d'une candidature.

Au moins deux groupes pilotes sont constitués :

- L'un rassemblant des syndics de copropriétés privées ;
- L'autre rassemblant les propriétaires en pleine propriété ou en indivision ou titulaires d'un droit réel ou personnel permettant de réaliser ou faire réaliser des travaux de rénovation d'un immeuble de rapport privé ;

La commune veille à préserver une dynamique de groupe propice aux échanges et à l'entraide, en évitant des groupes trop restreints, qui limiteraient les interactions, comme des groupes trop larges, qui risqueraient d'en alourdir le fonctionnement. C'est pourquoi, chaque groupe pilote comporte 15 participants actifs au maximum.

Pour chacun des deux groupes pilote, une liste de participants de réserve composée des candidatures retenues outrepassant le nombre de 15 est, le cas échéant, également arrêtée.

Le comité de sélection soumet ses propositions motivées de composition des deux groupes pilotes et de leurs éventuelles listes de réserve au Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s se positionne sur la composition qu'il valide, amende ou refuse, sur la base de l'avis transmis par le comité de sélection.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s est notifiée par courrier électronique individuel par le service Programme d'Actions Climat aux candidat•e•s retenu•e•s ou non.

L'Administration ou le Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s peut, à tout moment au cours de la durée de vie du groupe pilote, inviter toute personne physique ou morale à rejoindre certaines réunions en tant qu'expert, lorsqu'il estime, par décision motivée, que sa participation présente un intérêt pour la réalisation des objectifs du projet Renov'Ett.

Article 8 – Réunions des groupes pilotes

L'Administration organise les réunions des groupes pilotes.

Les réunions peuvent prendre différentes formes, notamment :

- séances collectives ;
- ateliers ;
- visites de terrain ;
- permanences ;
- accompagnements individuels.

À titre indicatif, chaque groupe pilote se réunit environ quatre fois par an, soit environ huit fois entre la première réunion et la fin du projet, fixée au 31 décembre 2028. La Commune se réserve le droit d'adapter le nombre de réunions en fonction des besoins du projet, du retour des participants, ainsi que de ses contraintes organisationnelles ou budgétaires.

Les réunions se tiennent en présentiel dans les locaux de l'Administration communale d'Etterbeek ou dans tout autre lieu déterminé par celle-ci, si elle l'estime nécessaire. Elles se tiennent de préférence en soirée ou exceptionnellement le week-end, afin de faciliter la participation des personnes exerçant une activité professionnelle. Certaines réunions, notamment lorsqu'elles impliquent des visites de bâtiments ou de chantiers, pourront se tenir sur site.

La convocation ainsi que l'ordre du jour seront envoyés par mail au moins quinze jours avant la date de la réunion, sauf en cas d'urgence. Les groupes pilotes se réunissent valablement quel que soit le nombre de participants présents. Toutefois, en cas d'anticipation d'une faible participation, l'Administration se réserve le droit de reporter la réunion et de convoquer une nouvelle réunion dans un délai raisonnable, afin de favoriser la participation du plus grand nombre.

Sans préjudice des paragraphes précédents, l'Administration pourra, à son entière discrétion, décider que certaines réunions se tiennent en ligne lorsque cette modalité est jugée opportune ou plus appropriée.

Article 9 - Prestations

Dans le respect des règlementations en vigueur, portant notamment sur les marchés publics, la Commune propose des prestations, internes ou externes, en exécution du présent règlement. Leur nature, étendue et modalités d'exécution sont déterminées par la Commune en fonction des besoins du projet.

Dans la limite des moyens disponibles et en fonction des besoins du projet, la Commune propose aux participants, à titre indicatif et non exhaustif, les formes d'accompagnement suivantes :

- la mise à disposition d'informations techniques ;
- la consultation ou l'intervention d'experts ;
- l'organisation de visites de bâtiments ;
- l'analyse de devis ;
- l'élaboration de plans pluriannuels de travaux de rénovation énergétique ;
- un accompagnement méthodologique ;
- la rédaction de rapports, de fiches techniques et de procès-verbaux ;
- la mise à disposition de services et outils, y compris en ligne, tels que des groupes de discussion, des simulateurs, des calculateurs ou des enquêtes.

Article 10 - Assiduité et engagement des participants

La participation aux groupes pilotes implique un engagement actif et régulier tout au long de la durée de l'accompagnement.

Afin de garantir la qualité de la démarche collective, chaque participant•e s'engage notamment à participer à au moins 80 % des réunions et activités organisées dans le cadre du groupe pilote auquel il/elle est inscrit•e.

En cas d'empêchement, le/la participant•e en informe la personne de contact du projet au sein de l'Administration dans les meilleurs délais.

À la suite de la sélection de leur candidature, les participants aux groupes pilotes formalisent leur participation et leurs engagements par la signature d'une

Charte d'engagement.

Les participant•e•s ayant quitté le groupe conformément à l'article 12 du présent règlement ou qui ne respectent pas les conditions d'assiduité et d'engagement visées au présent article peuvent être remplacé•e•s par un•e réserviste, sur proposition de l'Administration.

Article 11 – Confidentialité et protection des données

La Commune et les participant•e•s s'engagent à respecter la confidentialité des informations, notamment à caractère personnel ou technique, échangées au sein des groupes pilotes lorsque leur divulgation n'a pas été expressément autorisée.

Les données à caractère personnel sont traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), ainsi qu'aux règles applicables à la Commune.

Les données traitées sont les suivantes : nom, prénom, adresse du bien concerné, langue parlée, numéro de téléphone, adresse mail, statut de la propriété.

Elles sont utilisées pour : la constitution des groupes pilotes, la mise en contact des sous-traitants avec les participant•e•s aux groupes pilotes dans le cadre de projet(s) de rénovation(s) de logement, recontacter les candidat•e•s dans le cadre de l'évaluation du projet.

Les données ne seront transmises qu'aux sous-traitants et uniquement pour les participant•e•s sélectionné•e•s.

Les données sont conservées pendant une durée de cinq ans à partir de la sélection des candidat•e•s. A défaut, elles ne sont conservées que deux ans dans le cadre de l'établissement d'une réserve de participant•e•s.

La loi autorise la personne concernée à :

- Recevoir une information claire au sujet du traitement de ses données ;
- Demander une rectification de ses données ;
- Obtenir une copie des données ;
- Demander l'effacement des données, dans la mesure où il n'existe pas une obligation de conserver ces données ;
- Demander la suspension du traitement de ses données (sans effacement) ;
- Retirer son consentement à traiter ses données dans le futur.

La personne concernée peut introduire toute demande concernant le traitement de données personnelles à l'adresse suivante : dpo@etterbeek.brussels

Si la personne concernée n'est toujours pas satisfaite, elle peut introduire une réclamation auprès de l'APD sur le site suivant : www.autoriteprotectionsdonnees.be

Article 12 – Début et fin de la participation

La participation effective aux groupes pilotes débute à la signature de la Charte d'engagement et peut prendre fin :

- À tout moment à la demande écrite du/de la participant•e ;

- À la clôture du projet Renov'Ett (31 décembre 2028) ;
- En cas de non-respect du présent règlement (notamment son Article 10) ou de la Charte d'engagement, sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Article 13 – Recours à des prestataires externes

L'Administration peut confier tout ou partie de la préparation, de l'animation et du suivi des réunions des groupes pilotes à un prestataire spécialisé, sélectionné conformément aux règles applicables en matière de marchés publics.

Les prestataires intervenant dans le cadre du projet exercent leur mission avec objectivité, impartialité et dans le respect du principe d'absence de conflit d'intérêts.

Ils s'engagent à signaler à la Commune toute situation susceptible de constituer ou de faire naître un conflit d'intérêts dans le cadre de leur mission.

Les prestataires ne peuvent utiliser leur intervention dans le cadre du projet, ni les informations ou coordonnées obtenues à cette occasion, à des fins de prospection commerciale ou de promotion de leurs propres services, sauf lorsque cette intervention commerciale est expressément prévue dans le cadre du projet, portée à la connaissance des participant•e•s et acceptée.

Article 14 – Utilisation des enseignements du projet

Dans le cadre du projet Renov'Ett, la Commune peut capitaliser sur les enseignements, retours d'expérience et résultats issus des groupes pilotes afin de contribuer à l'élaboration, à l'évaluation et à la diffusion des livrables du projet.

Ces éléments peuvent notamment être utilisés à des fins de retour d'expérience, de communication, de sensibilisation ou de réplication de la démarche, dans le respect des droits des participant•e•s et des règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

Lorsque les informations concernent directement les participant•e•s ou leur situation personnelle, elles sont utilisées sous une forme anonymisée ou agrégée lorsque cela est nécessaire.

La participation au projet n'emporte pas cession à la Commune des droits de propriété intellectuelle détenus par les participant•e•s ou par des tiers sur les documents, études, plans ou autres contenus qu'ils auraient eux-mêmes produits ou transmis dans le cadre du projet.

Article 15 – Rôle et responsabilités

La Commune intervient dans le cadre du projet Renov'Ett en qualité de coordinatrice, facilitatrice et accompagnatrice de la démarche collective et des projets individuels des participant•e•s.

Elle n'intervient pas en qualité de maître d'ouvrage, d'architecte, d'entrepreneur, de bureau d'études, de conseiller financier ou de tout autre professionnel chargé de la conception, du financement, de l'exécution ou du suivi des travaux.

Les informations, conseils ou orientations fournis dans le cadre du projet ont pour objectif d'accompagner les participant•e•s dans leur réflexion et leurs démarches. Ils ne se substituent pas, le cas échéant, aux études, diagnostics, autorisations, avis ou prestations devant être réalisés par des professionnels compétents.

Les participant•e•s restent seuls responsables des décisions relatives à leur projet individuel, notamment en ce qui concerne la nature et l'opportunité des travaux, le choix des professionnels et prestataires, les modalités de financement ainsi que la réalisation et le suivi des travaux.

La Commune ne saurait être tenue responsable des dommages, pertes ou préjudices résultant des décisions prises par les participant•e•s suite aux divers accompagnements mis à leur disposition ou de prestations, travaux ou interventions réalisées ultérieurement et dans leur projet individuel, par des prestataires tiers ou rencontrés dans le cadre de Renov'Ett.

La participation au projet ne constitue dès lors ni une garantie de réalisation des travaux, ni une garantie quant à leur coût, leur financement, leur performance ou leur résultat.

Article 16 – Modifications

Le Conseil communal se réserve le droit de modifier le présent règlement lorsque cela s'avère utile ou nécessaire, afin de tenir compte des enseignements du projet pilote.

Article 17 – Conflit d'interprétation et litige

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions ou toute situation non prévue par le présent règlement est du ressort du Collège des Bourgmestre et Echevin•e•s.

Article 18 – Communication et contact

Tout candidat ou membre d'un groupe pilote, qu'il soit participant effectif ou réserviste, est tenu d'informer sans délai l'Administration de tout changement de situation susceptible d'affecter son éligibilité ou sa participation au projet, notamment en cas de changement d'adresse, de statut, de droits sur le bien concerné ou d'évolution significative de son projet de rénovation énergétique.

Pour toute question, vous pouvez contacter la personne de contact pour le projet Renov'Ett à l'adresse renovett@ etterbeek.brussels

Article 19 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage.

Charte d'engagement des participants – Projet Renov'Ett

La présente Charte d'engagement traduit les engagements des participants afin de garantir

le bon fonctionnement des groupes pilotes du projet Renov'Ett. Elle complète le « Règlement de participation aux groupes pilotes constitués dans le cadre du projet Renov'Ett » (ci-après, le « Règlement »).

Je soussigné.e (Prénom / Nom) : _____

(Cocher ci-dessous pour indiquer sa situation)

☐Propriétaire ou titulaire d'un droit réel, au sens de l'article 1 du Règlement, d'un immeuble de rapport sur le territoire de la Commune d'Etterbeek, situé à l'adresse : _____
_____

☐Syndic, au sens de l'article 1 du Règlement, agissant au nom et pour le compte de l'association des copropriétaires (ACP) d'une copropriété située sur le territoire de la Commune d'Etterbeek à l'adresse :

- Déclare avoir pris connaissance du Règlement et en accepter les dispositions ;
- Reconnais que le projet Renov'Ett et ses groupes pilotes reposent sur une démarche volontaire, collaborative et fondée sur la confiance ;
- M'engage à contribuer activement au bon déroulement du groupe pilote auquel je participe ;
- Comprends et reconnais que la Commune intervient exclusivement comme facilitateur et accompagnateur des projets individuels des participants. Elle n'agit ni en qualité de maître d'ouvrage, ni comme architecte, entrepreneur, bureau d'études ou conseiller financier. Les décisions relatives aux travaux, au choix des prestataires, au financement et à leur exécution relèvent exclusivement des participant•e•s ;
- Comprends et reconnais qu'en aucun cas, la Commune ne peut être tenue responsable de tout dommage, préjudice ou désagrément subi par les participants dans le cadre du projet Renov'Ett ;
- Comprends que ma participation au groupe pilote ne donne droit à aucun honoraire, indemnité ou autre compensation financière, sans préjudice des éventuelles mesures de soutien qui pourraient être mises en place ultérieurement par la Commune.

En rejoignant un groupe pilote, je m'engage à :

- Partager mon expérience avec les autres membres du groupe ;
- Contribuer aux échanges dans un esprit constructif de respect et de réciprocité ;
- Transmettre à la demande de la Commune les documents utiles à la mise en œuvre du projet Renov'Ett (certificat PEB, quick-scan, plans, devis, photographies, etc.) ;
- Informer immédiatement la Commune lorsque des changements susceptibles d'affecter ma participation interviennent, notamment lorsque mes données personnelles sont modifiées, lorsque mes droits sur l'immeuble concerné sont modifiés ou encore lorsque mon projet de rénovation évolue de manière significative ;
- Respecter la confidentialité des situations présentées par les autres participants ;
- Participer à au moins 80 % des réunions et activités organisées dans le cadre de mon groupe pilote ;

- Prévenir la personne de contact du projet au sein de l'Administration dans les meilleurs délais en cas d'absence.
- Contribuer aux échanges avec la Commune en vue du suivi et de l'évaluation du projet Renov'Ett ou en vue de m'informer d'autres potentiels dispositifs d'accompagnement.

☐ (Cocher pour marquer son autorisation) J'autorise la Commune d'Etterbeek à prendre des photographies sur lesquelles je pourrais apparaître dans le cadre des activités du projet Renov'Ett.

☐ (Cocher pour marquer son autorisation) J'autorise la Commune d'Etterbeek utiliser et diffuser ces photographies à des fins d'information, de communication et de valorisation du projet, notamment sur ses supports de communication ou son site internet.

Ces autorisations sont accordées à titre gratuit, pour la durée du projet et pour une durée raisonnable après son terme, dans le respect de ma dignité et de ma vie privée. Je reconnais avoir été informé•e de cette utilisation et pouvoir retirer mon consentement à tout moment pour les utilisations futures, sans que cela ne remette en cause les utilisations déjà effectuées.

Fait à _____, le ____/_____/_____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Renov'Ett-project – Reglement voor deelname aan de proefgroepen – Lancering van de projectoproep – Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22/09/2025 om de overeenkomst voor de toetreding tot het project Renov'Ett te ondertekenen "De gemeente Etterbeek ten dienste van de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, inclusief energiedelen en energiegemeenschappen";

overwegende dat een aanhangsel bij die overeenkomst werd ondertekend op 20/11/2025 en dat dit aanhangsel de duur van het project als volgt wijzigt: 15/01/2025 (startdatum); 31/12/2028 (einddatum);

overwegende dat het project wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het programma Renolab.ID 2024 van Leefmilieu Brussel voor 200.000 euro;

overwegende dat het project onder ander tot deel heeft:

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 22/09/2025 om de overeenkomst voor de toetreding tot het project Renov'Ett te ondertekenen "De gemeente Etterbeek ten dienste van de collectieve/gegroepeerde energierenovatie van privéwoningen, inclusief energiedelen en energiegemeenschappen";

overwegende dat een aanhangsel bij die overeenkomst werd ondertekend op 20/11/2025 en dat dit aanhangsel de duur van het project als volgt wijzigt: 15/01/2025 (startdatum); 31/12/2028 (einddatum);

overwegende dat het project wordt gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het programma Renolab.ID 2024 van Leefmilieu Brussel voor 200.000 euro;

overwegende dat het project onder ander tot deel heeft:

- de rol van de gemeente te testen in het ondersteunen van inwoners die hun woning energetisch willen renoveren;
- pilootgroepen van kandidaat-renoveerders te begeleiden die zich in verschillende fasen van het proces van energierenovatie bevinden. Het project wil deze personen technische ondersteuning bieden en hen laten genieten van een groepsdynamiek en de gemeentediensten in staat te stellen hun expertise verder te ontwikkelingen;

overwegende dat het project eveneens een luik voor het brede publiek zou omvatten, met als doel:

- evenementen te organiseren rond energierenovatie en energiedelen;
- de rol van de gemeente te testen in de ondersteuning van renovatie van het private gebouwenbestand evenals de grenzen en mogelijkheden van gemeentelijke actie op dit vlak en de toegang tot informatie te vergemakkelijken (het samenbrengen van actoren op het grondgebied die reeds kandidaat-renoveerders begeleiden, het verstrekken van advies en middelen die zo goed mogelijk aansluiten bij de noden van de inwoners, enz.);

overwegende dat een projectmedewerker klimaat-milieu werd aangeworven binnen de dienst Klimaatactieprogramma om bij te dragen aan de uitvoering van het project en dat zij in haar functie is gestart op 12/05/2026;

overwegende dat een externe dienstverlener technische ondersteuning en expertise zal bieden in het kader van de begeleiding van pilootgroepen voor energierenovatie, uitsluitend voor de competenties die intern niet kunnen worden ingezet;

overwegende dat, met het oog hierop, het bestek van een overheidsopdracht werd goedgekeurd door het college tijdens zijn zitting van 16/07/2026 en dat de offertes worden verwacht tegen 7 september 2026;

overwegende dat tijdens diezelfde zitting van het college de projectstrategie werd goedgekeurd, waarin wordt voorzien dat minstens twee pilootgroepen worden opgericht: één samengesteld uit eigenaars van opbrengstgebouwen en één uit syndici die mede-eigendommen beheren met als doel de opschaling van energierenovatie te bevorderen;

overwegende dat, binnen de grenzen van de beschikbare middelen en afhankelijk van de noden van het project, de gemeente de deelnemers, indicatief en niet-uitputtend, de volgende vormen van begeleiding zal aanbieden:

- Terbeschikkingstelling van technische informatie,
- Raadpleging of tussenkomst van deskundigen,
- Organisatie van bezoeken aan gebouwen,
- Analyse van offertes,

- Uitwerking van een meerjarenplan voor energierenovatiewerken,
- Methodologische begeleiding,
- Opstellen van rapporten, technische fiches en verslagen,
- Ter beschikkingstelling van diensten en tools, waaronder online hulpmiddelen zoals discussiegroepen, simulators, calculators of enquêtes.

overwegende dat de werkzaamheden van de pilootgroepen zouden worden gecoördineerd door de aangestelde projectmedewerker klimaat-milieu, onder toezicht van de coördinator van het Klimaatplan van Etterbeek;

overwegende dat, om de deelnemers aan de pilootgroepen te selecteren, een oproep tot kandidaatstelling moet worden georganiseerd en een reglement moet worden goedgekeurd dat deze oproep omkadert;

overwegende dat deze oproep tot kandidaatstelling de vorm aanneemt van een formulier dat op de website van de gemeente zou worden gepubliceerd om de informatie te verzamelen die nodig is voor de selectie van de deelnemers, volgens de criteria en regels die in het reglement zijn vastgelegd;

overwegende dat die oproep zou worden verspreid via de communicatiekanalen van de gemeente (gemeenteblad, website, sociale media, enz.) en zou worden gedeeld door de actoren die actief zijn op het vlak van renovatie op het grondgebied (Homegrade en de andere actoren van het Réseau Habitat, Leefmilieu Brussel, FEDERIA (federatie van Franstalige vastgoedmakelaars in België), enz.);

overwegende dat in dit kader een reglement (zie hieronder) werd opgesteld door de dienst Klimaatactieprogramma, met de medewerking van medewerkers van de diensten: Ontwikkeling en financiering van projecten, Huisvesting en het Gemeentesecretariaat voor de juridische aspecten en de functionaris DPO voor de aspecten van de persoonsgegevensbescherming;

overwegende dat de deelnemers die belangstelling hebben getoond om deel te nemen aan de pilootgroepen hun deelname en engagement zouden formaliseren met de ondertekening van een charter (zie hieronder);

overwegende dat de deelname aan de groep steunt op een vrijwillige, samenwerkingsgerichte en op vertrouwen gebaseerde aanpak;

overwegende dat elke pilootgroep zou bestaan uit maximaal 15 actieve deelnemers, maar dat de Gemeente erop toeziet dat een groepsdynamiek behouden blijft die bevorderlijk is voor uitwisseling en wederzijdse ondersteuning. Daarom wordt vermeden dat groepen te klein worden, wat de interacties zou beperken, of te groot, wat de werking zou bemoeilijken;

overwegende dat de pilootgroepen ongeveer vier keer per jaar zullen samenkomen, wat neerkomt op ongeveer acht bijeenkomsten tussen de eerste vergadering in het eerste trimester van 2027 en het einde van het project;

overwegende dat de eventuele uitgaven voor de hierboven vermelde activiteiten zouden worden ingeschreven op de begrotingsartikelen van inkomsten en uitgaven van het project Renov'Ett en, indien nodig, op het begrotingsartikel van de dienst Klimaat;

BESLIST

Om het onderstaande reglement en het verbintenischarter goed te keuren;

Om de lancering van de oproep tot kandidaatstelling, gebaseerd op het goedgekeurde reglement, goed te keuren.

Reglement over de deelname aan de pilootgroepen in het kader van het project Renov'Ett

Preambule

Het project Renov'Ett heeft tot doel pilootgroepen van kandidaat-renoveerders te begeleiden die eigenaar zijn van een onroerend goed gelegen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek en die zich in verschillende fasen van het proces van energierenovatie bevinden. Het project wil deze personen technische ondersteuning bieden en hen laten genieten van een groepsdynamiek die door de gemeente wordt gefaciliteerd.

Dit reglement heeft tot doel de procedure vast te leggen waarmee de gemeente de kandidaat-renoveerders selecteert die deel zullen uitmaken van de hierboven genoemde pilootgroepen en hun werkingsmodaliteiten te bepalen.

Artikel 1 – Definities

- Bestuur: de gemeentedienst Klimaatactieprogramma, belast met de uitvoering van het project Renov'Ett. Bij de toepassing van dit reglement en, meer algemeen, bij de uitvoering van het project, doet het Bestuur in de eerste plaats een beroep op haar eigen middelen, vervolgens, naargelang de behoeften, op die van andere gemeentediensten, op die van andere openbare of daarmee gelijkgestelde instellingen met een relevante opdracht en ten slotte, indien nodig, op externe dienstverleners die worden aangesteld met inachtneming van de regelgeving over overheidsopdrachten en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

- Gemeente: de verschillende organen en vertegenwoordigers van de Gemeente Etterbeek, zonder onderscheid. Hieronder vallen onder meer het Bestuur, de personeelsleden, het college van burgemeester en schepenen en zijn individuele leden, de gemeenteraad en zijn individuele leden.

- Pilootgroep: een groep vrijwillige deelnemers die volledig voldoen aan de voorwaarden en door de Gemeente worden geselecteerd om deel te nemen aan een collectieve of gegroepeerde dynamiek voor de energierenovatie van particuliere woningen.

- Deelnemers: leden van een pilootgroep zoals omschreven in het voorgaande punt.

- Eigenaar: een natuurlijk persoon of een rechtspersoon die van een onroerend goed het eigendomsrecht bezit dat hem de volledige bevoegdheden over dat goed verleent.

- Zakelijk recht: een rechtstreeks recht dat een persoon op een zaak uitoefent. Een zakelijk recht kan zijn het eigendomsrecht, de mede-eigendom, de zakelijke gebruiksrechten en de zakelijke zekerheden. De zakelijke gebruiksrechten zijn de erfdienstbaarheden, het recht van vruchtgebruik, het recht van erfpacht en het recht van opstal.

- Persoonlijk recht: een juridische band tussen twee personen die de schuldeiser in staat stelt van de schuldenaar een prestatie te eisen (geven, doen of nalaten).

- Onverdeeldheid: een juridische situatie waarin meerdere personen rechten van dezelfde aard uitoefenen op éénzelfde goed, zonder dat dit goed materieel tussen hen is verdeeld.

- Opbrengsteigendom: wordt in dit reglement verstaan als een afzonderlijk gebouw dat uit meerdere woningen of lokalen bestaat, dat niet is opgedeeld in privatieve kavels en waarvan de eigendom toebehoort aan één of meerdere personen;

- Mede-eigendom: een eigendomsstelsel waarbij een gebouw toebehoort aan meerdere mede-eigenaars, van wie ieder eigenaar is van één of meerdere privatieve delen en van een aandeel in de gemeenschappelijke delen van het gebouw.

- Syndicus: een natuurlijk persoon of een rechtspersoon (professioneel of vrijwillig) die door de algemene vergadering van mede-eigenaars wordt aangesteld om de mede-eigendom te vertegenwoordigen en de gemeenschappelijke delen van het gebouw te beheren en te besturen.

Artikel 2 – Voorwerp

Dit reglement bepaalt de werkingsregels voor de oprichting en de werking van de pilootgroepen die worden samengesteld in het kader van het project Renov'Ett.

Het verduidelijkt de rechten en verplichtingen van de deelnemers en de rol van de Gemeente en, indien van toepassing, van andere betrokken actoren, binnen deze begeleidingsaanpak voor collectieve/gegroepeerde energierenovatie van particuliere woningen.

Artikel 3 – Doel

Om dynamieken van collectieve/gegroepeerde energierenovatie van particuliere woningen op het grondgebied van de gemeente te testen, wil de Gemeente Etterbeek in het kader van het project Renov'Ett minstens twee pilootgroepen oprichten en begeleiden.

Het project Renov'Ett steunt op een vrijwillige en samenwerkingsgerichte aanpak.

De deelname aan de pilootgroepen is vrij en veronderstelt een actieve inzet van de deelnemers.

De groepsdynamiek berust op de betrokkenheid van iedereen en op wederzijds respect tussen de deelnemers.

De pilootgroepen vormen geen besluitvormend orgaan.

Deze groepen hebben als doel:

- Eigenaars van opbrengsteigendommen en syndici (beheerders van een mede-eigendom) samenbrengen en begeleiden bij hun projecten voor energierenovatie.

- De ontwikkeling van de energierenovatieprojecten ondersteunen en hun uitvoering vergemakkelijken.

- De uitwisseling van ervaringen stimuleren en, wanneer relevant, gegroepeerde renovatie-acties aanmoedigen.

- De toegang tot onafhankelijke expertise vergemakkelijken om het hoofd te kunnen bieden aan de uitdagingen die zich voordoen.

Artikel 4 – Werving van de pilootgroepen

De deelnemers aan de pilootgroepen worden aangeworven op basis van oproepen tot kandidaatstelling.

Deze oproepen bestaan uit een reeks vragen over:

- de identiteit van de kandidaat;
- de juridische situatie van de kandidaat ten aanzien van het gebouw;
- het adres en de algemene kenmerken van het gebouw dat in aanmerking komt voor de energierenovatie;
- de huidige toestand van het gebouw, inclusief de belangrijkste problemen die een belemmering vormen voor renovatie;
- de mate waarin de kandidaat al heeft nagedacht over de energierenovatie, inclusief het bestaan van energiediagnoses en eventuele werken die al werden uitgevoerd of gepland;
- de motivatie, de noden en de verwachtingen van de kandidaat.

Een oproep tot kandidaatstelling wordt gelanceerd bij de start van het project Renov'Ett en, indien nodig, later opnieuw, wanneer het college van burgemeester en schepenen dit noodzakelijk acht, met name in geval van een onvoldoende actieve deelnemerslijst en/of een ontoereikende reserve.

Het Bestuur staat in voor de bekendmaking en de logistieke organisatie van de oproepen tot kandidaatstelling.

Het Bestuur voorselecteert de kandidaten die in aanmerking komen, overeenkomstig de artikelen 5 tot 7 van dit reglement, om de samenstelling van de pilootgroepen aan het college van burgemeester en schepenen voor te leggen.

Artikel 5 – Criteria om in aanmerking te komen

- Een natuurlijk persoon of een rechtspersoon zijn; EN
- Houder zijn, in volle eigendom of in onverdeeldheid, van een zakelijk recht of een persoonlijk recht dat toelaat om renovatiewerken uit te voeren of te laten uitvoeren aan een privaat opbrengsteigendom dat niet is opgedeeld in kavels, dat moet worden gerenoveerd, gelegen is op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek en hoofdzakelijk bestemd is voor bewoning; OF syndicus zijn die optreedt in naam en voor rekening van de vereniging van mede-eigenaars (VME) van een private mede-eigendom gelegen op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek en hoofdzakelijk bestemd voor bewoning; EN
- Kunnen aantonen dat men beschikt over de nodige rechten of toelatingen om de geplande energierenovatiewerken aan de betrokken woningen te kunnen uitvoeren; EN

- Een volledige en ontvankelijke kandidatuur hebben ingediend, binnen de opgelegde termijnen en overeenkomstig de procedures en voorwaarden vermeld in de oproep tot kandidaatstelling.

De criteria moeten gedurende de volledige deelnameperiode aan de pilootgroep vervuld blijven. Het niet-naleven van één van deze criteria leidt tot uitsluiting van de deelnemer uit de pilootgroep.

Artikel 6 – Selectiecriteria

- De relevantie en volledigheid van de antwoorden die werden gegeven op de vragen in de oproep tot kandidaatstelling, met name over de huidige toestand van het gebouw, de mate waarin de kandidaat al heeft nagedacht over energierenovatie en zijn motivatie; EN
- Het vermogen van de kandidaat om actief en op een constructieve manier deel te nemen aan de collectieve aanpak; EN
- De samenhang van de gevormde groepen, onder meer in relatie tot de typologie van de betrokken gebouwen.
- De Gemeente behoudt zich het recht voor om alle verduidelijkingen of bijkomende informatie te vragen aan kandidaten die hebben gereageerd op een oproep tot kandidaatstelling.

Artikel 7 – Procedure voor de samenstelling van de groepen

De oproepen tot kandidaatstelling worden onderzocht door een selectiecomité dat bestaat uit:

- De projectverantwoordelijke Renov'Ett;
- Een lid van de dienst Klimaatactieprogramma, anders dan de projectverantwoordelijke Renov'Ett;
- Een lid van de dienst Huisvesting;
- Een lid van de dienst Ruimtelijke Ordening;
- Een lid van de dienst Ontwikkeling en financiering van projecten;

Een quorum van 3 van de 5 leden is voldoende om te vergaderen en beslissingen te nemen. Elk lid van het selectiecomité dat een onverenigbaarheid of belangenconflict heeft in het kader van een kandidatuur wordt tijdelijk uitgesloten.

Er worden minstens twee pilootgroepen samengesteld.

- Een groep die de syndici van private mede-eigendommen samenbrengt;
- Een groep die de eigenaars in volle eigendom of in onverdeeldheid of houders van een zakelijk recht of persoonlijk recht dat hen toelaat renovatiewerken uit te voeren of te laten uitvoeren aan een privaat opbrengsteigendom samenbrengt.

De Gemeente ziet erop toe dat een groepsdynamiek behouden blijft die bevorderlijk is voor uitwisseling en wederzijdse ondersteuning. Daarom wordt vermeden dat groepen te

klein worden, wat de interacties zou beperken, of te groot, wat de werking zou bemoeilijken. Elke pilootgroep telt daarom maximaal 15 actieve deelnemers.

Voor elk van de twee pilootgroepen wordt, indien van toepassing, een reservelijst opgesteld, bestaande uit de geselecteerde kandidaturen die het aantal van 15 overschrijden.

Het selectiecomité legt zijn gemotiveerde voorstellen voor de samenstelling van de twee pilootgroepen en hun eventuele reservelijsten voor aan het college van burgemeester en schepenen.

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de samenstelling, die het bekrachtigt, wijzigt of weigert, op basis van het advies van het selectiecomité.

De beslissing van het college van burgemeester en schepenen wordt door de dienst Klimaatactieprogramma individueel via e-mail meegedeeld aan de geselecteerde en niet-geselecteerde kandidaten.

Het Bestuur of het college van burgemeester en schepenen kan, op elk moment tijdens de werking van de pilootgroep, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon uitnodigen om bepaalde vergaderingen bij te wonen als expert, wanneer het op gemotiveerde wijze oordeelt dat diens deelname relevant is voor het bereiken van de doelstellingen van het project Renov'Ett.

Artikel 8 – Vergaderingen van de pilootgroepen

Het Bestuur organiseert de vergaderingen van de pilootgroepen.

De vergaderingen kunnen verschillende vormen aannemen, waaronder:

- gezamenlijke sessies,
- workshops,
- terreinbezoeken,
- permanenties,
- individuele begeleiding.

Ter indicatie: elke pilootgroep komt ongeveer vier keer per jaar samen, wat neerkomt op ongeveer acht bijeenkomsten tussen de eerste vergadering en het einde van het project, vastgelegd op 31 december 2028. De Gemeente behoudt zich het recht voor het aantal vergaderingen aan te passen in functie van de noden van het project, de feedback van de deelnemers en haar organisatorische of budgettaire beperkingen.

De vergaderingen vinden fysiek plaats in de lokalen van het gemeentebestuur van Etterbeek of op een andere locatie die door het Bestuur wordt bepaald wanneer dit nodig wordt geacht. Ze worden bij voorkeur 's avonds georganiseerd, of uitzonderlijk in het weekend, om de deelname van personen met een beroepsactiviteit te vergemakkelijken. Sommige vergaderingen, vooral wanneer ze gebouw- of werfbezoeken omvatten, kunnen op locatie plaatsvinden.

De uitnodiging en de agenda worden minstens veertien dagen voor de vergadering via e-mail verstuurd, behalve in dringende gevallen. De pilootgroepen komen geldig samen ongeacht het aantal aanwezige deelnemers. Wanneer echter een lage opkomst wordt

verwacht, behoudt het Bestuur zich het recht voor de vergadering uit te stellen en binnen een redelijke termijn een nieuwe vergadering te organiseren, om de deelname van zoveel mogelijk personen te bevorderen.

Onverminderd bovenstaande bepalingen kan het Bestuur, volledig naar eigen inzicht, beslissen dat bepaalde vergaderingen online plaatsvinden wanneer deze vorm passend of meer aangewezen wordt geacht.

Artikel 9 – Prestaties

Met inachtneming van de geldende regelgeving, met name inzake overheidsopdrachten, biedt de gemeente in het kader van dit reglement interne of externe diensten aan. De aard, omvang en uitvoeringsmodaliteiten ervan worden door de gemeente bepaald in functie van de behoeften van het project.

Binnen de grenzen van de beschikbare middelen en afhankelijk van de noden van het project, biedt de Gemeente de deelnemers, indicatief en niet-uitputtend, de volgende vormen van begeleiding aan:

- terbeschikkingstelling van technische informatie,
- raadpleging of tussenkomst van deskundigen,
- organisatie van bezoeken aan gebouwen,
- analyse van offertes,
- uitwerking van een meerjarenplan voor energierenovatiewerken,
- methodologische begeleiding,
- opstellen van rapporten, technische fiches en verslagen,
- ter beschikkingstelling van diensten en tools, waaronder online hulpmiddelen zoals discussiegroepen, simulators, calculators of enquêtes.

Artikel 10 – Aanwezigheid en engagement van de deelnemers

De deelname aan de pilootgroepen veronderstelt een actieve en regelmatig inzet gedurende de volledige begeleidingsperiode.

Om de kwaliteit van de collectieve aanpak te waarborgen, verbindt elke deelnemer zich ertoe minstens 70% van de vergaderingen en activiteiten bij te wonen die worden georganiseerd binnen de pilootgroep waarbij hij is ingeschreven.

Bij verhindering brengt de deelnemer de contactpersoon van het project binnen het Bestuur zo snel mogelijk op de hoogte.

Na de selectie van hun kandidatuur formaliseren de deelnemers hun deelname en engagement door het ondertekenen van een Verbintenischarter.

De deelnemers die de groep verlaten overeenkomstig artikel 12 van dit reglement of die de voorwaarden van aanwezigheid en engagement zoals bepaald in dit artikel niet naleven kunnen worden vervangen door een reservedeelnemer, op voorstel van het Bestuur.

Artikel 11 – Vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens

De Gemeente en de deelnemers verbinden zich ertoe de vertrouwelijkheid te respecteren van alle informatie, met name persoonsgegevens of technische gegevens, die binnen de pilootgroepen wordt uitgewisseld, wanneer de openbaarmaking ervan niet uitdrukkelijk werd toegestaan.

Persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) (Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016) en met de regels die van toepassing zijn binnen de Gemeente.

De volgende gegevens worden verwerkt: naam, voornaam, adres van het betrokken goed, gesproken taal, telefoonnummer, e-mailadres, eigendomsstatuut.

De gegevens worden gebruikt voor: de samenstelling van de pilootgroepen, het in contact brengen van onderaannemers met de deelnemers van de pilootgroepen in het kader van renovatieprojecten, het opnieuw contacteren van kandidaten in het kader van de evaluatie van het project.

De gegevens worden uitsluitend doorgegeven aan onderaannemers en enkel voor de geselecteerde deelnemers.

De gegevens worden bewaard gedurende vijf jaar vanaf de selectie van de kandidaten. Indien de gegevens enkel worden verwerkt in het kader van het opstellen van een reservelijst, worden ze maximaal twee jaar bewaard.

De wet geeft de betrokken persoon het recht om:

- Duidelijke informatie te ontvangen over de verwerking van zijn gegevens;
- Een aanpassing van zijn gegevens te vragen;
- Een kopie van de gegevens te verkrijgen;
- De schrapping van de gegevens te vragen, voor zover er geen verplichting bestaat om deze gegevens te bewaren;
- De opschorting van de verwerking te vragen (zonder verwijdering);
- Zijn toestemming voor toekomstige verwerking in te trekken.

De betrokken persoon kan alle vragen over de verwerking van persoonsgegevens indienen via het volgende adres: dpo@etterbeek.brussels

Als de betrokken persoon nog altijd niet tevreden is, kan hij een klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit op de volgende website: www.gegevensbeschermingsautoriteit.be

Artikel 12 – Begin en einde van de deelname

De effectieve deelname aan de pilootgroepen begint bij de ondertekening van het Verbintenischarter en kan eindigen:

- Op elk moment op schriftelijk verzoek van de deelnemer;

- Bij de afsluiting van het project Renov'Ett (31 december 2028);
- Bij niet-naleving van dit reglement (met name artikel 10) of van het Verbintenischarter, op beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 13 – Inschakeling van externe dienstverleners

Het Bestuur kan de voorbereiding, de organisatie en de opvolging van de vergaderingen van de pilootgroepen geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan een gespecialiseerde dienstverlener, geselecteerd overeenkomstig de toepasselijke regels over overheidsopdrachten.

De dienstverleners die binnen het project optreden voeren hun opdracht uit met objectiviteit, onpartijdigheid en met respect voor het principe van afwezigheid van belangenconflicten.

Zij verbinden zich ertoe om aan de Gemeente elke situatie te melden die een belangenconflict vormt of zou kunnen doen ontstaan in het kader van hun opdracht.

De dienstverleners mogen hun tussenkomst in het project, noch de informatie of contactgegevens die zij daarbij verkrijgen, gebruiken voor commerciële prospectie of promotie van hun eigen diensten, behalve wanneer deze commerciële tussenkomst uitdrukkelijk is voorzien binnen het project, aan de deelnemers is meegedeeld en door hen is aanvaard.

Artikel 14 – Gebruik van de lessen uit het project

In het kader van het project Renov'Ett kan de Gemeente de lessen, ervaringen en resultaten die voortkomen uit de pilootgroepen benutten om bij te dragen aan de ontwikkeling, evaluatie en verspreiding van de projectresultaten.

Deze elementen kunnen onder meer worden gebruikt voor ervaringsterugkoppeling, communicatie, sensibilisering of replicatie van de aanpak, met respect voor de rechten van de deelnemers en de toepasselijke regels over de bescherming van persoonsgegevens.

Wanneer de informatie rechtstreeks betrekking heeft op de deelnemers of hun persoonlijke situatie, wordt deze informatie, wanneer nodig, geanonimiseerd of geaggregeerd gebruikt.

De deelname aan het project houdt geen overdracht in aan de Gemeente van de intellectuele eigendomsrechten die deelnemers of derden bezitten op documenten, studies, plannen of andere inhoud die zij zelf hebben geproduceerd of bezorgd in het kader van het project.

Artikel 15 – Rol en verantwoordelijkheden

De Gemeente treedt in het kader van het project Renov'Ett op als coördinator, facilitator en begeleider van zowel de collectieve aanpak als de individuele projecten van de deelnemers.

Zij treedt niet op als bouwheer, architect, aannemer, studiebureau, financieel adviseur of enige andere professional die belast is met het ontwerp, de financiering, de uitvoering of

de opvolging van de werken.

De informatie, adviezen of richtlijnen die in het kader van het project worden verstrekt hebben tot doel de deelnemers te ondersteunen in hun denkproces en stappen. Ze zijn geen vervanging voor, in voorkomend geval, de studies, diagnoses, vergunningen, adviezen of prestaties die moeten worden uitgevoerd door bevoegde professionals.

De deelnemers blijven zelf volledig verantwoordelijk voor alle beslissingen over hun individuele project, onder meer de aard en opportuniteit van de werken, de keuze van professionals en dienstverleners, de financieringsmodaliteiten en de uitvoering en opvolging van de werken.

De Gemeente kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade, verlies of nadeel dat voortvloeit uit beslissingen die door de deelnemers worden genomen naar aanleiding van de aangeboden begeleiding, noch voor prestaties, werken of interventies die later worden uitgevoerd in hun individuele project door derde dienstverleners of dienstverleners die zij hebben ontmoet in het kader van Renov'Ett.

De deelname aan het project vormt geen garantie voor de uitvoering van de werken, noch voor hun kostprijs, financiering, prestaties of resultaten.

Artikel 16 – Wijzigingen

De gemeenteraad behoudt zich het recht voor om dit reglement te wijzigen wanneer dat nuttig of noodzakelijk blijkt om rekening te houden met de lessen die uit het pilootproject worden getrokken.

Artikel 17 – Interpretatieconflict en geschil

Alle interpretatieconflicten over deze bepalingen of alle situaties die niet zijn voorzien in dit reglement vallen onder de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 18 – Communicatie et contact

Elke kandidaat of elk lid van een pilootgroep, ongeacht of hij/zij een effectieve deelnemer of reservedeelnemer is, is verplicht de Administratie onverwijld op de hoogte te brengen van elke wijziging in zijn/haar situatie die van invloed kan zijn op zijn/haar ontvankelijkheid of deelname aan het project, met name in geval van een wijziging van adres, statuut, rechten op het betrokken goed of van een significante evolutie van zijn/haar project voor energierenovatie.

Als u vragen hebt, kunt u contact opnemen met de contactpersoon van het project Renov'Ett via e-mail naar renovett@etterbeek.brussels

Artikel 19 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na haar bekendmaking via aanplakking.

Verbintenischarter van de deelnemers – Project Renov'Ett

Dit Verbintenischarter geeft uitdrukking aan de verbintenissen van de deelnemers om de goede werking van de pilootgroepen van het project Renov'Ett te waarborgen. Zij vormt een aanvulling op het "Reglement over de deelname aan de pilootgroepen in het kader van het project Renov'Ett" (hierna het "Reglement").

Ik, ondergetekende, (Voornaam / Naam)
_____

(Hieronder aankruisen om de eigen situatie aan te duiden)

☐ Eigenaar of houder van een zakelijk recht, in de zin van artikel 1 van het Reglement, van een opbrengsteigendom op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek, gelegen op het adres:
_____

☐ Syndicus, in de zin van artikel 1 van het Reglement, handelend in naam en voor rekening van de vereniging van mede-eigenaars van een mede-eigendom op het grondgebied van de Gemeente Etterbeek, gelegen op het adres:

_____

- Verklaar kennis te hebben genomen van het Reglement en de bepalingen ervan te aanvaarden;
- Erken dat het project Renov'Ett en zijn pilootgroepen steunen op een vrijwillige, samenwerkingsgerichte en op vertrouwen gebaseerde aanpak.
- Verbind mij ertoe actief bij te dragen aan het goede verloop van de pilootgroep waaraan ik deelneem.
- Begrijp en erken dat de Gemeente uitsluitend optreedt als facilitator en begeleider van de individuele projecten van de deelnemers. Zij treedt niet op als bouwheer, architect, aannemer, studiebureau of financieel adviseur. De beslissingen over de aard van de werken, de keuze van dienstverleners, de financiering en de uitvoering ervan behoren uitsluitend toe aan de deelnemers.
- Begrijp en erken dat de Gemeente in geen geval aansprakelijk is voor enige schade, nadeel of ongemak dat door deelnemers wordt geleden in het kader van het project Renov'Ett.
- Begrijp dat mijn deelname geen recht geeft op honoraria, vergoedingen of andere financiële compensaties, onverminderd eventuele ondersteuningsmaatregelen die later door de Gemeente zouden kunnen worden ingevoerd.

Door aan te sluiten bij een pilootgroep, verbind ik mij ertoe:

- Mijn ervaring te delen met de andere leden van de groep.

- Constructief bij te dragen aan de uitwisselingen, in een geest van respect en wederkerigheid.
- Op vraag van de Gemeente de documenten te bezorgen die nuttig zijn voor de uitvoering van het project Renov'Ett (EPB-attest, quickscan, plannen, offertes, foto's, enz.).
- De Gemeente onmiddellijk te informeren wanneer zich wijzigingen voordoen die mijn deelname kunnen beïnvloeden, met name wanneer mijn persoonsgegevens wijzigen, wanneer mijn rechten op het betrokken gebouw wijzigen of wanneer mijn renovatieproject aanzienlijk evolueert.
- De vertrouwelijkheid te respecteren van de situaties die door andere deelnemers worden gedeeld.
- Aan minstens 80% van de vergaderingen en activiteiten deel te nemen die binnen mijn pilootgroep worden georganiseerd.
- De contactpersoon van het project binnen het Bestuur tijdig te verwittigen in geval van afwezigheid.
- Bij te dragen aan de uitwisselingen met de Gemeente in het kader van de opvolging en evaluatie van het project Renov'Ett of om geïnformeerd te worden over andere mogelijke begeleidingsmaatregelen.

☐ (Aankruisen om toestemming te geven) Ik geef de Gemeente Etterbeek toestemming om foto's te nemen waarop ik zichtbaar kan zijn in het kader van de activiteiten van het project Renov'Ett.

☐ (Aankruisen om toestemming te geven) Ik geef de Gemeente Etterbeek toestemming om deze foto's te gebruiken en te verspreiden voor doeleinden van informatie, communicatie en valorisatie van het project, onder meer via haar communicatiemiddelen of haar website.

Deze toestemming wordt kosteloos verleend, voor de duur van het project en voor een redelijke periode na afloop ervan, met respect voor mijn waardigheid en mijn privéleven. Ik erken dat ik over dit gebruik werd geïnformeerd en dat ik mijn toestemming op elk moment kan intrekken voor toekomstige toepassingen, zonder dat dit afbreuk doet aan het gebruik dat al heeft plaatsgevonden.

Opgemaakt in _____, op ____/_____/_____

Handtekening voorafgegaan door de vermelding "Gelezen en goedgekeurd".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Document_Aucune demande d'acte2487162289662185412.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

14.09.2026/A/0020 **Régie Foncière - Compte 2025.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle Loi Communale organisant les Régies communales ;

Vu les articles 63 à 69 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973 ;

Vu le compte budgétaire 2025 dressé par le Trésorier de la Régie ;

Vu les comptes annuels au 31/12/2025 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/09/2026 décidant d'approuver l'affectation provisoire du résultat.

DECIDE d'approuver :

1. le compte budgétaire 2025

2. le compte de résultat et le bilan au 31/12/2025

Le Conseil approuve le projet de délibération.
Vote sur l'amendement : à l'unanimité.
Vote sur le texte amendé :
29 votants : 29 votes positifs.

Regie van Grondbeleid - Rekening 2025.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikel 63 tot 69 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06/11/2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973;

Gezien de begrotingsrekening over 2025 opgesteld door de penningmeester van de Regie;

Gezien de jaarlijkse rekeningen op 31/12/2025;

Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 10 september

2026, waarin wordt besloten de voorlopige bestemming van het resultaat goed te keuren.

BESLIST:

1. de begrotingsrekening over 2025

2. de resultatenrekening en de balans op 31/12/2025

goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
Stemming op het amendement : unaniem.
Stemming op de gemandeerde tekst :
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

AMENDEMENT COLLEGE 10.09.2026:
Ajout du dernier considérant :
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/09/2026 décidant d'approuver l'affectation provisoire du résultat.
AMENDEMENT COLLEGE 10.09.2026:
Toevoeging van de laatste overweging:
Gezien het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 10 september 2026, waarin wordt besloten de voorlopige bestemming van het resultaat goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage
Compte 2025_CBE_.pdf

14.09.2026/A/0021 **Régie foncière – Règlement d'attribution des logements communaux – Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 112, 114, 117 et 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement, notamment ses articles 26 à 32 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales, notamment son article 10 ;

Vu le règlement d'attribution des logements communaux adopté par le Conseil communal le 31 mai 2021, tel que modifié ultérieurement ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'attribution des logements communaux approuvé par le Conseil communal le 3 juin 2019 ;

Considérant que l'article 28*bis* du Code bruxellois du logement prévoit que les logements appartenant aux communes sont attribués sur avis conforme d'une commission indépendante dont le Conseil communal détermine la composition et le mode de fonctionnement ;

Considérant qu'il convient d'organiser la composition de la Commission de manière à garantir son indépendance ainsi que l'expertise sociale et juridique nécessaire à l'examen des candidatures ;

Considérant qu'à cette fin, il convient de confier la présidence de la Commission à un attaché-juriste et de prévoir, à ses côtés, la présence du fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière et de trois travailleurs sociaux ;

Que la présidence exercée par un attaché-juriste contribue au respect du cadre légal et réglementaire, des principes d'égalité et de non-discrimination ainsi que des exigences relatives à la motivation formelle des actes administratifs ;

Que la présence du fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière permet à la Commission de disposer de la connaissance administrative et technique nécessaire du patrimoine communal et des procédures de mise en location ;

Que la présence de trois travailleurs sociaux permet une appréciation collégiale des situations sociales, notamment dans le cadre des demandes fondées sur une situation d'extrême urgence ;

Considérant qu'il convient de préciser les règles relatives à l'indépendance et à l'impartialité des membres, au quorum, à l'adoption des avis et au traitement des situations dans lesquelles un membre a lui-même établi le rapport social soumis à la Commission ;

Attendu que les membres de la Commission sont amenés à prendre connaissance de données personnelles, familiales, sociales, médicales, patrimoniales et financières relatives aux candidats locataires et aux locataires ;

Considérant qu'il convient d'encadrer l'accès à ces informations et de rappeler les obligations de secret professionnel, de discrétion et de confidentialité qui s'attachent à leur traitement ;

Considérant que la modification de l'article 8 nécessite également l'adaptation des articles 7, 10 et 11 du règlement ainsi que l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur adapté ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er

L'article 7, § 3, du règlement d'attribution des logements communaux est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Collège des bourgmestre et échevins attribue le logement, sur avis conforme de la Commission d'attribution visée à l'article 8, au candidat locataire inscrit au registre qui est le mieux classé parmi les candidats ayant adressé une réponse positive dans les formes et délais prévus au § 1er.

Lorsqu'il est fait application de l'article 10, le Collège attribue le logement au candidat désigné conformément à la procédure dérogatoire qui y est prévue.

L'avis conforme de la Commission est écrit et motivé. Il désigne nominativement le

candidat proposé et mentionne les éléments objectifs ayant déterminé son classement. »

Article 2

L'article 7, § 7, du même règlement est abrogé.

L'article 7, § 8, est remplacé par la disposition suivante :

« § 8. Toute décision d'attribution est formellement motivée.

Le Collège des bourgmestre et échevins notifie aux candidats locataires non retenus visés au § 1er les motifs de la non-attribution ainsi que les voies et délais de recours, par courrier recommandé ou par tout autre moyen permettant d'établir la réception du courrier et sa date. »

Article 3

L'article 8 du même règlement est intégralement remplacé par la disposition suivante :

« Article 8 – Commission indépendante d'attribution

§ 1er. Composition

La Commission indépendante d'attribution est composée de cinq membres :

1° un attaché-juriste désigné par le Conseil communal parmi les agents communaux, qui la préside ;

2° le fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière ;

3° trois travailleurs sociaux désignés par le Conseil communal parmi les travailleurs sociaux employés par la Commune d'Etterbeek ou par le Centre public d'action sociale d'Etterbeek.

La désignation d'un travailleur social employé par le Centre public d'action sociale intervient, s'il y a lieu, avec l'accord préalable de celui-ci.

Le fonctionnaire qui remplace le fonctionnaire chargé de la direction de la Régie foncière assure également son remplacement au sein de la Commission.

Pour le président et chacun des travailleurs sociaux, le Conseil communal désigne un suppléant répondant aux mêmes conditions de qualité et de compétence que le membre effectif.

Le suppléant de l'attaché-juriste assure la présidence de la Commission en cas d'empêchement ou de remplacement de celui-ci.

Les membres sont choisis parmi les personnes n'exerçant aucun mandat politique.

§ 2. Indépendance et impartialité

Les membres sont désignés en raison de leurs compétences professionnelles et exercent leur mission en toute indépendance.

Le membre qui présente un intérêt personnel, direct ou indirect, dans un dossier, ou dont l'indépendance ou l'impartialité pourrait raisonnablement être mise en doute, en informe le président et ne participe ni à l'échange de vues ni à l'adoption de l'avis

concernant ce dossier. Lorsqu'il s'agit d'un membre effectif, son suppléant le remplace.

Lorsque cette situation concerne le président, son suppléant assure la présidence pour l'examen du dossier concerné.

Le membre effectif ou suppléant qui a établi le rapport social soumis à la Commission ne participe ni à l'échange de vues ni à l'adoption de l'avis concernant ce dossier.

Il peut être entendu par la Commission en sa qualité d'auteur du rapport afin d'en présenter le contenu et de répondre aux demandes d'éclaircissement. Il se retire ensuite pendant l'échange de vues et l'adoption de l'avis.

Lorsqu'il s'agit d'un membre effectif, son suppléant le remplace pour l'examen du dossier concerné.

Le membre qui ne participe pas à l'examen du dossier en application du présent paragraphe n'est pas pris en compte pour le calcul du quorum relatif à ce dossier.

§ 3. Réunions

Le président convoque la Commission chaque fois qu'un logement vacant doit être attribué ainsi que dans les autres cas où son avis est requis par le présent règlement.

La Commission délibère valablement lorsque tous les membres effectifs et, en cas d'empêchement de ceux-ci, leurs suppléants ont été régulièrement convoqués et qu'au moins deux tiers des membres appelés à participer à l'examen du dossier sont présents.

Le résultat du calcul du quorum est arrondi à l'unité supérieure.

Les réunions se tiennent à huis clos.

§ 4. Examen des dossiers

La Commission examine les candidatures au regard :

1° du registre des candidats locataires ;

2° du caractère adapté du logement ;

3° de l'ordre de classement établi conformément au présent règlement ;

4° des conditions particulières applicables au logement concerné ;

5° des circonstances particulières prises en considération dans les cas prévus aux articles 10 et 11.

Lorsqu'elle examine une demande de dérogation visée à l'article 10, la Commission se prononce sur la base d'un rapport social établi par un travailleur social employé par la Commune, par le Centre public d'action sociale ou par un service social extérieur.

Il en va de même lorsqu'une demande ou une proposition de mutation visée à l'article 11 est fondée, en tout ou en partie, sur des considérations sociales ou de santé.

Ce rapport contient les seules informations adéquates, pertinentes et nécessaires à l'accomplissement de la mission de la Commission.

§ 5. Avis

La Commission rend un avis conforme, écrit et motivé désignant nominativement le candidat auquel elle propose d'attribuer le logement.

La Commission recherche prioritairement un consensus entre les membres participant valablement à l'examen du dossier. Le consensus implique l'accord de tous les membres présents sur le candidat proposé ainsi que sur le contenu et la motivation de l'avis.

Lorsque le consensus est atteint, l'avis mentionne son adoption par consensus.

Lorsque le président constate l'impossibilité d'atteindre un consensus, il soumet le projet d'avis au vote. L'avis est alors adopté à la majorité des deux tiers des membres présents participant valablement à l'examen du dossier.

L'avis adopté est transmis au Collège des bourgmestre et échevins en vue de l'adoption, à huis clos, de la décision d'attribution.

Lorsqu'un projet d'avis ne recueille pas la majorité requise, le président reporte l'examen du dossier à une réunion ultérieure. Le procès-verbal constate ce report sans attribuer nominativement aux membres les positions exprimées au cours de l'échange de vues ou du vote.

§ 6. Secret professionnel et confidentialité

Les membres effectifs et suppléants sont tenus au respect du secret professionnel pour toutes les informations qui leur sont confiées ou dont ils prennent connaissance en raison de leur profession, de leur fonction ou de leur mission au sein de la Commission.

Ils sont également tenus à une obligation stricte de discrétion et de confidentialité concernant les dossiers, les échanges de vues, les avis, les procès-verbaux et les informations relatives aux candidats locataires et aux locataires, notamment les données personnelles, familiales, sociales, médicales, patrimoniales et financières.

Ils consultent et utilisent ces informations dans la seule mesure nécessaire à l'exercice de leur mission.

Ces obligations subsistent après la cessation de leurs fonctions au sein de la Commission.

§ 7. Procès-verbal

Un procès-verbal est établi pour chaque réunion. Il mentionne :

1° la date de la réunion ;

2° l'identité et la qualité des membres présents ou remplacés ;

3° les retraits et remplacements intervenus en application du § 2 ;

4° le quorum applicable et le nombre de membres ayant participé à l'examen de chaque dossier ;

5° l'identité des candidats dont les dossiers ont été examinés ;

6° les éléments objectifs pris en considération ;

7° le contenu et la motivation de l'avis ;

8° l'adoption de l'avis par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents, en précisant le résultat du vote, ou le report de l'examen du dossier.

Le procès-verbal est signé par les membres ayant participé à la réunion.

§ 8. Règlement d'ordre intérieur

La Commission établit un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Conseil communal.

Ce règlement précise les modalités de convocation, de remplacement, de préparation et de transmission des dossiers, d'audition des travailleurs sociaux, de rédaction et de conservation des procès-verbaux et des avis ainsi que les mesures destinées à garantir la confidentialité et la sécurité des données. »

Article 4

L'article 10 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10 – Dérogations et exceptions à l'ordre chronologique

Dans les cas suivants, le Collège des bourgmestre et échevins attribue le logement suivant la procédure dérogatoire, sur avis conforme, écrit et motivé de la Commission d'attribution :

1° lorsqu'il est fait application du régime dérogatoire visé à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017, sur la base d'une convention ou d'un acte unilatéral à portée générale ayant reçu l'avis conforme du Gouvernement ;

2° lorsque le demandeur se trouve dans une situation d'extrême urgence attestée et motivée par un travailleur social ;

3° lorsque le logement est adapté à l'usage d'une personne reconnue handicapée ;

4° lorsque le logement est conçu pour des personnes âgées et bénéficie de services spécifiques ;

5° lorsque l'attribution intervient dans le cadre d'une mutation ;

6° lorsque l'attribution intervient dans le cadre d'un plan de relogement concernant des logements gérés par l'opérateur immobilier public et destinés à être réhabilités.

La demande fondée sur une situation d'extrême urgence est introduite par un travailleur social et expose les circonstances particulières justifiant la dérogation. Le travailleur social qui a établi la demande peut solliciter d'être entendu par la Commission afin de lui présenter les éléments nécessaires à l'appréciation de la situation.

L'avis de la Commission et la décision du Collège exposent les circonstances justifiant la dérogation. Celle-ci est mentionnée en marge du registre. »

Article 5

L'article 11, § 2, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La Régie foncière peut proposer une mutation à un locataire dont le logement

est manifestement suradapté, c'est-à-dire lorsqu'il comporte au moins une chambre excédentaire par rapport à la composition actuelle du ménage.

La Commission d'attribution apprécie la pertinence de la mutation au regard de l'intérêt général, de la disponibilité des logements et de la situation particulière du ménage.

Le Collège des bourgmestre et échevins attribue le nouveau logement sur avis conforme, écrit et motivé de la Commission. »

Article 6

L'article 11, § 5, du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Le locataire qui refuse un logement adapté, que celui-ci ait été demandé par lui ou proposé par la Régie foncière, transmet un refus écrit et motivé à la Régie foncière dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la visite du logement.

Le refus est adressé par lettre recommandée, par courrier électronique permettant d'établir sa réception ou par dépôt contre accusé de réception.

Le Collège des bourgmestre et échevins examine le refus conformément à l'article 9.

Le locataire dont la demande de mutation est radiée peut introduire une nouvelle demande à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la notification de la décision. »

Article 7

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'attribution des logements communaux approuvé par le Conseil communal le 3 juin 2019 est abrogé à la date d'installation de la Commission constituée conformément au nouvel article 8 du règlement d'attribution.

Le Collège des bourgmestre et échevins soumet au Conseil communal un nouveau règlement d'ordre intérieur conforme à la présente décision.

Article 8

Les désignations effectuées sur la base de l'ancienne version de l'article 8 du règlement d'attribution prennent fin à la date d'installation de la Commission constituée conformément à la présente décision.

Le Collège des bourgmestre et échevins soumet au Conseil communal les propositions de désignation :

- des trois travailleurs sociaux effectifs ;
- de leurs suppléants ;
- de l'attaché-juriste effectif ;
- de son suppléant.

La décision de désignation mentionne, pour chaque membre, sa qualité professionnelle et le service ou l'institution auprès duquel il est employé.

Article 9

La Commission constituée conformément au nouvel article 8 entre en fonction à la date de son installation.

À compter de cette date, elle examine les nouvelles propositions d'attribution ainsi que les procédures d'attribution en cours pour lesquelles le Collège des bourgmestre et échevins n'a pas encore adopté de décision définitive.

Article 10

Le Collège des bourgmestre et échevins est chargé :

- d'établir le texte coordonné du règlement d'attribution des logements communaux ;
- d'assurer sa publication conformément aux articles 112 et 114 de la Nouvelle loi communale ;
- de publier la version coordonnée du règlement sur le site internet communal ;
- de communiquer le règlement modifié et sa version coordonnée à l'administration régionale chargée du logement ;
- d'accomplir les formalités requises dans le cadre de la tutelle administrative.

Article 11

La présente décision entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication, conformément à l'article 114 de la Nouvelle loi communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Regie van Grondbeleid - Toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen – Wijzigingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Sécurité routière - Verkeersveiligheid

14.09.2026/A/0022 **Convention avec la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) pour la subvention pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel Mobilité durable - volet B 'Vivre la Ville' en 2026.**

Le Conseil communal,

Vu l'appel à projets « Mobilité durable » lancé par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) pour l'année 2026, comportant un volet B « Vivre la Ville » destiné à soutenir des actions de sensibilisation à la mobilité active et durable ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25/06/2026 validant la

candidature de la commune d'Etterbeek à l'appel à subsides de Bruxelles Mobilité, et notamment à son volet B « Vivre la Ville » ;

Considérant que le projet déposé par la commune consiste en l'organisation, durant la Semaine de la Mobilité de septembre 2027 (à l'exclusion de la Journée Sans Voiture, non éligible et prise en charge sur fonds propres communaux), d'une série d'activités de sensibilisation à la mobilité active et durable : la projection de deux documentaires (l'un à destination du public scolaire secondaire, l'autre du grand public, suivi d'un débat), une fête d'école de la Mobilité, une bourse aux vélos, une promenade à pied thématique « Ville 30 », l'animation participative « Babbelbike » et une conférence grand public ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans la politique communale de mobilité axée sur les modes actifs et le principe STOP (Piéton – Vélo – Transports en commun – Voiture), et vise à raviver l'intérêt des Etterbeekois•es pour les déplacements actifs, à susciter le débat autour du partage de l'espace public et à sensibiliser dès le plus jeune âge, afin d'encourager un report modal et de réduire la pression automobile ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) a marqué son accord sur l'octroi, à cet effet, d'une subvention d'un montant de 4.076,00 €, et a établi la convention référencée SUP26.1476 réglant les modalités de cet octroi ;

Considérant que la période de couverture de la subvention débute le 28/04/2027 et se termine le 30/09/2027 ;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches — une première tranche de 2.445,60 € et le solde de 1.630,40 € — et que le dossier complet de justificatifs devra être introduit au plus tard le 30/03/2028 ;

Considérant que la présente convention est conclue sous la condition suspensive de son approbation par le Conseil communal et de la non-annulation de cette décision, dans le délai légal, par l'autorité de tutelle sur les pouvoirs locaux ;

Vu l'invitation de Bruxelles Mobilité (Service public régional de Bruxelles) à signer la convention SUP26.1476, jointe en annexe à la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide d'approuver la convention SUP26.1476 relative à l'octroi par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité) d'une subvention de 4.076,00 € dans le cadre de l'appel à projets « Mobilité durable » – volet B « Vivre la Ville » 2026, telle que reproduite ci-après :

CONVENTION

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,
Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune d' Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame

Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,
Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

il est convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de l'octroi au Bénéficiaire d'une subvention de la Région, d'un montant de 4.076,00 € conformément à l'arrêté ministériel du …….. 2026.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2. Objet de la subvention

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation d'actions de sensibilisation dans le cadre de l'appel Mobilité durable - volet B 'Vivre la Ville' en 2026.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif du projet : Organisation, durant la Semaine de la Mobilité de septembre 2027 (à l'exclusion de la Journée Sans Voiture, non éligible et prise en charge sur fonds propres communaux), d'une série d'activités de sensibilisation à la mobilité active et durable sur le territoire d'Etterbeek. Reconduite et enrichie par rapport aux éditions précédentes, la programmation s'articule autour de six temps forts : la projection de deux documentaires (l'un à destination du public scolaire secondaire, l'autre du grand public, suivi d'un débat), une fête d'école de la Mobilité, une bourse aux vélos (achat, vente et réparation), une promenade à pied thématique « Ville 30 », l'animation participative « Babbelbike » et une conférence grand public. L'ensemble promeut les alternatives à la voiture de manière créative, conviviale et fédératrice, en soignant la transversalité (santé, diversité et égalité des genres).

Objectifs du projet : Conformément à la politique communale de mobilité axée sur les modes actifs et le principe STOP (Piéton – Vélo – Transports en commun – Voiture), le projet vise à raviver l'intérêt des Etterbeekois•es pour les déplacements actifs, à susciter le débat autour du partage de l'espace public et à sensibiliser dès le plus jeune âge, afin d'encourager un report modal et de réduire la pression automobile à Etterbeek et, plus largement, en Région de Bruxelles-Capitale. Par rapport aux éditions antérieures, l'édition 2027 renforce la dimension intergénérationnelle (deux projections distinctes), pérennise l'identité visuelle de la Semaine pour en améliorer la lisibilité et la reconnaissance, et consolide la collaboration entre services communaux et associations locales.

Indicateurs de réalisation : • Nombre et diversité des activités déployées durant la SMOB — résultat attendu : 6 activités de sensibilisation (2 projections-débats, une fête d'école, une bourse aux vélos, une promenade thématique « Ville 30 », une animation Babbelbike et une conférence grand public).• Publics mobilisés — résultat attendu : mobilisation conjointe du public scolaire secondaire (projection dédiée et fête d'école) et du grand

public (projection-débat en salle de 120 places, bourse aux vélos, conférence).• Partenariats activés — résultat attendu : implication effective d'au moins quatre partenaires associatifs et locaux (Elles tournent, Vitavovélo, Fietsbieb, écoles et comités de parents) et de six services communaux.• Visibilité et communication — résultat attendu : diffusion via l'ensemble des canaux communaux (site internet, page Facebook, « La Vie Etterbeekoise », affiches, flyers et panneaux) sur la base de l'identité visuelle pérennisée de la Semaine.
(+ pour chaque indicateur, préciser le résultat quantitatif ou qualitatif attendu)

Article 2.2. Budget
Le budget relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	**Total (TVAC)**	**A prendre en charge par la Région**	**Pris en charge par d'autres**		**Financés par des fonds propres**
			Nom	**Montant**	
Frais de fonctionnement	1.623,00 €	1.623,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de personnel	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de matériel*	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais administratifs	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	1.375,00 €	1.375,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de déplacement	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de séjour	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de promotion et publication	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de loyer et charges locatives	990,00 €	990,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Frais de nourriture	88,00 €	88,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Total	4.076,00 €	4.076,00 €		0,00 €	0,00 €

*l'achat de matériel dont l'utilisation dépasse la durée du projet (équipement électronique, etc.) est conditionné à une autorisation préalable, à solliciter via un formulaire spécifique disponible auprès d'aldepeint@sprb.brussels.

Article 3 - Durée

Conformément à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, l'action subventionnée ne peut être mise en œuvre par le bénéficiaire avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant la subvention et de la convention qui s'y rapporte. Par conséquent, la période de couverture de la subvention débute le 28/04/2027 **sous réserve de l'envoi de la notification de l'octroi de la subvention au plus tard à cette date** ; dans le

cas contraire, la période de couverture débute à la date d'envoi de la notification. Elle se termine le 30/09/2027.

Article 4 - Communication

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via info@sprb.brussels.

Le bénéficiaire informera Bruxelles Mobilité de la tenue des activités subventionnées, et l'invitera à assister aux moments-clés, notamment dans le cas d'une inauguration du projet ou d'un événement de clôture (voir coordonnées ci-dessous du Directeur Mobilité et Sécurité routière).

Article 5 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une **première tranche** de 2.445,60 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le **solde** de 1.630,40 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels et à cpickett@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- d u **dossier complet de justificatifs** envoyé à aldepeint@sprb.brussels, comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :
    - une copie de la déclaration de créance
    - le guide des subventions fourni en annexe 3
    - le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
    - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)
    - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni en annexe 6)
    - la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni en annexe 7)
    - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives à des fournitures livrées ou des prestations fournies pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais

concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale (pour les factures reçues via Peppol, cette mention sera apposée sur la copie).

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 30/03/2028 **selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

Article 6 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces :

- le nom du fournisseur
- la date de la pièce
- le montant hors TVA
- le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 7 - Contrôle des subventions

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

« ***Art. 165.*** *§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.*
Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.
Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.
Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.
§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166. *Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.*

Art. 167. *Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:*
1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;
2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;
3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166;
4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.
Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168. *Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.*
Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169. *Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.*
Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.
Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article. ».

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparait que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

Article 8 - Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

Article 10 - Marchés publics

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 11 - Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 12 - Demande de modification

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant **au plus tard 8 semaines** avant la fin de la période de couverture de la subvention. **La validité de l'avenant est conditionnée à sa signature par les deux parties avant la fin de la période de couverture de la subvention.**

Article 13 - Transmission des documents

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. **Pour la Région**
   Iris Tower
   Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière
   A l'attention de M. Bruno van Loveren, Directeur f.f.
   Place Saint-Lazare 2
   1035 BRUXELLES

2. **Pour le Bénéficiaire**
   La commune d' Etterbeek
   Avenue d'Auderghem 113,
   1040 Etterbeek.

Article 14 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.
Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..

Pour la commune d' Etterbeek
Vincent De Wolf, Bourgmestre
Annick Petit, Secrétaire communale

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Directeur général de Bruxelles Mobilité
ir. Christophe Vanoerbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Traduction en cours

De Gemeenteraad,

Gelet op de projectoproep "Duurzame mobiliteit" gelanceerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) voor het jaar 2026, met een luik B "Beleef de Stad" bestemd voor de ondersteuning van sensibiliseringsacties rond actieve en duurzame mobiliteit;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25/06/2026 die de kandidatuur van de gemeente Etterbeek voor de subsidieoproep van Brussel Mobiliteit, en met name voor luik B "Beleef de Stad", valideert;

Overwegende dat het door de gemeente ingediende project bestaat uit de organisatie, tijdens de Week van de Mobiliteit van september 2027 (met uitzondering van de Autoloze Zondag, die niet in aanmerking komt en met eigen gemeentelijke middelen wordt bekostigd), van een reeks sensibiliseringsactiviteiten rond actieve en duurzame mobiliteit: de vertoning van twee documentaires (de ene bestemd voor het secundair schoolpubliek, de andere voor het grote publiek, gevolgd door een debat), een schoolfeest van de Mobiliteit, een fietsbeurs, een thematische wandeling "Stad 30", de participatieve animatie "Babbelbike" en een publiekslezing;

Overwegende dat dit project kadert in het gemeentelijk mobiliteitsbeleid dat gericht is op de actieve vervoerswijzen en op het STOP-principe (Stappen – Trappen – Openbaar vervoer – Privévervoer), en tot doel heeft de belangstelling van de Etterbekenaren voor actieve verplaatsingen aan te wakkeren, het debat rond het delen van de openbare ruimte op gang te brengen en van jongs af aan te sensibiliseren, teneinde een modale verschuiving aan te moedigen en de automobiliteitsdruk te verminderen;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) zijn akkoord heeft gegeven voor de toekenning, daartoe, van een subsidie ten bedrage van 4.076,00 €, en de overeenkomst met referentie SUP26.1476 heeft opgesteld die de modaliteiten van deze toekenning regelt;

Overwegende dat de dekkingsperiode van de subsidie aanvangt op 28/04/2027 en eindigt op 30/09/2027;

Overwegende dat de subsidie in twee schijven zal worden uitbetaald — een eerste schijf van 2.445,60 € en het saldo van 1.630,40 € — en dat het volledige dossier met verantwoordingsstukken uiterlijk op 30/03/2028 moet worden ingediend;

Overwegende dat deze overeenkomst wordt gesloten onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring ervan door de Gemeenteraad en van de niet-vernietiging van deze beslissing, binnen de wettelijke termijn, door de toezichthoudende overheid op de plaatselijke besturen;

Gelet op de uitnodiging van Brussel Mobiliteit (Gewestelijke Overheidsdienst Brussel) om de overeenkomst SUP26.1476 te ondertekenen, als bijlage bij deze beraadslaging gevoegd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit de overeenkomst SUP26.1476 goed te keuren betreffende de toekenning door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) van een subsidie van 4.076,00 € in het kader van de projectoproep "Duurzame mobiliteit" – luik B "Beleef de Stad" 2026, zoals hierna weergegeven:

OVEREENKOMST

Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Directeur-generaal van Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, de heer Christophe Vanoerbeek,

Hierna "Het Gewest" genoemd,

en

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de heer Vincent De Wolf, Burgemeester, en mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris, gezamenlijk optreden, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de Gemeenteraad en van de niet-vernietiging binnen de wettelijke termijn door de toezichthoudende overheid op de Plaatselijke Besturen van de genoemde goedkeuringsbeslissing,

Hierna "De Begunstigde" genoemd,

wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten van de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie van het Gewest, ten bedrage van 4.076,00 € overeenkomstig het ministerieel besluit van …… 2026.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen geval worden gewijzigd, beperkt of uitgebreid krachtens deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meer bepalingen van deze overeenkomst kan het Gewest beslissen de subsidie te verminderen of de gehele of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen.

Artikel 2. Voorwerp van de subsidie

De subsidie wordt aan de Begunstigde toegekend voor de organisatie van sensibiliseringsacties in het kader van de oproep Duurzame mobiliteit – luik B "Beleef de Stad" in 2026.

Artikel 2.1. Opdracht en doelstellingen

Beschrijving van het project: Organisatie, tijdens de Week van de Mobiliteit van september 2027 (met uitzondering van de Autoloze Zondag, die niet in aanmerking komt en met eigen gemeentelijke middelen wordt bekostigd), van een reeks sensibiliseringsactiviteiten rond actieve en duurzame mobiliteit op het grondgebied van Etterbeek. Hernieuwd en verrijkt

ten opzichte van de vorige edities, is het programma opgebouwd rond zes hoogtepunten: de vertoning van twee documentaires (de ene bestemd voor het secundair schoolpubliek, de andere voor het grote publiek, gevolgd door een debat), een schoolfeest van de Mobiliteit, een fietsbeurs (aankoop, verkoop en herstelling), een thematische wandeling “Stad 30”, de participatieve animatie “Babbelbike” en een publiekslezing. Het geheel promoot de alternatieven voor de auto op een creatieve, gezellige en verbindende manier, met zorg voor transversaliteit (gezondheid, diversiteit en gendergelijkheid).

Doelstellingen van het project: Overeenkomstig het gemeentelijk mobiliteitsbeleid dat gericht is op de actieve vervoerswijzen en op het STOP-principe (Stappen – Trappen – Openbaar vervoer – Privévervoer), heeft het project tot doel de belangstelling van de Etterbekenaren voor actieve verplaatsingen aan te wakkeren, het debat rond het delen van de openbare ruimte op gang te brengen en van jongs af aan te sensibiliseren, teneinde een modale verschuiving aan te moedigen en de automobiliteitsdruk te verminderen in Etterbeek en, ruimer, in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ten opzichte van de vorige edities versterkt de editie 2027 de intergenerationele dimensie (twee afzonderlijke vertoningen), bestendigt zij de visuele identiteit van de Week om de leesbaarheid en de herkenbaarheid ervan te verbeteren, en consolideert zij de samenwerking tussen gemeentelijke diensten en lokale verenigingen.

Realisatie-indicatoren:

- Aantal en diversiteit van de tijdens de Week van de Mobiliteit ontplooide activiteiten — verwacht resultaat: 6 sensibiliseringsactiviteiten (2 vertoningen-debatten, een schoolfeest, een fietsbeurs, een thematische wandeling “Stad 30”, een Babbelbike-animatie en een publiekslezing).
- Gemobiliseerde doelgroepen — verwacht resultaat: gezamenlijke mobilisatie van het secundair schoolpubliek (specifieke vertoning en schoolfeest) en van het grote publiek (vertoning-debat in een zaal van 120 plaatsen, fietsbeurs, lezing).
- Geactiveerde partnerschappen — verwacht resultaat: effectieve betrokkenheid van ten minste vier verenigings- en lokale partners (Elles tournent, Vitavovélo, Fietsbieb, scholen en oudercomités) en van zes gemeentelijke diensten.
- Zichtbaarheid en communicatie — verwacht resultaat: verspreiding via alle gemeentelijke kanalen (website, Facebookpagina, “La Vie Etterbeekoise”, affiches, flyers en panelen) op basis van de bestendigde visuele identiteit van de Week.

(+ voor elke indicator het verwachte kwantitatieve of kwalitatieve resultaat preciseren)

Artikel 2.2. Budget

Het budget met betrekking tot deze overeenkomst wordt als volgt vastgesteld:

Uitgavenposten	Totaal (incl. btw)	Ten laste van het Gewest	Ten laste van anderen		Gefinancierd met eigen middelen
			Naam	Bedrag	
Werkingskosten	1.623,00 €	1.623,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Personeelskosten	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Materiaalkosten*	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Administratieve kosten	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Kosten voor onderaanneming, derden, erelonen	1.375,00 €	1.375,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Verplaatsingskosten	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Verblijfskosten	0,00 €	0,00 €	—	0,00 €	0,00 €

Uitgavenposten	Totaal (incl. btw)	Ten laste van het Gewest	Ten laste van anderen		Gefinancierd met eigen middelen
			Naam	Bedrag	
Promotie- en publicatiekosten	0,00 €	0,00 €	_	0,00 €	0,00 €
Huur- en huurlastenkosten	990,00 €	990,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Voedingskosten	88,00 €	88,00 €	—	0,00 €	0,00 €
Totaal	4.076,00 €	4.076,00 €		0,00 €	0,00 €

**de aankoop van materiaal waarvan het gebruik de duur van het project overschrijdt (elektronische apparatuur, enz.) is onderworpen aan een voorafgaande toestemming, aan te vragen via een specifiek formulier beschikbaar bij aldepeint@sprb.brussels.*

Artikel 3 - Duur

Overeenkomstig artikel 62 §3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en budgettaire controle van de gewestelijke entiteit, mag de gesubsidieerde actie door de begunstigde niet ten uitvoer worden gelegd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot toekenning van de subsidie en van de daarbij horende overeenkomst. Bijgevolg vangt de dekkingsperiode van de subsidie aan op 28/04/2027 onder voorbehoud van de verzending van de kennisgeving van de toekenning van de subsidie uiterlijk op die datum; in het tegenovergestelde geval vangt de dekkingsperiode aan op de datum van verzending van de kennisgeving. Zij eindigt op 30/09/2027.

Artikel 4 - Communicatie

Bij elke communicatie van de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie zal, ongeacht de drager, melding worden gemaakt van de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van zijn logo en/of van het logo van Brussel Mobiliteit.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal de begunstigde erop toezien de grafische huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel nauwgezet na te leven, beschikbaar via info@sprb.brussels.

De begunstigde zal Brussel Mobiliteit op de hoogte brengen van het plaatsvinden van de gesubsidieerde activiteiten, en zal het uitnodigen om de sleutelmomenten bij te wonen, met name in het geval van een inhuldiging van het project of een afsluitingsevenement (zie hieronder de contactgegevens van de Directeur Mobiliteit en Verkeersveiligheid).

Artikel 5 - Modaliteiten van uitbetaling en bij de betalingsaanvragen te leveren stukken

De subsidie zal in twee schijven worden uitbetaald:

Een eerste schijf van 2.445,60 EUR op basis van een schuldvordering opgesteld volgens het model in bijlage 1 en in PDF-formaat verzonden naar invoice@sprb.brussels, met kopie aan aldepeint@sprb.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het saldo van 1.630,40 EUR op voorlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het model in bijlage 2 en in PDF-formaat verzonden naar invoice@sprb.brussels, met kopie aan aldepeint@sprb.brussels en aan cpickett@sprb.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in één enkel PDF-bestand).
- het volledige dossier met verantwoordingsstukken verzonden naar aldepeint@sprb.brussels, met de hieronder opgesomde stukken, gedateerd en ondertekend:

- een kopie van de schuldvordering
- de subsidiegids in bijlage 3
- het financieel verslag (opgesteld volgens het model in bijlage 4) gestaafd met alle bewijsstukken van de in de overeenkomst voorziene subsidiabele uitgaven, die genoemd, genummerd en geïnventariseerd zijn. Elk voorgelegd bewijsstuk moet een voor eensluidend verklaard afschrift van het origineel zijn en moet verplicht vergezeld gaan van een rekeninguittreksel of een ticket dat de uitgave bewijst
- het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het model in bijlage 5)
- de verklaring op erewoord van goed gebruik van de subsidie (opgesteld volgens het model in bijlage 6)
- de verklaring op erewoord betreffende de personeelskosten (opgesteld volgens het model in bijlage 7)
- een exemplaar van elke promotiedrager, indien van toepassing

In aanmerking komen de facturen met betrekking tot geleverde leveringen of verrichte prestaties tijdens de dekkingsperiode, en die het type van betrokken kosten duidelijk laten identificeren, en dit ongeacht de datum van de factuur. De naam en het jaar van het door deze subsidie beoogde project moeten echter door de uitgevende instantie worden vermeld op alle facturen die buiten de dekkingsperiode worden uitgereikt.

De originele facturen moeten vermelden dat het gaat om een uitgave gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; de vermelding “Brussel Mobiliteit” moet op elk origineel stuk worden aangebracht (voor facturen ontvangen via Peppol wordt deze vermelding op de kopie aangebracht).

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 30/03/2028 worden ingediend volgens de hierboven vermelde modaliteiten. Indien het dossier met verantwoordingsstukken na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie en is hij gehouden de reeds ontvangen bedragen terug te betalen.

De indiening van het dossier met verantwoordingsstukken geeft aanleiding tot de eindafrekening van het effectief verschuldigde bedrag. De latere toezending van bijkomende bewijsstukken wordt dan ook niet in aanmerking genomen, behoudens uitdrukkelijk verzoek uitgaande van de financieel controleur van Brussel Mobiliteit.

De uitbetaling van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde, voor een eerder ontvangen analoge subsidie, zijn situatie in voorkomend geval niet heeft geregulariseerd.

Artikel 6 - Voorlegging van de bewijsstukken

In geval van meervoudige financieringen van diverse oorsprong is het de plicht van de begunstigde om elke dubbelzinnigheid over de voorgelegde stukken weg te nemen, zowel op het ogenblik van de betalingsaanvraag als bij eventuele latere controles, ongeacht of deze controles op stukken of ter plaatse gebeuren.

Wanneer een bewijsstuk aan meerdere subsidiërende overheden wordt voorgelegd, moet de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf worden aanvaard en op elk origineel stuk worden vermeld.

De bewijsstukken zullen ofwel gekweten zijn, ofwel vergezeld gaan van de bewijzen van hun betaling (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs). Bij wijze van temperering van deze regel worden kopieën van bewijsstukken en kopieën van betalingsbewijzen aanvaard.

Zij moeten in chronologische volgorde worden genummerd en voorafgegaan door een lijst die, in de volgorde van de stuknummers, het volgende vermeldt:

- de naam van de leverancier

- de datum van het stuk
- het bedrag exclusief btw
- het bedrag inclusief btw indien deze verschuldigd is, dat wil zeggen effectief gedragen.

De lijst moet worden afgesloten met een totaal en worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om de Begunstigde te verbinden.

Artikel 7 - Controle van de subsidies

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende het Wetboek van de overheidsfinanciën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder integraal weergegeven:

« Art. 165. § 1. Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 moet elke subsidie toegekend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, met inbegrip van elk terugvorderbaar renteloos voorschot van fondsen door haar toegestaan, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij wordt toegekend.

Behalve in de gevallen waarin een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, preciseert elke beslissing tot toekenning van een subsidie de aard, de omvang en de modaliteiten van het gebruik en van de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoordingen.

Elke begunstigde van een subsidie moet het gebruik van de ontvangen sommen verantwoorden, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde(n) van de subsidie ten uitvoer worden gelegd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot toekenning ervan en, in voorkomend geval, van de daarbij horende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende types subsidies te bepalen in het besluit dat de budgettaire controle regelt.

Art. 166. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003 erkent de begunstigde, door het loutere feit van de aanvaarding van de subsidie, eveneens aan elke boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse de aanwending van de toegekende fondsen te laten controleren.

Art. 167. Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 is gehouden het bedrag van de subsidie onverwijld terug te betalen, de begunstigde:

1° die de toekenningsvoorwaarden van de subsidie niet naleeft;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij wordt toegekend;

3° die het in artikel 166 bedoelde toezicht verhindert;

4° die reeds een subsidie van een andere instelling ontvangt voor hetzelfde voorwerp, op basis van dezelfde bewijsstukken.

Wanneer de begunstigde in gebreke blijft de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken, is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het niet-verantwoorde gedeelte.

Art. 168. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003 kan de betaling van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde, voor eerder ontvangen analoge subsidies, in gebreke blijft de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich te onderwerpen aan het in artikel 166 bedoelde toezicht.

Wanneer een subsidie in schijven wordt betaald, wordt elke schijf voor de toepassing van dit artikel als een onafhankelijke subsidie beschouwd.

Art. 169. In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen-thesauriers van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf de vervallen niet-ingevorderde schuldvorderingen na, ten voordele van hun boekhoudkundige entiteit, verschuldigd door een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.

De dossierbeheerder nodigt de schuldenaar uit zijn schuld aan te zuiveren opdat de subsidie hem kan worden toegekend.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen. »

De subsidie is onderworpen aan het beginsel van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich, op welke wijze dan ook, verrijkt door het project tot

een goed einde te brengen, zal de overeenkomstige terugbetaling worden geëist.

Artikel 8 - Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de budgettaire kredieten.

Zij vinden plaats binnen de kortst mogelijke termijn, rekening houdend met de beperkingen verbonden aan de controles.

Artikel 9 - Btw

De in het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen uitgaven zijn uitgaven exclusief btw. De btw (Belasting over de Toegevoegde Waarde) kan slechts als subsidiabel worden beschouwd indien zij effectief en definitief door de Begunstigde wordt gedragen.

Artikel 10 - Overheidsopdrachten

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

De naleving van de wetgeving en de reglementering inzake overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, evenals de verplichting van de Begunstigde om aan het Gewest de documenten en inlichtingen mee te delen die het vereist. De niet-naleving ervan kan leiden tot de schrapping van de nog te storten subsidies alsook tot een verzoek tot terugbetaling van de reeds toegekende subsidies.

Artikel 11 - Geschillen

Elk geschil met betrekking tot deze overeenkomst valt onder de bevoegdheid van de Rechtbanken van Brussel.

Artikel 12 - Wijzigingsaanvraag

Elke wijzigingsaanvraag (dekkingsperiode, indieningstermijn van het dossier met verantwoordingsstukken, verdeling van het budget over de verschillende uitgavenposten) moet verplicht het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot opstelling van een aanhangsel uiterlijk 8 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie. De geldigheid van het aanhangsel is afhankelijk van de ondertekening ervan door beide partijen vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie.

Artikel 13 - Overmaking van de documenten

Met uitzondering van de in artikel 5 voorziene communicaties, zullen alle kennisgevingen of communicaties die krachtens deze overeenkomst moeten worden gedaan, geldig door de partijen worden gericht aan de volgende adressen:

1. Voor het Gewest

Iris Tower

Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid

Ter attentie van de heer Bruno van Loveren, Directeur wnd.

Sint-Lazarusplein 2

1035 BRUSSEL

2. Voor de Begunstigde

De gemeente Etterbeek

Oudergemlaan 113,

1040 Etterbeek.

Artikel 14 - Inwerkingtreding

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking op de dag van de kennisgeving van het subsidiebesluit waarbij deze overeenkomst is gevoegd.

Elke prestatie verricht vóór de inwerkingtreding, hetzij op eigen initiatief, hetzij op een niet-conforme instructie, gebeurt op risico van de begunstigde.

Opgemaakt te Brussel, in twee exemplaren, op ……..

Voor de gemeente Etterbeek

Vincent De Wolf, Burgemeester

Annick Petit, Gemeentesecretaris

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Directeur-generaal van Brussel Mobiliteit;

ir. Christophe Vanoerbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
SUP26.1476_Etterbeek_ConvFR.pdf, SUP26.1476_Etterbeek_ConvNL.pdf

---

Etat civil - Burgerlijke stand

14.09.2026/A/0023 **Règlement Funérailles et Sépultures**

Le Conseil communal,

Vu le courrier reçu le 13 février 2026 de la part de Bruxelles Pouvoirs Locaux qui demande 4 modifications mineures au règlement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 décembre 2025 adoptant le règlement sur les funérailles et sépultures, telle que modifiée en dates du 26 octobre 2015, du 25 avril 2016, 11 juin 2018, 17 septembre 2018 et 25 octobre 2021 ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE

- De modifier la référence au Code civil dans le Préambule, comme suit :

Ancien texte : « Vu le Code civil (Livre I, Titre II, Chapitre 2I, Section 7, articles 55 à 60) ; »

Nouveau texte : « Vu l'ancien Code civil (Livre I, Titre II, Chapitre 2, Section 7, articles 55 à 60) ; »

- De modifier l'article 125, comme suit :

Ancien texte : « Outre les dispositions de l'article 90, les plans du signe de sépulture, en double exemplaire, doivent être approuvés par l'Officier de l'état civil."

Nouveau texte : « Outre les dispositions de l'article 85, les plans du signe de sépulture, en double exemplaire, doivent être approuvés par l'Officier de l'état civil.

- De modifier l'article 239, alinéa 2, 2°), comme suit :

Ancien texte : « 2°) résultant de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 234. »

Nouveau texte : « 2°) résultant de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 240. »

- De modifier l'article 243, comme suit :

Ancien texte : « Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont punis des peines de police, sans préjudice des autres peines prévues par les lois. »

Nouveau texte : « Les contrevenants aux dispositions du présent règlement sont passibles de sanctions de niveau 1 ou 2, sans préjudice des autres peines prévues par les lois. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaatsen

De Gemeenteraad,

Gelet op het schrijven ontvangen op 13 februari 2026 vanwege Brussel Plaatselijke Besturen, waarin 4 kleine wijzigingen aan het reglement worden gevraagd;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 december 2025 tot aanneming van het reglement op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, zoals gewijzigd op 26 oktober 2015, 25 april 2016, 11 juni 2018, 17 september 2018 en 25 oktober 2021;

Gelet op de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 november 2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

– De verwijzing naar het Burgerlijk Wetboek in de Preambule te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « Gelet op het Burgerlijk Wetboek (Boek I, Titel II, Hoofdstuk 2I, Afdeling 7, artikelen 55 tot 60); »

Nieuwe tekst: « Gelet op het oud Burgerlijk Wetboek (Boek I, Titel II, Hoofdstuk 2,

Afdeling 7, artikelen 55 tot 60); »

– Artikel 125 te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « Naast de bepalingen van artikel 90 moeten de plannen van het grafteken, in tweevoud, worden goedgekeurd door de Ambtenaar van de burgerlijke stand.

Nieuwe tekst: « Naast de bepalingen van artikel 85 moeten de plannen van het grafteken, in tweevoud, worden goedgekeurd door de Ambtenaar van de burgerlijke stand.

– Artikel 239, tweede lid, 2°), te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « 2°) voortvloeiend uit de buitengebruikstelling van de begraafplaats of uit de vervroegde terugname bedoeld in artikel 234. »

Nieuwe tekst: « 2°) voortvloeiend uit de buitengebruikstelling van de begraafplaats of uit de vervroegde terugname bedoeld in artikel 240. »

– Artikel 243 te wijzigen als volgt:

Oude tekst: « De overtreders van de bepalingen van dit reglement worden gestraft met politiestraffen, onverminderd de andere bij de wetten bepaalde straffen. »

Nieuwe tekst: « De overtreders van de bepalingen van dit reglement zijn strafbaar met sancties van niveau 1 of 2, onverminderd de andere bij de wetten bepaalde straffen. »

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Document_notif06_délai_expiré8608167723161192107.pdf, Règlement Funérailles et sépultures corrections Tutelle.pdf, Notification de BPL à la commune Règlement Funérailles et sépultures.pdf

---

Finances - Financiën

14.09.2026/A/0024 **Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale relative aux hôpitaux, en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale**

Le conseil Communal,

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 1.510.000 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2026 attribuant pour l'année 2026, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de

subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedaelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten betreffende de ziekenhuizen, in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering

De gemeenteraad,

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 1.510.000 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2026 tot toekenning van een vijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2026, in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen
260702_AGRBC_SUBV.SPEC.HOPITAUX.pdf9383683441644743095.pdf,
convention31569338319854419 85.pdf,
Document_notif42_octroi_subs_TB_ISP11180576357648635130.pdf,
overeenkomst1407674973863865582.pdf

14.09.2026/A/0025 **Règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 22 décembre 2025 relative au même objet, approuvée par la Tutelle le 22 janvier 2026 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la fourniture de services administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objecti f d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux services administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromett r e l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la redevance apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant qu'il y a lieu de réclamer au bénéficiaire du service la contrepartie financière desdits services rendus par la commune ;

Vu l'article 165/1 al.1er de l'ancien code civil qui prévoit que les mariages sont célébrés à la maison communale ;

Considérant que l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil prévoit que, par dérogation à l'article 165/1 al.1er de l'ancien code civil, le conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre pour célébrer les mariages ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 mars 2025 d'autoriser, en application de l'article 165/1 al. 2 de l'ancien code civil, la célébration des mariages au sein de la salle de l'Orangerie du Parc Jean-Félix Hap située Chaussée de Wavre 208 à 1040 Etterbeek ;

Vu la décision du Collège du 27 août 2026 de pérenniser la célébration de mariage à la salle de l'Orangerie du Parc Hap ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : de modifier comme suit le règlement-redevances relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages

Article 1 :

Les célébrations de mariages donnent lieu au paiement à la commune de redevances fixées comme suit :

1. Mariages célébrés les lundi matin, mercredi matin et jeudi matin :

€ 85,00 (BIM € 77,00) ;

2. Mariages célébrés le vendredi matin :

€ 125,00 (BIM € 113,00) ;

3. Mariages célébrés le dernier vendredi du mois (après-midi) :

€ 150,00 (BIM € 135,00) ;

4. Mariages célébrés le samedi matin :

€ 290,00 (BIM € 260,00) ;

5. Retransmission en direct des mariages à la maison communale via une application informatique : € 15,00 (BIM € 13,50).

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM :

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Les célébrations de mariages, dans la salle de l'Orangerie du parc Jean-Félix Hap, donnent lieu au paiement à la commune de redevances fixées comme suit :

1. Mariages célébrés le samedi : € 500,00 ;

2. Mariage célébré le samedi assorti de la location de l'espace en vue d'un vin d'honneur, comprenant la mise à disposition de six tables mange-debout, de quatre tables pliables pour le buffet et de la salle de réchauffe (réfrigérateur, four, évier et lave-vaisselle) : € 650,00 »

Article 2 :

Sont exonérés du paiement des redevances reprises aux points 1 à 4 de l'article 1 :

1. Les célébrations de mariages le mardi matin ;

2. Les célébrations de mariages d'un membre du personnel communal ou du Centre Public d'Action Sociale.

Article 3 :

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 4 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement des redevances sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2027 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 6 : Indexation des taux des redevances

Le taux de la taxe est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025.Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Retributiereglement voor de prestaties uitgevoerd ter gelegenheid van de voltrekking van huwelijken - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Na herziening van zijn beraadslaging van 22 december 2025, betreffende hetzelfde onderwerp, die op 22 januari 2026 door het Toezichthoudend Gezag werd goedgekeurd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat het begrotingsevenwicht voor gemeenten oplegt;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op fiscale billijkheid en sociale rechtvaardigheid, de fiscale last; verbonden aan de levering van administratieve diensten voor de begunstigden van de RVT-status wenst te verminderen;

Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria die bij of krachtens de wet zijn vastgesteld;

Dat deze maatregel een algemeen belang nastreeft, namelijk het bevorderen van fiscale billijkheid en het vergemakkelijken van de toegang tot administratieve diensten voor de meest kwetsbaren, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen;

Dat bijgevolg deze vermindering van de retributie in overeenstemming lijkt te zijn met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel;

Overwegende dat van de begunstigde van de dienst een financiële tegenprestatie voor de door de gemeente verleende diensten moet worden gevraagd;

Gelet op artikel 165/1, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt dat huwelijken in het gemeentehuis worden voltrokken;

Overwegende dat artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek bepaalt dat, in afwijking van artikel 165/1, eerste lid, de gemeenteraad andere openbare neutrale locaties op het grondgebied van de gemeente kan aanwijzen voor de voltrekking van huwelijken;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 maart 2025 om, in toepassing van artikel 165/1, tweede lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, de voltrekking van huwelijken toe te staan in de Orangeriezaal van het Jean-Félix Happark, gelegen aan de Waversesteenweg 208 te 1040 Etterbeek;

Gelet het besluit van het College van 27 augustus 2026 om de viering van huwelijken in de Orangerie van het Hap-park voort te zetten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Het retributiereglement betreffende de prestaties bij huwelijksceremonies als volgt te wijzigen:

Artikel 1:

De huwelijksvoltrekkingen zijn onderworpen aan de volgende retributies, te betalen aan de gemeente:

1. Huwelijken voltrokken van op maandagochtend, woensdagochtend en donderdagochtend: € 85,00 (RVT € 77,00);
2. Huwelijken voltrokken op vrijdagochtend : € 125,00 (RVT € 113,00);
3. Huwelijken voltrokken op de laatste vrijdag van de maand (namiddag) : € 150,00 (RVT € 135,00);
4. Huwelijken voltrokken op zaterdagochtend : € 290,00 (RVT € 260,00);
5. Live-uitzending van huwelijken in het gemeentehuis via een informatica-

applicatie: € 15,00 (RVT € 13,50).

Vermindering voor begunstigden van het RVT-statuut:

-

Begunstigden van het RVT-statuut, zoals gedefinieerd door de verhoogde tegemoetkoming in de ziekteverzekering, kunnen genieten van verlaagde tarieven, op voorwaarde dat zij een geldig attest van dit statuut voorleggen, afgeleverd door een mutualiteitsinstelling. De toepasselijkheid op het RVT-statuut zal door de Gemeentelijke Administratie worden gecontroleerd voordat de vermindering wordt toegepast.

Voor het vieren van huwelijken in de Orangeriezaal van het Jean-Félix Hap-park zijn aan de gemeente retributies verschuldigd, vastgesteld als volgt:

1. Huwelijken die op zaterdag worden voltrokken: € 500,00;

2. Huwelijk dat op zaterdag wordt voltrokken, in combinatie met de huur van de ruimte voor een receptie, met inbegrip van het ter beschikking stellen van zes statafels, vier klaptafels voor het buffet en de opwarmkeuken (koelkast, oven, gootsteen en vaatwasser): € 650,00.

Artikel 2:

-

Vrijgesteld van de betaling van de retributies vermeld in punten 1 tot 4 van artikel 1:

-

1.Huwelijken voltrokken op dinsdagochtend ;

2.Huwelijken van een personeelslid van de gemeente of van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW).

Artikel 3:

De retributies die krachtens dit reglement worden gevorderd, moeten vooraf worden betaald, tegen ontvangstbewijs, aan de Gemeentelijke Ontvanger, zijn aangestelden of de daartoe aangewezen inningsambtenaren.

Artikel 4:

Bij gebrek aan minnelijke betaling zal de invordering van de retributies geschieden via de wettelijke burgerlijke procedure.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2027 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuwe beslissing van de gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke ontwikkelingen of de budgettaire behoeften van de gemeente.

Artikel 6 :

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
Document_Notif01_pas d'objection T3462504173632144106 2.pdf, 105.161.01 Prestations mariages FR Annexe.docx, 105.161.01 Prestations mariages NL Annexe.docx

14.09.2026/A/0026 **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **22 décembre 2025** relative au règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs - modifications, devenue exécutoire par lettre du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du **22 janvier 2026** ;

Vu la Constitution, notamment son article 170, § 4 ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 252 ;

Vu la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1996 relatif à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques, des titres de séjour et des documents de séjour, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 2026 modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, afin de déterminer le tarif des attestations d'immatriculation délivrées conformément à la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la situation financière de la commune, qui nécessite l'adoption de mesures garantissant des recettes suffisantes pour répondre aux besoins de service public et assurer un équilibre budgétaire ;

Vu l'avis favorable du Receveur communal ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins, après en avoir délibéré ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer tant la matière imposable que les redevables d'un impôt qu'elle estime devoir pourvoir ; Que, sous la seule réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit la base des impôts levés par elle ; Qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques;

Considérant que le Conseil communal a jugé opportun et nécessaire d'imposer la délivrance des documents administratifs visés par le présent règlement afin de garantir une source de revenus additionnelle destinée à financer les dépenses d'utilité générale, en ce compris les coûts de gestion et de délivrance de ces documents par l'administration communale ; Que le présent règlement-taxe vise à assurer une couverture partielle des charges liées à l'exercice de cette mission de service public ;

Que la commune doit veiller à adapter la taxe aux coûts réels de délivrance, en tenant compte des charges administratives et des évolutions tarifaires fixées par les autorités compétentes, afin de maintenir l'équilibre financier et la continuité des services publics locaux ;

Considérant la délibération du Conseil communal du 28 mars 2022 relative à l'exonération pour les réfugiés en provenance d'Ukraine du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs ;

Vu le courrier du SPF Intérieur du 07 décembre 2023 relatif à l'implémentation des documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans.

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 novembre 2024 décidant la suppression des disposition spécifiques mises en place par la décision du Conseil communal du 28 mars 2022, à savoir l'exonération du paiement des taxes diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs, pour les réfugiés en provenance d'Ukraine.

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux

documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que les services administratifs rendus à des tiers entrainent des charges pour la commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Considérant que la perception de la taxe assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables, dans la mesure, entre autres, où les personnes domiciliées dans la commune participent déjà au financement des charges supportées par la commune, via les additionnels à l'impôt des personnes physiques.

ARRETE

Article 1 : Objet

Il est établi à partir du 1er janvier 2026 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

Article 2 : Taux

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

A. Cartes d'identité et titres de séjour

1°) Procédure normale :

- € 31,00 (BIM € 28,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (EU, EU+, F, F+, N, M - séjour permanent et M)

- € 31,00 (BIM € 28,00) pour la carte électronique pour étrangers (A, B, H, I, J, K et L)

- € 15,00 (BIM € 9,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)

- € 15,00 (BIM € 13,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+ et M - séjour permanent et M)

- € 15,00 (BIM € 13,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)

2°) Procédure rapide commune (J+1)

- € 150,00 (BIM € 140,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (EU, EU+, F, F+, N, M - séjour permanent, M, A, B, H, I, J, K et L)

- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)

- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+ et M - séjour permanent et M)

- € 150,00 (BIM € 140,00) pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)

3°) Procédure rapide SPF (J+1)

- € 175,00 (BIM € 165,00) pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID)

- € 175,00 (BIM € 165,00) pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)

4°) demande de réimpression de codes PIN/PUK pour les cartes d'identité électroniques pour Belges et étrangers :

- € 10,00 (BIM € 9,00)

5°) pour la délivrance ou prorogation des annexes 15, 35, 49 et 50 et des déclarations d'arrivée en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers

- € 15,00 (BIM € 13,00)

- Toutefois, la délivrance et la prorogation des annexes 15, 49 et 50 lors d'une première inscription, ainsi que la prorogation d'un document délivré pour un enfant mineur, sont gratuites.

6°) pour la délivrance ou prorogation des attestations d'immatriculation

- € 26,00 (BIM € 24,00) pour la délivrance

- € 15,00 (BIM € 13,00) pour la prorogation

7°) pour la délivrance d'une attestation de déclaration de perte, de vol ou de destruction

d'une carte d'identité ou d'une carte pour étrangers (annexe) 12

- € 12,00 (BIM € 10,00)

- Toutefois, en cas de vol, ladite attestation est gratuite.

B. Passeports

1°) pour la délivrance d'un passeport pour adulte :

- € 115,00 (BIM € 110,00) en procédure normale

- € 320,00 (BIM € 300,00) en procédure d'urgence jour + 1

- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un passeport pour enfant :

- € 70,00 (BIM € 65,00) en procédure normale

- € 275,00 (BIM € 265,00) en procédure d'urgence jour + 1

- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

C. Titres de voyages belges pour non-belges

1°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour adulte :

- € 115,00 (BIM € 110,00) en procédure normale
- € 320,00 (BIM € 300,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour un enfant :

- € 70,00 (BIM € 65,00) en procédure normale
- € 275,00 (BIM € 265,00) en procédure d'urgence jour + 1
- € 400,00 (BIM € 385,00) en procédure super urgente en 4h30

D. Permis de conduire

1°) pour la délivrance d'un permis de conduire format carte bancaire :

- € 35,00 (BIM € 33,00)

2°) pour la délivrance d'un permis de conduire international :

- € 35,00 (BIM € 33,00)

E. Engagement de prise en charge

1°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge court séjour :

- € 25,00 (BIM € 22,00)

2°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge pour étudiant :

- € 25,00 (BIM € 22,00)

F. Pour l'inscription dans les registres de la population après une radiation d'office :

- € 30,00 (BIM € 27,00)

G. Pour la délivrance d'un certificat de radiation des registres de la population (Modèle 8) :

- € 12,00 (BIM € 11,00)

H. Pour la délivrance d'une liste des habitants à une adresse :

- € 12,00 (BIM € 11,00)

I. Pour la délivrance par l'Officier de l'Etat civil d'expéditions de copies ou d'extraits des actes de l'Etat civil ainsi que des actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation ou la perte de la nationalité :

- € 15,00 (BIM € 13,00)

- Toutefois, la délivrance des documents précités pour les personnes inscrites dans les registres de la population et des étrangers de la commune d'Etterbeek est gratuite.

J. Pour la délivrance d'un carnet de mariage :

- € 45,00 (BIM € 40,00)

K. Pour la transcription d'un acte d'état civil étranger dans les registres de l'état civil :

- € 50,00 (BIM € 45,00)

L. Pour la délivrance d'un acte de concession :

- € 15,00 (BIM € 13,00)

Article 3 : Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits comme détaillé à l'Article 2, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 4 : Exonération de la taxe :

Sont exonérés de la taxe :

- les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;

- les extraits des registres de la population ;

- les extraits de casier judiciaire ;

Article 5 : Recouvrement

La taxe est perçue au comptant, c'est-à-dire au moment de la délivrance du document. La preuve du paiement est constatée par la remise d'une preuve de paiement. A défaut, la taxe est perçue par voie de rôle et est immédiatement exigible. Le contentieux relatif à l'application de ce règlement est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Article 6: Frais supplémentaires

Lorsque les documents sollicités sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition et bancaires liés à l'utilisation du guichet électronique s'ajoutent à la taxe et sont à consigner au moment de la demande, même si la délivrance des documents est gratuite.

Article 7 : Dispositions finales

Le présent règlement entre en vigueur dès septembre 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 8 : Indexation des taux des taxes

Le taux de la taxe est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

$$\frac{\text{taux de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.

L'indice de base est l'indice de novembre 2025. Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken - Wijzigingen

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 22 december 2025 relatief aan het belastingreglement op de afgifte van administratieve stukken - wijzigingen, uitvoerbaar geworden krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 januari 2026;

Gelet op de Belgische Grondwet, in het bijzonder artikel 170 §4;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117 en 252;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op de ordonnantie ven 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1996 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten lase van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten, verblijftitels en verblijfsdocumenten, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 28 oktober 2019;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 augustus 2026 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, teneinde het tarief te bepalen van de attesten van immatriculatie afgeleverd overeenkomstig de wetgeving betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente, die vereist dat maatregelen worden goedgekeurd die voldoende inkomsten garanderen om aan de behoeften van de openbare diensten te voldoen en om een begrotingsevenwicht te garanderen;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteontvanger;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, na erover beraadslaagd te hebben;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het haar toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie, om zowel de belastbare materie als de belastingplichtigen te bepalen waarin zij meent te moeten voorzien; Dat, enkel onder voorbehoud van de door de wet bepaalde uitzonderingen, de gemeentelijke overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft; Dat zij, hiervoor, beschikt over een discretionaire bevoegdheid beschikt die zij uitoefent in het licht van de specifieke

financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het gepast en nodig heeft geacht een heffing op te leggen voor de afgifte van de administratieve documenten waarop dit reglement betrekking heeft om een bijkomende bron van inkomsten te garanderen die bestemd is voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut, met inbegrip van de kosten voor het beheer en de afgifte van deze documenten door het gemeentebestuur; Overwegende dat dit belastingsreglement een gedeeltelijke dekking beoogt van de kosten die verbonden zijn aan de uitoefening van deze openbare dienstverlening;

Dat de gemeente erop moet toezien de belasting op de reële kost van de afgifte te wijzigen, rekening houdend met de administratieve lasten en de evolutie van de tarieven vastgelegd door de bevoegde overheden om het financieel evenwicht te bewaren en de continuïteit van de lokale openbare diensten te garanderen;

Overwegende de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 maart 2022 met betrekking tot vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne - vrijstelling van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en het reglement retributies voor administratieve diensten ;

Gelet de brief van de FOD Binnenlandse Zaken van 07 december 2023 met betrekking tot de invoering van elektronische verblijfsdocumenten voor vreemdelingen onder 12 jaar.

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 november 2024 tot afschaffing van de specifieke bepalingen ingevoerd door het besluit van de Gemeenteraad van 28 maart 2022, namelijk de vrijstelling van betaling van de verschillende belastingen verbonden aan het verblijfsrecht in België voorzien door het fiscaal reglement betreffende de uitgifte van administratieve documenten, voor vluchtelingen uit Oekraïne.

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in

overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

Gezien het feit dat administratieve diensten aan derden kosten voor de gemeente met zich meebrengen, is het billijk dat de begunstigden de kosten van deze diensten dragen ;

Gezien het feit dat de heffing van de belasting een eerlijke verdeling van de fiscale lasten tussen de verschillende belastingplichtigen verzekert, aangezien onder andere de in de gemeente gevestigde personen reeds bijdragen aan de financiering van de door de gemeente gedragen lasten via de aanvullende personenbelasting

BESLUIT

Artikel 1: Voorwerp

Vanaf de 1ste januari 2026 en voor een termijn vervallend op 31 december 2031 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

Artikel 2: Aanslagvoeten

Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld:

Elektronische wagen

-

A.Identiteitskaarten en verblijfstitels

1°) Normale procedure :

- € 31,00 (RVT € 28,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf en M)

- € 31,00 (RVT € 28,00) voor het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (A, B, H, I, J, K en L)

- € 15,00 (RVT € 9,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)

- € 15,00 (RVT € 9,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)

- € 15,00 (RVT € 13,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

2°) Spoedprocedure gemeente (D+1)

- € 150,00 (RVT € 140,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en het elektronisch verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf, M, A, B, H, I, J, K en L)

- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)

- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)

- € 150,00 (RVT € 140,00) voor het elektronisch verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

3°) Spoedprocedure FOD (D+1)

- € 175,00 (RVT € 165,00) voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID)

- € 175,00 (RVT € 165,00) voor het elektronisch identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)

4°) Aanvraag voor de herdruk van de PIN/PUK codes voor de elektronische identiteitskaarten voor Belgen en vreemdelingen:

- € 10,00 (RVT € 9,00)

5°) Voor de afgifte of verlenging van bijlagen 15, 35, 49 en 50, evenals van aankomstmeldingen krachtens het Koninklijk Besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd

door het Koninklijk Besluit van 27 april 2007) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen :

- € 15,00 (RVT € 13,00) per afgegeven of verlengd document

- De afgifte en verlenging van de bijlagen 15, 49 en 50 bij een eerste inschrijving, evenals de verlenging van een document dat is afgegeven voor een minderjarig kind, zijn echter gratis

6°) Voor de afgifte of verlenging van attesten van immatriculatie :

- € 26,00 (RVT € 24,00) voor de afgifte

- € 15,00 (RVT € 13,00) voor de verlenging

7°) Voor de afgifte van een attest van aangifte van verlies, diefstal of vernietiging van een identiteitskaart of een vreemdelingenkaart (bijlage 12)

- € 12,00 (RVT € 10,00)
- Indien er echter sprake is van diefstal, is genoemd attest gratis

B.Paspoorten

1°) voor de afgifte van een paspoort voor volwassenen:

- € 115,00 (RVT € 110,00) voor een normale procedure

- € 320,00 (RVT € 300,00) voor de spoedprocedure da + 1

- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een paspoort voor een kind:

- € 70,00 (RVT € 65,00) voor de normale procedure

- € 275,00 (RVT € 265,00) voor de spoedprocedure dag + 1

- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

C.Belgische reisdocumenten voor niet-Belgen

1°) voor de afgifte van een Belgisch reisdocument voor niet-Belgen voor volwassenen:

- € 115,00 (RVT € 110,00) voor een normale procedure
- € 320,00 (RVT € 300,00) voor de spoedprocedure dag + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een Belgisch reisdocument voor niet-Belgen voor een kind:

- € 70,00 (RVT € 65,00) voor de normale procedure
- € 275,00 (RVT € 265,00) voor de spoedprocedure dag + 1
- € 400,00 (RVT € 385,00) voor de spoedprocedure in 4u30

D.Rijbewijs

1°) voor de afgifte van een rijbewijs in bankkaartmodel:

- € 35,00 (RVT € 33,00)

2°) voor de afgifte van een internationaal rijbewijs:

- € 35,00 (RVT € 33,00)

E.Tenlastenneming:

1°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een verblijf van korte duur:

- € 25,00 (RVT € 22,00)

2°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een student:

- € 25,00 (RVT € 11,00)

F.Voor de inschrijving in het bevolkingsregister na een schrapping van ambtshalve:

- € 30,00 (RVT € 27,00)

G.Voor de afgifte van een attest van schrapping uit de bevolkingsregisters (Model 8):

- € 12,00 (RVT € 11,00)

H.Voor de afgifte van een arbeidsvergunning voor vreemdeling:

- € 12,00 (RVT € 1,50)

I.Voor de afgifte door de ambtenaar van de Burgerlijke Stand van afschriften of uittreksels van de akten van de Burgerlijke Stand, evenals van de akten betreffende de verkrijging, het herkrijgen, het behoud of het verlies van de nationaliteit:

- € 15,00 (RVT € 13,00)

- De afgifte van de hierboven vermelde documenten is echter gratis voor personen die zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters en de vreemdelingenregisters van de gemeente Etterbeek.

J. Voor de afgifte van een huwelijksboekje:

- € 45,00 (RVT € 40,00)

K. Voor de overschrijving van de buitenlands akten in de registers van de burgerlijke stand:

- € 50,00 (RVT € 45,00)

L. Voor de afgifte van een akte voor een concessie:

- € 15,00 (RVT € 13,00)

Artikel 3: Vermindering voor de begunstigden van het RVT-statuut

De begunstigden van het RVT-statuut, omschreven als de verhoogde tegemoetkoming in gezondheidskosten, kunnen genieten van verminderde bedragen, op vertoon van een geldig attest van dit sociaal statuut afgeleverd door een mutualiteit. Het gemeentebestuur zal nakijken of de persoon in kwestie in aanmerking komt voor het RVT-statuut alvorens het toe te passen.

Artikel 4: Vrijstelling van belasting:

Zijn vrijgesteld van de belasting :

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit of enige andere beslissing van de overheid gratis moeten worden afgeleverd door het gemeentebestuur;
- de uittreksels uit de bevolkingsregisters;
- de uittreksels uit het strafregister."

Artikel 5: Inning

De belasting wordt contant geïnd, met ander woorden bij de afgifte van het

document. Het betalingsbewijs geldt als bewijs van betaling. Bij gebrek daaraan wordt de belasting op kohier gebracht en is ze onmiddellijk invorderbaar. De geschillen betreffende de toepassing van dit reglement worden geregeld in overeenstemming met de bepalingen van het algemeen reglement op dit gebied.

Artikel 6: Bijkomende kosten

Wanneer documenten die aangevraagd worden per post verzonden worden, worden de verzendings- en bankkosten verbonden aan het gebruik van het elektronisch loket opgeteld bij de belasting en geconsigneerd op het moment dat de aanvraag wordt ingediend, eveneens in het geval dat de afgifte van de documenten gratis is.

Artikel 7: Slotbepalingen

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf september 2026 en blijft van kracht tot 31 december 2031, onder voorbehoud van wijzigingen door een nieuwe beraadslaging van de gemeenteraad. Het reglement wordt herwerkt in functie van de wettelijke evolutie of de budgettaire noden van de gemeente.

Artikel 8:

Het tarief van de belasting wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basispercentage x nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basispercentage is het in dit reglement gespecificeerde tarief.

De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingsjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op de tweede decimaal naar boven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Document_Notif01_pas d'objection T35552629775887746114.pdf, Annexe DDA.pdf

---

Marchés publics - Overheidsopdrachten

14.09.2026/A/0027 **Achat d'un camion poubelles 12 tonnes - Approbation des conditions suite à la révision du cahier des charges**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/JC/2026/Compacteur relatif au marché "Achat d'un camion poubelles 12 tonnes" approuvé par le Conseil communal en date du 06 juillet 2026 ;

Considérant qu'il est constaté que certains passages du cahier des charges sont soit trop exigeant au niveau de la sélection qualitative ou pas assez explicités clairement (critères d'attribution) ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins, par décision du 30 juillet 2026, a donc demandé aux services concernés de procéder à la révision du cahier des charges après avoir pris les renseignements nécessaires auprès des différentes instances ;

Considérant que le mode de passation ne change pas et que ce marché passe par procédure ouverte ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er
D'approuver le cahier des charges N° TP/JC/2026/Compacteur modifié pour l'achat d'un camion poubelles 12 tonnes. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 310.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2
De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché rectificatif au niveau national et européen.

Article 3
De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 23 votes positifs, 6 abstentions.
Abstentions : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

Aankoop van een vuilniswagen 12 ton - Goedkeuring lastvoorwaarden na herzienning van het lastenboek

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het bestek nr. TP/JC/2026/Compacteur met betrekking tot de opdracht "Aankoop van een vuilniswagen 12 ton", goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 06 juli 2026;

Overwegende dat is vastgesteld dat bepaalde passages in het bestek ofwel te streng zijn op het vlak van de kwalitatieve selectie, ofwel niet duidelijk genoeg zijn toegelicht (gunningscriteria);

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, bij besluit van 30 juli 2026, de betrokken diensten bijgevolg heeft opgedragen het bestek te herzien, na de nodige inlichtingen te hebben ingewonnen bij de verschillende instanties;

Overwegende dat de plaatsingsprocedure niet wijzigt en deze opdracht via een openbare procedure verloopt;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1
Het gewijzigde bestek nr. TP/JC/2026/Compacteur goed te keuren voor de aankoop van een vuilniswagen 12 ton. De voorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het ramingbedrag bedraagt € 310.000,00 (incl. 21% btw).

Artikel 2
Het rectificatiebericht aan te vullen, goed te keuren en te verzenden op nationaal en Europees niveau.

Artikel 3
Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 23 positieve stemmen, 6 onthoudingen.
Onthoudingen : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

5 annexes / 5 bijlagen
2026_8_30_21_18_27_SubType16.pdf, 2026_08_27_CCH - Modele 3P.pdf, Document_notif06_délai_expiré16910626116799494749.pdf, 2026_8_30_21_18_17_SubType16.pdf, 2026_08_27_Bestek - Model 3P.pdf

---

14.09.2026/A/0028 **Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information – Période de Mars à Août 2026**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux,

fournitures et services ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu qu'une liste sous format Excel des marchés passés sur base de cet article 234 §3 de la NLC est présente en annexe de la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins reprise dans le document sous format Excel en annexe de la présente délibération et ce, en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving – Periode van Maart tot Augustus 2026

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen, krachtens artikel 234, § 3, van de Nieuwe Gemeentewet, gemachtigd is om de bevoegdheid van de gemeenteraad uit te oefenen om, in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, de voorwaarden van de opdracht vast te stellen indien toepassing wordt gemaakt van de artikelen 42, § 1, 1°, a), en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de beslissingen die in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen worden genomen, ter informatie aan de gemeenteraad moeten worden meegedeeld;

Overwegende dat een lijst in Excel-formaat van de opdrachten die op basis van dit artikel 234, § 3, van de NGW zijn gegund, als bijlage bij dit besluit is gevoegd;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen zoals opgenomen in het document in Excel-formaat in bijlage bij dit besluit, en dit in toepassing van artikel 234, § 3, van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2026_08_26_Liste (art. 234 §3 NLC).xlsx, 2026_08_26_Lijst (art.234 §3 NGW).xlsx

---

14.09.2026/A/0029 **Propriétés communales - Acquisition d'un bus scolaire - Modifications mineures du cahier des charges – Retrait partiel de la délibération du 22 juin 2026 et approbation de la nouvelle version du cahier des charges**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale (NLC) applicable en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 117 et l'article 234 concernant la compétence des organes communaux en matière de marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu sa délibération en date du 22 juin 2026 approuvant le mode de passation, les conditions, l'estimation globale à 255.000 € TVAC ainsi que le cahier des charges du marché de fournitures ayant pour objet l'"Achat d'un bus scolaire" ;

Considérant que l'avis de marché n'a pas encore fait l'objet d'une publication officielle et qu'aucun droit n'a été créé au profit de tiers ;

Considérant que suite à un appel téléphonique du service régional de Tutelle sur les marchés publics vers le service des Marchés publics de la Commune faisant mention de quelques petites erreurs matérielles dans le cahier des charges qu'il y a lieu de corriger ou d'ajuster afin d'optimaliser la mise en concurrence, sans pour autant modifier la nature de la fourniture ;

Considérant qu'il est expressément constaté que ces modifications n'altèrent aucun des

éléments essentiels validés lors de la séance précédente, à savoir :

1. Le mode de passation initialement choisi ;
2. L'estimation financière du marché, maintenue à 255.000 € TVAC ;
3. L'article budgétaire [Indiquer le n° de l'article budgétaire] sur lequel les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal ;

Considérant qu'un acte administratif non créateur de droits peut être valablement retiré par l'autorité qui l'a pris, tant qu'il n'a pas reçu un début d'exécution ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de retirer l'approbation du cahier des charges initial et de lui substituer l'approbation du cahier des charges modifié, dans un souci de bonne administration et de sécurité juridique;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DÉCIDE :

Article 1er. — Est retirée, avec effet rétroactif, la seule disposition de la délibération du Conseil communal du 22 juin 2026 portant sur l'approbation du cahier des charges du marché de fournitures "Achat d'un bus".

Article 2. — Les autres dispositions de la délibération du 22 juin 2026 (le choix du mode de passation, l'estimation financière de 255.000 € TVAC et l'imputation budgétaire) demeurent inchangées et conservent leur pleine et entière validité.

Article 3. — Est approuvée la nouvelle version actualisée du cahier des charges (portant la référence de dossier n° TP/GAR/2026/01 reprenant les corrections techniques jointes en annexe à la présente délibération.

Article 4. — La présente délibération sera transmise au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Pouvoirs Locaux) dans le cadre de la tutelle administrative générale, conformément à l'Ordonnance du 14 mai 1998.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeentelijke eigendommen - Aankoop van een schoolbus - Kleine wijzigingen aan het bestek – Gedeeltelijke intrekking van de beslissing van 22 juni 2026 en goedkeuring van de nieuwe versie van het bestek

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet (NGW) van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 117 en artikel 234 betreffende de bevoegdheid van de gemeentelijke organen inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op zijn besluit van 22 juni 2026 tot goedkeuring van de plaatsingsprocedure, de voorwaarden, de globale raming ten bedrage van € 255.000 btw inclusief, alsook het bestek van de leveringsopdracht met als voorwerp "Aankoop van een schoolbus";

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht nog niet officieel werd gepubliceerd en er geen rechten ten gunste van derden zijn ontstaan;

Overwegende dat, naar aanleiding van een telefonisch contact van de gewestelijke dienst Administratief Toezicht op de overheidsopdrachten met de dienst Overheidsopdrachten van de Gemeente, er melding werd gemaakt van enkele kleine materiële fouten in het bestek die moeten worden gecorrigeerd of aangepast om de mededinging te optimaliseren, zonder dat hierdoor de aard van de levering wijzigt;

Overwegende dat uitdrukkelijk wordt vastgesteld dat deze wijzigingen geen afbreuk doen aan de essentiële elementen die tijdens de vorige zitting werden goedgekeurd, te weten:

1. De initieel gekozen plaatsingsprocedure;
2. De financiële raming van de opdracht, die behouden blijft op € 255.000 btw inclusief;
3. Het budgetartikel [Nummer van het budgetartikel invullen] waarop de nodige kredieten op de gemeentebegroting zijn ingeschreven;

Overwegende dat een administratieve rechtshandeling die geen rechten doet ontstaan, geldig kan worden ingetrokken door de overheid die ze heeft genomen, zolang ze nog geen begin van uitvoering heeft gekend;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de goedkeuring van het initiële bestek in te trekken en te vervangen door de goedkeuring van het gewijzigde bestek, met het oog op een goed bestuur en de rechtszekerheid;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1. — Alleen de bepaling van het besluit van de Gemeenteraad van 22 juni 2026 die betrekking heeft op de goedkeuring van het bestek van de leveringsopdracht "Aankoop van een bus" wordt met terugwerkende kracht ingetrokken.

Artikel 2. — De overige bepalingen van het besluit van 22 jni 2026 (de keuze van de plaatsingsprocedure, de financiële raming van € 255.000 btw inclusief en de budgettaire aanrekening) blijven ongewijzigd en behouden hun volledige rechtskracht.

Artikel 3. — De nieuwe, bijgewerkte versie van het bestek n° TP/GAR/2026/01 , die de in bijlage bij dit besluit gevoegde technische correcties bevat, wordt goedgekeurd.

Artikel 4. — Dit besluit zal, in het kader van het algemeen administratief toezicht en overeenkomstig de Ordonnantie van 14 mai 1998, worden toegezonden aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Plaatselijke Besturen).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2026_05_03_Bestek - Model 3P.docx, 2026_06_01_CCH - Modele 3P.docx

14.09.2026/A/0030 **Service de Prévention - Rénovation et isolation des deux toitures en intérieur d'îlot (phase 1) – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38, § 1, 1° f) (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 750.000,00 €), et notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat et l'article 43;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal en date du 21 février 2022, relative à l'adhésion de la Commune d'Etterbeek au programme Renoclick initié par Sibelga ;

Vu la nécessité d'entreprendre des travaux de toiture à l'école « Claire joie » sise rue Beckers 129 à 1040 Etterbeek avant de pouvoir accueillir des panneaux photovoltaïques financés par tiers-investisseurs ;

Considérant que le montant estimé du marché « Ecole "Claire joie » - Travaux de toiture (via Renoclick de Sibelga) - Marché subséquent" s'élève à 271.000,00 € (incl. 6% TVA) sous le régime TVA cocontractant ;

Considérant que ces travaux seront organisés sous forme d'un marché subséquent dans le cadre d'un accord-cadre conclu par Sibelga ;

Vu l'évaluation technique préalable et les documents descriptifs du marché subséquent transmis par Sibelga ;

Considérant que ce mode de financement permet de limiter l'impact budgétaire pour la Commune tout en favorisant l'investissement citoyen ;

Considérant la légalité de ce mécanisme de financement, notamment au regard de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et la supervision des plateformes de financement participatif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

Le Conseil communal décide :

Article 1 – D'approuver les travaux de toiture à l'école « Claire joie » sise rue Beckers 129 à 1040 Etterbeek pour un montant estimé à 271.000,00 € TVAC (incl. 6% TVA – régime cocontractant) dans le cadre du programme Renoclick porté par Sibelga, selon les modalités techniques et administratives définies dans le cahier des charges transmis.

Article 2 – De signer et transmettre la fiche projet reprise en annexe de la présente délibération à Sibelga afin que cette dernière puisse entamer les démarches du marché public.

Article 3 – D'approuver le recours au financement via un mécanisme de crowdlending ;

Article 4 – De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la présente décision, notamment de signer tous documents utiles à la passation et au financement du marché susmentionné.

Article 5 – La présente délibération sera transmise au service de la Tutelle régionale sur les marchés publics.

Article 6 – D'imputer le montant de la dépense à l'article budgétaire 722/724-60 qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2026 (report budget 2025).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Dienst Preventie - Renovatie en isolatie van de twee dakengelegen binnenterrein (fase 1) - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° f) (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet), en inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2 die de aanbestedende

overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 februari 2022 betreffende de toetreding van de gemeente Etterbeek tot het door Sibelga geïnitieerde RenoClick-programma;

Gelet op de noodzaak om de 1ste fase van de dakwerken uit te voeren op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht “Dienst Preventie - Renovatie en isolatie van de twee daken binnenterrein (Fase 1)” wordt geraamd op 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat deze werken zullen worden georganiseerd in de vorm van een vervolgopdracht in het kader van een raamovereenkomst gesloten door Sibelga;

Gelet op de voorafgaande technische evaluatie en de beschrijvende documenten van de vervolgopdracht zoals overgemaakt door Sibelga;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen

Besluit de Gemeenteraad :

Artikel 1 - Goedkeuring wordt verleend aan de 1ste fase voor de renovatie- en isolatiewerken van de twee daken binnenterrein op de dienst Preventie gelegen Generaal Tombeurstraat 51-53 te 1040 Etterbeek voor een geraamd bedrag van 294.074,53 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant) in het kader van het RenoClick-programma van Sibelga, volgens de technische en administratieve bepalingen uiteengezet in het overgemaakte bestek.

Artikel 2 – De projectfiche, opgenomen in de bijlage bij dit besluit, te ondertekenen en over te maken aan Sibelga zodat deze de nodige stappen kan ondernemen voor de overheidsopdracht.

Artikel 3 – Dit besluit over te maken aan de dienst Toezicht van het Gewest inzake overheidsopdrachten.

Artikel 4 – De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, op artikel 300/724-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen
Fiche projet.pdf, FR_J70-Solarclick-2-SOUM-CDC-Tech-V08-fr.pdf, Document_notif06_délai_expiré12244900144334165356.pdf, J70-Solarclick-2-SOUM-TB-Tech-V08-nl.pdf, FR_SIB21TW1202 SolarClick 2 Réno Toitures CSCh VF.pdf, SIB21TW1202+SolarClick+2++Veiligheidsspecificaties+Renovatie+Daken.docx, J70-Solarclick-2-SOUM-MET gen (1, 2 et 3) -V04-fr-nl-29-08.xlsx

---

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

14.09.2026/A/0031 **Chèques-taxis - Convention 2026**

Le Conseil communal,

Considérant le règlement relatif à l'octroi de chèques taxis en faveur des personnes à mobilité réduite, voté par le Conseil Communal en sa séance du 20 octobre 2003, et modifié en sa séance du 21 février 2022 ;

Considérant la Convention régionale transmise par Bruxelles-Mobilité et règlant les modalités d'une subvention de la région d'un montant 7530 euros pour l'acquisition de chèques-taxis à valeur universelle en 2026 ;

Considérant que Bruxelles-Mobilité nous a transmis cette convention en date du 22juillet 2026 accompagné du mail suivant :

"Bonjour,

Vous trouverez ci-joint les conventions FR + NL concernant le subside chèques taxis 2026 à faire signer par votre commune. Pourriez-vous les faire signer et me renvoyer le tout dès que possible (scanné en couleur)?

A ce stade, je ne peux pas vous garantir que l'engagement budgétaire pourra avoir lieu mais la convention est un préalable.

Je vous remercie d'avance.

Bien à vous,"

Considérant que la notification officielle du subside sera présentée au Conseil communal lorsque Bruxelles-Mobilité confirmera l'engagement budgétaire et transmise ensuite pour modification budgétaire ;

DECIDE d'approuver la convention régionale relative à l'octroi d'une subvention de la région d'un montant 7530 euros pour l'acquisition de chèques-taxis à valeur universelle pour l'année 2026 ;

PREND ACTE que la signature de cette convention est un préalable à l'octroi de la subvention, mais que Bruxelles-Mobilité ne peut garantir à ce stade l'engagement budgétaire.

CONVENTION

ENTRE :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « La Région »

ET

La commune de Etterbeek représentée par son Bourgmestre, Vincent De Wolf, et le Secrétaire communal Madame Annick Petit,

Dénommée ci-après « Le Bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 7.530 EUR conformément à l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 2026.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

ARTICLE 2: OBJET DE LA SUBVENTION

La subvention est allouée au Bénéficiaire pour couvrir partiellement les frais liés à la distribution des chèques – taxis à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles- Capitale.

Article 2.1. Mission et objectifs

Descriptif et objectifs du projet :

Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont celles relatives à l'acquisition par la commune des chèques-taxis acquis et payés par la commune auprès de la société responsable des chèques taxis désignée par la Région et effectivement utilisés par les personnes à mobilité réduite ou à faible revenu qui répondent aux conditions suivantes :

1. handicapé (66 % ou 9 points) + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu BIM.2. Les '+ de 75 ans' + attestation d'incapacité à utiliser les transports en commun + revenu BIM.

Cette subvention vise à faciliter la mobilité de ce public.

Indicateurs de réalisation :

La commune devra acheter auprès du prestataire de services désigné par la Région des chèques taxis régionaux au prix de 5€ l'unité, soit la valeur faciale. Ces chèques doivent être commandés, payés et réceptionnés sur l'année 2026. Le subside se base sur les chèques achetés et leur taux d'utilisation.

Article 2.2. Budget

Le budget prévisionnel relatif à la présente convention s'établit sous la forme suivante :

Postes des dépenses	Total (TVAC)	A prendre en charge par la Région	Pris en charge par d'autres		Financés par des fonds propres
			Nom	Montant	
Frais de fonctionnement : (pour l'acquisition des chèques – taxis à valeur universelle)	0 €	7.530,00 €	/	0 €	
Frais de personnel	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de matériel	0 €	0 €	/	0 €	
Frais administratifs	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de sous-traitance, tiers, honoraires	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de déplacement	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de séjour	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de promotion et publication	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de loyer et charges locatives	0 €	0 €	/	0 €	
Frais de nourriture	0 €	0 €	/	0 €	
Total	0 €	7.530,00 €	/	0 €	

Toute modification à ce budget prévisionnel requiert l'accord des deux parties et doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 3: DUREE

Conformément à l'article 62 §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, l'action subventionnée démarrant le 1er janvier de l'année budgétaire en cours, la période de couverture de la subvention débute le 01/01/2026 et se termine le 31/12/2026. Cette prise d'effet rétroactive est motivée par le fait que les communes peuvent commander toute l'année les chèques, les actions commencent donc avant la notification de l'arrêté

ARTICLE 4: COMMUNICATION

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles via info@sprb.brussels.

ARTICLE 5: MODALITES DE LIQUIDATION ET PIECES A FOURNIR LORS DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le respect de cet article et l'introduction de tous les éléments justificatifs demandés ci-dessous dans les délais impartis conditionnent le versement de la subvention.

La subvention de 7.530 EUR sera liquidée en deux tranches :

Une première tranche de 6.777 EUR (90%), sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 1 accompagnée du budget provisionnel et

envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels, après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

La déclaration de créance concernant la 1ère tranche doit être envoyée à l'Administration pour le 31 décembre 2026 au plus tard. A défaut d'envoi de la déclaration de créance dans les délais susmentionnés, la subvention ne pourra être octroyée.

Le solde de 753 EUR (10%) sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni en annexe 2 et envoyée sous format PDF à invoice@sprb.brussels, avec copie à aldepeint@sprb.brussels et à lverstrepen@sprb.brussels (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).

- du dossier complet de justificatifs envoyé à aldepeint@sprb.brussels, comprenant les pièces listées ci-dessous, datées et signées :

- une copie de la déclaration de créance

- le guide des subventions fourni en annexe 3

- le rapport financier (établi selon le modèle fourni en annexe 4) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense

- le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni en annexe 5)- la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni en annexe 6)

- un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet

Sont éligibles les factures relatives aux chèques taxis régionaux commandés auprès du prestataire de services désigné par la Région pendant la période de couverture, et qui permettent d'identifier clairement le type de frais concerné, et ce quelle que soit la date de la facture. Le nom et l'année du projet visé par la présente subvention doivent cependant être repris par l'organisme émetteur sur toutes les factures émises en dehors de la période de couverture. Les chèques doivent être commandé via l'adresse email spécifiée par la Région.Chaque justificatif présenté devra obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou toute autre forme de preuve de paiement prouvant la dépense.

Le taux d'utilisation est fourni par le prestataire de services à la Région. Il permet d'apporter la preuve de l'utilisation effective des chèques – taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques – taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tôt en mai 2028 et au plus tard le 15/12/2028 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention et est tenu

de rembourser les montants déjà perçus.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

La liquidation des différentes tranches de la présente subvention est suspendue aussi longtemps que le bénéficiaire, pour une subvention analogue reçue antérieurement, n'a pas, le cas échéant, régularisé sa situation.

ARTICLE 6: PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiants, la ventilation entre pouvoirs subsidiants devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

ARTICLE 7: CONTROLE DES SUBVENTIONS

Les articles 165 à 169 de l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous:

Art. 165.

§ 1er. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par elle sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

§ 2. Aucune action subventionnée ne peut être mise en oeuvre par le ou les bénéficiaires de la subvention avant la notification de l'arrêté signé et daté octroyant

celle-ci et, le cas échéant, de la convention qui s'y rapporte.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

§ 3. Le Gouvernement est autorisé à déterminer différents types de subventions dans l'arrêté qui règle le contrôle budgétaire.

Art. 166.

Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît également à toute entité comptable le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Art. 167.

Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 166 ;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 165, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 168.

Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 165 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 166.

Lorsqu'une subvention est payée par tranches, chaque tranche est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Art. 169.

Dans le cadre de l'octroi de subventions, les comptables-trésoriers des recettes non fiscales et les gestionnaires de dossiers des entités comptables vérifient au préalable l'existence de créances non recouvrées, au profit de leur entité comptable, dont l'échéance est dépassée, dues par une personne physique ou morale demanderesse d'une subvention.

Le gestionnaire de dossier invite le débiteur à solder sa dette afin que la subvention puisse lui être octroyée.

Le Gouvernement est autorisé à déterminer les exceptions au présent article.

Cette subvention rentre dans le cadre d’une exception à l’article 165 §2 de l’ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale. Conformément à l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale, article 62, §3, une exception est accordée pour les actions qui

démarrent le 1er janvier de l'année budgétaire en cours.

La subvention est soumise au principe de non-enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparait que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, le remboursement correspondant sera réclamé.

ARTICLE 8: PAIEMENTS

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires et seront exécutés dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

ARTICLE 9 - TVA

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses hors TVA. La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le Bénéficiaire.

ARTICLE 10: MARCHES PUBLICS

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

ARTICLE 11: IMPUTATION BUDGETAIRE

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 42.045.03.02.43.22/ poste budgétaire 42.045.08 du budget 2026 de la Région de Bruxelles-Capitale.

ARTICLE 12: LITIGES

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

ARTICLE 13: TRANSMISSION DES DOCUMENTS

À l'exception des communications prévues à l'article 5, toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. POUR LA RÉGION

Service public régional de Bruxelles. – Bruxelles Mobilité

Direction Transport de Personnes

A l'attention de Madame Véronique VANBERG, Directrice.

Place Saint-Lazare 2,1035 BRUXELLES

2. POUR LE BÉNÉFICIAIRE

La commune d'Etterbeek

Avenue des casernes 31/1,1040 Etterbeek

ARTICLE 14: ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention signée par les parties entre en vigueur le jour de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..Pour la commune d'Etterbeek

Vincent De Wolf Bourgmestre

Annick Petit Secrétaire communale

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Directeur général de Bruxelles Mobilité

Christophe Vanoerbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Taxicheques - Overeenkomst 2026

De gemeenteraad,

gelet op het reglement over de toekenning van taxicheques aan personen met beperkte mobiliteit, dat door de gemeenteraad werd goedgekeurd in zijn zitting van 20 oktober 2003 en werd gewijzigd in zijn zitting van 21 september 2022;

gelet op de gewestelijke overeenkomst die Brussel Mobiliteit heeft doorgestuurd waarin de voorwaarden zijn vastgelegd van de subsidie van het Gewest (7.530 euro) voor de aankoop van taxicheques met een universele waarde voor het jaar 2026;

overwegende dat Brussel Mobiliteit ons deze overeenkomst heeft bezorgd op 22 juli 2026, samen met de volgende mail:

"Goedendag,

U vindt in bijlage de overeenkomsten FR + NL over de taxicheques 2026 die uw gemeente moet ondertekenen. Kunt u deze zo snel mogelijk laten ondertekenen en aan mij terugbezorgen (kleurenscan)?

Op dit moment kan ik u niet garanderen dat de budgettaire verbintenis kan plaatsvinden, maar de overeenkomst is een noodzakelijke voorafgaande voorwaarde.

Dank bij voorbaat.

Met vriendelijke groeten,”

overwegende dat de officiële kennisgeving van de subsidie zal worden voorgelegd aan de gemeenteraad wanneer Brussel Mobiliteit de budgettaire verbintenis zal hebben bevestigd en vervolgens zal worden doorgestuurd voor een begrotingswijziging;

BESLIST om de gewestelijke overeenkomst over de voorwaarden van de subsidie van het Gewest (7.530 euro) voor de aankoop van taxicheques met een universele waarde voor het jaar 2026 goed te keuren.

NEEMT AKTE dat de ondertekening van deze overeenkomst een voorafgaande voorwaarde is voor de toekenning van de subsidie, maar dat Brussel Mobiliteit op dit moment de budgettaire verbintenis niet kan garanderen.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Christophe Vanoerbeek, directeur-generaal van het bestuur Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel,

Hierna « het Gewest » genoemd,

EN

De gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door de Burgemeester, Vincent De Wolf, en de Gemeentesecretaris, Mevrouw Annick Petit,

Hierna « de Begunstigde » genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :

ARTIKEL 1: DOEL VAN DE OVEREENKOMST

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 7.530 EUR overeenkomstig het Brusselse Hoofdstedelijke ministerieel besluit van 2026.

In geen enkel geval mag het toepassingsveld van bovenvermeld besluit gewijzigd, ingeperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

In geval van niet-uitvoering van één of meerdere bepalingen van dit overeenkomst kan het Gewest beslissen de subsidie te verminderen of om volledige of gedeeltelijke terugbetaling te verzoeken.

ARTIKEL 2: DOEL VAN DE SUBSIDIE

De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde om gedeeltelijk de kosten te dekken met betrekking tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 2.1. Opdracht en doelstellingen

Beschrijving van het project en doelstellingen van het project

De uitgaven die door deze subsidie worden gedragen zijn deze die betrekking hebben op de aanschaf door de gemeente van taxicheques, aangeschaft en betaald door de gemeente bij de firma die verantwoordelijk is voor de taxicheques, en die ook effectief werden gebruikt door personen met beperkte mobiliteit of met een laag inkomen die aan volgende voorwaarden voldoen:

1. gehandicapt (66% of 9 punten) + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + BVT-inkomen.

2. 75-plussers + ongeschiktheidsattest om het openbaar vervoer te gebruiken + BVT-inkomen.

Verwezenlijkingsindicatoren

De gemeente moet bij de door de regio aangewezen dienstverlener regionale taxicheques kopen tegen een prijs van 5 euro per stuk, wat overeenkomt met de nominale waarde. Deze cheques moeten in 2026 worden besteld, betaald en in ontvangst genomen. De subsidie is gebaseerd op de gekochte cheques en het gebruik ervan.

Artikel 2.2. BudgetDe begrotingsraming met betrekking tot onderhavige overeenkomst kan als volgt worden opgemaakt :

Uitgavenposten	Totaal (incl. btw)	Ten laste van het gewest	Ten laste van anderen		Gefinancierd met eigen middelen
			Naam	Bedrag	
Werkingskosten (Aankoop van taxicheques met een universele waarde)	0 €	7.530,00 €	/	0 €	
Personeelskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Materiaalkosten	0 €	0 €	/	0 €	
Administratieve kosten	0 €	0 €	/	0 €	
Kosten van onderaanneming, derden, vergoedingen	0 €	0 €	/	0 €	
Verplaatsingskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Verblijfskosten	0 €	0 €	/	0 €	
Promotie- en publicatiekosten	0 €	0 €	/	0 €	
Huurkosten en -lasten	0 €	0 €	/	0 €	
Kosten voor voeding	0 €	0 €	/	0 €	
Totaal	0 €	7.530,00 €	/	0 €	

Elke wijziging in deze begrotingsraming vereist het akkoord van beide partijen en moet het voorwerp uitmaken van een bijakte bij deze overeenkomst.

ARTIKEL 3: DUUR

Overeenkomstig artikel 62 §3 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit, aangezien de gesubsidieerde actie start op 1 januari van het

lopende begrotingsjaar, gaat de dekkingsperiode van de subsidie in op 01/01/2026 en eindigt op 31/12/2026. Deze retroactieve begindatum wordt gerechtvaardigd door het feit dat gemeenten het hele jaar door cheques kunnen bestellen, waardoor de maatregelen al van kracht zijn voordat het besluit wordt bekendgemaakt.

ARTIKEL 4:

COMMUNICATIE

Bij elke communicatie van de begunstigde over het voorwerp van de subsidie moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook het logo van het gewest of Brussel Mobiliteit vermeld worden, ongeacht de gebruikte drager.

Voor elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet de begunstigde de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, die verkrijgbaar is via info@gob.brussels, nauwgezet naleven.

ARTIKEL 5: BETALINGSMODALITEITEN EN STUKKEN TE BEZORGEN BIJ DE AANVRAAG TOT BETALING

De naleving van dit artikel en de indiening van alle hieronder gevraagde bewijsstukken binnen de gestelde termijn zijn voorwaarden voor de uitbetaling van de subsidie.

De subsidie van 7.530 EUR wordt in twee schijven uitbetaald :

Een eerste schijf van 6.777 EUR, op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het als bijlage 1 bezorgde model vergezeld van de begrotingsraming en en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels, na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

De schuldvordering betreffende de eerst schijf moet ten laatste tegen 31 december 2026 aan het Bestuur worden bezorgd. Als de schuldvordering niet binnen de voormelde termijn wordt bezorgd, kan de subsidie niet worden toegekend.

Het saldo van 753 EUR (10%) tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het als bijlage 2 bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar invoice@gob.brussels, met kopie voor aldepeint@gob.brussels en lverstrepen@sprb.brussels (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).

- het volledige verantwoordingsdossier verstuurd naar aldepeint@gob.brussels, met alle hieronder opgesomde stukken, gedateerd en ondertekend:

- een kopie van de schuldvordering

- de subsidiegids verstrekt als bijlage 3

- het financiële verslag (opgesteld volgens het als bijlage 4 bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidieerbare uitgaven waarin de overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingsstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.

- het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het als bijlage 5 bezorgde model)

- de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het als bijlage 6 bezorgde model)

- een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

Komen in aanmerking de facturen met betrekking tot regionale taxicheques die tijdens de dekkingsperiode bij de door de regio aangewezen dienstverlener zijn besteld en die het mogelijk maken het soort betrokken kosten duidelijk te identificeren, ongeacht de datum van de factuur. De uitgifte-instelling moet de naam en het jaar van het project dat onder deze subsidie valt echter vermelden op alle facturen die buiten de dekkingsperiode worden uitgeschreven. De cheques moeten worden besteld via het door de regio opgegeven e-mailadres. Elk voorgelegd bewijsstuk moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of een betaalbewijs.

Het gebruikspercentage wordt door de dienstverlener aan het Gewest meegedeeld. Aan de hand van het rapport van de maatschappij die verantwoordelijk is voor de taxicheques en die deze na gebruik terugneemt, kan worden aangetoond dat de taxicheques daadwerkelijk door de eindbegunstigden zijn gebruikt. Het bedrag van de tweede tranche wordt berekend op basis van het aantal daadwerkelijk gebruikte taxicheques.

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam “Brussel Mobiliteit” vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk ten vroegste in mei 2028 en ten laatste op 15/12/2028 worden ingediend volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na deze datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie en moet hij alle reeds ontvangen bedragen terugbetalen.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

De vereffening van de verschillende schijven van deze subsidie wordt opgeschort zolang de begunstigde in voorkomend geval zijn situatie voor een vergelijkbare eerder ontvangen subsidie niet heeft geregulariseerd.

ARTIKEL 6: INDIENING VAN DE VERANTWOORDINGSSTUKKEN

In geval van meerdere financieringen en van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

ARTIKEL 7: CONTROLE VAN DE SUBSIDIES

De artikelen 165 tot 169 van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

Art165:

§ 1. Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 mei 2003, moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door haar zonder interest verleend terugvorderbaar geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Geen enkele gesubsidieerde actie mag door de begunstigde of de begunstigden van de subsidie worden uitgevoerd vóór de kennisgeving van het ondertekende en gedateerde besluit tot verlening ervan en, in voorkomend geval, van de desbetreffende overeenkomst.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

§ 3. De Regering is gemachtigd om verschillende subsidietypes te bepalen in het besluit dat de begrotingscontrole regelt.

Art 166:

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 16 mei 2003, verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen ook aan iedere boekhoudkundige entiteit het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

Art 167:

Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003, is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van het bedrag van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 166 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord.

Art 168:

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 165 bedoelde verantwoordingen te verstrekken of zich aan de in artikel 166 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 169.

In het kader van de toekenning van subsidies gaan de rekenplichtigen van de niet-fiscale ontvangsten en de dossierbeheerders van de boekhoudkundige entiteiten vooraf na of er niet-geïnde vervallen schuldvorderingen ten gunste van hun boekhoudkundige entiteit uitstaan op een natuurlijke of rechtspersoon die een subsidie aanvraagt.

De dossierbeheerder verzoekt de debiteur zijn schuld te vereffenen opdat de subsidie hem toegekend zou kunnen worden.

De Regering is gemachtigd om de uitzonderingen op dit artikel te bepalen.

Deze subsidie valt onder een uitzondering op artikel 165, §2 van de ordonnantie van 4 april 2024 tot vaststelling van het Wetboek van de Openbare Financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 betreffende de administratieve en budgettaire controle van de gewestelijke entiteit, artikel 62, §3, wordt een uitzondering verleend voor de acties die van start gaan op 1 januari van het lopende begrotingsjaar.

De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: als blijkt dat de begunstigde zich op eender welke manier heeft verrijkt door het project uit te voeren, zal de terugbetaling van het overeenkomstige bedrag worden geëist.

ARTIKEL 8: BETALINGEN TE BEZORGEN STUKKEN BIJ DE BETALINGSAANVRAAG

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten.Ze gebeuren zo snel mogelijk, rekening houdend met de vereisten inherent aan de controles.

ARTIKEL 9: BTW

De uitgaven die in aanmerking komen voor de toegekende subsidie, zijn uitgaven zonder btw. De btw (Belasting over de Toegevoegde Waarde) kan enkel in aanmerking komen als ze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

ARTIKEL 10: OVERHEIDSOPDRACHTEN

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Het naleven van de wet- en regelgeving met betrekking tot overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, evenals zijn plicht om het Gewest de documenten en informatie te bezorgen die het vraagt. Het niet naleven ervan kan leiden tot het intrekken van nog uit te betalen subsidies en tot een verzoek tot teruggave van reeds toegekende subsidies.

ARTIKEL 11: BUDGETTAIRE AANREKENING

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op het budgettair artikel 42.045.03.02.43.22/ begrotingspost 42.045.08 van de begroting 2026 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ARTIKEL 12: GESCHILLEN

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

ARTIKEL 13: VERZENDING VAN DE DOCUMENTEN

Met uitzondering van de mededelingen waarin artikel 5 voorziet, moeten de partijen alle kennisgevingen of mededelingen die gedaan moeten worden op grond van deze overeenkomst geldig versturen naar de volgende adressen:

1. VOOR HET GEWEST

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Mobiel Brussel

Directie voor Personenvervoer

Ter attentie van Mevrouw Véronique VANBERG, Directeur

Sint-Lazarusplein 2,1035 BRUSSEL

2. VOOR DE BEGUNSTIGDE

De gemeente van EtterbeekKazernenlaan 31/1,1040 Brussel

ARTIKEL 14: INWERKINGTREDING

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking op de kennisgevingsdatum van het subsidiebesluit waarbij deze overeenkomst is gevoegd.Elke prestatie geleverd voorafgaand aan de inwerkingtreding, op eigen initiatief of als gevolg van onjuiste instructies, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Opgesteld in Brussel, in twee exemplaren, op ……..

Voor de gemeente Etterbeek

Vincent De Wolf,

Burgemeester

Annick Petit,

Gemeentesecretarisir.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De directeur-generaal van Brussel Mobiliteit

Vincent De Wolf,

Burgemeester

Annick Petit,Gemeentesecretarisir.

Christophe Vanoerbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
SUT26.005_Etterbeek_ConvFr.pdf, SUT26.005_Etterbeek_ConvNl.pdf

---

Garage communal - Gemeentelijke garage

14.09.2026/A/0032 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la 3ème Unité NDSC le vendredi 16 octobre 2026 (aller) et le dimanche 18 octobre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5660 Couvin.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la 3ème Unité NDSC le vendredi 16 octobre 2026 (aller) et le dimanche 18 octobre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5660 Couvin ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 3ème Unité NDSC.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et la 3ème Unité NDSC
Rue Bruylants 9
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la 3ème Unité NDSC, entre Etterbeek et Couvin le 16 et 18 octobre 2026.
Un chauffeurs est également mis à disposition de la 3ème Unité NDSC.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
La 3ème Unité NDSC intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 3ème Unité NDSC
La 3ème Unité NDSC s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la 3ème Unité NDSC devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, la 3ème Unité NDSC est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
La 3ème Unité NDSC est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, la 3ème Unité NDSC est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.
Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de

la 3ème Unité NDSC ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 3ème Unité NDSC est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) voor de 3e eenheid NDSC op vrijdag 16 oktober 2026 (heen) en op zondag 18 oktober 2026 (terugrit) om naar 5660 Couvin te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de derde aanvraag van dit jaar gaat;

Overwegende dat de 3e eenheid NDSC vraagt om van een gemeentebus (enkel terugrit) voor de 3e eenheid NDSC op vrijdag 16 oktober 2026 (heen) en op zondag 18 oktober 2026 (terugrit) om naar 5660 Couvin te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 3e eenheid NDSC van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de 3e eenheid NDSC

Bruylantsstraat 9
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (enkel terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 3e eenheid NDSC, tussen Etterbeek en 5660 Couvin op 16 en 18 oktober 2026.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 3e eenheid NDSC.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 3e eenheid NDSC komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de 3e eenheid NDSC

De 3e eenheid NDSC verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de 3e eenheid NDSC de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de 3e eenheid NDSC aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De 3e eenheid NDSC moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan

voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet de 3e eenheid NDSC de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 3e eenheid NDSC of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
De 3e eenheid NDSC is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
scan_mdesadeleer_2026-07-07-09-11-41.pdf

14.09.2026/A/0033 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison des Jeunes La Clef le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la première demande pour cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à la MAISON DES JEUNES LA CLEF le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la MAISON DES JEUNES LA CLEF :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et MAISON DES JEUNES LA CLEF

Représentée par Madame Magali Noach

Avenue d'Auderghem,189

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter un groupe de maximum 17 personnes, faisant partie du public de la MAISON DES JEUNES LA CLEF, le dimanche 27 septembre 2026 en vue de se rendre à Walibi.

Un chauffeur est également mis à disposition de la MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La MAISON DES JEUNES LA CLEF intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la MAISON DES JEUNES LA CLEF

La MAISON DES JEUNES LA CLEF s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la MAISON DES JEUNES LA CLEF devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la MAISON DES JEUNES LA CLEF ou d'un de ses membres, celle-ci

prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus (heen- en terugrit) aan de" Maison des Jeunes La Clef" op zondag 27 september 2026 om naar Walibi te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat vraagt om te beschikken over een gemeentelijke bus de " MAISON DES JEUNES LA CLEF" op zondag 27 september 2026 naar Walibi te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de MAISON DES JEUNES LA CLEF goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de MAISON DES JEUNES LA CLEF

Verantwoordelijke mevrouw Magali Noach

Oudergemlaan 189

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus voor het vervoer van een groep van maximaal 17 personen die deel uitmaken van het publiek van de MAISON DES JEUNES LA CLEF op zondag 27 september 2026 naar Walibi te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON DES JEUNES LA CLEF komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de MAISON DES JEUNES LA CLEF

De MAISON DES JEUNES LA CLEF verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende

uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de MAISON DES JEUNES LA CLEF de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De MAISON DES JEUNES LA CLEF moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de MAISON DES JEUNES LA CLEF of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer

dat voorzien is in artikel 1

De MAISON DES JEUNES LA CLEF is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Demande bus Walibi - MJ La Clef.pdf

14.09.2026/A/0034 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre le 05 mars 2027 à 2018 Anvers, le 26 et 27 avril 2027 à 3090 Overijse, le 30 avril 2027 à 2460 Kasterlee, le 03 et 04 mai 2027 à 3010 Louvain et le 07 mai 2027 à 7972 Aubechies.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la septième demande pour l’année 2027 ;

Considérant la demande de mise à disposition d’un bus communal (aller-retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre

- le 05 mars 2027 à 2018 Anvers ;
- le 26 et 27 avril 2027 à 3090 Overijse ;
- le 30 avril 2027à 2460 Kasterlee ;
- le 03 et 04 mai à 3010 Louvain ;
- 07 mai 2027 à 7972 Aubechies.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le Senghor

Représentée par Madame Bouchra Chafik

Chaussée de Wavre 366

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de 23 à maximum 46 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek, Anvers, Overijse, Kasterlee, Louvain et Aubechies, le 05 mars, 26, 27, 30 avril, 03, 04, 05 et 07 mai 2027.

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 05 maart 2027 om naar 2018 Antwerpen te gaan, op 26 en 27 april 2027 om naar 3090 Overijse te gaan, op 30 april 2027 om naar 2460 Kasterlee te gaan, op 03 en 04 mei 2027 om naar 3010 Leuven te gaan en op 07 mei om naar 7972 Aubechies te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de zevende aanvraag voor het jaar 2027 ;

Overwegende dat de Culturel Centrum SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit)

- op 05 maart 2027 om naar 2018 Antwerpen te gaan ;
- op 26 en 27 april 2027 om naar 3090 Overijse te gaan ;
- op 30 april 2027 om naar 2460 Kasterlee ;
- op 03 en 04 mei 2027 om naar 3010 Leuven te gaan ;
- op 07 mei 2027 om naar 7972 Aubechies te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren :

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En HET SENGHOR

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bouchra Chafik

Waversesteenweg 366

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van 23 en maximaal 46 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek, Antwerpen, Overijse, Kasterlee, Leuven en Aubechies, op 05 maart, 26, 27 en 30 april, 03, 04 en 07 mei 2027.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuu

van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Senghor mars, avril et mai 2027.pdf

14.09.2026/A/0035 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre le 23 octobre 2026 à 7080 Frameries, le 30 octobre et le 23 décembre 2026 à 4280 Hannut et le 30 décembre 2026 à 3500 Hasselt.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la dixième demande pour l’année 2026 ;

Considérant la demande de mise à disposition d’un bus communal (aller-retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre

- le 23 octobre 2026 à 7080 Frameries ;
- le 30 octobre et 23 décembre 2026 à 4280 Hannut ;
- le 30 décembre 2026 à 3500 Hasselt ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le Senghor

Représentée par Madame Bouchra Chafik

Chaussée de Wavre 366

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 33 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek, Frameries, Hannut et Hasselt le 23, 30 octobre et le 23 et 30 décembre 2026.

Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport

prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 23 oktober 2026 om naar 7080 Frameries te gaan, op 30 oktober en 23 december 2026 om naar 4280 Hannut te gaan en op 30 december 2026 om naar 3500 Hasselt te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de tiende aanvraag voor het jaar 2026 ;

Overwegende dat de Culturel Centrum SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit)

- op 23 oktober 2026 om naar 7080 Frameries te gaan ;
- op 30 oktober en 23 december 2026 om naar 4280 Hannut te gaan ;
- op 30 december 2026 om naar 3500 Hasselt ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren :

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En HET SENGHOR

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bouchra Chafik

Waversesteenweg 366

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van 33 personen maximaal, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek, Frameries, Hannut en Hasselt op 23 en 30 oktober 2026 en 23 en 30 december 2026.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de

internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Senghor octobre et décembre 2026.pdf

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

14.09.2026/A/0036 **Organisation de la foire d'Automne sur la place Jourdan, du 23 octobre au 4 novembre 2026**

Le Conseil Communal,

Considérant que la foire d'automne se tiendra sur la place Jourdan du 23 octobre au 4 novembre 2026 ;

Considérant l'installation, dans ce cadre, de neuf attractions foraines dont un carrousel, un Luna Park, un trampoline, un auto-scooter, une pêche aux canards, un stand de tir, un jeu de boîte, une « Lambada » et un vendeur de croustillons;

Considérant qu'aucun sommet européen n'est prévu durant cette période ;

Considérant que les forains pourraient s'installer et commencer le montage sur la place, dès le 20 octobre 2026 à partir de 08h00 jusque 22h00 sans que cela ne trouble la tranquillité des riverains ;

Considérant que le montage devra être terminé le 22 octobre 2026, au plus tard à 22h00 ;

Considérant que le plan d'emplacements des attractions foraines (en annexe), devrait tenir compte des demandes de la police et des services concernés ;

Considérant que le service des travaux publics a remis un avis favorable pour l'organisation de l'événement, mais demande que le montage de ce dernier soit supervisé par un agent de la voirie, chargé de veiller au respect de ses conditions (voir annexe) ;

Considérant que plusieurs interdictions de stationnement sont nécessaires (2ème plan en annexe) ;

Considérant que les terrasses des cafés entourant la partie piétonne de la place Jourdan devront être réduites à leur zone autorisable ;

Considérant que sept forains se brancheront sur les boîtiers électriques du marché dominical et s'entendront, directement, pour le paiement avec le placeur à ce sujet ;

Considérant que deux forains utiliseront un groupe électrogène pour alimenter ses deux attractions (auto scooter et Lambada) ;

Considérant qu'un col de cygne sera installé par Vivaqua pour l'approvisionnement en eau des forains et que le coût de celui -ci est ajouté au droit de place demandé, soit 53€ par forain ;

Considérant que le droit de place est calculé selon la formule suivante : nombre de Ml (mètre linéaire) x le nombre de jour x 6€ ;

Considérant que les heures d'ouverture des attractions sont fixées, chaque jour, à 13h30, à l'exception du week-end (à 11 h), et que les heures de fermeture des attractions sont fixées, chaque jour, à 22h00 ;

Considérant que les forains n'ont pas l'obligation de rester ouverts jusqu'à 22h00, mais doivent fermer à cette heure-là au plus tard, pour éviter les nuisances sonores ;

Considérant qu'une surveillance régulière du site sera demandée aux gardiens de la paix ;

Considérant que le marché dominical de la place Jourdan devra être délocalisé les dimanches 25 octobre et le 1er novembre 2026 ;

Considérant qu'un toutes-boîtes sera distribué aux riverains et au commerçants, afin de les informer de l'événement ;

Considérant l'octroi de deux cartes virtuelles aux forains pour le stationnement de leurs véhicules privés et ce, au prix de 15 euros/ carte ;

DECIDE :

D'autoriser, sous réserve de l'avis de police et des services concernés :

1. L'organisation de la foire annuelle de la place Jourdan, entre le 23 octobre et le 4 novembre 2026, avec une installation débutant le 20 octobre au 22 octobre, à 22h00, et un départ le 4 novembre 2026 à 22h00, au plus tard ;
2. La distribution d'un toutes-boîtes aux commerçants et riverains du quartier ;
3. Différentes interdictions de stationnement :

a. Tout le long du trottoir côté « Vatel » et sur la zone de livraison en face du « Vatel », du 20 octobre 2026, à partir de 06h00, au 22 octobre jusque 22h00, et le 4 novembre toute la journée ;

b. Tout le long de la place Jourdan entre le 20 octobre et le 4 novembre 2026, avec barrières Nadar pour la protection des piétons ;

c. Au centre de l'avenue du 2ème Régiment de Lanciers sur 150 mètres, entre le 19 et le 20 octobre 2026, afin de permettre aux camions et remorques de se garer avant l'installation de la foire.

d. Sur les emplacements de stationnement situés en face du Sofitel , sur lesquelles il faudra retirer le poteau amovible, du lundi 20 octobre à 06h00 au mercredi 22 octobre à 22h00 ;

4. La délocalisation du marché dominical dans la rue Général Leman, de la place Jourdan au n° 99 des deux côtés, le 25 octobre et le 1er novembre 2026, ainsi que le toutes-boîtes pour prévenir de la délocalisation du marché ;
5. l'interventions des gardiens de la paix pour une surveillance régulière du site ;
6. l'octroi de deux cartes virtuelles aux forains pour le stationnement de leurs véhicules privés et ce, au prix de 15 euros/ carte ;
7. l'approbation de la convention telle-que reprise ci-dessous .

FOIRE DE LA PLACE JOURDAN AUTOMNE 2026

ENTRE :

La Commune d'Etterbeek, établie avenue des Casernes 31/1 à Etterbeek, représentée par Monsieur Aziz ES, Échevin des Foires, Marchés et Brocantes, et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale,

ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

ET

Monsieur/Madame «nom», né(e) le «date_de_naissance», domicilié(e) à «adresse», exploitant(e) une attraction foraine «nom_du_manège_»,

ci-après dénommé(e) « l'exploitant forain », d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Attribution de l'emplacement

La Commune attribue à l'exploitant forain, qui accepte sans réserve, un emplacement de «M_linéaire» mètres de façade pour l'installation de son attraction foraine, comme indiqué sur le plan annexé. Cette attribution est valable uniquement pour la foire de la Place Jourdan organisée du 23/10/2026 au 04/11/2026 et ne constitue aucun droit acquis pour les éditions futures.

Article 2 – Redevance d'occupation

Le droit de place est fixé à«M_13»€ («M_linéaire»m x 6€/m x 13 jours). À ce montant s'ajoute une participation financière de 53€ correspondant à la location du col de cygne auprès de Vivaqua, portant le total à « € ». Ce montant doit être payé au plus tard le 17/10/2026 sur le compte BE47 0910 1763 0080, avec la mention «DC 26/» .

En cas de non-paiement dans ce délai, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans formalités.

La Commune se réserve, également, le droit de facturer les consommations d'eau réelles, après l'événement.

Article 3 – Respect des obligations légales et réglementaires

L'exploitant forain s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment, :

§ La loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

§ L'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine ;

L'exploitant forain s'engage, également, à respecter :

§ Les conditions générales et particulières éditées par le SIAMU ;

§ Les dispositions applicables du règlement général de police ;

§ La réglementation relative au bruit afin de préserver la tranquillité des riverains ;

§ Les horaires d'ouverture autorisés ;

En outre, il/elle s'engage à prendre, sur-le-champ, les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir les incidents et/ou accidents, ainsi qu'à suivre les instructions légitimes qui lui seraient faites, le cas échéant, par tout représentant de la Commune ou de l'autorité de police administrative.

Article 4 – Engagements d'exploitation

L'exploitant forain s'engage à exploiter lui-même/elle-même son attraction pendant toute la durée de la foire. Toute cession, totale ou partielle, de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation écrite et préalable du Collège des bourgmestre et échevins, entraîne la

résiliation immédiate de la convention, sans remboursement des sommes déjà versées.

L'exploitant forain s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir son attraction en place et en activité durant toute la durée de la foire et, ce, dès l'ouverture de celle-ci, le 24/10/2026 à 17H00 Il/Elle ne pourra quitter son emplacement avant la clôture officielle de la foire, le 04/11/2026 à 19h00.

Article 5 – Accès et installation

L'exploitant forain s'engage à installer son activité, selon les modalités suivantes :

§ Accès à la Place Jourdan, à partir du 20/10/2026, à partir de 08h00 ;

§ Montage des attractions autorisé à partir du 20/10/2026, à partir de 8h00 ;

§ Ouverture officielle le 23/10/2026, à partir de 18h00 ;

§ Démontage des attractions autorisé le 04/11/2026 ;

§ Départ de la Place Jourdan, le 04/11/2026, avant 22h00.

En dehors des métiers forains, aucun véhicule ne peut stationner sur la place Jourdan. Deux cartes de stationnement virtuelle peuvent être demandées par les forains au prix de 15€ par carte.

Article 6 – Gestion des déchets

L'exploitant forain s'engage à :

§ Assurer l'entretien journalier de son espace ;

§ Assurer la propreté de son espace et de ses abords, pendant et après la foire ;

§ Respecter l'obligation de tri des déchets applicable en Région de Bruxelles-Capitale : sacs blancs pour le tout-venant, sacs jaunes pour cartons et papiers, sacs bleus pour PMC, sacs oranges pour les déchets alimentaires. Le verre doit être déposé dans les bulles à verre.

Toute infraction pourra faire l'objet d'un procès-verbal par les agents constatateurs de la Commune ou de l'Agence Bruxelles-Propreté.

Article 7 – Modification de l'emplacement

Pour assurer la bonne organisation de la foire, la Commune se réserve le droit de modifier la localisation de l'emplacement attribué, après avoir entendu l'exploitant forain.

En outre, si la période de la foire coïncide avec l'organisation d'un « sommet européen » ou de toute autre activité de même nature qui impacterait le périmètre de la place Jourdan, et notamment les abords de l'hôtel Sofitel, l'exploitant forain marque accord au déplacement de son attraction foraine et, si cela n'est pas possible, à démonter et remonter celle-ci, le temps de l'organisation précitée. En tel cas, l'exploitant forain sera exempté de la redevance visée à l'article 2 pour la durée de la cessation de son attraction foraine.

L'exploitant forain renonce, expressément, à exercer tout recours contre la Commune du fait du déplacement ou de la cessation de son attraction foraine, pour quelque motif que ce soit.

Article 8 – Assurance

L'exploitant forain atteste être couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages causés aux tiers et à l'environnement en lien avec son activité. Il s'engage à fournir une copie de son attestation d'assurance à la Commune avant son installation.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le / /2026, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, La Secrétaire communale, L'Echevin des Foires,

Marchés et brocantes,

Le Conseil approuve le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Organisatie van de herfstkermis op het Jourdanplein van 23 oktober tot en met 4 november 2026

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de herfstkermis van 23 oktober tot en met 4 november 2026 op het Jourdanplein zal plaatsvinden;

Overwegende dat in dit kader negen kermisattracties zullen worden opgesteld, waaronder een carrousel, een Luna Park, een trampoline, een botsauto's, een eendenvissen, een schietbaan, een doosenspel, een „Lambada“ en een verkoper van smoutebollen ;

Overwegende dat er in deze periode geen Europese top is gepland;

Overwegende dat de kermisexploitanten zich vanaf 20 oktober 2026 tussen 08.00 en 22.00 uur op het plein kunnen vestigen en met de opbouw kunnen beginnen, zonder dat dit de rust van de omwonenden verstoort;

Overwegende dat de opbouw uiterlijk op 22 oktober 2026 om 22.00 uur voltooid moet zijn;

Overwegende dat in het plaatsingsplan voor de kermisattracties (in bijlage) rekening moet worden gehouden met de verzoeken van de politie en de betrokken diensten ;

“Overwegende dat de dienst Openbare Werken een gunstig advies heeft uitgebracht voor de organisatie van het evenement, maar eist dat de opbouw ervan wordt gecontroleerd

door een medewerker van de dienst Wegen, die erop moet toezien dat aan de voorwaarden wordt voldaan (zie bijlage);”

Overwegende dat er verschillende parkeerverboden nodig zijn (2e plan in bijlage);

Overwegende dat de terrassen van de cafés rondom het voetgangersgedeelte van het Jourdanplein moeten worden teruggebracht tot de toegestane oppervlakte;

Overwegende dat zeven kermisexploitanten aansluiting zullen krijgen op de elektriciteitskasten van de zondagse markt en hierover rechtstreeks met de plaatsverantwoordelijke afspraken zullen maken;

Overwegende dat twee kermisexploitanten een generator zullen gebruiken om hun twee attracties (auto scooter en Lambada) van stroom te voorzien;

Overwegende dat Vivaqua een zwanenhals zal installeren voor de watervoorziening van de kermisexploitanten en dat de kosten hiervan worden toegevoegd aan de gevraagde standplaatsvergoeding, namelijk 53 € per kermisexploitant;

Overwegende dat de standplaatsvergoeding wordt berekend volgens de volgende formule: aantal Ml (lineaire meter) x het aantal dagen x 6 €;

Overwegende dat de openingstijden van de attracties elke dag zijn vastgesteld op 13.30 uur, met uitzondering van het weekend (11.00 uur), en dat de sluitingstijden van de attracties elke dag zijn vastgesteld op 22.00 uur;

Overwegende dat de kermisexploitanten niet verplicht zijn om tot 22.00 uur open te blijven, maar uiterlijk op dat tijdstip moeten sluiten om geluidsoverlast te voorkomen;

Overwegende dat de politie zal worden verzocht om regelmatig toezicht te houden op het terrein;

Overwegende dat de zondagse markt op het Jourdanplein op zondag 25 oktober en 1 november 2026 moet worden verplaatst;

Overwegende dat er een folder aan de omwonenden en winkeliers zal worden uitgedeeld om hen over het evenement te informeren;

Overwegende dat aan kermisexploitanten twee virtuele parkeerkaarten worden toegekend voor het parkeren van hun privévoertuigen, tegen een prijs van 15 euro per kaart;

BESLUIT

Om, onder voorbehoud van het advies van de politie en de betrokken diensten, toestemming te verlenen voor:

1. De organisatie van de jaarlijkse kermis op het Jourdanplein tussen 23 oktober en 4 november 2026, waarbij de opbouw plaatsvindt van 20 oktober tot en met 22 oktober om 22.00 uur en de afbouw uiterlijk op 4 november 2026 om 22.00 uur;

2. De verspreiding van een folder onder de winkeliers en omwonenden van de wijk;

3. Diverse parkeerverboden:

a. Over de gehele lengte van het trottoir aan de kant van Vatel en op de laad- en loszone tegenover „Vatel" van 20 oktober 2026 vanaf 06.00 uur tot 22 oktober tot 22.00 uur en op 4 november de hele dag;

b. Over de gehele lengte van de Jourdanplein tussen 20 oktober en 4 november 2026, met Nadar-barrières ter bescherming van voetgangers;

c. In het midden van de Tweede Lansiers Regimentlaan over een lengte van 150 meter tussen 20 en 22 oktober 2026, zodat vrachtwagens en aanhangwagens kunnen parkeren voordat de kermis wordt opgebouwd.

d. Op de parkeerplaatsen tegenover het Sofitel, van maandag 20 oktober om 06.00 uur tot dinsdag 22 oktober om 22.00 uur, waar de verwijderbare paal moet worden weggehaald

5. het optreden van de politie voor een regelmatige bewaking van het terrein

6. de toekenning van twee virtuele kaarten aan de kermisexploitanten voor het parkeren van hun privévoertuigen, tegen een prijs van 15 euro per kaart.

7. de goedkeuring van de overeenkomst zoals hieronder weergegeven.

_____

KERMIS OP HET JOURDAN-PLEIN HERFST 2026

TUSSEN:

De gemeente van Etterbeek, gevestigd aan Kazernenlaan, 31/1 te Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz ES, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

hierna „de gemeente" genoemd, enerzijds,

EN

de heer/mevrouw „naam", geboren op „geboortedatum", woonachtig te „adres", uitbater van een kermisattractie „naam_van_de_attractie",

hierna „de kermisuitbater" genoemd, anderzijds,

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 – Toewijzing van de standplaats

De gemeente wijst aan de kermisuitbater, die dit zonder voorbehoud aanvaardt, een standplaats toe met een gevelbreedte van lineaire meter voor de opstelling van zijn kermisattractie, zoals aangegeven op het bijgevoegde plan. Deze toewijzing geldt uitsluitend voor de kermis op de Jourdanplein die wordt georganiseerd van 23/10/2026 tot en met 04/11/2026 en houdt geen verworven recht in voor toekomstige edities.

Artikel 2 – Standplaatsvergoeding

De standplaatsvergoeding bedraagt „M_13" € ("lineaire meter" m x 6 €/m x 13 dagen). Bij dit bedrag komt een financiële bijdrage van 53 € voor de huur van de zwanenhals bij Vivaqua, waardoor het totaal op " "€ komt. Dit bedrag dient uiterlijk op 17/10/2026 te worden overgemaakt op rekening BE47 0910 1763 0080, met de vermelding „DC 26/".

Bij niet-betaling binnen deze termijn wordt deze overeenkomst van rechtswege en zonder verdere formaliteiten beëindigd.

De gemeente behoudt zich tevens het recht voor om het werkelijke waterverbruik na afloop van het evenement in rekening te brengen.

Artikel 3 – Naleving van wettelijke en reglementaire verplichtingen

De kermisuitbater verbindt zich ertoe de geldende regelgeving na te leven, met name:

- De wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

- Het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten op het gebied van kermisgastronomie.

De kermisuitbater verbindt zich er tevens toe om het volgende na te leven:

- De algemene en bijzondere voorwaarden die door de SIAMU zijn opgesteld;

- De toepasselijke bepalingen van het algemeen politieverordening;

-De regelgeving inzake geluidsoverlast om de rust van de omwonenden te waarborgen;

-De toegestane openingstijden;

Bovendien verbindt hij/zij zich ertoe onmiddellijk de nodige veiligheidsmaatregelen te nemen om incidenten en/of ongevallen te voorkomen, en de legitieme instructies op te volgen die hem/haar in voorkomend geval worden gegeven door een vertegenwoordiger van de gemeente of de administratieve politie.

Artikel 4 – Exploitatieverplichtingen

De kermisuitbater verbindt zich ertoe zijn/haar attractie gedurende de gehele duur van de kermis zelf te exploiteren. Elke volledige of gedeeltelijke overdracht van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen leidt tot de onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst, zonder terugbetaling van reeds betaalde bedragen.

De kermisuitbater verbindt zich ertoe, behoudens overmacht, zijn attractie gedurende de gehele duur van de kermis op haar plaats en in bedrijf te houden, en dit vanaf de opening ervan op 24/10/2026 om 17.00 uur. Hij/zij mag zijn standplaats niet verlaten vóór de officiële sluiting van de kermis, op 4 november 2026 om 19.00 uur.

Artikel 5 – Toegang en opbouw

De kermisuitbater verbindt zich ertoe zijn attractie, volgens de volgende voorwaarden op te bouwen:

- Toegang tot de Jourdanplein vanaf 20/10/2026 2026 vanaf 08.00 uur;

- Opbouw van de attracties is toegestaan vanaf 20/10/2026, vanaf 08.00 uur;

- Officiële opening op 23/10/2026 vanaf 18.00 uur;

- Ontmanteling van de attracties is toegestaan op 04/11/2026;

- Vertrek van de Jourdanplein op 04/11/2026 voor 22.00 uur.

Behalve voertuigen van kermisuitbaters mag er geen enkel voertuig op het Jourdanplein parkeren. Kermisuitbaters kunnen twee virtuele parkeerkaarten aanvragen tegen een prijs van 15 € per kaart.

Artikel 6 – Afvalbeheer

De kermisuitbater verbindt zich ertoe:

-Zorg te dragen voor het dagelijkse onderhoud van zijn standplaats;

-Zorg te dragen voor de netheid van zijn standplaats en de omgeving ervan tijdens en na de kermis;

- Zich te houden aan de afvalverdelingsverplichting die geldt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: witte zakken voor restafval, gele zakken voor karton en papier, blauwe zakken voor metalen, plastic en glas (PMC), oranje zakken voor voedselafval. Glas moet in de glasbakken worden gedeponeerd.

Elke overtreding kan worden bestraft met een proces-verbaal door de handhavers van de gemeente of van het Agentschap Net Brussel.

Artikel 7 – Wijziging van de standplaats

Om een goede organisatie van de kermis te waarborgen, behoudt de gemeente zich het recht voor om de locatie van de toegewezen standplaats te wijzigen, na overleg met de kermisuitbater.

Bovendien geldt dat, indien de periode van de kermis samenvalt met de organisatie van een „Europese top“ of een andere activiteit van dezelfde aard die gevolgen zou hebben voor het gebied rond de Jourdanplein, en met name de omgeving van het Sofitel-hotel, gaat de kermiskermisuitbater akkoord met de verplaatsing van zijn kermisattractie en, indien dit niet mogelijk is, met de demontage en hermontage ervan voor de duur van de bovengenoemde organisatie. In dat geval wordt de kermiskermisuitbater vrijgesteld van de in artikel 2 bedoelde vergoeding voor de duur van de stillegging van zijn kermisattractie.

De kermisuitbater ziet uitdrukkelijk af van het instellen van enig rechtsmiddel tegen de gemeente wegens de verplaatsing of de stillegging van zijn kermisattractie, om welke reden dan ook.

Artikel 8 – Verzekering

De kermisexploitant verklaart dat hij gedekt is door een beroepsaansprakelijkheidsverzekering die schade aan derden en aan het milieu dekt die verband houdt met zijn activiteit. Hij verbindt zich ertoe om vóór zijn vestiging een kopie van zijn verzekeringsbewijs aan de gemeente te verstrekken.

Opgesteld in tweevoud te Etterbeek, op / /2026, waarbij elke partij bevestigt een exemplaar te hebben ontvangen.

Namens het gemeentebestuur,

De uitbater, De Gemeentesecretaresse, De Schepen van

Kermissen, Markten en Rommelmarkten

«naam» Annick PETIT Aziz ES

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen
avis travaux foire automne 2026.pdf, Plan stationnement foire automne Jourdan 2026.docx, plan foire projet place jourdan 23 oct au 4 nov 2026.docx, 10 23 au 11 04 Avis police - Foire Automne Jourdan.pdf, Legende plan foire Automne 2026.docx

---

Secrétariat - Secretariaat

14.09.2026/A/0037 **Question orale de Madame Helena Ruiz Fabra : Suites de la séance d'information "L'énergie, on la partage !"**

Le 10 juin 2026, la commune d'Etterbeek a organisé, avec le soutien de Bruxelles Environnement, une séance d'information intitulée « L'énergie, on la partage ! », consacrée au partage et aux communautés d'énergie.

Je tiens tout d'abord à remercier les services communaux pour l'organisation de cet événement, qui était particulièrement intéressant, bien organisé et accueillant. Les exemples concrets de projets présentés, ainsi que l'intervention de Bruxelles

Environnement, ont permis de mieux comprendre les opportunités offertes par le partage d'énergie.

Cette initiative a suscité un réel intérêt et soulève naturellement la question des suites que la commune entend y donner.

En outre, la Note d'orientation politique (NOP) 2024-2030, dans son chapitre consacré à la transition écologique, prévoit notamment :

« Appui aux communautés d'énergie via le rôle du subsidiologue communal. »

Au regard de cet engagement, je souhaiterais poser les questions suivantes au Collège :

1. Quelles actions concrètes la commune prévoit-elle à la suite de cette séance d'information afin de favoriser le développement du partage d'énergie et des communautés d'énergie sur le territoire d'Etterbeek ?
2. Comment le Collège entend-il mettre en œuvre l'engagement repris dans la NOP relatif à l'« appui aux communautés d'énergie via le rôle du subsidiologue communal » ? Quel sera concrètement le rôle du subsidiologue et quels services ou accompagnements seront proposés aux citoyens, aux copropriétés, aux associations et aux entreprises souhaitant développer une communauté d'énergie ?
3. Le Collège prévoit-il d'adopter un dispositif financier à afin de soutenir les ménages, copropriétés et autres acteurs locaux dans leurs investissements en faveur de la transition énergétique et soutien aux installations photovoltaïques afin de favoriser la production locale d'électricité renouvelable et le développement des communautés d'énergie ?

Le Conseil entend la question orale.

Mondelinge vraag van mevrouw Helena Ruiz Fabra: Vervolg op de informatiebijeenkomst „Energie delen we samen!”

Op 10 juni 2026 organiseerde de gemeente Etterbeek, met de steun van Brussel Leefmilieu, een informatiebijeenkomst met als titel „Energie delen!”, gewijd aan het delen van energie en energiegemeenschappen.

Allereerst wil ik de gemeentelijke diensten bedanken voor de organisatie van dit evenement, dat bijzonder interessant, goed georganiseerd en gastvrij was. De concrete voorbeelden van projecten die werden voorgesteld, evenals de bijdrage van Brussel Milieu, hebben bijgedragen tot een beter begrip van de mogelijkheden die het delen van energie biedt.

Dit initiatief heeft veel belangstelling gewekt en roept natuurlijk de vraag op welke vervolgstappen de gemeente hieraan wil geven.

Bovendien voorziet de beleidsnota (NOP) 2024-2030, in het hoofdstuk gewijd aan de ecologische transitie, met name in:

„Ondersteuning van energiegemeenschappen via de rol van de gemeentelijke subsidieadviseur.”

In het licht van deze toezegging zou ik de volgende vragen aan het College willen stellen:

1. Welke concrete maatregelen is de gemeente van plan te nemen naar aanleiding van deze informatiebijeenkomst om de ontwikkeling van energiedelen en energiegemeenschappen op het grondgebied van Etterbeek te bevorderen?

2. Hoe is het College van plan de in het NOP opgenomen toezegging met betrekking tot de „ondersteuning van energiegemeenschappen via de rol van de gemeentelijke subsidioloog" ten uitvoer te brengen? Wat zal de rol van de subsidieadviseur concreet inhouden en welke diensten of begeleiding zullen worden aangeboden aan burgers, mede-eigenaars, verenigingen en bedrijven die een energiegemeenschap willen opzetten?
3. Is het College van plan een financieel steunmechanisme in te voeren om huishoudens, mede-eigendommen en andere lokale actoren te ondersteunen bij hun investeringen ten behoeve van de energietransitie en om fotovoltaïsche installaties te stimuleren, teneinde de lokale productie van hernieuwbare elektriciteit en de ontwikkeling van energiegemeenschappen te bevorderen?

De raad hoort de mondelinge vraag.

Monsieur le Bourgmestre :

J'ai eu différents contacts avec différents fonctionnaires. J'étais présent évidemment, vous aussi sans doute lors de la réunion.

Donc contact pris avec le Cabinet, il semble qu'il y ait un trou quand on soutient des communautés d'énergie. Mais un marché spécifique pour la désignation du facilitateur va se relancer tout prochainement, je parle donc au niveau régional, et ça, c'est une bonne nouvelle. Il y aura alors donc un nouveau facilitateur pour les communautés, même si on ne sait pas très bien quand cela va se mettre en place.

Ceci dit, certains facilitateurs dépendent du ministre Ans Persoons.

On doit aussi écrire et reprendre d'autres contacts pour comprendre comment ça va fonctionner puisque nous, on avait organisé ça en synergie et en accord avec, vous étiez sans doute présente, cette jeune dame très compétente qui est venue faire un exposé là, mais qui venait du côté régional,

Le fonctionnaire climat m'indique que pour nous les facilitateurs les plus intéressants sont, bâtiment durable, copropriété, air Climat, Énergie. Cela devrait aussi dépendre de Ans persoons, donc les éléments que je peux tenter de porter à votre connaissance, c'est que, donc :

On a organisé cette réunion d'information le 10 juin qui a suscité un vif intérêt. La soirée a été l'occasion de découvrir le partage d'énergie sous ses différentes formes : le partage au sein d'un même bâtiment, avec notamment le témoignage concret d'un citoyen etterbeekois partageant l'énergie produite par ses panneaux photovoltaïques au sein de sa copropriété, ainsi que les interventions des communautés d'énergie « Énergie Solidaire du Balai » et « Illuminons Notre Quartier ». Actives en dehors du territoire de la commune, ces initiatives constituent néanmoins une source d'inspiration précieuse pour les Etterbeekoises et les Etterbeekois.

Pour rappel, à Etterbeek, 13 projets de partage sont déjà actifs, principalement au sein d'un même bâtiment. En revanche, aucune communauté d'énergie n'a encore vu le jour. Une communauté d'énergie étant avant tout un projet citoyen, le rôle d'une Commune peut notamment consister à informer, encourager et mettre en réseau les citoyens avec les différents acteurs du partage, notamment les services d'accompagnement au niveau régional. L'objectif est de favoriser non seulement l'émergence de

nouveaux projets, mais aussi, et surtout, leur pérennité dans la durée.

Lors de la soirée du 10 juin, un facilitateur régional « partage et communautés d'énergie », mandaté par Bruxelles Environnement, a présenté les aspects techniques et le cadre légal, ainsi que les avantages et les points d'attention liés au partage d'énergie. De l'explication des modèles possibles à la rédaction des conventions, en passant par les démarches auprès de Sibelga, les facilitateurs offrent un accompagnement professionnel aux citoyens, copropriétés, associations ou groupes de voisins souhaitant se lancer dans un projet de partage. Cet accompagnement est gratuit tant pour les citoyens que pour les pouvoirs publics invitants les facilitateurs à intervenir lors d'événements communaux.

Concernant le rôle du subsidiologue communal et les projets subsidiés.

Le subsidiologue communal n'a pas vocation à accompagner directement les citoyens dans la création de projets de partage ou de communautés d'énergie. Son rôle consiste à identifier, assembler et mobiliser les moyens et les sources de financement permettant de renforcer durablement les capacités d'action de l'administration communale. Conformément aux orientations de la Note d'Orientation Politique, celui-ci travaille en étroite collaboration avec les services opérationnels afin de transformer les priorités politiques en projets financés.

Dans le domaine de l'énergie, cette démarche s'est notamment concrétisée par l'obtention du subside RENOLAB.ID pour le projet Renov'Ett, aujourd'hui en cours de mise en œuvre. Un point à l'ordre du jour du Conseil communal de ce soir vise notamment à valider le règlement d'un appel à candidatures qui permettra de recruter des citoyens volontaires souhaitant bénéficier d'une dynamique de rénovation collective encadrée par la Commune. Ce projet, qui cible les copropriétés et les propriétaires de maisons de rapport, comprend également un volet consacré à l'intégration du partage et des communautés d'énergie dans les projets de rénovation.

Plus largement, Renov'Ett et d'autres projets subsidiés contribuent à renforcer et à structurer le Service Climat de la commune, afin de constituer progressivement une équipe disposant des compétences et du temps nécessaires pour développer de nouvelles missions au bénéfice des habitants.

Concernant l'accompagnement des citoyens

Pour l'accompagnement concret des citoyens souhaitant développer un projet de partage ou de communauté d'énergie, la Commune s'appuie sur les dispositifs existants, en particulier sur le Facilitateur « partage et communautés d'énergie » de Bruxelles Environnement, tout en mobilisant progressivement les compétences en interne.

Il convient toutefois de noter que les services du Facilitateur régional « Partage et Communautés d'énergie » sont actuellement à l'arrêt, et ce depuis l'été 2026, à la suite de la fin du marché public qui liait le prestataire à la Région. La Commune a pris contact avec le cabinet ministériel compétent en la matière afin d'obtenir davantage de précisions à ce sujet. Un marché spécifique pour la désignation du facilitateur communautés sera relancé prochainement, son attribution étant prévue pour début 2027.

Ce service permettait d'offrir gratuitement aux citoyens de toute la Région un accompagnement spécialisé et de qualité, ainsi qu'une présence précieuse lors des événements organisés par les Communes.

Nous espérons que ce service pourra à nouveau être accessibles aux citoyens au plus tôt et dès le début de l'année 2027.

Compte tenu de cette période actuelle de transition et d'indisponibilité temporelle d'un facilitateur, il ne nous semble pas opportun de prévoir, à ce stade, la création d'un régime communal spécifique de primes ou de remboursement de frais destiné à financer directement les investissements liés aux projets de partage ou aux communautés d'énergie.

Cette position s'explique notamment par :

la pertinence d'un soutien régional, ainsi que par l'efficacité et les économies d'échelle que permet un accompagnement centralisé à l'échelle de la Région. Celui-ci permet notamment de mutualiser l'expertise nécessaire et d'éviter à chaque commune de devoir recourir individuellement à une expertise externe, avec la charge administrative et les coûts que cela peut engendrer.

Par ailleurs, les principaux freins rencontrés par les citoyens souhaitant constituer une communauté d'énergie relèvent davantage de la complexité technique, du cadre légal et du caractère bénévole de l'engagement des participants que de la disponibilité de moyens financiers. Ce sont précisément ces difficultés que l'accompagnement proposé par le Facilitateur régional permettait de lever, en apportant une expertise et un soutien adaptés aux porteurs de projets.

En conclusion, la stratégie communale consiste prioritairement à structurer un accompagnement de qualité, à orienter les porteurs de projets vers les dispositifs existants, tout en renforçant progressivement ses capacités internes, plutôt qu'à mettre en place un mécanisme communal d'aide financière directe. Si des opportunités de financement complémentaires devaient apparaître à l'avenir, le subsidiologue aurait précisément pour mission d'en analyser la pertinence et d'évaluer les possibilités de les mobiliser au bénéfice des politiques communales.

Concrètement, la séance d'information du 10 juin dernier sera notamment suivie par l'organisation d'un Forum de la Rénovation, à l'hiver 2026. Dans l'attente de la désignation d'un nouveau facilitateur régional, notre Service Climat explore la possibilité d'inviter ponctuellement des experts du partage et des communautés d'énergie afin de continuer à informer les participants.

Madame Fabra :

Alors si je comprends bien, les copropriétés ou les voisins à Etterbeek, doivent se tourner vers Bruxelles environnement et le renouvellement de son contrat cadre pour avoir accès aux facilitations.

Au niveau communal, actuellement, il y a aucun service ou support qu'on peut recevoir pour la constitution de notre Communauté de partage d'énergie.

Monsieur le Bourgmestre :

Donc les citoyens peuvent s'adresser ou au service communal, qui existe, qui pourra éventuellement éclairer dans la mesure du possible les citoyens ou en tout cas faire le relais aussi avec le service régional puisqu'on attend que le facilitateur soit réinstallé, et on estime que ce serait assez idiot que chaque commune doive développer un service spécifique qui ferait quand même 19 fois la même chose alors que le fait d'avoir notamment cette dame-là, qui était venue dans différentes communes, ça permet chaque fois, avec une compétence qui est supérieure, je dirais de par la réitération des réunions, on aurait dû faire la réunion sans elle, cette réunion n'aurait pas été aussi efficace., ça ça paraît certain.

Madame Fabra :

Excuse-moi de poser la question, mais au niveau communal, dans la législature précédente, il y avait encore une partie du budget communal qui était destiné à la rénovation et dont vous avez parlé, dans le cadre d'un forum allait avoir lieu, en complément aux primes qu'on recevait de la région, 10% ajouté aux 10% par la commune.

Alors ces primes communales sont aussi annulés pour cette législature, de la même manière que les primes régionales ?

Monsieur le Bourgmestre :

Alors je ne sais pas si vous parlez d'année budgétaire ou de législature, ce n'est pas la même chose.

…… discussions inaudibles »

Non mais ça c'est une technique que moi j'avais proposé au collège pour pouvoir donner beaucoup en travaillant peu. C'était sélectionner les primes qui nous paraissaient intéressantes qui sont gérées par la région, et quand la région a géré le dossier et validé le dossier, nous on ajoutait un complément financier pour encore augmenter la prime, mais ça ne coûtait pas en personnel.

On doit refaire des arbitrages budgétaires, comme vous le savez, pour le futur, rien ne dit qu'on ne va pas réinstaurer ça, mais il faudra voir encore un peu ce qui existe ou ce qui existera plus au niveau de la région. Mais la technique avait fait ses preuves et donc l'intérêt pour nous, c'est de pouvoir donner efficacement de l'argent sans devoir, ou engager ou former les fonctionnaires et sans devoir contrôler les dossiers.

Donc, il n'est pas du tout certain qu'on ne réinstaure pas cela.

Mijnheer de burgemeester:

Ik heb contact gehad met verschillende ambtenaren. Ik was uiteraard aanwezig, en u

waarschijnlijk ook, tijdens de vergadering.

Er werd contact opgenomen met het kabinet. Het lijkt erop dat er momenteel een leemte bestaat wat betreft de ondersteuning van energiegemeenschappen. Er zal echter zeer binnenkort een nieuwe opdracht worden uitgeschreven voor de aanstelling van een facilitator. Ik heb het hier over het gewestelijke niveau. Dat is goed nieuws. Er zal dus een nieuwe facilitator voor energiegemeenschappen komen, ook al is het nog niet helemaal duidelijk wanneer die precies aan de slag zal gaan.

Dat gezegd zijnde, vallen sommige facilitatoren onder minister Ans Persoons.

We moeten ook opnieuw contact opnemen met andere betrokkenen om te begrijpen hoe dit verder zal functioneren. Wij hadden dit immers georganiseerd in synergie en in overleg met, u was waarschijnlijk aanwezig, die jonge en zeer competente dame die hier een presentatie is komen geven en die vanuit het gewest werkte.

De klimaatambtenaar heeft mij meegedeeld dat voor ons de interessantste facilitatoren de volgende zijn: duurzame gebouwen, mede-eigendom, lucht, klimaat, energie. Ook deze zouden onder de bevoegdheid van Ans Persoons vallen. Wat ik onder uw aandacht wil brengen, is het volgende:

Wij hebben op 10 juni een informatieavond georganiseerd die op veel belangstelling kon rekenen. De avond bood de gelegenheid om kennis te maken met energiedelen in haar verschillende vormen: energiedelen binnen hetzelfde gebouw, met onder meer de concrete getuigenis van een inwoner van Etterbeek die de door zijn fotovoltaïsche zonnepanelen geproduceerde energie deelt binnen zijn mede-eigendom, evenals de tussenkomsten van de energiegemeenschappen “Énergie Solidaire du Balai” en “Illuminons Notre Quartier”. Hoewel deze initiatieven buiten het grondgebied van de gemeente actief zijn, vormen zij niettemin een waardevolle inspiratiebron voor de inwoners van Etterbeek.

Ter herinnering: in Etterbeek zijn momenteel al 13 projecten rond energiedelen actief, hoofdzakelijk binnen éénzelfde gebouw. Maar er is nog geen enkele energiegemeenschap opgericht. Aangezien een energiegemeenschap in de eerste plaats een burgerinitiatief is, kan de rol van een gemeente erin bestaan burgers te informeren, aan te moedigen en in contact te brengen met de verschillende actoren binnen energiedelen, waaronder de begeleidende diensten op gewestelijk niveau. Het doel is niet alleen de totstandkoming van nieuwe projecten te bevorderen, maar vooral ook hun duurzaamheid op lange termijn te garanderen.

Tijdens de informatieavond van 10 juni heeft een gewestelijke facilitator voor “energiedelen en energiegemeenschappen”, aangesteld door Leefmilieu Brussel, de technische aspecten en het wettelijk kader toegelicht, evenals de voordelen en aandachtspunten van energiedelen. Van uitleg over de verschillende mogelijke modellen tot het opstellen van overeenkomsten en de administratieve stappen bij Sibelga: de facilitatoren bieden professionele begeleiding aan burgers, mede-eigendommen, verenigingen en buurtgroepen die een project rond energiedelen willen opstarten. Deze begeleiding is gratis, zowel voor burgers als voor openbare besturen die facilitatoren uitnodigen om te spreken tijdens gemeentelijke evenementen.

Wat betreft de rol van de gemeentelijke subsidioloog en gesubsidieerde projecten:

De gemeentelijke subsidioloog heeft niet als opdracht burgers rechtstreeks te begeleiden bij het opzetten van projecten rond energiedelen of energiegemeenschappen. Zijn rol bestaat erin de middelen en financieringsbronnen te identificeren, samen te brengen en te activeren die de slagkracht van het gemeentebestuur op duurzame wijze kunnen versterken. Overeenkomstig de beleidsnota werkt de subsidioloog nauw samen met de

operationele diensten om beleidsprioriteiten om te zetten in gefinancierde projecten.

Op het vlak van energie heeft deze aanpak onder meer concreet vorm gekregen door de verkrijging van de RENOLAB.ID-subsidie voor het project Renov'Ett, dat momenteel wordt uitgevoerd. Een agendapunt van de gemeenteraad van vanavond heeft onder meer tot doel het reglement van een oproep tot kandidaten goed te keuren, waardoor burgers kunnen worden geselecteerd die op vrijwillige basis willen deelnemen aan een collectieve renovatiedynamiek onder begeleiding van de gemeente. Dit project, dat zich richt op mede-eigendommen en eigenaars van opbrengstwoningen, omvat eveneens een luik gewijd aan de integratie van energiedelen en energiegemeenschappen binnen renovatieprojecten.

Meer in het algemeen dragen Renov'Ett en andere gesubsidieerde projecten bij aan de versterking en structurering van de Klimaatdienst van de gemeente, met als doel geleidelijk een team uit te bouwen dat beschikt over de nodige expertise en tijd om nieuwe opdrachten ten voordele van de inwoners te ontwikkelen.

Wat betreft de begeleiding van burgers

Voor de concrete begeleiding van burgers die een project rond energiedelen of een energiegemeenschap willen ontwikkelen, steunt de gemeente op bestaande ondersteuningsmechanismen, in het bijzonder op de facilitator "Energiedelen en Energiegemeenschappen" van Leefmilieu Brussel, terwijl zij tegelijkertijd geleidelijk interne expertise opbouwt.

Er dient echter te worden opgemerkt dat de diensten van de gewestelijke facilitator "Energiedelen en Energiegemeenschappen" momenteel zijn stopgezet sinds de zomer van 2026, als gevolg van het aflopen van de overheidsopdracht die de dienstverlener aan het Gewest bond. De gemeente heeft contact opgenomen met het bevoegde ministerkabinet om hierover meer verduidelijking te verkrijgen. Een specifieke overheidsopdracht voor de aanstelling van de facilitator inzake energiegemeenschappen zal binnenkort opnieuw worden gelanceerd. De gunning ervan is voorzien voor begin 2027.

Deze dienst maakte het mogelijk om burgers uit het hele Gewest gratis gespecialiseerde en kwalitatieve begeleiding aan te bieden, evenals een waardevolle aanwezigheid op evenementen die door de gemeenten werden georganiseerd.

Wij hopen dat deze dienst zo snel mogelijk opnieuw beschikbaar zal zijn voor de burgers, uiterlijk vanaf begin 2027.

Gezien deze huidige overgangsperiode en de tijdelijke onbeschikbaarheid van een facilitator, lijkt het ons op dit ogenblik niet aangewezen om een specifiek gemeentelijk systeem van premies of terugbetaling van kosten in te voeren dat rechtstreeks de investeringen in projecten rond energiedelen of energiegemeenschappen zou financieren.

Dit standpunt wordt onder meer verklaard door:

de relevantie van ondersteuning op gewestelijk niveau en de efficiëntie en schaalvoordelen die een gecentraliseerde begeleiding op gewestelijke schaal mogelijk maken. Een dergelijke aanpak maakt het immers mogelijk om de noodzakelijke expertise te bundelen en te vermijden dat elke gemeente afzonderlijk een beroep moet doen op externe deskundigheid, met de administratieve lasten en kosten die daarmee gepaard kunnen gaan.

Bovendien hebben de belangrijkste obstakels waarmee burgers die een energiegemeenschap willen oprichten worden geconfronteerd eerder betrekking op de technische complexiteit, het wettelijke kader en het vrijwillige karakter van het

engagement van de deelnemers dan op de beschikbaarheid van financiële middelen. Het zijn precies deze moeilijkheden die de begeleiding door de gewestelijke facilitator hielp wegwerken, door projectdragers te voorzien van aangepaste expertise en ondersteuning.

Conclusie: de gemeentelijke strategie bestaat er in de eerste plaats uit om een kwaliteitsvolle begeleiding te structureren, projectdragers door te verwijzen naar bestaande ondersteuningsmechanismen en tegelijkertijd de interne capaciteiten geleidelijk te versterken, eerder dan een gemeentelijk systeem van rechtstreekse financiële steun op te zetten. Mochten er in de toekomst bijkomende financieringsmogelijkheden ontstaan, dan zou de subsidioloog precies als taak hebben om de relevantie ervan te analyseren en de mogelijkheden te evalueren om deze ten dienste van het gemeentelijk beleid in te zetten.

Concreet zal op de informatiesessie van 10 juni jongstleden onder meer worden voortgebouwd met de organisatie van een Renovatieforum in de winter van 2026. In afwachting van de aanstelling van een nieuwe gewestelijke facilitator onderzoekt onze Klimaatdienst de mogelijkheid om occasioneel experts inzake energiedelen en energiegemeenschappen uit te nodigen, zodat deelnemers blijvend geïnformeerd kunnen worden.

Mevrouw Fabra:

Dus als ik het goed begrijp, moeten de mede-eigendommen of buren in Etterbeek zich wenden tot Leefmilieu Brussel en wachten op de verlenging van diens raamcontract om toegang te krijgen tot de begeleiding.

Op gemeentelijk niveau bestaat er momenteel geen enkele dienst of ondersteuning die men kan krijgen voor de oprichting van een gemeenschap voor het delen van energie.

-

Mijnheer de burgemeester:

Burgers kunnen zich wel wenden tot de gemeentedienst die bestaat. Die kan hen eventueel zo goed mogelijk informeren of in ieder geval als tussenpersoon fungeren met de gewestelijke dienst, aangezien we wachten op de aanstelling van de nieuwe facilitator. Wij vinden het eerlijk gezegd nogal zinloos dat elke gemeente een eigen specifieke dienst zou moeten ontwikkelen die uiteindelijk negentien keer hetzelfde doet. Het voordeel van die dame, die vroeger in verschillende gemeenten actief was, was net dat zij dankzij haar ervaring uit talrijke bijeenkomsten over een grotere expertise beschikte. Hadden wij die vergadering zonder haar moeten organiseren, dan was die zeker minder doeltreffend geweest.

Mevrouw Fabra:

Excuseer dat ik de vraag stel, maar op gemeentelijk niveau was er tijdens de vorige legislatuur nog een deel van het gemeentebegroting bestemd voor renovatie, waarover u het had in het kader van een forum dat zou plaatsvinden, als aanvulling op de premies die we van het Gewest ontvingen: 10% boven op de 10% van de gemeente.

Zijn die gemeentelijke premies tijdens deze legislatuur ook afgeschaft, net zoals de gewestelijke premies?

Mijnheer de burgemeester:

Ik weet niet of u het hebt over een begrotingsjaar of over een legislatuur. Dat is niet hetzelfde.

... onverstaanbare discussie.

Nee, maar dat was een techniek die ik aan het college had voorgesteld om veel te kunnen geven door weinig te werken. Het kwam erop neer de premies te selecteren die ons interessant leken en die door het Gewest beheerd werden; en wanneer het Gewest het dossier had behandeld en het dossier had goedgekeurd, voegden wij een financiële aanvulling toe om de premie nog verder te verhogen, maar dat kostte geen personeel.

We moeten, zoals u weet, opnieuw budgettaire afwegingen maken voor de toekomst. Niets zegt dat we dat niet opnieuw zullen invoeren, maar we zullen eerst nog moeten bekijken wat er op gewestelijk niveau bestaat of nog zal bestaan. Maar die techniek had haar nut bewezen en dus was het voor ons interessant om op een efficiënte manier geld te kunnen geven zonder ambtenaren te moeten aanwerven of opleiden en zonder de dossiers te moeten controleren.

Het is dus helemaal niet zeker dat we dat niet opnieuw zullen invoeren.

14.09.2026/A/0038 **Question orale de Monsieur Thibault Deleixhe - soutien aux parents d'enfants scolarisés dans des établissements communaux dans l'acquisition de fournitures scolaires.**

Monsieur le Bourgmestre,

Madame l'échevine de l'Enseignement,

Mesdames et messieurs les échevines et échevins,

Chers collègues,

Dans sa note d'orientation politique 2025-2027, la majorité communale affirmait son ambition de développer une école inclusive, ambitieuse et humaine et professait vouloir lutter contre les inégalités qui affectent les enfants et leurs familles.

Cette ambition est d'autant plus importante que les dépenses liées à la scolarité continuent de peser sur de nombreux ménages. Depuis 2019, la Fédération Wallonie-Bruxelles a progressivement renforcé la gratuité des fournitures scolaires dans l'enseignement fondamental. Le dispositif mis en place sous la précédente législature représentait un budget annuel de 24,2 millions d'euros et une intervention d'environ 77 euros par élève concerné. L'actuel gouvernement a maintenu le principe de la gratuité tout en modifiant son financement, l'enveloppe spécifique étant ramenée à environ 11 millions d'euros et l'intervention à quelque 29 euros par élève.

Dans ce contexte, je souhaiterais connaître l'action entreprise par la commune d'Etterbeek en sa qualité de pouvoir organisateur.

Plus précisément :

- Les dotations et subventions mises à disposition par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont-elles suffisantes pour garantir une gratuité effective dans les établissements scolaires de notre commune ?

- Les parents des écoles communales reçoivent-ils encore des listes d'achats de matériel scolaire à financer eux-mêmes ? Si oui, pour quels niveaux d'enseignement et pour quels types de fournitures ?

- Existent-ils des différences dans les montants de fournitures scolaires réclamés par les établissements dont la commune est pouvoir organisateur ?

- La commune complète-t-elle ces moyens par des financements propres ou par d'autres dispositifs de soutien aux familles ? Si oui, ce soutien est-il uniforme dans les écoles communales ?

- Une évaluation des coûts restant à charge des parents a-t-elle été réalisée ?

- La commune envisage-t-elle, à l'horizon de la présente législature, de tendre vers une prise en charge renforcée des fournitures scolaires dans l'ensemble de ses établissements ?

En vous remerciant, Monsieur le Bourgmestre, Madame l'échevine de l'Enseignement, ainsi que les membres de vos services qui seraient amenés à se pencher sur ces questions, pour les éclairages que vous voudrez bien nous apporter à cet égard.

Le Conseil entend la question orale.

Mondelinge vraag van Mijnheer Thibault Deleixhe - steun aan ouders van kinderen in gemeentescholen bij de aankoop van schoolmateriaal.

Mijnheer de burgemeester,

Mevrouw de schepen van Onderwijs,

Dames en heren schepenen,

Beste collega's,

In de beleidsnota 2025-2027 gaf de meerderheid aan dat ze wil inzetten op een inclusieve, ambitieuze en menselijke school en dat ze wil strijden tegen ongelijkheden die kinderen en hun gezinnen treffen.

Die ambitie is des te belangrijker omdat de schoolkosten voor veel gezinnen blijven doorwegen. Sinds 2019 heeft de Federatie Wallonië-Brussel de gratis schoolmaterialen in het basisonderwijs geleidelijk uitgebreid. Het systeem uit de vorige legislatuur vertegenwoordigde een jaarlijks budget van 24,2 miljoen euro, goed voor ongeveer 77 euro per betrokken leerling. De huidige regering heeft het principe van gratis materiaal behouden, maar de financiering ervan werd gewijzigd: de specifieke enveloppe werd teruggebracht tot ongeveer 11 miljoen euro, wat neerkomt op zo'n 29 euro per leerling.

In dat kader zou ik graag weten welke acties de gemeente Etterbeek onderneemt als inrichtende macht.

Meer bepaald:

- Zijn de dotaties en subsidies van de Federatie Wallonië-Brussel voldoende om

echte kosteloosheid te garanderen in de scholen in onze gemeente?

- Krijgen ouders in de gemeentescholen nog steeds lijsten met schoolmateriaal dat ze zelf moeten betalen? Zo ja, voor welke onderwijsniveaus en voor welke soorten materiaal?

- Zijn er verschillen tussen de bedragen voor schoolmateriaal die gevraagd worden in de verschillende scholen waarvan de gemeente de inrichtende macht is?

- Vult de gemeente deze middelen aan met eigen financiering of andere vormen van steun aan gezinnen? Zo ja, gebeurt dat op dezelfde manier in alle gemeentescholen?

- Is er een evaluatie gemaakt van de kosten die bij de ouders blijven?

- Plant de gemeente, binnen deze legislatuur, een versterkte tussenkomst voor schoolmateriaal in al haar scholen?

Ik dank u, mijnheer de burgemeester, mevrouw de schepen van Onderwijs en de medewerkers van uw diensten die zich over deze vragen zullen buigen, voor de informatie die u ons hierover wilt geven.

De raad hoort de mondelinge vraag.

Monsieur le Bourgmestre :

Ma réponse ne va pas clore le débat on pourra, on pourra y revenir.

Dans notre note de politique générale, la majorité communale a confirmé vouloir continuer à lutter contre des inégalités qui affectent les enfants et les familles.

Vous ne savez sans doute pas que j'ai commencé ma carrière dans cette commune comme premier échevin chargé de l'enseignement.

Que mon premier combat a été de faire en sorte que tous les élèves puissent disposer d'un matériel scolaire de qualité. Que j'avais reçu des parents qui m'avaient remis, je me rappellerai toute ma vie un manuel scolaire de mathématiques qui était à ce point ancien ; que non seulement toutes les pages se détachaient, mais qu'en plus, comme un vieux parchemin, il s'est limé complètement. Et donc ce manuel de mathématiques. Je l'ai jeté, posé sans beaucoup de ménagement sur la table du collège pour montrer aux membres du collège que ce n'était pas digne de traiter les enfants de cette manière. Nous avons dès lors, à l'époque, mais c'était en franc belge, je peux me tromper sur le chiffre, mais je pense qu'on avait rajouté 3.000.000€ de francs belges au budget pour l'achat du matériel scolaire des enfants.

Donc nous sommes, et je suis particulièrement sensible à cette situation, cela aussi en fonction de mon propre parcours personnel.

Et donc mettre à disposition des enfants des matériels scolaires de qualité est un moyen d'action parmi d'autres que nous continuons à utiliser.

Le fonctionnement normal des écoles répond à une obligation de décrétal, le décret « Mission » du 24 juillet 97, le décret du 14 mars 2019 sur la gratuité de l'enseignement.

Seules certaines fournitures minoritaires sont encore demandées par les écoles aux parents

dans les conditions où le pouvoir subsidiant l'autorise.

Peut-être savez-vous que la Communauté française avait pris une disposition qui était évolutive avec le temps, première année, 2ème année, 3ème année, 4ème année, 5ème année et puis6ème année ça s'est arrêté.

Par rapport à la situation en 6ème primaire, nous demandons encore aux parents, de manière très minoritaire, pour des classes de 6ème primaire dans 2 de nos écoles, mais la liste des fournitures est très restreinte, et pour l'ensemble des 2000 autres écoliers l'ensemble du matériel est mis à disposition.

Donc on va veiller pour l'année prochaine, à corriger cet aspect parce qu'on n'est pas toujours au courant de la finesse de ce qui se passe dans chaque école et de l'autonomie du directeur ou des enseignants qui demandent ou non certaines choses.

Notre volonté est que pour les 6ème primaires, tous les enfants, quelles que soient des écoles, soient traités dans notre réseau de la même façon, évidemment. Mais bon, c'est extrêmement pas grand-chose, mais le principe doit être respecté.

Alors une intervention est demandée pour les manuels. Cette intervention est facultative, donc les parents sont libres de dire oui ou de dire non. Une réflexion est menée avec les enseignants sur ces manuels parce que la plupart sont assez coûteux et on s'interroge sur leur utilité absolue.

Pour le collège, assurer un enseignement de qualité pour tous, c'est une des missions premières d'un service public et nous continuerons à y participer sans diminution de volonté.

Monsieur Deleixhe :

Je vous remercie beaucoup pour ces précisions.

Concernant la 5ème année, j'ai un ancien collègue ici qui pourra en témoigner, je pense que ce qui avait été convenu à l'époque, c'était de de mettre en place un dispositif qui soit budgété dans le cadre temporel d'une législature et donc il avait été laissé au suivant le soin de prolonger ou pas cette politique en faisant une étude des moyens disponibles, voilà.

Mais donc je retiens que, effectivement pour l'instant il y a une forme de disparité dans le matériel qui est demandé au sein des différents établissements mais qui a une volonté d'harmonisation.

Monsieur le Bourgmestre :

Il faut bien écouter, c'est très minime, ça concerne une seule école et c'est minime, on ne parle pas de grand-chose comme matériel.

Monsieur Deleixhe :

Merci de la précision.

J'entends que l'intervention est demandée pour les manuels avec une réflexion sur leur

utilité car ils sont coûteux.

Si je peux juste avoir un appel, c'est peut-être de ne pas être trop parcimonieux non plus sur la façon dont on intervient dans le type de manuels qui sont mis à disposition des élèves étant entendus que on peut s'inquiéter des tests PISA, on peut en avoir différentes lectures, et cetera, mais une, une certitude, c'est que si jamais il y a bien un secteur qui mérite une forme d'investissement de notre part et de garantir un matériel suffisant ou minimal, c'est bien celui de l'enseignement, mais je ne doute pas que vous agirez avec sagesse en la matière.

Mijnheer de burgemeester:

Mijn antwoord zal het debat niet beëindigen. We kunnen er later nog op terugkomen.

In onze algemene beleidsnota heeft de gemeentelijke meerderheid bevestigd dat zij de strijd wil voortzetten tegen de ongelijkheden die kinderen en gezinnen treffen.

U weet wellicht niet dat ik mijn loopbaan in deze gemeente ben begonnen als eerste schepen bevoegd voor onderwijs.

Mijn eerste strijd was ervoor te zorgen dat alle leerlingen konden beschikken over kwalitatief schoolmateriaal. Ik had ouders ontvangen die mij een wiskundeleerboek hadden overhandigd. Ik zal dat mijn hele leven blijven herinneren. Dat boek was zo oud dat niet alleen alle pagina's eruit vielen, maar dat het bovendien, als een oud perkament, volledig was afgesleten. Dat wiskundeboek heb ik toen weggegooid, of beter gezegd zonder veel omzichtigheid op de tafel van het college gelegd, om de leden van het college te tonen dat het niet waardig was om kinderen op die manier te behandelen. Destijds hebben wij dan ook, hoewel het toen nog in Belgische frank was en ik me kan vergissen over het exacte bedrag, volgens mij 3 miljoen Belgische frank extra aan de begroting toegevoegd voor de aankoop van schoolmateriaal voor de kinderen.

Wij zijn dus, en ik ben persoonlijk bijzonder gevoelig voor deze situatie, mede op basis van mijn eigen levensloop.

Het aanbieden van kwalitatief schoolmateriaal aan kinderen is dan ook één van de middelen waarmee wij blijven optreden.

De normale werking van de scholen voldoet aan een decretale verplichting, namelijk het decreet “Missions” van 24 juli 1997 en het decreet van 14 maart 2019 betreffende de kosteloosheid van het onderwijs.

Slechts bepaalde, beperkte schoolbenodigdheden worden nog door de scholen aan de ouders gevraagd, binnen de voorwaarden die door de subsidiërende overheid worden toegestaan.

Misschien weet u dat de Franse Gemeenschap een regeling had ingevoerd die geleidelijk werd uitgebreid in de tijd: eerst het eerste leerjaar, daarna het tweede, derde, vierde, vijfde en vervolgens het zesde leerjaar. Daarna stopte die uitbreiding.

Wat de situatie in het zesde leerjaar van het lager onderwijs betreft, vragen wij de ouders in twee van onze scholen nog steeds om een zeer beperkte bijdrage voor enkele schoolbenodigdheden. De lijst van materialen is echter zeer beperkt en voor alle andere ongeveer 2.000 leerlingen wordt al het materiaal ter beschikking gesteld.

Wij zullen er daarom op toezien dat dit aspect tegen volgend schooljaar wordt rechtgezet, want wij zijn niet altijd op de hoogte van alle nuances van wat er in elke school gebeurt en van de autonomie van directeurs of leerkrachten die bepaalde zaken al dan niet vragen.

Het is onze bedoeling dat alle leerlingen van het zesde leerjaar, ongeacht in welke school zij zitten, binnen ons onderwijsnetwerk op dezelfde manier worden behandeld. Het is niet veel, maar het principe moet worden gerespecteerd.

Er wordt ook gevraagd om een tussenkomst voor de leerboeken. Die tussenkomst is facultatief, dus ouders zijn vrij om daarmee in te stemmen of niet. Er wordt samen met de leerkrachten nagedacht over deze leerboeken, omdat de meeste ervan vrij duur zijn en men zich afvraagt in hoeverre zij absoluut noodzakelijk zijn.

Voor het college is het verzekeren van kwaliteitsvol onderwijs voor iedereen één van de kerntaken van een openbare dienst en wij zullen daaraan blijven bijdragen zonder ook maar enige vermindering van onze inzet en vastberadenheid.

De heer Deleixhe:

Ik dank u voor die verduidelijkingen.

Voor het vijfde leerjaar: ik heb hier een voormalige collega die daarvan kan getuigen. Ik denk dat destijds was overeengekomen om een regeling in te voeren die budgettair werd ingepast binnen de tijdsduur van een legislatuur. Aan de volgende legislatuur werd dan overgelaten om dat beleid al dan niet voort te zetten, op basis van een analyse van de beschikbare middelen.

Dus ik onthoud dat er inderdaad momenteel een zekere ongelijkheid bestaat in het materiaal dat binnen de verschillende scholen wordt gevraagd, maar dat er een wil is om dit te harmoniseren.

Mijnheer de burgemeester:

U moet goed luisteren: het gaat om iets zeer beperkt. Het betreft slechts één school en we spreken hier niet over veel schoolmateriaal.

De heer Deleixhe:

Dank u voor die verduidelijking.

Ik begrijp dat er een bijdrage wordt gevraagd voor de leerboeken en dat er wordt nagedacht over hun nut, omdat ze duur zijn.

Als ik nog één oproep mag doen, dan is het misschien om ook niet al te zuinig te zijn in de manier waarop wordt geïnvesteerd in de leerboeken die aan de leerlingen ter beschikking worden gesteld. We kunnen ons zorgen maken over de PISA-toetsen, we kunnen die op verschillende manieren interpreteren, enzovoort. Maar één ding staat vast: als er één sector is die een investering van onze kant verdient en waarvoor we voldoende of minstens een minimum aan materiaal moeten garanderen, dan is het wel het onderwijs. Ik twijfel er echter niet aan dat u in deze materie met wijsheid zult handelen.

14.09.2026/A/0039 **Question orale de Madame Anne Vandersande relative à la miction sauvage.**

Monsieur le Bourgmestre,

Un article publié le 20 août dernier dans *La Libre Belgique*, consacré aux mesures prises par différentes communes bruxelloises face aux nuisances liées à la miction dans l'espace public, a remis en lumière une problématique qui concerne directement la qualité de nos espaces publics.

Ces nuisances, lorsqu'elles sont constatées, peuvent en effet avoir des conséquences en matière de propreté, d'odeurs, de salubrité et, plus largement, sur le cadre de vie des habitants et des usagers de l'espace public.

À Etterbeek, cette question peut notamment se poser dans certains secteurs particulièrement fréquentés, ainsi qu'à l'occasion de manifestations ou d'événements rassemblant un nombre important de personnes.

En tant que commune attentive à la qualité de son espace public, Etterbeek a déjà développé différentes réponses qui combinent prévention, sensibilisation, propreté et partenariat avec les acteurs locaux.

Je pense notamment au réseau Dropl'Ett, mis en place depuis 2023, qui permet, grâce à des établissements partenaires, de faciliter l'accès du public à des points d'eau et, selon les établissements, à des sanitaires.

Cette démarche illustre l'intérêt d'une approche fondée sur la proximité et sur la mobilisation des acteurs présents sur le territoire, plutôt que sur une réponse exclusivement répressive.

Il me semble également important de ne pas dissocier cette problématique des situations de grande précarité ou de sans-abrisme que nos services peuvent être amenés à rencontrer dans l'espace public.

Dans ces situations, la qualité de l'espace public doit pouvoir être préservée tout en veillant à ce que les personnes concernées puissent, lorsque cela est nécessaire, être identifiées, rencontrées et orientées vers les dispositifs d'aide et d'accompagnement appropriés, notamment en collaboration avec le CPAS et les acteurs spécialisés.

Dans ce contexte, Monsieur le Bourgmestre, je souhaiterais poser les questions suivantes :

1. Quelle est aujourd'hui l'approche mise en œuvre par la commune pour prévenir et limiter les nuisances liées à la miction dans l'espace public, notamment dans les secteurs ou à certaines périodes connaissant une fréquentation plus importante ?
2. Quelles actions de sensibilisation et de prévention sont déployées par les services communaux, et comment celles-ci sont-elles adaptées aux différents contextes, notamment lors des manifestations et événements ?
3. Quel bilan le Collège tire-t-il du réseau Dropl'Ett depuis sa mise en place en 2023 ? Le dispositif répond-il aux objectifs qui lui étaient assignés et la commune envisage-t-elle de poursuivre son développement en partenariat avec les établissements du territoire ?
4. Comment la commune travaille-t-elle avec les organisateurs d'événements et les différents acteurs de terrain afin d'anticiper les problématiques liées à la forte fréquentation de certains espaces publics et de préserver leur propreté et leur salubrité ?
5. Comment les services communaux assurent-ils le suivi des situations constatées sur le terrain, depuis le signalement jusqu'à l'intervention des équipes de propreté et, lorsque cela s'avère nécessaire, à la mobilisation d'autres intervenants ?
6. Enfin, lorsqu'une situation de grande précarité ou de sans-abrisme est rencontrée

dans l'espace public, comment s'organisent le relais et l'orientation vers les dispositifs d'accompagnement existants, notamment avec le CPAS et les services spécialisés ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Le Conseil entend la question orale.

Mondelinge vraag van Mevrouw Anne Vandersande betreffende het wildplassen.

Mijnheer de burgemeester,

Een artikel dat op 20 augustus in *La Libre Belgique* verscheen, over de maatregelen die verschillende Brusselse gemeenten nemen tegen hinder door urineren in de openbare ruimte, heeft een probleem opnieuw onder de aandacht gebracht dat rechtstreeks invloed heeft op de kwaliteit van onze openbare ruimtes.

Wanneer dergelijke hinder wordt vastgesteld, kan dat gevolgen hebben voor netheid, geurhinder, hygiëne en, ruimer gezien, voor de leefomgeving van bewoners en gebruikers van de openbare ruimte.

In Etterbeek kan dit probleem zich vooral voordoen in drukbezochte zones, maar ook tijdens evenementen of activiteiten die veel mensen samenbrengen.

Als gemeente die aandacht heeft voor de kwaliteit van haar openbare ruimte, heeft Etterbeek al verschillende maatregelen genomen die inzetten op preventie, sensibilisering, netheid en samenwerking met lokale partners.

Ik denk bijvoorbeeld aan het Dropl'Ett-netwerk, dat sinds 2023 bestaat en dankzij deelnemende horecazaken het publiek makkelijker toegang geeft tot drinkwaterpunten en, afhankelijk van het etablissement, tot toiletten.

Deze aanpak toont het belang van een aanpak die is gebaseerd op nabijheid en samenwerking met lokale actoren, eerder dan een uitsluitend repressieve aanpak.

Het lijkt me ook belangrijk om dit probleem niet los te zien van situaties van grote kwetsbaarheid of dakloosheid die onze diensten soms aantreffen in de openbare ruimte.

In die situaties moet de kwaliteit van de openbare ruimte worden beschermd, maar tegelijk moeten de betrokken personen kunnen worden geïdentificeerd, aangesproken en doorverwezen naar de juiste hulp- en begeleidingsdiensten, in samenwerking met het OCMW en gespecialiseerde organisaties.

In dat kader, mijnheer de burgemeester, zou ik graag de volgende vragen stellen:

1. Welke aanpak hanteert de gemeente vandaag om hinder door urineren in de openbare ruimte te voorkomen en te beperken, zeker in drukbezochte zones of tijdens piekmomenten?
2. Welke sensibiliserings- en preventieacties worden door de gemeentediensten uitgevoerd en hoe worden die aangepast aan verschillende situaties, zoals tijdens evenementen en manifestaties?
3. Welke evaluatie maakt het college van het Dropl'Ett-netwerk sinds de start in 2023? Beantwoordt het systeem aan de verwachtingen en plant de gemeente verdere uitbreiding in samenwerking met lokale etablissementen?
4. Hoe werkt de gemeente samen met organisatoren van evenementen en andere actoren op het terrein om te anticiperen op problemen door grote drukte en de netheid en hygiëne van de openbare ruimte te behouden?

5. Hoe verloopt de opvolging van vastgestelde situaties op het terrein, van de eerste melding tot de interventie van de netheidsploegen en, indien nodig, de inschakeling van andere diensten?
6. Wanneer er sprake is van grote kwetsbaarheid of dakloosheid in de openbare ruimte, hoe worden betrokken personen doorverwezen naar bestaande begeleidingsdiensten, onder meer via het OCMW en gespecialiseerde diensten?

Ik dank u voor uw antwoorden.

De raad hoort de mondelinge vraag.

Le Bourgmestre

Merci beaucoup pour votre interpellation Madame, qui est comme d'habitude, argumentée, documentée et précise.

Les membres écolos du Conseil qui étaient membres du Collège, se rappelleront de la discussion qu'on a eue à ce sujet, qui était un peu prémonitoire avec les épisodes climatiques qui ont eu lieu depuis lors qui étaient prévus mais qui n'avaient pas encore eu lieu.

Je dis cela parce qu'on avait essayé de prévoir des points d'eau, des fontaines, la création de canalisations sur le territoire, pour augmenter la possibilité pour les citoyens de se fournir gratuitement en eau à différents points dans la commune. On avait dû renoncer parce que les coûts de l'installation, de fonctionnement et d'entretien étaient très importants. Et dès lors, on a inventé un système qui n'existe pas ailleurs je pense, et qui partait de la connaissance qu'en France, la carafe d'eau est institutionnalisée partout et qu'on peut toujours demander de l'eau du robinet fraîche partout et l'obtenir gratuitement, que la commune renommée dit que si tu dois faire pipi ou a un besoin pressant, tu peux toujours demander dans un café ou dans un restaurant de pouvoir le faire. Sauf que dans la réalité, ce n'est pas comme ça.

Et donc on a lancé avec l'Echevin Aziz Es et le service du développement économique et commercial, une mise à disposition gratuite de toilettes et l'accès à l'eau potable. Le dispositif réunit actuellement 31 commerces qui sont répartis sur le territoire communal. Sur Chasse-Saint Antoine 14, sur Jourdan -Van Meyel 8, sur Thieffry-Volontaires 5, sur Mérode-Saint Pierre 4. Une évaluation a lieu avec les partenaires. Les retours sont pour l'ensemble positifs.

Il est utilisé par les passants, par les visiteurs, par les clients ou aussi par les personnes sans domicile fixe. Vous aurez vu qu'il y a donc un autocollant qui est apposé sur la vitrine qui montre que le commerce est partenaire. Aziz et moi, on avait un peu la crainte que des commerçants renoncent avec le temps parce qu'évidemment, si on retrouve les toilettes dans un état indescriptible et qu'il faut tout nettoyer à plusieurs reprises et qu'il n'y a aucun respect, ça pouvait ne pas durer. On n'a pas eu ça jusqu'à présent, ça il faut quand même le dire. Je n'ai plus les chiffres en tête, mais on a une prime qui est donnée pour ceux qui donnent accès et à l'eau et aux toilettes. Je ne sais plus combien c'est par an. Tu te rappelles ? Combien ? 1000 pour les 2 ? Oui c'est ça 1000€ par an. Merci. 700 pour les WC et 300 pour l'eau.

Donc cette initiative-là, on la continue, elle est efficace, elle permet de soulager. J'ai encore rencontré un nouveau commerçant qui s'est installé place Jourdan et qui a décidé d'être partenaire, qui a trouvé ça sympa et by the way, ça peut aussi créer une clientèle complémentaire parce que ce n'est pas désagréable de pouvoir rentrer dans un commerce, de pouvoir bénéficier des toilettes. Peut-être qu'après, en sortant, on boit un café ou un

thé ou une eau, éventuellement en bouteille.

Le service de prévention, évidemment, oriente les personnes : les gardiens de la paix, les éducateurs, les travailleurs sociaux de rue attachent de l'importance aux personnes en vulnérabilité. Créer du lien, les orienter dans les endroits qui conviennent, favoriser l'accès aux soins, ça se fait.

Je peux vous dire que moi, depuis que je siège au collège et pas depuis hier, je me rappelle d'un seul cas où une personne avait reçu une sanction administrative communale pour avoir uriné sur la place publique, un seul cas qui avait été sanctionné. Parce qu'il y a eu un autre cas qui n'a pas été sanctionné parce que la personne a pu produire à cet effet un certificat médical indiquant qu'elle avait été opérée - s'agissant d'un homme - et que dans le temps qui suivait, 2 mois après son intervention chirurgicale, il n'arrivait plus à se retenir dans des délais suffisants. Et donc compte tenu de ça, évidemment, on a supprimé la sanction administrative. Je rentre dans les détails, mais comme ça je réponds aux questions qui ont été posées et je pense que le diable surgit des détails.

Alors le service d'animation veille aussi dans sa grande sagesse avec la police et avec les organisateurs dans les grands événements, à prévoir des toilettes en suffisance. Et donc c'est une obligation que l'on impose dans les conditions de délivrance de l'autorisation de l'événement, qu'il soit petit ou grand et en nombre suffisant. On pense évidemment aussi à l'alimentation en eau, que ce soit pour « les 20 km de Bruxelles », que ce soit pour « Je cours, pour ma forme », etc. Donc tout ça est assez routinier. Et donc collaboration entre la prévention, les animateurs, le service de l'animation, les gardiens de la paix, les organisations d'événements, le service économique et commercial et le plan propreté.

Évidemment, le plan propreté tout le long de l'année s'adresse à des publics sous influence, des gens qui ont bu, des sans-abris, des personnes qui sont désorientées, des drogués et puis alors, il y a les personnes qui courent dans les parcs, qui courent sur les trottoirs.

Au cinquantenaire, l'aspect festif. Là, je voulais dire aussi, on lutte avec les organisateurs pour que les événements soient limités autant que possible, pour que des facilités sanitaires soient prévues, sinon on n'accorde pas l'autorisation.

En matière de répression, les inspecteurs de propreté procèdent ponctuellement des interpellations en flagrant délit. Les agents patrouillent en civil, adaptent leurs horaires durant la période estivale, une attention plus particulière est accordée au lieu de consommation de nourriture et de boissons.

Majoritairement, le public concerné est évidemment insolvable. Et donc dans ce cadre-là, c'est aussi de la discussion, de l'explication, de la persuasion.

On espère comme ça, Madame Vandersande, avoir pu un peu vous éclairer sur ce problème qui n'est pas romantique, mais qui est important.

Madame Vandersande

Merci pour vos réponses Monsieur le Bourgmestre.

De burgemeester

Hartelijk dank voor uw interpellatie, mevrouw, die zoals gewoonlijk goed onderbouwd, gedocumenteerd en nauwkeurig is.

De Ecolo-leden van de raad die ook lid waren van het college zullen zich de discussie herinneren die wij hierover hebben gevoerd. Die discussie was enigszins vooruitziend gezien de klimaatepisodes die zich sindsdien hebben voorgedaan, die weliswaar waren voorspeld maar zich toen nog niet hadden voorgedaan.

Ik zeg dit omdat wij hadden geprobeerd om waterpunten, fonteinen en de aanleg van leidingen op het gemeentelijk grondgebied te voorzien, om meer mogelijkheden te kunnen voorzien voor burgers om zich op verschillende plaatsen in de gemeente gratis van water te voorzien. We hebben dit echter moeten opgeven omdat de kosten voor de installatie, de werking en het onderhoud zeer hoog waren. Daarom hebben we een systeem bedacht dat volgens mij nergens anders bestaat. Het vertrok vanuit de vaststelling dat in Frankrijk de waterkaraf ingeburgerd is en dat men er overal gratis een glas fris kraantjeswater kan vragen en krijgen. Op dezelfde manier bestaat de opvatting dat, wanneer iemand dringend naar het toilet moet, die persoon altijd in een café of restaurant kan vragen om van het toilet gebruik te mogen maken. In de praktijk blijkt dat echter niet altijd zo te zijn.

Daarom hebben we samen met schepen Aziz Es en de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling een systeem opgezet voor de gratis terbeschikkingstelling van toiletten en toegang tot drinkbaar water. Momenteel nemen 31 handelszaken verspreid over het gemeentelijke grondgebied deel aan dit systeem. Jacht/Sint-Antoo: 14; Jourdan/Van Meyel: 8; Thieffry/Vrijwilligers: 5; Merode/Sint-Pieter: 4. Er vindt een evaluatie plaats met de partners. De feedback is over het algemeen positief.

Het systeem wordt gebruikt door voorbijgangers, bezoekers, klanten, maar ook door dakloze personen. U hebt waarschijnlijk gezien dat er een sticker op de etalage wordt aangebracht die aangeeft dat de handelszaak partner is van het initiatief. Aziz en ik waren enigszins bezorgd dat sommige handelaars er na verloop van tijd mee zouden stoppen. Als de toiletten in een onbeschrijfelijke staat zouden worden achtergelaten, er herhaaldelijk moest worden schoongemaakt en er geen enkel respect zou worden getoond, had het initiatief niet kunnen blijven duren. Dat is tot op heden echter niet gebeurd en dat mag toch worden benadrukt. Ik heb de exacte cijfers niet meer in gedachten, maar er wordt een premie toegekend aan de handelszaken die zowel toegang tot drinkwater als tot toiletten verlenen. Ik weet alleen niet meer hoeveel die premie per jaar bedraagt. Herinner jij je het? Hoeveel? 1000 voor de 2? Ja, dat is 1.000 euro per jaar. Bedankt. 700 voor de toiletten en 300 voor het water.

Dus dat initiatief zetten we voort. Het is doeltreffend en biedt daadwerkelijk een oplossing. Ik heb onlangs nog een nieuwe handelaar ontmoet die zich op het Jourdanplein heeft gevestigd en ervoor heeft gekozen partner te worden. Hij vond het een sympathiek initiatief. En bovendien kan het ook bijkomende klanten aantrekken, want het is niet onaangenaam om een handelszaak binnen te kunnen stappen en gebruik te mogen maken van de toiletten. Misschien drinkt men nadien, bij het buitengaan, nog een koffie, een thee of eventueel een flesje water.

De dient Preventie verwijst mensen uiteraard door. De gemeenschapswachten, opvoeders en straathoekwerkers besteden bijzondere aandacht aan kwetsbare personen. Het creëren van sociale contacten, hen doorverwijzen naar de gepaste plaatsen en de toegang tot zorg bevorderen: dat gebeurt.

Ik kan u zeggen dat ik, sinds ik deel uitmaak van het college, en dat is niet van gisteren, mij slechts één geval herinner waarin iemand een gemeentelijke administratieve sanctie heeft gekregen wegens urineren op de openbare weg. Slechts één geval werd effectief bestraft. Er was nog een ander geval dat uiteindelijk niet werd bestraft omdat de betrokkene een medisch attest kon voorleggen waaruit bleek dat hij, het betrof een man, recent geopereerd was geweest en dat hij gedurende de twee maanden na die chirurgische ingreep zijn plas niet voldoende lang kon ophouden. Rekening houdend met die

omstandigheden hebben wij de administratieve sanctie uiteraard laten vallen. Ik treed hiermee misschien wat in detail, maar zo beantwoord ik de gestelde vragen en ik denk dat de duivel vaak in de details schuilt.

De dienst Animatie ziet er bovendien, in samenwerking met de politie en de organisatoren, nauwlettend op toe dat er bij grote evenementen voldoende toiletten worden voorzien. Dit is een verplichting die wij opleggen als voorwaarde voor de afgifte van een vergunning voor een evenement, ongeacht of het om een klein of groot evenement gaat en steeds in voldoende aantal. Uiteraard houden wij ook rekening met de drinkwatervoorziening, zowel voor de “20 km door Brussel” als voor “Je cours pour ma form” enzovoort. Dat is routineprocedure. Er is dus een samenwerking tussen de dienst Preventie, de animatoren, de dienst Animatie, de gemeenschapswachten, de organisatoren van evenementen, de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling en het Netheidsplan.

Het Netheidsplan richt zich het hele jaar door op uiteenlopende doelgroepen: personen onder invloed, mensen die hebben gedronken, daklozen, gedesoriënteerde personen, druggebruikers, maar ook mensen die in de parken of op de trottoirs gaan joggen.

Wat het Jubelpark betreft en het feestelijke karakter. Ook daar proberen wij samen met de organisatoren het aantal evenementen zoveel mogelijk te beperken en ervoor te zorgen dat voldoende sanitaire voorzieningen aanwezig zijn. Zo niet, dan wordt geen vergunning verleend.

Wat de handhaving betreft, voeren de netheidsinspecteurs geregeld controles uit en spreken zij personen op heterdaad aan. De ambtenaren patrouilleren in burger en passen hun werkuren aan gedurende de zomerperiode. Er wordt daarbij bijzondere aandacht besteed aan plaatsen waar voedsel en dranken worden geconsumeerd.

Het betrokken publiek is meestal onvermogend. In die context gaat het dus vaak ook om overleg, uitleg en overtuigingswerk.

Wij hopen dan ook, mevrouw Vandersande, u hiermee enig inzicht te hebben gegeven in dit probleem, dat misschien niet erg romantisch is, maar wel belangrijk.

Mevrouw Vandersande

Bedankt voor uw antwoorden, mijnheer de burgemeester.

14.09.2026/A/0040 **Interpellation de Monsieur Pieterjan Vanden Boer concernant le renforcement de la résilience climatique d'Etterbeek**

Ces dernières semaines, nous avons été confrontés à des températures extrêmement élevées. Nous y avons malheureusement déjà constaté l'impact croissant du changement climatique. Les vagues de chaleur ne sont plus exceptionnelles, mais font de plus en plus souvent partie de nos étés.

Dans une commune densément peuplée comme Etterbeek, les îlots de chaleur urbains constituent un défi majeur pour la santé et le bien-être de nos habitants. Une étude du VITO estime que le changement climatique entraînera un doublement du nombre d'admissions aux urgences lors des vagues de chaleur.

Le Plan d'action climatique d'Etterbeek reconnaît à juste titre ce défi. En matière de résilience face à la chaleur, la commune mise sur la végétalisation et la désimperméabilisation des espaces publics, la plantation d'arbres et l'encouragement à la rénovation des habitations. La végétalisation est le meilleur remède contre l'effet d'îlot de chaleur urbain, particulièrement marqué dans les zones proches de Jourdan, La Chasse et les Casernes. Ces dernières années, plusieurs beaux projets ont été élaborés ou lancés (Pervijze-Tervaten, rue des Agriculteurs, avenue du Pandhof, rue de la Confiance, place Rinsedelle, Forte Dei Marmi, diverses cours de récréation d'écoles…), mais Etterbeek reste néanmoins sensible à la chaleur dans certains quartiers. Et ce verdissement est urgent, car il faut des dizaines d'années avant que les arbres aient un effet significatif sur le rafraîchissement des quartiers.

De plus, la commune s'engage également à soutenir les mesures privées de lutte contre la chaleur par le biais de subventions complémentaires : isolation des logements, toitures végétalisées, désimperméabilisation. Elle entend également encourager la désimperméabilisation en imposant des obligations dans les permis d'urbanisme. En ce qui concerne Renolution, nous sommes toutefois actuellement dans une période de transition. Il ressort des discussions au sein de la Commission de l'Environnement du Parlement bruxellois que les primes Renolution pour les travaux réalisés en 2025 et 2026 ne seront, pour l'instant, pas disponibles. Seuls les dossiers relatifs aux travaux réalisés jusqu'à fin 2024 feront encore l'objet d'un versement. Aucune précision n'a encore été apportée concernant le futur système de prêts à la rénovation. Les primes communales, dont le règlement a expiré en juin de l'année dernière, avaient été conçues pour compléter l'aide régionale ; des questions se posent donc quant à la manière dont le budget communal consacré aux subventions est utilisé actuellement et le sera à l'avenir.

C'est pourquoi j'adresse les questions suivantes au Collège :

1. De quelle manière les progrès en matière de verdissement urbain, tant dans le domaine privé que public, sont-ils suivis ? Quelles évolutions ont été observées à la suite de certaines initiatives ?
2. Le Collège a-t-il une vue d'ensemble de l'évolution du patrimoine arboricole communal ? Quelles mesures ont déjà été prises pour mieux protéger le patrimoine arboricole d'Etterbeek ?
3. Le Collège est-il disposé à élaborer un plan d'investissement pluriannuel pour la végétalisation des rues, en accordant la priorité aux rues où l'effet d'îlot de chaleur est le plus marqué ?
4. Le Collège a-t-il une vue d'ensemble de l'évolution du pourcentage de surfaces imperméables dans la commune ? Et de quelle manière les permis d'urbanisme sont-ils utilisés pour atteindre les objectifs en matière de désimperméabilisation ? Avez-vous une idée du nombre de permis qui ont été modifiés ou ajustés en raison d'un excès de revêtement, d'une perméabilité insuffisante, etc. ?
5. Où en est-on concernant les primes communales complémentaires dans le cadre de Renolution ? Des subventions seront-elles encore accordées en 2026 pour les projets en cours ? Quel est le solde actuel du budget consacré aux subventions ? Ce budget, s'il n'est pas utilisé à l'heure actuelle, peut-il servir à financer d'autres mesures d'adaptation au changement climatique ?
6. Comment le collège compte-t-il utiliser ou réformer les subventions supplémentaires liées à Renolution, compte tenu de l'intention exprimée dans l'accord de gouvernement bruxellois de recourir à des prêts à la rénovation ?
7. Existe-t-il un projet visant à installer à terme, dans les logements sociaux de la commune, des pompes à chaleur pouvant servir à la fois au chauffage et au refroidissement des bâtiments ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mijnheer Pieterjan Vanden Boer betreffende het vergroten van de Klimaatweerbaarheid van Etterbeek

De voorbije weken werden we geconfronteerd met extreem hoge temperaturen. We zagen daarin helaas al de toenemende impact van de klimaatverandering. Hittegolven zijn niet langer uitzonderlijk, maar maken steeds vaker deel uit van onze zomers.

In een dichtbebouwde gemeente als Etterbeek vormen stedelijke hitte-eilanden een belangrijke uitdaging voor de gezondheid en het welzijn van onze inwoners. Een studie van het VITO schat in dat klimaatverandering het aantal spoedopnames tijdens hittegolven zal doen verdubbelen.

Het Klimaatactieplan van Etterbeek erkent deze uitdaging terecht. Op het vlak van weerbaarheid tegen hitte zet de gemeente in op vergroening en ontharding van de openbare ruimte, het aanplanten van bomen en het stimuleren van renovaties van huizen. Vergroening is de beste remedie tegen het stedelijke hitte-eiland effect, dat erg sterk is in de zones nabij Jourdan, La Chasse en de Kasernes. Er zijn de afgelopen jaren een aantal mooie projecten uitgewerkt of opgestart (Pervijze-Tervaten, Boerenstraat, Pandhoflaan, Vertrouwensstraat Rinsedelleplein, Forte Dei Marmi, verschillende speelplaatsen van scholen...) maar toch blijft Etterbeek in bepaalde wijken gevoelig aan hitte. En deze vergroening is urgent, want het duur tientallen jaren voordat bomen een significant effect hebben op de verkoeling van wijken.

Daarnaast zet de gemeente ook in op ondersteuning van private maatregelen die hitte tegengaan via aanvullende subsidies: het isoleren van woningen, groendaken, ontharding, En stelt de gemeente om ontharding te stimuleren via verplichtingen in stedenbouwkundige vergunningen. Met betrekking tot Renolution zitten we vandaag echter in een overgangsperiode. Uit de bespreking in de Commissie Leefmilieu van het Brussels Parlement blijkt dat de Renolution-premies voor werken uitgevoerd in 2025 en 2026 voorlopig niet beschikbaar zijn. Enkel dossiers met betrekking tot werken uitgevoerd tot eind 2024 zullen nog worden uitbetaald. Over het toekomstige systeem van renovatieleningen bestaat momenteel nog geen duidelijkheid. De gemeentelijke premies, waarvan het reglement afliep in juni vorig jaar, waren ontworpen als aanvulling op de gewestelijke steun, er zijn dus vragen over hoe het gemeentelijke subsidiebudget momenteel en in de toekomst wordt ingezet.

Daarom heb ik volgende vragen aan het College:

1. Op welke manier wordt de vooruitgang van stedelijke vergroening, zowel op privaat als op publiek domein, gemonitord? Welke evoluties zijn er volgende op bepaalde initiatieven.
2. Heeft het college zicht op de evolutie van het gemeentelijke bomenbestand? Welke stappen werden er al gezet om het bomenbestand in Etterbeek beter te beschermen?
3. Is het college bereid om een meerjaren investeringsplan te maken voor het vergroenen van straten, en hierbij prioritair in te zetten op straten waarbij het hitte-eiland effect het grootste is?
4. Heeft het college een zicht op de evolutie van het percentage verharde ondergrond in de gemeente? En op welke manier worden stedenbouwkundige vergunningen ingezet om de doelstellingen met betrekking tot ontharding te behalen? Heeft u een zicht op het aantal vergunningen die werden gewijzigd of bijgesteld omwille te veel aan verharding, onvoldoende doorlaatbaarheid, etc.
5. Wat is de stand van zaken met betrekking tot de aanvullende gemeentelijke premies bij Renolution? Zijn er in 2026 nog subsidies verleend voor lopende projecten? Wat is het huidige saldo van het subsidiebudget? Kan dit budget, indien het momenteel niet gebruikt is, gebruikt worden om andere klimaatadaptatiemaatregelen te financieren?
6. Hoe zal het college de aanvullende subsidies met betrekking tot Renolution inzetten of hervormen aan het voornemen in het Brusselse regeerakkoord om te werken met renovatieleningen?
7. Is er een plan om in sociale woningen van de gemeente op termijn warmtepompen

te installeren, die gebruikt kunnen worden voor de verwarming én de koeling van de gebouwen?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre

Je vous remercie. Je viens donc directement aux réponses alors. Donc Monsieur Vanden Boer , il y a toute une équipe qui s'est réunie, peut-être pas tout l'été mais quand même longuement pour vous satisfaire : le patron des travaux publics, le patron des espaces verts, la nouvelle responsable du service aménagement du territoire, la transition écologique et le coordinateur d'investissement de Log'iris. Donc vous voyez qu'ils ont mis le paquet.

Sur la première question, quelles évolutions ? Le collège s'inscrit dans une vision à long terme pour le patrimoine arboré, on continue à planter et à planter des arbres et je fais des réunions avec Monsieur du Bus chaque fois qu'on fait de la participation et de plus en plus, les gens acceptent et ne résistent plus. Lorsque évidemment on plante des arbres à la place d'emplacements de voitures, on explique qu'on fait ça aussi intelligemment que possible, qu'on utilise des klinkers de couleur pour mesurer la taille des véhicules et que, en général, les gens se parquent alors aux endroits déterminés et sur 3 voitures, on gagne une voiture et donc on gagne un espace pour cyclistes et un espace pour un arbre.

C'est comme ça qu'on fonctionne. On n'a pas inventé l'eau chaude avec ça, mais ça marche bien. Donc on a quand même planté depuis plus de 20 ans, plus de 2000 arbres et on a commencé déjà il y a 30 ans.

La commune encourage l'initiative citoyenne : la semaine de l'arbre, distribution gratuite d'arbres et d'arbustes, verdurisation des façades, verdurisation de pieds d'arbres.

Prise de conscience des enjeux au réchauffement climatique, projet de réalisation et de verdurisation. On a eu un débat qui va vous plaire. On a eu ici une réunion dans cette salle, il y avait 4 membres des services et du collège, il y avait Monsieur du Bus, 2 membres de service et 4 citoyens. On était 4-4 et c'était pour l'avenue du Front.

Et donc pour l'avenue du Front, on a proposé d'élargir la berme centrale et de la prolonger. Il y avait une résistance de riverains parce qu'ils voulaient garder une possibilité de traverser sur la berme centrale, Je leur ai indiqué que c'était très compliqué parce que ça impliquait un problème de sécurité puisque si vous traversez une berme centrale arborée, il faut qu'on vous voie. Il faut avoir 5 mètres avant et 5 mètres arrière et alors, il fallait aussi tenir compte de l'aspect stationnement. Donc ça il ont dit OK, ils n'ont plus demandé de pouvoir traverser. On a montré qu'on voulait augmenter de 3 mètres en tout sur 100 mètres, ce qui faisait 300 m². Et donc, ils nous ont dit : « Mais à quoi ça sert 300 m² de verdure en plus ? » Et je leur ai dit : « Ecoutez, nous sommes une commune où chaque espace vert compte, où chaque espace verdurisé compte, où chaque espace de pleine terre compte, et si de manière obsessionnelle, on crée par-ci par-là 300 m², vous verrez la différence à la fin de la législature ». Certains étaient convaincus, d'autres pas, mais donc, il y a vraiment une vraie prise de conscience. On voit très bien que dans les villes bétonnées, avec trottoirs en béton ou en dalles et avec l'asphalte, la chaleur, c'est beaucoup plus important dans la ville que dans la campagne, donc il faut faire ce qu'on peut par rapport à ça, et on le fait.

Ça a été le cas aussi à :

- Cardinal Lavigerie, on a renforcé la continuité verte ;

- Hansen-Soulie ;
- Place du Roi Vainqueur, des carrés d'arbres à grandes tiges, végétalisés ;
- Place du Rinsdelle ;
- Chaussée de Saint-Pierre ;
- Place Van Meyel ;
- Rue Général Leman ;
- Place Jourdan ;
- Connexion avec le maillage vert sur le parc Léopold.

Intervention ponctuelle réalisée dans la déminéralisation de l'espace public.Il y a un autre endroit encore. Je ne sais plus où il est maintenant, mais donc sur l'avenue du Front, on va aussi créer au milieu une noue pour permettre la pénétration des eaux avec un écoulement naturel des eaux vers le centre. Évidemment, ça crée des besoins d'entretien, ça crée des nécessités en personnel : défi budgétaire, défi humain. Mais on estime qu'on doit le faire. On fait maintenant appel à des grimpeurs-élagueurs. On ne dispose pas de ça dans le personnel.

La politique communale ne vise pas seulement à augmenter le nombre d'arbres plantés, mais aussi la durabilité, la qualité des plantations. Je peux vous dire que je suis un peu obsédé quand je vois un arbre mort parce que j'ai vécu récemment à titre privé l'effondrement d'un arbre de 40 mètres et je veux dire que ce n'était pas très jouissif. Et donc je repère chaque fois, dans les voiries régionales, des arbres morts qui ne sont pas entretenus. Il y en a encore un comme ça, gigantesque, sur le boulevard Général Jacques, près de Lavigerie, un marronnier gigantesque. Ca fait 4 fois que j'écris à la région pour dire « il va tomber, n'attendez pas qu'il y ait un mort ». Et donc, si ça continue je prendrai un arrêté pour l'enlever nous-même aux frais de la région. C'est quand même extrêmement important, il n'est plus du tout en feuilles donc il a moins de prise au vent. Ca n'est pas sérieux de laisser un arbre mort d'un tel développement le long d'une voirie.

On veut, avec Monsieur du Bus, planter moins mais planter mieux. Ça implique de bien choisir les essences, de bien choisir les racines qui ne descellent pas les trottoirs ou les cheminements, des feuilles qui puissent se détruire autant que possible naturellement à leur chute, qui ne bouchent pas les avaloirs.

Est ce qu'on a une vision d'évolution sur le patrimoine ?Oui, on a ces outils. Le service des travaux « Espaces verts » dispose d'un logiciel de gestion. Chaque arbre y est répertorié individuellement. On a débattu de savoir si on donnait un nom à chaque arbre, mais ça, on ne l'a pas fait, on les connaît. Il sera bientôt accessible en ligne.

Données objectives, les services écosystémiques par les arbres, la valeur économique. Si ces bénéfices devaient être remplacés par des dispositifs artificiels de climatisation, ça représenterait un coût énergétique, budgétaire et une pollution considérable de la planète.

Mesure de protection du patrimoine arboré. La suppression des suspensions florales. Vous savez que plusieurs communes, notamment en brabant wallon, ont continué à suspendre des vasques avec des pensées, des tagetes et tout ça, c'est joli. Nous, on a décidé d'arrêter ça parce que ça impliquait un petit camion avec un réservoir et un Monsieur ou une Madame qui, avec une grande perche, devait plusieurs fois par semaine, arroser et donc il faut savoir faire des choix. Ce sont des dispositifs qui sont tout à fait temporaires, qui disparaissent, qui ne sont pas renouvelables, qui coûtent beaucoup d'argent. On a préféré mettre de l'argent dans l'agrandissement d'espaces verts qui soient véritablement durables. Si on pouvait faire les 2, on le ferait, mais on ne sait pas le faire.

On a de nombreux carrés d'arbres qui sont aménagés avec des plantations arbustives, des espèces persistantes. On protège les troncs contre les chocs, on limite les dégradations liées aux attelages de véhicules, on évite la pose de poubelles, on améliore le développement des arbres en associant aux fosses de plantation, des végétations pérennes et pleinement fonctionnelles. Cette couverture végétale évite le tassement, ce qui permet à l'eau encore de percoler. C'est ce qu'on a eu sur Fontenay, le parc de Fontenay où l'eau ne percolait plus entre les arbres sur la terre qui était dure comme du bois.

On fait une phase pilote à la rue des Boers. Plusieurs essais de canivelle se sont révélés concluants. On continuera avec la phase test rue des Boers.

On va continuer à acquérir des plantations arbustives et elles sont plus coûteuses à l'achat, mais elles protègent immédiatement et plus efficacement une implantation durable de la végétation.

Préservation des arbres situés sur les propriétés privées. Depuis toujours, quand quelqu'un demande de pouvoir rabattre un arbre, on dit oui pour autant que ce soit nécessaire et à la condition d'en replanter un. Il y a des exceptions que vous connaissez. Et lorsque l'arbre est découpé avant qu'on le sache, on ne peut qu'intervenir a posteriori. Je parle ici des gens qui respectent les règles, qui demandent un permis d'abattage, que l'on accorde que de manière parcimonieuse, justifiée et avec remplacement de l'arbre.

La présence et la croissance d'un arbre, c'est un phénomène naturel qui est prévisible. La notion d'usage est connue. L'article 35 du code rural, le principe de proportionnalité avec les troubles de voisinage est également respecté.

Est-ce qu'il y aura un plan pluriannuel d'investissement pour la végétalisation des rues avec les îlots de chaleur ? À ce stade, le plan n'est pas établi mais Monsieur du Bus m'a dit qu'il y pensait de manière très active et qu'on répond à des appels de candidature pour des subsides régionaux avec le subsidiologue.

Est-ce que le collège a perçu une évolution du pourcentage de surface imperméabilisée sur le territoire, les permis d'urbanisme, etc ? Sur le taux d'imperméabilisation, des études récentes montrent que le taux d'imperméabilisation a Etterbeek était de 60% en 1955 contre 86% en 2022 et ce taux est supérieur à la moyenne régionale qui s'élevait à 55%. Etterbeek est la 3e commune la plus imperméabilisée en raison de sa localisation totalement au cœur de la région bruxelloise, sa densité et sa superficie relativement petite et même très petite, avec une densité de population importante.

Par contre, à l'inverse, la progression des surfaces imperméables est de 1,4 à Etterbeek contre 2,1 à la région de Bruxelles-capitale, ce qui démontre que nous sommes très résistants à des délivrances de permis qui augmentent les surfaces imperméables. Et donc les permis d'urbanisme imposent : la végétalisation des toitures, diminuer les effets d'ilots de chaleur, désimperméabiliser avec le rejet limité à l'égout, le strict respect du RRU avec la superficie de cours et jardins, le traitement semi-perméable pour les terrasses, interdiction de démolition-reconstruction en intérieur d'îlots, réutilisation ou installation de citernes, interdiction de délivrance de permis d'abattage d'arbre sans une demande de replantation.

Etat d'avancement des primes rénolution. Des subsides sont encore octroyés ou non en 2026,

Le dispositif regroupé des primes énergie et des primes rénovation de l'habitat. Le règlement communal qui a vu le jour en 2023 a harmonisé les primes au niveau communal : énergie, rénovation et climat. Il permettait de soutenir jusqu'à 400€ par logement les travaux d'économie, d'embellissement et des travaux pour perméabiliser, encore une fois, le sol et la toiture végétale.

En 2024, 26 primes avaient été octroyées pour 13 800 €. En 25, 16 primes pour 8200 €. Vu les changements au niveau régional et le système rénolution actuellement aucun budget n'a été prévu en 2026. Mais je vous ai répondu aussi à votre question par rapport à ça.

Etterbeek a reçu un subside RENOLAB. ID sur le projet Renov'Ett qui est en cours de mise en œuvre.

Les groupes pilotes : les propriétaires d'immeubles, les rapports de syndic, les gérants de copropriété, on y a répondu.

Comment est-ce que le collège envisage de maintenir, de réformer les primes communales complémentaires ? J'ai déjà aussi répondu à votre collègue qu'on va essayer de réinstaurer ce qu'on avait fait dans le passé et qui fonctionnait bien.

Est-ce qu'il y a un plan dans les logements sociaux ? Pour que des pompes à chaleur puissent être utilisées à la fois pour le chauffage et le rafraîchissement des bâtiments, le coordinateur de Log'iris nous a répondu : le patrimoine de Log'iris n'est pas adapté pour des pompes à chaleur, l'équipement nécessite un travail conséquent sur l'enveloppe globale du bâtiment. Seules des récentes et futures rénovations globales commencent à l'intégrer. Il est à noter que la réversibilité des pompes à chaleur en chaud- froid, froid-chaud est fortement pénalisée par la PEB et suppose des émetteurs adaptés.

Et donc, on tient à votre disposition quelques belles photos avec des verdurisations à Pervyse- Tervaete, à Sainte-Gertrude, à la place du Rinsdelle, à des pieds d'arbres qui ont été protégés aussi par des grilles, parce que parfois, ce sont des voisins qui viennent enlever les végétations ou les fleurs qui ont été plantées par leurs voisins.

Voilà Monsieur Vanden Boer, j'espère vous avoir répondu.

Monsieur Vanden Boer

Merci beaucoup pour votre réponse approfondie. Je pense qu'après cet été, il n'est plus nécessaire de convaincre quiconque de l'urgence climatique. Mais si je comprends bien, il n'y a pas vraiment de plan spécifique qui s'attaque à la problématique des îlots de chaleur. Mais j'avais encore une question suite à l'explication que vous avez donnée lors de l' interpellation citoyenne pendant laquelle vous avez fait référence à une analyse de risques de la commune sur l'impact de la chaleur. Mais est-ce que cela concerne les bâtiments car cette analyse existe déjà pour les îlots de chaleur et donc, l'analyse a déjà eu lieu.

Monsieur le Bourgmestre

Sur l'analyse de risques au niveau du territoire, je vais passer la parole à Monsieur du Bus. En ce qui concerne l'analyse thermique, on va essayer de réussir ce qu'on n'a pas su faire l'année passée sur l'isolation des toitures (les toitures rouges, les toiture bleue). Mais c'est trop tôt, il faut le faire au moment où les gens commencent à chauffer dans leur dans leur maison.

Monsieur du Bus

Mais vous l'avez déjà évoqué tout à l'heure puisque le directeur des travaux vise à mener cette analyse de risques avec l'ensemble des directeurs des travaux des autres communes, à travers un groupe pilote qu'ils comptent mettre sur pied. Je sais que c'est aussi en lien

avec une initiative qui doit être prise au niveau de la conférence des Bourgmestres, mais il y a une réflexion qui est en train de mûrir à ce propos et c'est un donc c'est cette question-là est en cours mais on veut la développer davantage au niveau des 19 communes plutôt que de la commune etterbeekoise.

Monsieur Vanden Boer

Ma question spécifique était : un diagnostic de risques et vulnérabilités du territoire etterbeekois est déjà fait. Pourquoi on n'utilise pas cette étude ? Ou c'est spécifiquement pour les bâtiments et pas pour les îlots de chaleur, je ne comprends pas vraiment ?

Monsieur du Bus

Alors je vous ai mal compris. Vous dites qu'il existe déjà une analyse de risque au niveau etterbeekois? Je ne suis pas au courant.

Monsieur le Bourgmestre

On va s'éclairer, complémentairement et on vous répondra.

Monsieur du Bus

Je verrai cela avec les services et on vous répondra.

De burgemeester

Ik dank u. Ik ga meteen over tot de antwoorden dan. Dus, mijnheer Vanden Boer, er is een heel team samengekomen, misschien niet de hele zomer, maar lang genoeg om u tevreden te stellen: het hoofd van de Openbare Werken, het hoofd van de Groene Ruimten, de nieuwe verantwoordelijke van de dienst Ruimtelijke Ordening, de Ecologische Transitie en de investeringscoördinator van Log'Iris. U ziet, ze hebben alles op alles gezet.

Over de eerste vraag, welke evoluties? Het college past binnen een langetermijnvisie voor het bomenbestand. We blijven bomen planten en ik houd vergaderingen met de heer du Bus telkens wanneer we participatieprojecten opzetten. Steeds meer mensen aanvaarden dat en bieden niet langer weerstand. Wanneer we uiteraard bomen planten in plaats van parkeerplaatsen, leggen we uit dat we dit zo verstandig mogelijk doen, dat we gekleurde klinkers gebruiken om de grootte van voertuigen af te meten en dat mensen zich in het algemeen dan parkeren op de aangeduide plaatsen. Op drie auto's wint men dan één parkeerplaats en dus wint men ruimte voor fietsers en ruimte voor een boom.

Zo werken we. We hebben daarmee het warme water niet uitgevonden, maar het werkt goed. We hebben in meer dan 20 jaar tijd toch meer dan 2.000 bomen geplant en we zijn daar al 30 jaar geleden mee begonnen.

De gemeente moedigt burgerinitiatieven aan: de Week van de Boom, gratis verdeling van bomen en struiken, vergroening van gevels, vergroening van

boomvoeten.

Bewustwording van de uitdagingen van de klimaatopwarming, project voor realisatie en vergroening. We hebben een debat gehad dat u zal bevallen. We hadden hier een vergadering in deze zaal. Er waren vier leden van de diensten en het college aanwezig, de heer du Bus, twee personeelsleden van de dienst en vier burgers. We waren met vier tegenover vier en het ging over de Frontlaan.

Voor de Frontlaan hebben we voorgesteld om de middenberm te verbreden en te verlengen. Er was weerstand van omwonenden omdat zij de mogelijkheid wilden behouden om de middenberm over te steken. Ik heb hen uitgelegd dat dit erg ingewikkeld was omdat het een veiligheidsprobleem inhield. Als u een met bomen beplante middenberm oversteekt, moet men u kunnen zien. Er moet vijf meter zicht naar voren en vijf meter naar achteren zijn. Bovendien moest ook rekening worden gehouden met het aspect parkeren. Daarop hebben zij gezegd: “Oké” en zij hebben niet langer gevraagd om de middenberm te kunnen oversteken. We hebben getoond dat we in totaal met drie meter wilden uitbreiden over een lengte van honderd meter, wat neerkwam op 300 m². Daarop zeiden zij tegen ons: “Maar waarvoor dient 300 m² extra groen?” En ik heb hen gezegd: “Luister, wij zijn een gemeente waar elke groene ruimte telt, waar elke vergroende ruimte telt, waar elke onverharde ruimte telt. En als we op haast obsessieve wijze hier en daar telkens 300 m² creëren, zult u aan het einde van de legislatuur het verschil zien.” Sommigen waren overtuigd, anderen niet, maar er is wel degelijk een echt bewustzijn gegroeid. We zien heel duidelijk dat in versteende steden, met betonnen trottoirs of tegelverhardingen en asfalt, de hitte veel groter is dan op het platteland. Daarom moeten we doen wat we kunnen en dat doen we ook.

Dat was eveneens het geval in:

- Kardinaal Lavigerie, we hebben de groene continuïteit versterkt.
- Hansen-Soulie;
- Koning Overwinnaarplein, beplante boomvakken voor hoogstammige bomen;
- Rinsdelleplein;
- Sint-Pietersteenweg;
- Van Meyelplein;
- Generaal Lemanstraat;
- Jourdanplein;
- Verbinding met het groene netwerk aan het Leopoldpark.

Punctuele ingrepen uitgevoerd voor de ontharding van de openbare ruimte. Er is nog een andere locatie. Ik weet nu niet meer precies waar die zich bevindt, maar op de Frontlaan gaan we in het midden ook een wadi aanleggen om de infiltratie van water mogelijk te maken, met een natuurlijke afvoer van het water naar het midden. Uiteraard brengt dat onderhoudsbehoeften met zich mee en creëert het nood aan personeel: een budgettaire uitdaging, een menselijke uitdaging. Maar wij vinden dat we dat moeten doen. We doen nu een beroep op boomverzorgers die klimmen en

snoeien. Daarvoor beschikken we niet over eigen personeel.

Het gemeentelijk beleid is niet alleen gericht op het verhogen van het aantal aangeplante bomen, maar ook op de duurzaamheid en de kwaliteit van de aanplantingen. Ik kan u zeggen dat ik een beetje geobsedeerd ben wanneer ik een dode boom zie, omdat ik onlangs privé de instorting van een boom van 40 meter heb meegemaakt. Ik kan u zeggen dat dit allesbehalve aangenaam was. Daarom merk ik telkens opnieuw dode bomen op langs gewestwegen die niet worden onderhouden. Er staat er nog zo één, reusachtig groot, op de Generaal Jacqueslaan, ter hoogte van Lavigerie, een enorme paardenkastanje. Ik heb al vier keer naar het Gewest geschreven om te zeggen: “Hij gaat omvallen, wacht niet tot er een dode valt.” En als dat zo doorgaat, zal ik een besluit nemen om hem zelf te laten verwijderen op kosten van het Gewest. Dat is toch uiterst belangrijk. Hij draagt helemaal geen bladeren meer en vangt daardoor minder wind, maar het is niet ernstig om een dode boom van dergelijke omvang langs een openbare weg te laten staan.

Samen met de heer du Bus willen we minder planten, maar beter planten. Dat betekent dat we de boomsoorten zorgvuldig moeten kiezen, dat we wortels moeten kiezen die trottoirs en doorgangen niet losmaken en bladeren die bij het vallen zoveel mogelijk op natuurlijke wijze vergaan en de straatkolken niet verstoppen.

Hebben we een visie op de evolutie van het bomenbestand? De dienst Werken, afdeling Groene ruimtes, beschikt over een beheersoftware. Elke boom wordt daarin individueel geregistreerd. We hebben besproken of we elke boom een naam zouden geven, maar dat hebben we niet gedaan. We kennen ze. Het systeem zal binnenkort online toegankelijk zijn.

Objectieve gegevens: ecosysteemdiensten geleverd door bomen, economische waarde. Als deze voordelen vervangen zouden moeten worden door kunstmatige koelingssystemen, zou dat een aanzienlijke energiekost, budgettaire kost en een aanzienlijke vervuiling van de planeet met zich meebrengen.

Maatregelen ter bescherming van het bomenbestand. Afschaffing van hangende bloembakken. U weet dat verschillende gemeenten, met name in Waals-Brabant, bloembakken met viooltjes, tagetes en dergelijke zijn blijven ophangen. Dat is mooi. Wij hebben beslist daarmee te stoppen, omdat dit een kleine vrachtwagen met een reservoir vereiste en een man of vrouw die meerdere keren per week met een lange stok moest gaan water geven. Men moet dus keuzes maken. Dit zijn volledig tijdelijke voorzieningen die verdwijnen, niet hernieuwbaar zijn en veel geld kosten. Wij hebben er de voorkeur aan gegeven geld te investeren in de uitbreiding van groene ruimten die werkelijk duurzaam zijn. Als we beide konden doen, zouden we dat doen, maar dat kunnen we niet.

We hebben veel boomvakken die zijn ingericht met struikbeplanting en groenblijvende soorten. We beschermen de stammen tegen beschadigingen, beperken schade veroorzaakt door voertuigen, vermijden het plaatsen van vuilnisbakken en verbeteren de ontwikkeling van de bomen door de plantvakken te combineren met duurzame en volledig functionele vegetatie. Deze vegetatiebedekking voorkomt bodemverdichting, waardoor water opnieuw kan infiltreren. Dat hebben we gezien in Fontenay, in het park van Fontenay, waar het water niet langer tussen de bomen door in de bodem kon dringen omdat de grond hard was geworden als hout.

We voeren een proefproject uit in de Boersstraat. Verschillende proeven met cannivelle hebben positieve resultaten opgeleverd. We zullen de testfase in de Boerenstraat voortzetten.

We zullen verder struikbeplantingen aankopen. Die zijn duurder in aanschaf, maar ze bieden onmiddellijk een betere bescherming en zorgen efficiënter voor een duurzame vestiging van de vegetatie.

Behoud van bomen op privéeigendommen. Sinds jaar en dag geldt dat wanneer iemand vraagt een boom te mogen terugsnoeien, wij daarmee instemmen voor zover dat noodzakelijk is en op voorwaarde dat er een nieuwe boom wordt aangeplant. Er zijn uitzonderingen, die u kent. En wanneer een boom wordt omgehakt voordat wij daarvan op de hoogte zijn, kunnen wij enkel achteraf optreden. Ik heb het hier over mensen die de regels naleven, die een kapvergunning aanvragen, die slechts karig wordt verleend, op een gemotiveerde basis en met de verplichting de boom te vervangen.

De aanwezigheid en groei van een boom zijn natuurlijke en voorspelbare verschijnselen. Het begrip gebruik is bekend. Artikel 35 van het Veldwetboek wordt toegepast en ook het proportionaliteitsbeginsel inzake burenhinder wordt gerespecteerd.

Komt er een meerjarig investeringsplan voor het vergroenen van straten met hitte-eilanden? Op dit moment bestaat dat plan nog niet, maar de heer du Bus heeft mij gezegd dat hij daar zeer actief over nadenkt en dat wij samen met de subsidiedeskundige reageren op oproepen tot kandidaatstelling voor gewestelijke subsidies.

Heeft het college zich op de evolutie van het percentage verharde ondergrond in de gemeente, de stedenbouwkundige vergunningen, enzovoort? Wat het percentage verharde ondergrond betreft, tonen recente studies aan dat dit cijfer in Etterbeek 60% bedroeg in 1955 tegenover 86% in 2022. Dat percentage ligt hoger dan het gewestelijk gemiddelde, dat 55% bedroeg. Etterbeek is de derde meest verharde gemeente, vanwege haar ligging in het hart van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, haar dichtheid en haar relatief kleine, zelfs zeer kleine oppervlakte, in combinatie met een hoge bevolkingsdichtheid.

Daar staat tegenover dat de stijging van de verharde oppervlakken in Etterbeek 1,4 bedraagt tegenover 2,1 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat toont aan dat wij zeer terughoudend zijn bij het afleveren van vergunningen die leiden tot een toename van verharde oppervlakken. De stedenbouwkundige vergunningen leggen dan ook het volgende op: vergroening van daken, het verminderen van de effecten van hitte-eilanden, ontharding met een beperkte lozing naar de riolering, strikte naleving van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening wat betreft de oppervlakte van binnenplaatsen en tuinen, halfdoorlatende verhardingen voor terrassen, verbod op sloop en heropbouw binnen huizenblokken, hergebruik of plaatsing van regenwaterputten, verbod op het afleveren van een kapvergunning zonder een aanvraag tot heraanplanting.

Stand van zaken van de Renolution-premies. Worden er nog subsidies verleend in 2026 of niet?

De regeling die de energiepremies en de renovatiepremies voor woningen samenbrengt. Het gemeentelijk reglement dat in 2023 werd

ingevoerd, heeft de premies op gemeentelijk niveau geharmoniseerd: energie, renovatie en klimaat. Het maakte het mogelijk om tot 400 euro per woning toe te kennen voor besparingswerken, verfraaiingswerken en werken voor de ontharding van de bodem en voor groendaken.

In 2024 werden 26 premies toegekend voor een totaalbedrag van 13.800 euro. In 2025 werden 16 premies toegekend voor 8.200 euro. Gezien de wijzigingen op gewestelijk niveau en het huidige Renolution-systeem werd voor 2026 momenteel geen budget voorzien. Maar ik heb uw vraag hierover ook al beantwoord.

Etterbeek heeft een RENOLAB.ID-subsidie ontvangen in het kader van het project Renov'Ett, dat momenteel wordt uitgevoerd.

Wat betreft de pilootgroepen: de eigenaars van opbrengstgebouwen, de syndici en de beheerders van mede-eigendommen: daarop hebben wij geantwoord.

Hoe zal het college de aanvullende gemeente subsidies behouden of hervormen? Daarop heb ik uw collega al geantwoord: we zullen proberen opnieuw in te voeren wat we in het verleden hadden gedaan en wat goed werkte.

Is er een plan voor de sociale woningen? Met betrekking tot het gebruik van warmtepompen die zowel voor verwarming als voor koeling van gebouwen kunnen worden ingezet, heeft de coördinator van Log'iris ons het volgende geantwoord: gebouwenbestand van Log'iris is niet aangepast aan warmtepompen. Deze uitrusting vereist ingrijpende werkzaamheden aan de volledige gebouwschil. Alleen recente en toekomstige grondige renovaties beginnen hiermee rekening te houden. Er dient ook te worden opgemerkt dat de omkeerbaarheid van warmtepompen, van warm naar koud en van koud naar warm, sterk wordt benadeeld door de EPB-regelgeving en aangepaste afgiftesystemen vereist.

Verder houden wij enkele mooie foto's ter beschikking van vergroeningprojecten in Pervijze-Tervate, in Sint-Gertrudis, op het Rinsdelleplein en van boomvakken die ook werden beschermd met roosters, omdat het soms gebeurt dat buurtbewoners de beplanting of bloemen verwijderen die door hun buren zijn aangebracht.

Zo, mijnheer Vanden Boer, ik hoop dat ik u hiermee heb geantwoord.

De heer Vanden Boer

Bedankt voor uw grondig antwoord. Ik denk dat het na deze zomer niet langer nodig is om iemand te overtuigen van de urgentie van de klimaatcrisis. Maar als ik het goed begrijp, bestaat er momenteel geen echt specifiek plan dat de problematiek van de hitte-eilanden aanpakt. Ik had echter nog een vraag naar aanleiding van de toelichting die u gaf tijdens de burgerinterpellatie, waarbij u verwees naar een risicoanalyse van de gemeente over de impact van hitte. Heeft die analyse betrekking op de gebouwen? Want voor de hitte-eilanden zelf bestaat er al een analyse en heeft die analyse dus reeds plaatsgevonden.

De burgemeester

Over de risicoanalyse op niveau van het grondgebied zal ik het woord geven aan de heer du Bus. Wat de thermische analyse betreft, zullen we proberen te slagen in wat ons vorig jaar niet gelukt is met de isolatie van de daken (de rode daken, de blauwe daken). Maar het is nog te vroeg; dat moet gebeuren op het moment dat de mensen hun woning beginnen te verwarmen.

De heer du Bus

Maar u hebt dat daarnet zelf al aangehaald, aangezien de directeur Openbare Werken ernaar streeft deze risicoanalyse uit te voeren samen met alle directeurs Openbare Werken van de andere gemeenten, via een pilootgroep die men wil oprichten. Ik weet dat dit ook verband houdt met een initiatief dat op het niveau van de Conferentie van de Burgemeesters genomen zou moeten worden, maar er is hierover een denkoefening aan de gang. Deze kwestie wordt dus momenteel behandeld, maar men wil ze verder ontwikkelen op het niveau van de 19 gemeenten in plaats van enkel op het niveau van de gemeente Etterbeek.

De heer Vanden Boer

Mijn specifieke vraag was de volgende: een diagnose van de risico's en kwetsbaarheden van het Etterbeekse grondgebied van Etterbeek is al gemaakt. Waarom maken we geen gebruik van die studie? Of gaat het hier specifiek over gebouwen en niet over hitte-eilanden? Ik begrijp het niet echt.

De heer du Bus

Dan heb ik u verkeerd begrepen. U zegt dat er op het niveau van Etterbeek al een risicoanalyse bestaat? Daar ben ik niet van op de hoogte.

De burgemeester

Wij zullen dit verder verduidelijken en u daarop antwoorden.

De heer du Bus

Ik zal dit met de diensten bekijken en wij zullen u antwoorden.

14.09.2026/A/0041 **Question d’actualité Audrey Petit - Nuisances sonores autour du nouveau magasin Action**

Nuisances sonores autour du nouveau magasin Action

Nous avons été interpellés par plusieurs habitants de la rue Général Fivé concernant des nuisances sonores autour du nouveau magasin Action situé chaussée de Wavre 814.

La rue Général Fivé est utilisée pour les livraisons et opérations de déchargement du magasin. Or, il s'agit d'une rue à dominante résidentielle, à la différence de la chaussée de Wavre, plus commerçante.

À plusieurs reprises, des livraisons ont eu lieu à des horaires particulièrement matinaux, parfois dès 4h30, y compris le samedi, occasionnant du bruit et donc d'importants désagréments pour les riverains. Les horaires semblent avoir été quelque peu adaptés dernièrement, mais ce vendredi encore, les livraisons ont débuté dès 7h du matin.

Nous avons retrouvé, dans le dossier d'urbanisme relatif au magasin, la mention d'un accès au parking couvert voisin par la rue Général Fivé. Cette situation suscite donc des inquiétudes chez plusieurs riverains quant au caractère temporaire ou pérenne de ces livraisons de ce côté du commerce.

Dans ce contexte, pourriez-vous nous confirmer :

1. si l'utilisation de la rue Général Fivé pour les livraisons et opérations de déchargement est bien autorisée dans le cadre du permis relatif au commerce, et quelles sont les conditions et horaires exacts applicables ;

2. si cette zone de livraison est prévue de manière pérenne ou si une réorganisation est envisagée afin de privilégier les livraisons du côté de la chaussée de Wavre, davantage adaptée à l'activité commerciale ;

3. s'il existe des mesures que la Commune peut prendre afin de limiter spécifiquement les nuisances sonores pour les riverains, en particulier tôt le matin et le week-end ?

Merci beaucoup pour vos éclaircissements.

Le Conseil entend la question d'actualité.

Actualiteitsvraag Audrey Petit - Geluidsoverlast rond de nieuwe Action-winkel

Geluidsoverlast rond de nieuwe Action-winkel

We hebben meldingen ontvangen van verschillende bewoners van de rue Général Fivé over geluidsoverlast rond de nieuwe Action-winkel aan de Chaussée de Wavre 814.

De rue Général Fivé wordt gebruikt voor leveringen en het lossen van goederen voor de winkel. Het gaat hier echter om een overwegend residentiële straat, in tegenstelling tot de chaussée de Wavre, die meer een winkelstraat is.

Meerdere keren vonden leveringen plaats op bijzonder vroege tijdstippen, soms al om 4.30 uur, ook op zaterdag, wat geluidsoverlast en dus aanzienlijke overlast voor de omwonenden veroorzaakte. De tijden lijken de laatste tijd enigszins te zijn aangepast, maar ook deze vrijdag begonnen de leveringen al om 7.00 uur 's ochtends.

In het stedenbouwkundig dossier met betrekking tot de winkel hebben we een vermelding aangetroffen van een toegang tot de nabijgelegen overdekte parkeergarage via de rue Général Fivé. Deze situatie baart verschillende omwonenden dan ook zorgen over de vraag of deze leveringen aan deze kant van de winkel van tijdelijke of permanente aard zijn.

Kunt u ons in dit verband bevestigen:

1. of het gebruik van de rue Général Fivé voor leveringen en het lossen van goederen daadwerkelijk is toegestaan in het kader van de vergunning voor de winkel, en wat de exacte voorwaarden en tijden zijn die hiervoor gelden;

2. of deze leveringszone bedoeld is als permanente regeling of dat er een herindeling wordt overwogen om de voorraden bij voorkeur aan de kant van de Chaussée de Wavre te laten aanvoeren, wat beter aansluit bij de commerciële activiteit;

3. of er maatregelen zijn die de gemeente kan nemen om de geluidsoverlast voor omwonenden specifiek te beperken, met name ’s ochtends vroeg en in het weekend?

Hartelijk dank voor uw toelichting.

De raad hoort de actualiteitsvraag.

Le Bourgmestre

Donc j'en viens alors finalement à Madame Audrey Petit qui a donc constaté qu'un magasin « Action » s'était ouvert dans le quartier de la chasse, et qui dépose une question d'actualité. Je ne sais pas si c'est suite à des parutions Facebook ou des choses pareilles, parce qu'en tout cas, les services n'ont reçu aucune plainte par les voies classiques.

Madame Petit

Non, ce sont des habitants qui nous ont contactés, on a été interpellés par des habitants de la rue du Général Fivé concernant des nuisances sonores autour de l'ouverture de ce magasin « Action » chaussée de Wavre et donc en effet, la rue Général Fivé a été utilisée et est utilisée, pour des livraisons et opérations de déchargement du magasin. Et il s'agit plutôt d'une rue à destination résidentielle, par opposition à la rue juste à côté, la chaussée de Wavre, qui est plus commerçante. Et c'était ça l'objet des interpellations qu'on a recueillies. Des livraisons ont eu lieu à des horaires particulièrement matinaux, parfois dès 4h30 du matin apparemment, et le samedi, occasionnant bien sûr du bruit et donc d'importants désagréments pour les riverains.

Depuis, les horaires semblent avoir quelque peu été adaptés mais encore dernièrement, ce vendredi notamment, les livraisons avaient lieu dès 7h du matin. On a retrouvé dans le dossier d'urbanisme notamment relatif au magasin, la mention d'un accès autorisé au parking voisin par la rue du Général Fivé et donc cette situation suscite bien sûr des inquiétudes de la part des riverains de la rue à côté.

Dans ce contexte, est-ce que vous pourriez nous éclairer par rapport à plusieurs éléments ?

- Est-ce que vous pourriez nous confirmer que l'utilisation de la rue Général Fivé pour les livraisons et opérations de déchargement est bien autorisée dans le cadre d'un permis relatif à ce commerce ?

- Quelles sont les conditions et les horaires exacts applicables, s’il y en a ?

- Cette zone de livraison est prévue pour être temporaire ou pour durer?

- Un transfert a été prévu du côté de la chaussée de Wavre qui est à destination plus commerçante?

- Et enfin, est-ce qu'il existe des mesures que la commune peut prendre pour limiter spécifiquement les nuisances sonores pour les riverains, en particulier tôt le matin ou les week-ends?

Le Bourgmestre

Donc, les personnes qui vous ont contactés n'ont pas appelé la police ?

Madame Petit

Non effectivement

Le Bourgmestre

C'est dommage. C'est vraiment dommage parce que la police, elle fonctionne jour et nuit, y compris à 4h du matin. Et lorsqu'on téléphone pour dire qu'un camion décharge, éventuellement moteur tournant avec des clarks, etc à 4h du matin, la police elle vient. Elle dresse procès-verbal, j'en suis averti et nous, on adresse alors un PV urbanistique indiquant qu'il y a violation du permis d'environnement et que si ça se réitère, on prendra des mesures de contrainte. La solution, elle est là, elle est toute simple en fait. Donc les conditions sont prévues dans le permis, sauf erreur de ma part, c'est bien par Général Fivé qu'ils doivent décharger, vu le gabarit des camions.

Ce qui est dommage, c'est qu'évidemment on n'a pas fait ça sans concertation. On a convoqué tous les riverains, on a fait des affiches. Il n'y a pas eu grand monde qui s'y est intéressé. C'est souvent quand les gens voient les choses après qu'ils se manifestent. Mais il n'est pas possible d'aller livrer à 4h, 5h, 6 h du matin.

Ici, les horaires de livraison, c'est entre 8h et 12h le samedi. Les livraisons ont lieu sur l'aire prévue à cet effet, rue Général Fivé. Le véhicule ne peut pas constituer une gêne pour les passants, les piétons, les cyclistes ou les véhicules. On ne peut pas faire du bruit ou klaxonner à l'occasion de cette livraison.

Une livraison hors des périodes autorisées pourrait être permise pour une demande spécifique et ponctuelle pour un événement qui est tout à fait exceptionnel.

Et donc il suffit que les gens téléphonent à la police, l'appel est enregistré et la patrouille, elle arrive.

J'ai comme ça pu fermer des chantiers de construction parce que le problème à Bruxelles, c'est l'accès. L'entrepreneur principal prend les obligations dans le permis, mais après, le sous-traitant ou le sous-traitant du sous-traitant (vous avez des gens qui s'amènent de Hollande ou d'ailleurs), lui, s'amène à 3 ou 4 h du matin. Mais ça, nous, on dresse PV et s'il y a réitération, on arrête le chantier. Et ça, ça marche, je peux vous dire qu'à ce moment-là, avec les amendes de retard en cascade qu'il y a entre les différents entrepreneurs, ça ne recommence pas.

Donc la bonne technique c'est ça.

Madame Petit

Donc si j'ai bien compris, la livraison à l'endroit actuel, elle est légale mais elle est limitée

dans le temps. Et s'il y a des nuisances sonores, il faut appeler la police.

Le Bourgmestre

C'est bien ça.

Madame Petit

OK

Le Bourgmestre

Il n'était pas cohérent de permettre aux grands camions d' « Action » de livrer sur la chaussée de Wavre parce qu'elle est bloquée pendant tout le temps de la livraison. Il n'y a aucune possibilité de se stationner convenablement à cet endroit.

Et donc ça a fait l'objet [d'une rencontre] - j'étais présent et Monsieur Van Bockstal était présent- il y avait très peu de riverains, mais on a reçu ces gens, on a été voir sur place, on a vu les plans et donc c'est vrai qu'utiliser le parking, qui est en intérieur, était la solution pour permettre à ce commerce de s'installer.

Madame Petit

Merci, je vais transmettre.

De burgemeester

Ik kom uiteindelijk bij mevrouw Audrey Petit die heeft vastgesteld dat een winkel van Action de deuren heeft geopend in de Jachtwijk en die een actualiteitsvraag heeft ingediend. Ik weet niet of dat gebeurt naar aanleiding van berichten op Facebook of dergelijke, want onze diensten hebben geen enkele klacht ontvangen via de klassieke kanalen.

Mevrouw Petit

Nee, het zijn bewoners die ons hebben gecontacteerd. Wij werden aangesproken door bewoners van de Generaal Fivéstraat over geluidsoverlast door de opening van de Action-winkel op de Waversesteenweg. De Generaal Fivéstraat werd en wordt gebruik voor leveringen en losactiviteiten voor de winkel. En dat is eerder een woonstraat, in tegenstelling tot de straat ernaast, de Waversesteenweg, waar meer handelaars zijn gevestigd. En dat was precies waarover wij werden aangesproken. Er zijn 's ochtends vroeg leveringen, soms blijkbaar om 4.30 uur 's ochtends en op zaterdag. Dat zorgt voor lawaai en dus voor grote hinder voor de buurtbewoners.

De uren lijken ietwat aangepast, maar onlangs, op vrijdag namelijk, waren er leveringen om 7 uur 's ochtends. We hebben in het stedenbouwkundig dossier over de winkel teruggevonden dat er sprake is van een toegestane toegang tot de nabijgelegen parking via de Generaal Fivéstraat. Deze situatie roept uiteraard bezorgdheid op bij de buurtbewoners

van deze aangrenzende straat.

In deze context zouden wij graag verduidelijking krijgen over verschillende punten:

- Kunt u bevestigen dat het gebruik van de Generaal Fivéstraat voor leveringen en losactiviteiten inderdaad is toegestaan in het kader van een vergunning voor deze handelszaak?

- Welke voorwaarden en exacte tijdsregelingen zijn hierop van toepassing, indien die bestaan?

- Is deze leveringszone bedoeld als een tijdelijke oplossing of is zij blijvend?

- Is er een verplaatsing van deze activiteiten naar de kant van de Waversesteenweg voorzien, die een meer uitgesproken commerciële bestemming heeft?

- Tot slot, bestaan er maatregelen die de gemeente kan nemen om de geluidsoverlast voor de buurtbewoners specifiek te beperken, in het bijzonder in de vroege ochtenduren of tijdens weekends?

De burgemeester

Dus de mensen die u hebben gecontacteerd hebben de politie niet gebeld?

Mevrouw Petit

Nee, dat klopt.

De burgemeester

Dat is jammer. Dat is echt jammer, want de politie werkt dag en nacht, ook om 4 uur ‘s ochtends. Wanneer men belt om te zeggen dat een vrachtwagen aan het lossen is, eventueel met draaiende motor en heftrucks, om 4 uur ‘s ochtends, dan komt de politie langs. Ze stelt een proces-verbaal op en ik word daarvan op de hoogte gebracht. We stellen dan een stedenbouwkundig proces-verbaal op waarin staat dat de milieuvergunning werd geschonden en dat wij dwingende maatregelen zullen nemen als dat nog zou gebeuren. De oplossing is er en ze is eigenlijk heel eenvoudig. De voorwaarden liggen vast in de vergunning. Tenzij ik mij vergis, moeten zij lossen via Generaal Fivé, gezien de grootte van de vrachtwagens.

Wat jammer is, is dat wij dat niet zonder overleg hebben gedaan. Wij hebben alle buurtbewoners uitgenodigd. We hebben affiches gemaakt. Er was niet veel volk dat interesse toonde. Het is meestal wanneer de mensen dingen zien dat ze zich pas melden. Maar het is niet mogelijk om te leveren om 4 uur, 5 uur of 6 uur ‘s ochtends.

De leveringsuren zijn van 8 uur tot 12 uur op zaterdag. De leveringen moeten gebeuren op de daartoe voorziene plaats in de Generaal Fivéstraat. Het voertuig mag voorbijgangers, voetgangers, fietsers en voetgangers niet hinderen. Er mag geen lawaai worden gemaakt of getoeterd tijdens de levering.

Een levering buiten de toegelaten periodes zou kunnen worden toegestaan op uitdrukkelijke en occasionele vraag voor een uitzonderlijke gebeurtenis.

De mensen moeten dus naar de politie bellen. De oproep wordt geregistreerd en er komt een patrouille langs.

Zo hebben ik bouwplaatsen kunnen sluiten omdat het probleem in Brussel de toegang is. De hoofdaannemer neemt de verplichtingen op in de vergunning, maar de onderaannemer of de onderaannemer van de onderaannemer (u weet wel, mensen uit Holland of van elders), komt aanzetten om 3 of 4 uur 's morgens. Maar hiervoor stellen wij een proces-verbaal op. En als de situatie zich herhaalt, zetten we de bouwplaats top. En dat werkt. Ik kan u zeggen dat er verschillende ondernemers zijn geweest met achtereenvolgende verwijlboetes. Dat begint niet opnieuw.

Dus dat is de juiste techniek.

Mevrouw Petit

Als ik het goed begrijp zij leveringen op deze plaats legaal, maar beperkt in de tijd. En in geval van overlast moet men de politie bellen.

De burgemeester

Dat klopt.

Mevrouw Petit

Oké.

De burgemeester

Het was niet coherent om de grote vrachtwagens van Action te laten leveren op de Waversesteenweg omdat zij de straat blokkeren tijdens de levering. Er is geen enkele mogelijkheid om correct te parkeren op die plaats.

En daarover is dus een ontmoeting georganiseerd. Ik was daar aanwezig met mijnheer Van Bockstal. Er waren weinig buurtbewoners, maar we hebben mensen ontvangen, we zijn ter plaatse gaan kijken en we hebben de plannen bekeken. De overdekte parking was de oplossing om deze handelszaak zich hier te laten vestigen.

Mevrouw Petit

Bedankt, ik geef het door.

Levée de la séance à 23:15
Opheffing van de zitting om 23:15

Le Bourgmestre-Président

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre - Président
De Burgemeester-Voorzitter

Annick Petit

Vincent De Wolf